



# Café : la success story qui cache la crise

Etude sur la durabilité de la filière du café

| Rapport de recherche |

Un rapport du

**BASIC**

Pour



**Auteurs :** Basic

**Editeurs :** Max Havelaar France, Commerce Equitable France, Collectif « Repenser les filières », Basic

**Remerciements :** Jos Algra, Jean Pierre Blanc, Elise Bouedron, Morgane Daeschner, Christophe Eberhart, Samir El Ouaamari, Nicolas Léger, Joao Mattos, Nicolas Mounard, Mildred Niebles, Merling Preza, Katarzyna Renie, Bertrand Swiderski, John Velez Henao, et toutes les autres personnes qui ont bien voulu répondre à des questions dans le cadre de cette étude.

Publication réalisée avec le soutien de :



*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du BASIC et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.*



## Table des matières

Introduction.....	6
Liste des abréviations .....	7
Glossaire .....	8
Filière technique du café.....	11
1. La chaîne de valeur mondiale du café et ses impacts .....	12
1.1. Modes de consommation, canaux de distribution et marques/torréfacteurs .....	12
1.1.1. <i>La consommation mondiale se globalise et se polarise sous l'influence d'acteurs de plus en plus concentrés</i> .....	12
1.1.2. <i>La France, un marché mûre à forte valeur ajoutée où les multinationales sont fortement implantées</i> .....	16
1.2. Les négociants .....	22
1.3. Une production de café qui se polarise pour répondre à la demande et est confrontée à des impacts négatifs majeurs.....	25
1.4. Une chaîne de valeur mondiale toujours plus inégalitaire qui pose d'importants défis sociaux et environnementaux.....	33
1.4.1. <i>Des chaînes de valeur de plus en plus inégalitaires depuis la fin de l'AIC, et la montée en puissance des nouveaux formats de consommation (dosettes et capsules)</i> .....	33
1.4.2. <i>Des impacts majeurs en termes social comme environnemental, concentrés au niveau des pays producteurs, mais non négligeables également dans les pays consommateurs</i> .....	39
1.4.3. <i>Une situation amenée à s'aggraver en raison du réchauffement climatique</i> .....	42
1.5. Face à la montée des enjeux, le développement de modèles alternatifs (labels équitables, bio & « durables ») .....	45
1.5.1. Évolutions des certifications sur le marché mondial de consommation du café.....	46
1.5.2. En France, un développement de la diffusion et du nombre de certifications indépendantes sur le café .....	52
2. Analyse de trois chaînes de valeur spécifiques, de leurs impacts et des changements qu'y apportent les démarches alternatives .....	54
2.1. Analyse de la chaîne de valeur du Pérou vers la France.....	56
2.1.1. <i>Le Pérou, un pays tourné vers l'export qui a réussi à valoriser son potentiel de qualité</i> .....	56
2.1.2. <i>Des filières conventionnelles de café péruvien vers la France très inégalitaires, au détriment des producteurs et au bénéfice des acteurs en aval de la chaîne</i> .....	58
2.1.3. <i>Les impacts négatifs majeurs de la chaîne de valeur conventionnelle</i> .....	62
2.1.4. <i>Des impacts positifs importants générés par les filières équitables et biologiques, non documentés pour les labels « durables »</i> .....	68
2.1.5. <i>Analyse transverse des chaînes de valeur Pérou-France</i> .....	82
2.2. Analyse de la chaîne de valeur de la Colombie vers la France .....	85
2.2.1. Un pays de culture caféière, acteur majeur du marché international qui s'est fortement organisé, sous impulsion de l'Etat, autour de sa fédération nationale (FNC) .....	85
2.2.2. <i>Des filières conventionnelles très organisées en Colombie pour bénéficier aux producteurs, mais qui paraissent relativement peu valorisées en aval de la chaîne</i> .....	89

2.2.3.	<i>Des impacts négatifs limités en terme social, mais importants sur l'environnement.....</i>	94
2.2.4.	<i>Des impacts positifs significatifs quand la certification équitable est associée à l'agriculture biologique, supérieurs à ceux du système UTZ.....</i>	99
2.2.5.	<i>Analyse transverse des chaînes de valeur Colombie-France .....</i>	108
2.3.	<b>Analyse de la chaîne de valeur de l'Ethiopie vers la France.....</b>	112
2.3.1.	<i>Un pays de forte culture caféière, avec une importante consommation interne traditionnelle, produite par une agriculture familiale de subsistance très diversifiée .....</i>	112
2.3.2.	<i>Des filières conventionnelles structurées par l'ECX instauré par l'Etat qui bénéficient peu aux producteurs alors qu'elles sont bien valorisées en aval de la chaîne.....</i>	116
2.3.3.	<i>Des impacts négatifs majeurs au niveau social qui s'accélèrent du fait de la déstabilisation du modèle traditionnel de culture du café .....</i>	121
2.3.4.	<i>Les apports des filières « durables », équitables et biologiques.....</i>	125
2.3.5.	<i>Analyse transverse des chaînes de valeur Ethiopie-France.....</i>	134
3.	<b>Analyse transverse globale.....</b>	137
4.	<b>Recommandations et leviers de changement .....</b>	150
	<b>Annexe méthodologique.....</b>	157

## Introduction

Plus de 2 milliards de tasses de café sont consommées chaque jour, générant un chiffre d'affaires d'environ 200 milliards de dollars par an<sup>1</sup>, principalement en Europe, aux Etats-Unis et au Brésil, mais aussi de manière croissante en Asie où sa consommation va de pair avec l'élévation du niveau de vie des classes moyennes<sup>2</sup>.

Le marché du café génère d'importants revenus pour les acteurs économiques situés en aval de la filière. En particulier, le succès des dosettes - qui représentent désormais plus de 11% des ventes mondiales de café et dont le chiffre d'affaire devrait croître de 45% d'ici 2020 - a permis à la plupart des leaders historiques du secteur de revaloriser significativement leurs ventes : alors qu'en France un paquet de 250g du café moulu coûte environ 2,5 à 3 euros en supermarché (soit 10 à 12 euros/kg), le café en capsules compatibles Nespresso se vendent jusqu'à 60 euros/kg et plus.

Essentiellement produit au Brésil (32% des volumes - 4/5 Arabica et 1/5 Robusta), au Vietnam (19% des volumes - essentiellement du Robusta), en Colombie (9% des volumes - essentiellement de l'Arabica) et en Indonésie (7% des volumes - 3/4 Robusta et 1/4 Arabica),<sup>3</sup> le café est cultivé par environ 25 millions de producteurs dans plus de 80 pays situés de part et d'autre de l'Equateur, en majorité sur des petites exploitations de moins de 5 ha<sup>4</sup>. En 2017, 9 millions de tonnes de café (60% d'Arabica et 40% de Robusta) dont près des 3/4 ont été échangés sur les marchés mondiaux, le café se classant parmi les produits agricoles les plus précieux cotés en bourse (sa valeur à l'exportation s'est élevée à 18 milliards de dollars en 2015)<sup>5</sup>. Pourtant, la filière du café se caractérise, notamment depuis la fin du dernier Accord International du Café (1989), par des cours plus volatils, des revenus globalement plus faibles pour les producteurs et une concentration du pouvoir dans les mains des acheteurs et des grandes marques internationales. Autant de tendances qui questionnent la durabilité économique de la filière.

De plus, depuis quelques années, la production - en particulier d'Arabica - est impactée par la hausse des températures et l'altération des régimes de pluie liées au changement climatique : incertitude des rendements, dégâts causés par les ravageurs et les maladies, difficulté à maintenir la qualité. Des études récentes estiment que sans une action forte pour lutter contre le changement climatique, la superficie mondiale adaptée à la production de café pourrait être réduite de 50% d'ici 2050<sup>6</sup>. En 2080, le café sauvage, une ressource génétique importante pour les agriculteurs, pourrait s'éteindre<sup>7</sup>, remettant profondément en question le marché du café et sa diversité telles qu'ils existent actuellement

Face à cette situation, de nombreuses entreprises, en particulier les leaders du secteur, ont engagé des programmes d'action sur le terrain pour limiter les conséquences du dérèglement climatique et améliorer la situation des producteurs, certains via une certification et/ou des labels indépendants<sup>8</sup>. Des programmes qui viennent s'ajouter aux filières mises en place depuis 30 ans par les acteurs du commerce équitable - entreprises, ONG, coopératives, consommateurs engagés - afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des producteurs de café.

Devant les messages rassurants de certaines multinationales du café dans leur communication auprès des consommateurs, il peut être légitime de se demander si (toutes) les initiatives actuelles sont à la hauteur des enjeux de la filière café. Plus largement, la question qui se pose est celle des conditions qui permettraient l'avènement d'une filière réellement durable du café, pour les producteurs comme pour les consommateurs et qui assureraient sa résilience face au changement climatique.

---

<sup>1</sup> Potts, J. et al., *The state of sustainability initiatives review*, 2014

<sup>2</sup> Hivos, *Coffee Barometer*, 2014

<sup>3</sup> International Coffee Organization, *Data on the Global Coffee Trade*, [http://www.ico.org/new\\_historical.asp](http://www.ico.org/new_historical.asp)

<sup>4</sup> International Coffee Organization, *Data on the Global Coffee Trade*, [http://www.ico.org/new\\_historical.asp](http://www.ico.org/new_historical.asp)

<sup>5</sup> International Coffee Organization, *Data on the Global Coffee Trade*, [http://www.ico.org/new\\_historical.asp](http://www.ico.org/new_historical.asp)

<sup>6</sup> The Climate Institute, *A Brewing Storm: The climate change risks to coffee*, 2016

<sup>7</sup> The Climate Institute, *A Brewing Storm: The climate change risks to coffee*, 2016

<sup>8</sup> Potts, J. et al., *The state of sustainability initiatives review*, 2014

## Liste des abréviations

AIC	Accord International sur le Café
CIF	<b>Cost Insurance &amp; Freight (Incoterm à l'importation)</b>
CLAC	Coordinadora Latino Americana de pequeños productores de Comercio Justo
FAO	<b>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</b>
FLO	Fairtrade Labelling Organization, renommée <i>Fairtrade International</i> depuis 2015
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	<i>Free on board (Incoterm à l'exportation)</i>
FTI	Fairtrade International
GSA	Grande Surface Alimentaire
GMS	Grandes et Moyennes Surfaces
ICO	Organisation Internationale du Café
INEI	<b>Institut national de la statistique et de l'informatique, Pérou</b>
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques, France
MDD	Marque De Distributeur
Mns	Millions
Mrds	Milliards
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non-gouvernementale
OP	Organisation de producteurs
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
RFA	Rainforest Alliance
REDD+	Initiative des Nations Unies pour « Réduire les émissions de CO <sub>2</sub> provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts »
SPP	Simbolo de pequeños productores (label de commerce équitable créé par des organisations de producteurs latinoaméricaines certifiées Fairtrade)
UN Comtrade	Base de données statistiques du commerce international des Nations Unies
UNCTAD	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
UNFCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNICEF	<b>Fonds des Nations Unies pour l'enfance</b>
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD	Dollars des États-Unis
UTZ	<b>Certification originellement appelée Utz Kapeh qui signifie "bon café" en langue Maya</b>
4C	Common Code for the Coffee Community (code de conduite développé par les grands torréfacteurs et <b>négociants servant de point de départ pour un processus d'amélioration continue qui peut déboucher sur des démarches plus exigeantes de certification du café (UTZ, Rainforest, Fairtrade, agriculture biologique...)</b> )

## Glossaire

### Arabica et Robusta

Les 2 variétés principales de café cultivées dans le monde (sur les 80 existantes) sont l'Arabica et le Robusta :

- L'espèce Arabica, ou *Coffea Arabica*, est originaire d'Ethiopie. C'est une plante d'altitude, cultivée de 600m à 2000m d'altitude sous un climat tropical, qui requière des températures de 18°C à 25°C et 1500mm à 1800mm d'eau et qui ne supporte pas le gel. Elle produit les cafés les plus appréciés par les consommateurs - les Bourbons, Maragogype, Tipica, Catimor - pour la finesse de leurs arômes, leur équilibre et leur acidité. L'Arabica a aussi une sensibilité relativement forte face aux aléas climatiques, aux ravageurs et aux maladies.
- L'espèce Robusta, ou *Coffea canephora*, a été découverte au Zaïre au 19<sup>ème</sup> siècle. Elle doit son nom à sa résistance aux maladies et à sa vigueur. C'est une plante de plaine cultivée sous climat équatorial, qui requière des température d'environ 25°C, des pluviométries supérieures à 2000 mm et une humidité proche de la saturation. Elle donne un café plus puissant et corsé que l'Arabica, moins délicat et 2 fois plus fort en caféine.

L'optimisation de la qualité du café, Arabica comme Robusta, dépend de facteurs endogènes (altitude, type de sol, cultivar - Bourbon, Cattura, Moka...) et exogènes (utilisation d'intrants, sarclage, irrigation, culture ensoleillée ou d'ombrage, méthode de transformation par voie sèche ou humide...). Ces enjeux sont beaucoup plus présents dans la culture de l'Arabica que dans celle du Robusta qui est considéré comme un produit indifférencié et pour lequel peu d'efforts sont fournis pour distinguer les saveurs.

### Cafés différenciés

Les cafés dits « différenciés » ont en commun de s'appuyer sur des exigences de traçabilité afin de valoriser leurs caractéristiques particulières et ainsi de se distinguer des cafés mélangés et standardisés.

Plusieurs types de produits sont regroupés dans cette catégorie :

- Les **Cafés d'Origine** sont ceux auxquels est associée une indication géographique (l'exemple emblématique étant le *Café de Colombie* et le *Blue Mountain* de Jamaïque). Leur identité territoriale permet de prévoir un certain nombre d'attributs du produit (saveur, arômes...) et de construire la confiance du consommateur. La certification d'origine comprend deux aspects principaux : la délimitation du lieu de production et la typicité sensorielle du produit.
- Les Cafés de Spécialité sont des cafés de qualité supérieure et disponibles en quantité limitée, traçables jusqu'à l'origine. Le consommateur leur attribue un goût et un caractère distincts et supérieurs au café « ordinaire ». On attend d'un café de spécialité une certaine complexité aromatique, des conditions de culture et de récolte spécifiques, ainsi qu'un nombre très faible de défauts. Certains cafés de spécialités offrent des garanties de traçabilité jusqu'au terroir (« cafés de terroir ») voire jusqu'à la parcelle (« café de micro-lot »).
- Les Cafés certifiés sont des cafés respectant un cahier des charges, interne ou externe, qui porte sur les conditions de production au niveau agronomique, social et environnemental, et qui est vérifié par un auditeur indépendant. Ils regroupent les certification dites « durables » (principalement les labels indépendants UTZ et Rainforest Alliance aujourd'hui fusionnés, ainsi que les labels internes AAA de Nespresso et Cafe Practices de Starbucks), les certifications équitables et les certifications biologiques.

### Certifications dites « durables »

Assurance écrite (sous la forme d'un certificat) donnée par une tierce partie qu'un produit, service ou système est conforme à des exigences environnementales d'amélioration des pratiques agricoles, d'interdiction des intrants chimiques dangereux, de protection de la biodiversité et de respect des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

## Certifications équitables

Assurance écrite (sous la forme d'un certificat) donnée par une tierce partie qu'un produit, service ou système est conforme aux exigences du commerce équitable (voir définition ci-dessous). En France, les certifications équitables se conforment à la charte éditée par la Commerce Equitable France.

## Chaîne de valeur (ou filière)

Les termes « filière » et « chaîne de valeur » désignent à la fois

- l'ensemble des activités économiques depuis la production de matières premières jusqu'à la consommation d'un (ensemble de) produit(s) fini(s) et sa fin de vie,
- et le groupe d'acteurs économiques liés verticalement qui réalise ces activités.

## Commerce équitable

Le Commerce Équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du Commerce Équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener campagne en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel.

*(définition de FINE, coordination des acteurs du commerce équitable réunissant les grands réseaux internationaux Fairtrade International, World Fair Trade Organisation et European Fair Trade Association)*

## Commoditisation *(d'après l'US Commodity Futures Trading Commission)*

La commoditisation est le processus par lequel un produit se caractérise par :

- l'homogénéité du produit : le bien doit être présenté de manière homogène, sans lots spécifiques et sans unité identifiable ;
- la standardisation du mode de production : les unités doivent être interchangeable ;
- le marché libre ;
- une direction naturelle de l'offre vers le marché garantie par l'absence de contraintes émanant des gouvernements ou des organisations privées ;
- l'imprévisibilité de l'offre et de la demande ;
- la possibilité de stockage comme condition de l'existence de contrats à terme ou de futures.

## Coût sociétal *(d'après K. W. Kapp, 1963).*

Ensemble des pertes et dépenses, directes et indirectes, présentes et futures, qui sont supportées par des tiers ou la collectivité dans son ensemble du fait des impacts sociaux, sanitaires et environnementaux des modes de production et de consommation.

## Impact (économique, social, environnemental)

Ensemble des changements durables ou significatifs...

...positifs et négatifs, directs et indirects, prévus et imprévus, intentionnels et involontaires...

...sur les écosystèmes et l'environnement, les individus et les communautés, et sur le monde économique...

...au niveau local, régional et mondial...

...qui sont provoqués par une ou plusieurs actions, activités, politiques, produits ou services...

...au-delà de ce qui serait arrivé toutes choses égales par ailleurs.

### Panier de biens essentiels

Ressources nécessaires à un individu pour obtenir une alimentation saine et suffisante, assurer sa participation aux activités sociales et avoir les conditions de vie (éducation, santé, logement, habillement, transports, épargne) correspondant à ses droits fondamentaux et qui sont habituellement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles il appartient.

*(d'après Peter Townsend, 1979)*

### Services essentiels *(d'après la Charte des services essentiels, 2007)*

Les services essentiels sont les services vitaux ou les services de base indispensables à une vie digne et décente. Ils comprennent notamment :

- l'alimentation nécessaire à la santé et à la pratique des activités humaines ;
- l'éducation
- la protection de la santé publique ;
- l'habitation dans un logement décent ;
- les services collectifs d'eau potable et d'assainissement ;
- les services collectifs de propreté et d'élimination des déchets ;
- les services de distribution d'énergie ;
- les services de transport public quotidien ;
- les services d'information et de télécommunication

## Filière technique du café

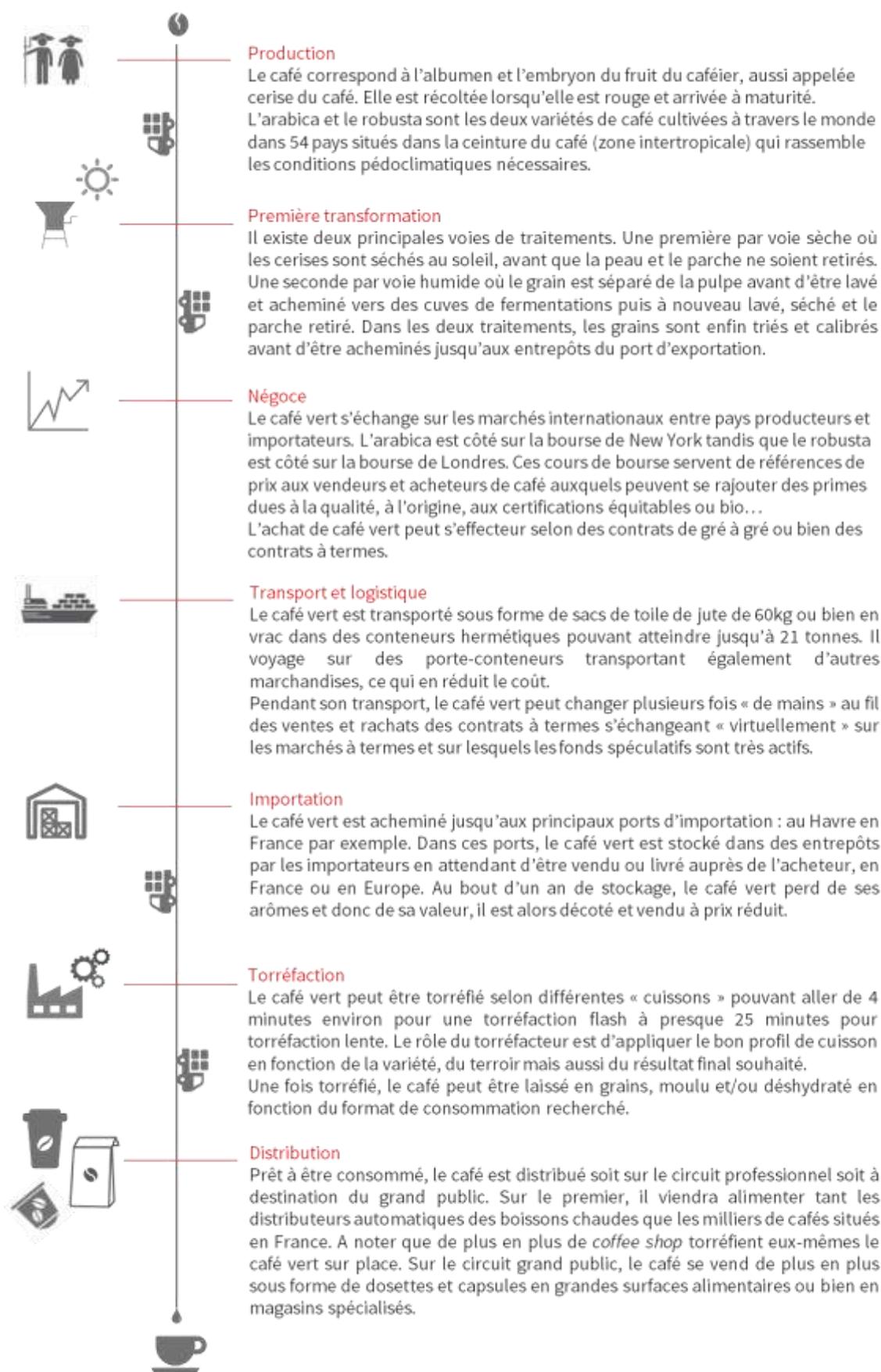


Figure 1. Filière technique du café. Source : BASIC

## 1. La chaîne de valeur mondiale du café et ses impacts

### 1.1. Modes de consommation, canaux de distribution et marques/torréfacteurs

#### 1.1.1. La consommation mondiale se globalise et se polarise sous l'influence d'acteurs de plus en plus concentrés

*Un marché qui se polarise entre produits à haute valeur ajoutée et produits de masse standardisés*

En 2017, la consommation mondiale de café était estimée à 9 millions de tonnes<sup>9</sup> et aurait généré en valeur 200 milliards USD<sup>10</sup>. Sur les 50 dernières années, la consommation a cru régulièrement, avec une moyenne annuelle estimée à 2% en volumes<sup>11</sup>.

Au niveau mondial, la majeure partie du café est consommée à domicile – plus de 3/4 des volumes globaux mais seulement la moitié des ventes environ – le reste étant consommé hors foyer dans les cafés, chaînes spécialisées, hôtels, restaurants, sur le lieu de travail...<sup>12</sup>

Les études de marché montrent une polarisation de la consommation dans ces 2 sphères depuis la fin des années 1990<sup>13</sup> :

- **d'un côté**, une forte croissance des ventes de cafés plus « haut de gamme » - et des réseaux de distribution associés - qui restent néanmoins largement minoritaires en termes de volumes écoulés,
- **de l'autre**, une consommation soutenue de produits standardisés vendus en masse à faible prix qui continuent à représenter la grande majorité des volumes

L'intérêt croissant des consommateurs pour des produits à plus forte valeur ajoutée s'est tout d'abord développé dans les circuits « hors foyer » dans les années 1990. Des lieux de vente dédiés au café se sont multipliés (aussi appelés « coffee shops ») proposant des produits différenciés dans une ambiance qui offre une nouvelle « expérience » pour le consommateur<sup>14</sup>.

Pionnier du secteur, et toujours leader, la chaîne Starbucks propose des mélanges de café renouvelés tous les jours à coté de nombreuses origines. Ses produits (paquets de café moulu, capsules compatibles Nespresso et boissons froides à base de café) sont désormais commercialisés en grande distribution par Nestlé<sup>15</sup>.

Ces réseaux spécialisés sont très développés aux Etats-Unis où ils génèrent un chiffre d'affaire de 20 milliards d'euros (en croissance de 41% depuis 2011)<sup>16</sup>, et en forte croissance en Europe où les 13 300 coffee shops implantés représentent 6 milliards d'euros de ventes en 2017, en croissance de 50% depuis 2010<sup>17</sup>.

Dans le même temps, 8% des cafés traditionnels ont disparu, mais les quelques 300 000 points de vente existants continuent à représenter 45 milliards d'euros de ventes de café annuelles en 2017<sup>18</sup>.

<sup>9</sup> ICO, Le commerce mondial du Café 1960-2013, février 2014

<sup>10</sup> Hivos 2018

<sup>11</sup> ICO, Le commerce mondial du Café 1960-2013, février 2014

<sup>12</sup> OMPI, Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales, 2017

<sup>13</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007

<sup>14</sup> OMPI, Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales, 2017

<sup>15</sup> Bulletin of the Centre for Research and Interdisciplinary Study, Starbucks Marketing Analysis, 2015

LSA, « Starbucks se lance à l'assaut de la GMS en France », 24 mai 2012, consulté en ligne le 14 juin 2018 (<https://www.lsa-conso.fr/starbucks-se-lance-a-l-assaut-de-la-gms-en-france.130505>). Starbucks revendique réaliser 70% du marché du café froid en GMS (Les Échos, Starbucks met la pression sur le café froid, 3/05/2017, consulté en ligne le 14/06/2018, <https://business.lesechos.fr/directions-marketing/marketing/innovation-produit/0212034977719-starbucks-met-la-pression-sur-le-cafe-froid-309266.php>)

<sup>16</sup> <http://www.mintel.com/press-centre/food-and-drink/us-coffee-house-sales-expected-to-reach-28-7-billion-by-2021> consulté le 05/07/18

<sup>17</sup> <http://www.scanews.coffee/2017/11/28/2017-western-european-coffee-market-size-report/> consulté le 05/07/2018

<sup>18</sup> <http://www.scanews.coffee/2017/11/28/2017-western-european-coffee-market-size-report/> consulté le 05/07/2018

Sur le segment du café à domicile, l'innovation qui a incontestablement bouleversé la manière de consommer du café sur les 30 dernières années est l'invention de la capsule Nespresso par Nestlé, couplée à des machines spécifiques pour la consommer à domicile (voir encadré sur Nestlé)<sup>19</sup>.

Associé à une offre de cafés d'origine et de haute qualité, ce nouveau produit a suscité l'intérêt d'un nombre croissant de consommateurs pour la diversité des saveurs et arômes du café, aux antipodes du café standardisé proposé jusque-là dans les supermarchés et lieux de consommation traditionnels.

« Innovation de rupture », le lancement des capsules et machines Nespresso s'est accompagné d'importants investissements en communication qui ont fait émerger une vraie culture du café favorisant le report des consommateurs vers des produits à plus forte valeur ajoutée<sup>20</sup>.

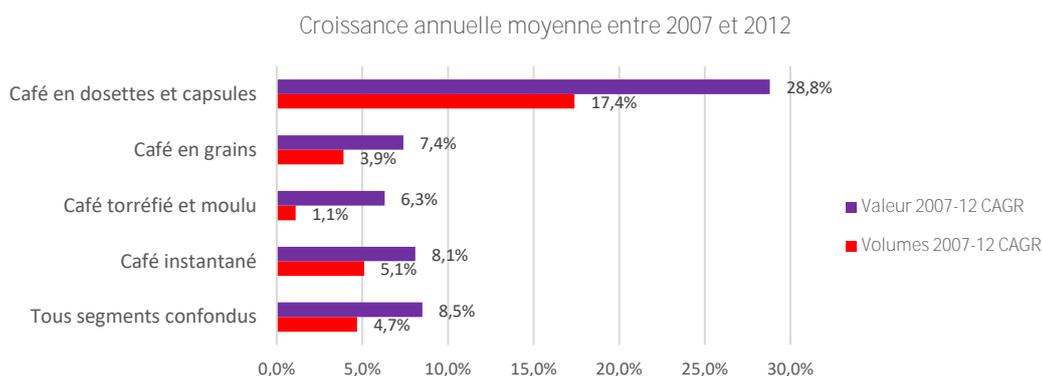


Figure 2. Croissance moyenne annuelle en volumes et en valeurs entre 2007 et 2012, par segments de café au niveau mondial.  
Source : BASIC, d'après les données Euromonitor.

Elle a donné naissance à nouveau segment très dynamique, celui des dosettes et capsules (également appelé « café portionnable »), dans lequel se sont engouffrés les concurrents de Nestlé à la recherche de relais de croissance dans les marchés matures.

Si le café en dosettes et capsules ne représentait que 11% des ventes mondiales de café entre 2007 et 2012, ses taux de croissance - +28,8% en valeur et +17,4% en volume sur la période - sont largement supérieurs aux autres segments, et son chiffre d'affaires aurait triplé depuis 2012<sup>21</sup>.

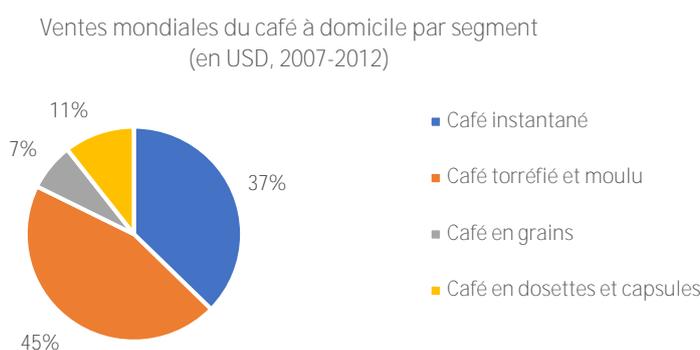


Figure 3. Répartition des ventes mondiales de café par segment tous circuits confondus.  
Source : BASIC, d'après les données d'Euromonitor

Néanmoins, au niveau mondial, le café torréfié moulu ainsi que le café instantané<sup>22</sup> continuent de représenter la large majorité des ventes de café pour la consommation à domicile (plus de 80%).

<sup>19</sup> Cf. Xerfi 2017 L'engouement des consommateurs pour ce nouveau format s'expliquerait principalement par le fait que les capsules ou dosettes soient plus pratiques et moins exigeantes en termes de préparation

<sup>20</sup> Xerfi 2017

<sup>21</sup> Cf. graphe présentation Copil de juin

<sup>22</sup> Le segment du café instantané – produit standardisé par excellence – apparaît plus dynamique que celui du café moulu, avec une croissance de 5% en volume et 8% en valeur entre 2007 et 2012. Elle est tirée par la consommation des pays émergents en demande de

Une analyse de la consommation par zones géographiques permet de retrouver ces tendances à des degrés divers.



Figure 4. Évolutions de la consommation mondiale de café entre 1964 et 2012 en millions de sacs, et répartition de la consommation entre économies émergentes, pays producteurs et pays traditionnellement consommateurs. Source : ICO 2014

Dans les pays occidentaux qui consomment traditionnellement le plus de café, la consommation augmente très faiblement en volume (voir graphique ci-dessus), voire tend à stagner sur ces dernières années, avec une croissance moyenne de 0,7% entre 1990 et 2012<sup>23</sup>. Ces pays continuent cependant de représenter près de la moitié des quantités de café consommées chaque année dans le monde<sup>24</sup>. Parmi eux, les États-Unis sont le principal marché avec environ 16% de la consommation mondiale, suivi par l'Allemagne (6%), le Japon (4,5%), la France (4%) et l'Italie (4%)<sup>25</sup>.

Par contraste, les chiffres d'affaires de vente de café augmentent plus rapidement que les volumes dans ces marchés dit « matures ». En effet, les torréfacteurs ont su renouveler leur offre afin de stimuler les achats mais aussi innover, notamment sur les formats de vente du café – en particulier les dosettes – pour créer plus de valeur<sup>26</sup>.

En vis-à-vis, les pays historiques de production de café et les économies émergentes ont vu leur consommation de café s'accroître rapidement, en volume comme en valeur.

La consommation intérieure des pays producteurs de café a ainsi crû de 65% entre 2000 et 2012, passant de 26,4 millions à 43,5 millions de sacs sur cette période<sup>27</sup>.

Les classes moyennes des économies émergentes ont quant à elles adopté les codes d'une consommation dite occidentale et ont développé un goût pour le café. Ces 50 dernières années, leur consommation intérieure a ainsi augmenté de 85% pour atteindre 27,9 millions de sacs en 2012.

La demande croissante des pays producteurs et des économies émergentes concerne essentiellement des cafés standardisés, produits en masse par les grandes marques, en particulier le café instantané. À titre d'exemple, la Chine a augmenté de 43% sa demande en café instantané depuis 2008 pour atteindre un total de 40 000 tonnes en 2011<sup>28</sup>.

---

ce type de produits, pratiques, vendus en masse et à faible prix. (voir graphique ci-après sur la « Croissance moyenne annuelle en volumes et en valeurs entre 2007 et 2012, par segments de café au niveau monde »).

<sup>23</sup> Ibid.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> Xerfi 2017 218:10

<sup>27</sup> ICO 2014, op. Cit

<sup>28</sup> Duke 2014

Cette tendance explique en partie l'augmentation du Robusta dans les volumes de café échangés : le Robusta étant associé aux cafés de qualité inférieure et bon marché, les consommateurs avec un moindre pouvoir d'achat le préfèrent à l'Arabica<sup>29</sup>. Si le Robusta représentait 30% du café il y a 20 ans, cette proportion s'élève désormais à 40%<sup>30</sup>, et selon les tendances actuelles elle atteindra 50% d'ici quelques années<sup>31</sup> (voir la partie 1.3 Production).

En parallèle, la consommation de cafés « haut de gamme », est également en plein essor dans les pays émergents et les pays producteurs. A titre d'exemple, la Chine est le second marché pour Starbucks et le plus dynamique au monde (8% de croissance par an contre 3% aux Etats-Unis), l'entreprise prévoyant de doubler son nombre de magasins d'ici 2021<sup>32</sup> ; quant au Brésil, il est devenu en peu de temps le 4<sup>ème</sup> marché mondial de capsules et dosettes avec 800 millions de dollars de ventes (derrière les Etats-Unis avec 4,9 milliards, la France avec 2,2 milliards et l'Allemagne avec 900 millions)<sup>33</sup>.

*Des torréfacteurs de plus en plus concentrés qui canalisent et orientent cette demande*

Les évolutions précédentes sont portées par quelques grands acteurs du café (torréfacteurs ou marques) qui concentrent la majorité des ventes : en 2015, les 4 premiers torréfacteurs réalisaient environ 40% du chiffre d'affaires de la consommation à domicile. La grande majorité de leurs produits est commercialisée par des distributeurs qui sont eux-mêmes très concentrés (à titre d'exemple, à l'échelle européenne, les 10 plus grands acteurs représentent environ 50% des ventes de produits d'épicerie dans l'UE<sup>34</sup>).

Quant au hors domicile, il semble surtout marqué par la domination de Starbucks qui représente à lui seul 21% du marché mondial estimé<sup>35</sup>.

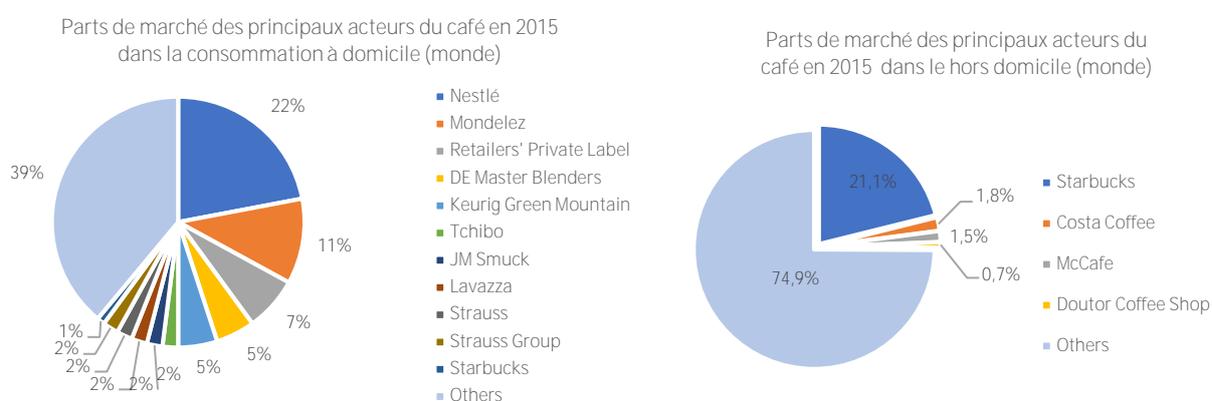


Figure 5. Parts de marché des principaux acteurs du café dans le monde en 2015.  
Source : BASIC, d'après les données Euromonitor

Cette concentration résulte d'une dynamique de consolidation qui s'est accélérée récemment : la fusion en 2017 des activités « café » de Mondelez avec DE Master Blenders a donné naissance au numéro 2 mondial « JDE », dont la maison-mère JAB a également racheté plusieurs chaînes de cafés américaines ainsi que l'américain Keurig Green Mountain. Le leader Nestlé a répondu en prenant possession de la chaîne américaine

<sup>29</sup> Entretien avec un ancien négociant de café

<sup>30</sup> Entretien avec un ancien négociant de café

<sup>31</sup> Entretien avec un ancien négociant de café

<sup>32</sup> <https://www.cnbc.com/2017/12/05/starbucks-is-opening-a-store-in-china-every-15-hours.html> consulté le 26 août 2018

<sup>33</sup> ICO, Le commerce mondial du Café 1960-2013, février 2014

<sup>34</sup> Oxfam, Ripe for change : Ending human suffering in supermarket supply chains, 2018

<sup>35</sup> <https://blog.euromonitor.com/2016/04/coffee-shops-around-the-world-three-key-insights-for-2016.html> / consulté le 17 juillet 2018

de cafés Blue Bottle, puis en mars 2018 de la marque Starbucks pour les produits vendus en grande distribution<sup>36</sup>.

Les géants du secteur sont par ailleurs de plus en plus concurrencés par les marques des distributeurs (« *Retailers' Private Label* ») qui représentent désormais 7% des ventes.

A noter que la concentration du secteur au niveau mondial cache des disparités par segment :

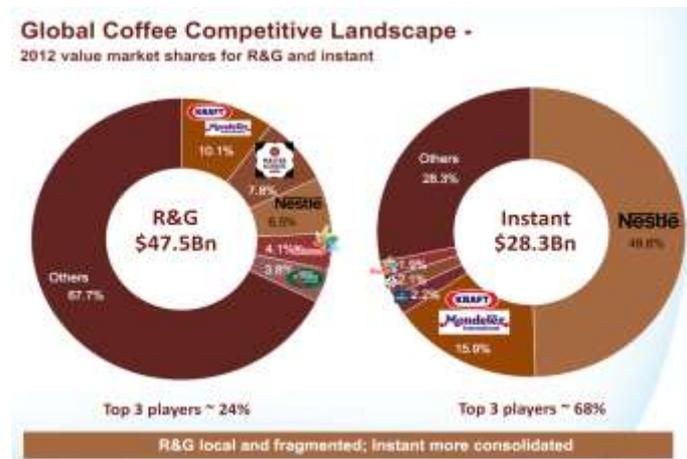


Figure 6. Parts de marché des principaux acteurs du café en 2012 : à gauche, segment du café torréfié et moulu ; à droite, segment du café instantané.

Sur le segment du café torréfié moulu, JDE est leader, grâce notamment à ses marques Jacobs et L'Or<sup>37</sup>. Sur le marché du café instantané, Nestlé réalise quasiment la moitié des ventes mondiales grâce à sa marque Nescafé. Le développement des produits à plus forte valeur ajoutée et la concentration du secteur se sont accompagnés d'une forte croissance des chiffres d'affaires et des bénéfices enregistrés par les leaders du secteur.

Cette évolution reflète la capacité des torréfacteurs à créer et capter la valeur en aval de la chaîne, qui repose principalement sur la dimension « immatérielle » des produits commercialisés : innovation, image de marque et plus globalement univers de consommation qui dépasse les qualités gustatives des produits. Pour ce faire, ils ont déployé de plus en plus de moyens marketing, principal levier et avantage dont ils disposent par rapport aux autres acteurs situés en amont : à titre d'exemple, ils s'élèvent à 4% du chiffre d'affaires des torréfacteurs, et représentent sur le prix final d'un paquet de café un coût similaire à celui des négociants (environ 0,33 €/kg).<sup>38</sup>

### 1.1.2. La France, un marché mûre à forte valeur ajoutée où les multinationales sont fortement implantées

*Un marché dominé par les ventes de café en dosettes et capsules en GSA (grandes surfaces alimentaires)*

Dans le paysage international, la France fait figure de pays majeur d'importation et de consommation de café. Les Français en consomment en moyenne 5,43kg/an<sup>39</sup>, loin derrière les pays scandinaves qui atteignent

<sup>36</sup> [www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/07/nestle-va-exploiter-la-marque-starbucks-en-supermarche\\_5295391\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/05/07/nestle-va-exploiter-la-marque-starbucks-en-supermarche_5295391_3234.html) consulté le 15/06/2017

<sup>37</sup> Schroeder S., *When Ethics Are Good For Business. A Case Study on the Strategic Importance of Direct Trade for Three Specialty Coffee Roasters in Copenhagen*, Copenhagen Business School, 2015.

<sup>38</sup> ICO 2013

<sup>39</sup> Syndicat FR Café 2015

12kg/an/personne. Au total, 345 200 tonnes de café ont été consommées en France en 2017, pour un marché qui s'élevait à 5,8 milliards d'euros<sup>40</sup>.

Traditionnellement buveurs du Robusta produit dans les anciennes colonies d'Afrique<sup>41</sup>, les français se sont progressivement tournés vers la consommation d'Arabica ces dernières décennies<sup>42</sup>.

**Le profil des consommateurs français de café**  
 Depuis 10 ans, les français ont stabilisé leur consommation de café. Plus de 80% d'entre eux en consomment quotidiennement, avec une moyenne de 3 à 4 cafés par jour, principalement en matinée (dans 70% des cas), et à midi (52% des cas). Cas particulier, le café décaféiné se consomme essentiellement après la sortie du travail et le soir.<sup>43</sup>  
 Les motivations sont le plaisir, l'habitude et la caféine pour se donner de l'énergie. Le moment de la consommation est à la fois un temps pour soi et un temps social et de rencontre. La consommation varie avec l'âge, avec un maximum entre 30 et 55 ans, motivée principalement par l'habitude.<sup>44</sup>  
 Environ 68% de la consommation de café se fait à domicile et 21% sur le lieu de travail.<sup>45</sup>  
 Plus de la moitié des ménages est équipée d'une cafetière filtre pour satisfaire sa consommation quotidienne mais peut être également propriétaire d'une machine à capsules et/ou à dosettes, louée pour sa modernité, sa praticité et les larges gammes de café disponibles.<sup>46</sup>

La France est un marché de consommation dit « mature », à l'instar des autres pays d'Europe de l'ouest et d'Amérique du Nord, dont la croissance est essentiellement liée à l'augmentation des prix (et non des volumes)<sup>47</sup>.

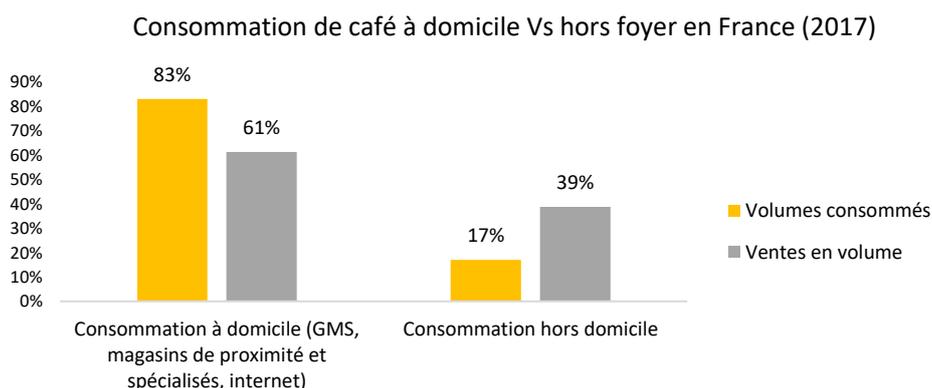


Figure 7. Comparaison des ventes de café à domicile et hors foyer en 2017. Source : BASIC, d'après les données Euromonitor 2018

La majorité du café est consommé à domicile en France. Si le marché hors domicile représente une faible part des volumes, il constitue près de 40% des ventes en valeur. Sur ce total, le café consommé quotidiennement au bureau représenterait 70% des volumes hors domicile<sup>48</sup>.

<sup>40</sup> Euromonitor 2018

<sup>41</sup> Entretien avec un ancien négociant de café ; entretien avec un acteur du commerce équitable.

<sup>42</sup> Entretien avec un ancien négociant de café ; Xerfi 2017

<sup>43</sup> Études tendances et usages des consommateurs français », 2016

<sup>44</sup> Ibid.

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Ibid.

<sup>47</sup> Xerfi 2017

<sup>48</sup> [https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301259518097\\_nespresso-vise-la-pole-position-sur-le-marche-des-entreprises.htm](https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301259518097_nespresso-vise-la-pole-position-sur-le-marche-des-entreprises.htm) consulté le 7 août 2018

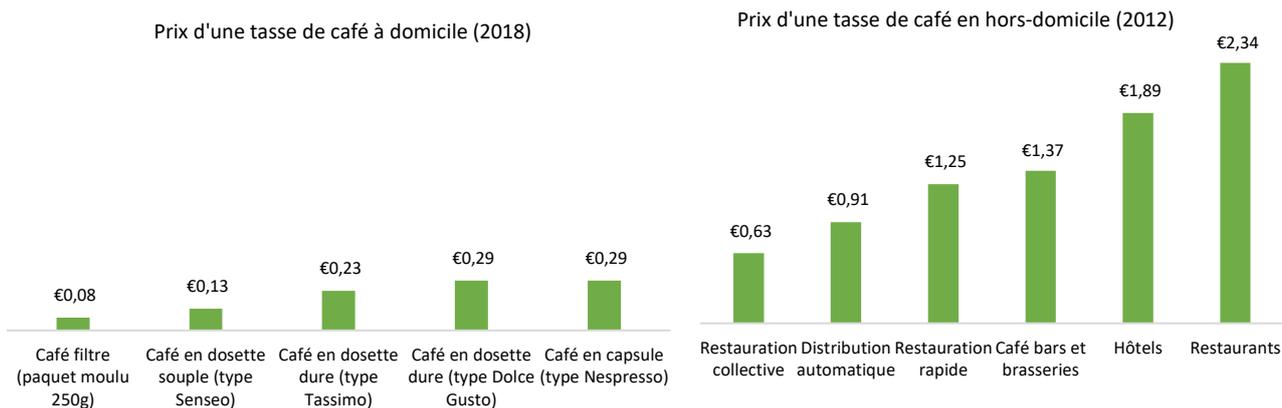


Figure 8. Comparaison des ventes de café à domicile et hors foyer en 2017. Source : BASIC, d'après les données Euromonitor 2018

Les prix payés par les consommateurs varient beaucoup d'un circuit de distribution à l'autre et en fonction des formats de vente, allant de 0,08 € par tasse environ pour une tasse de café filtre fait à partir d'un paquet moulu 250g standard, jusqu'à 0,29 € pour une tasse de café faite à partir d'une capsule Nespresso ou compatible, et parfois plus de 2 € la tasse dans la restauration traditionnelle.

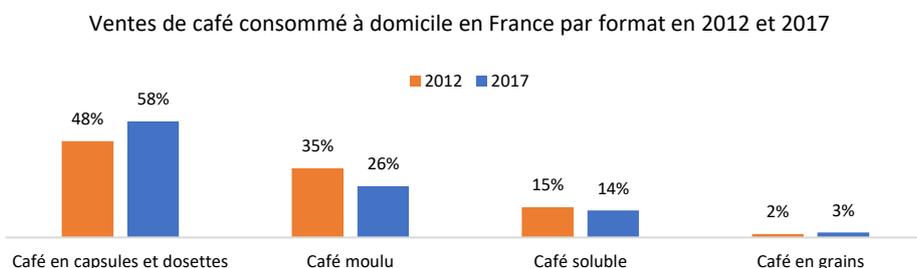


Figure 9. Evolution des ventes de café consommé à domicile en France par format entre 2012 et 2017. Source : BASIC, d'après Euromonitor

Les ventes de café en France contrastent avec les chiffres mondiaux et sont dominées par le segment des capsules et dosettes : ce dernier représentait 58% du chiffre d'affaires du café consommé à domicile en France en 2017, contre seulement 48% cinq ans plus tôt<sup>49</sup>. Sur ce total, les ventes en grande distribution s'élèvent à 1,2 milliard d'euros - dont 340 millions pour les capsules compatibles Nespresso<sup>50</sup> - auxquelles se rajoutent les ventes de Nespresso par internet et dans ses boutiques qui sont estimées à 800 millions d'euros en 2017<sup>51</sup>, faisant de la France le premier marché mondial du café portionnable en consommation par habitant, devant l'Allemagne et les Etats-Unis<sup>52</sup>.

L'appétence des français pour les dosette et capsules n'a pas échappé aux fabricants et marques du secteur. La grande majorité d'entre eux a lancé son offre de café portionnable, parfois accompagnée de sa propre machine<sup>53</sup>. Certains acteurs estiment que l'engouement a atteint un tel niveau que la place accordée aux autres formats de café s'est (trop) réduit, et que le retour de bâton est à prévoir : les consommateurs et les distributeurs seront amenés à « faire le tri » car « tout le monde ne pourra pas survivre »<sup>54</sup>.

Depuis quelques années, l'attrait des capsules gagne le marché du café hors domicile, en particulier la restauration traditionnelle et collective, où elle remplace l'offre classique par une gamme élargie et personnalisée de cafés ; elle est même de plus en plus en vogue pour la consommation de café au bureau

<sup>49</sup> Euromonitor, 2018

<sup>50</sup> Xerfi 2017

<sup>51</sup> Xerfi 2017

<sup>52</sup> LSA, « L'enjeu clé du café du matin », 28 septembre 2016, consulté en ligne le 18 juin 2018 <https://www.lsa-conso.fr/l-enjeu-cle-du-cafe-du-matin.245478>

<sup>53</sup> L'offre de café portionnable se décline également à présent sur le marché du thé, avec une offre de capsules et dosettes de thé ainsi que de machines dédiées (LSA, « Le thé gagne en modernité », 3 février 2016, consulté en ligne le 15 juin 2018, <https://www.lsa-conso.fr/le-the-gagne-en-modernite.230712>)

<sup>54</sup> Entretien avec le représentant d'une marque de café équitable

pour laquelle les leaders du secteur ont développé des machines spécifiques. Nespresso France aurait déjà réalisé 15% de son chiffre d'affaires en 2017 dans la vente de machines à destination des bars et entreprises<sup>55</sup>.

En vis-à-vis, les ventes de café torréfié et moulu ont baissé de 5% en volumes et 3% en valeur sur la seule année 2017<sup>56</sup>. Le segment ne représente plus que 26% du café consommé à domicile en 2017 contre 35% cinq ans auparavant, un recul qui se traduit également par la baisse du taux d'équipement des ménages français en cafetières filtres.

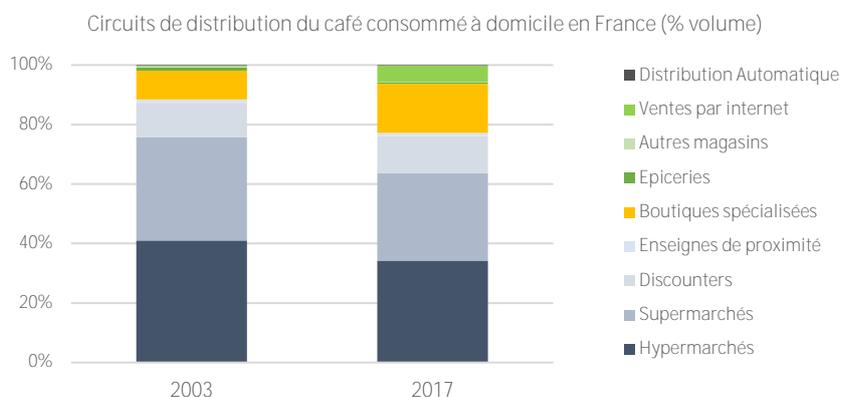


Figure 10. Évolution des circuits de distribution du café consommé à domicile. Source : BASIC, d'après les données d'Euromonitor 2018

Cette évolution a également eu d'importantes répercussions sur les circuits de distribution du café consommé à domicile, les Grandes Surfaces Alimentaires ne représentant plus que 76% des volumes achetés en 2017 (contre 88% en 2003), alors que la part des boutiques spécialisées a quasiment doublé en 14 ans, et que les ventes par internet ont été multipliées par 20 (sans doute liés au développement de Nespresso).

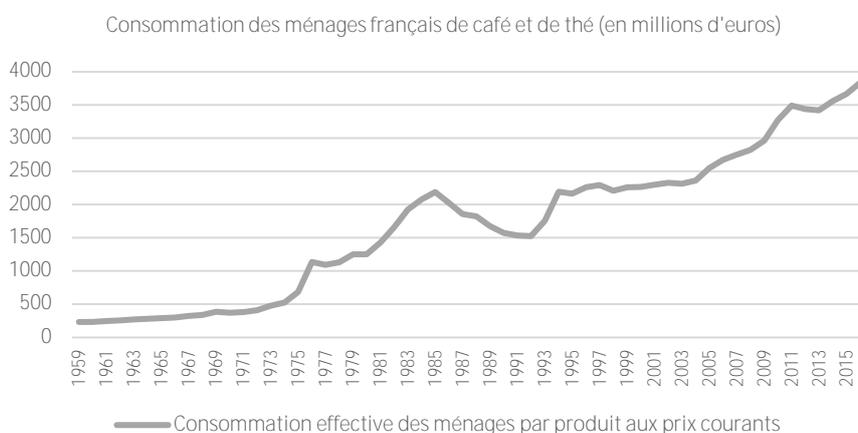


Figure 11. Consommation des ménages français de café et de thé (en millions d'euros), le thé ne représentant que 10% de ce total. Source : BASIC, d'après les données de l'INSEE

Ces évolutions se sont traduites par une croissance très forte des dépenses des français en café, lesquelles ont bondi de 1,5 milliards d'euros depuis 2003 (alors qu'elles avaient baissé dans les années 1980 et stagné dans les années 1990). D'après Euromonitor, les achats de café auraient augmenté de 1,2 milliards d'euros sur la période, soit une croissance de 54% des dépenses en 15 ans, un résultat inégalé depuis la fin des années 1970 (essentiellement dû à la croissance des prix et non des volumes consommés).

<sup>55</sup> [https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301259518097\\_nespresso-voise-la-pole-position-sur-le-marche-des-entreprises.htm](https://www.lesechos.fr/06/02/2018/lesechos.fr/0301259518097_nespresso-voise-la-pole-position-sur-le-marche-des-entreprises.htm) consulté le 7 août 2018

<sup>56</sup> Xerfi 2017

Un oligopole plus marqué, dominé par les filiales de groupes étrangers

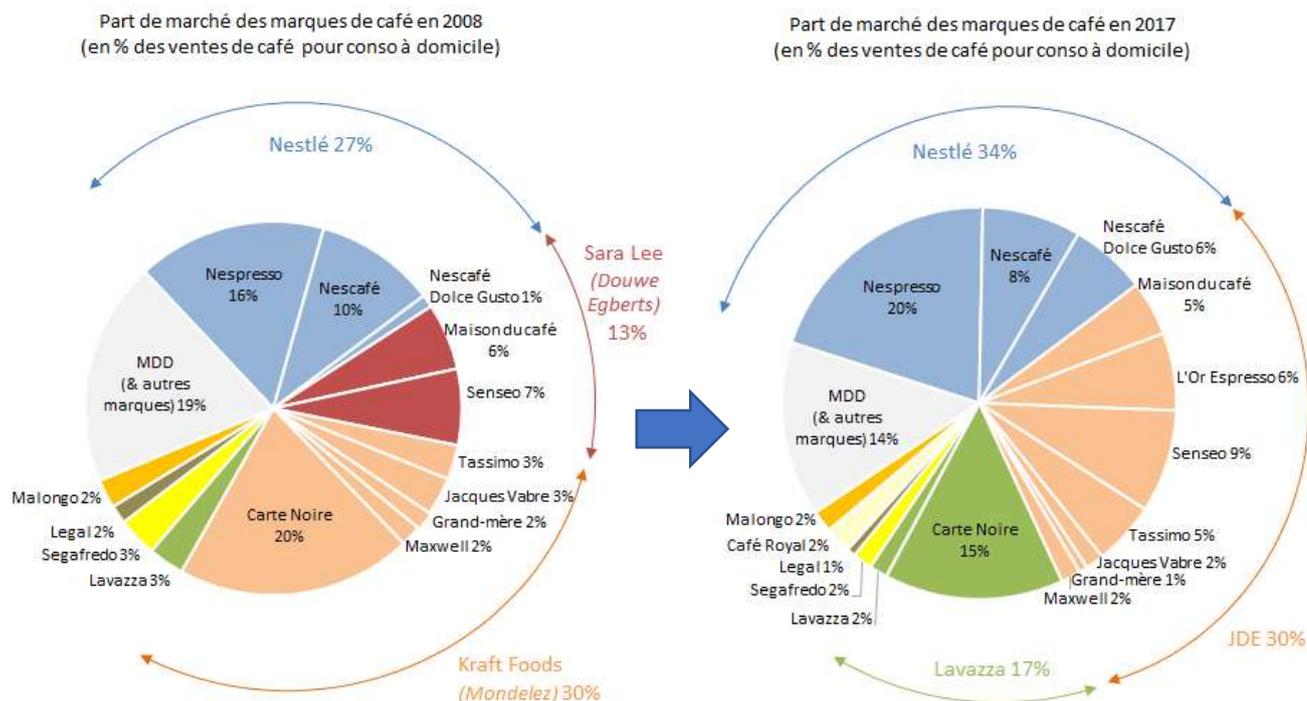


Figure 12. Parts de marché des principaux acteurs du café en 2017 (en GSA). Source : BASIC, d'après les données Euromonitor 2018

À l'instar du marché international, le secteur français du café est dominé par quelques grandes multinationales et a eu tendance à se concentrer sur les 10 dernières années :

- En 2008, 70% des ventes de café consommé à domicile<sup>57</sup> étaient concentrées par 3 multinationales : Kraft Foods (intégré au groupe Mondelez à partir de fin 2012), suivi de Nestlé et Sara Lee (renommé Douwe Egberts à partir de 2013)<sup>58</sup>. Le café portionné représentait alors 27% des ventes (essentiellement constituées des ventes de Nespresso, Senseo et Tassimo).
- En 2017, les 3 principales multinationales concentraient désormais 80% des ventes : Nestlé est passé numéro un (avec 34% de parts de marché) devant JDE (entreprise qui a résulté de la fusion des activités de café de Mondelez avec Douwe Egberts) et Lavazza (devenu numéro 3 suite au rachat de la marque Carte Noire à JDE<sup>59</sup>). Par ailleurs la part du café portionné a quasiment doublé, représentant désormais 58% des ventes totales, et est constitué de Nespresso (20%), Dolce Gusto (6%), Senseo (9%), L'Or Espresso (6%), Tassimo (5%) et les dosettes souples et capsules Carte Noire (10% environ)<sup>60</sup>. Autre fait marquant, la part des MDD semblerait en régression depuis 2008.

Les marques des distributeurs sont également très présentes, avec des parts de marché supérieures à la moyenne mondiale (voir section précédente). Elles représentent environ 20% des ventes de café (en valeur) en grande distribution (et 30% des volumes de café vendus en GMS)<sup>61</sup>.

<sup>57</sup> Le café consommé à domicile est acheté dans les circuits suivants : GMS, magasins de proximité et spécialisés, internet

<sup>58</sup> D'après les données d'Euromonitor 2018

<sup>59</sup> JDE, propriétaire historique de Carte Noire a été contraint par l'autorité française de la concurrence de revendre cette marque pour cause d'abus de position dominante suite à la fusion des activités café de Mondelez et Douwe Egberts

<sup>60</sup> D'après les données d'Euromonitor 2018

<sup>61</sup> Xerfi 2017

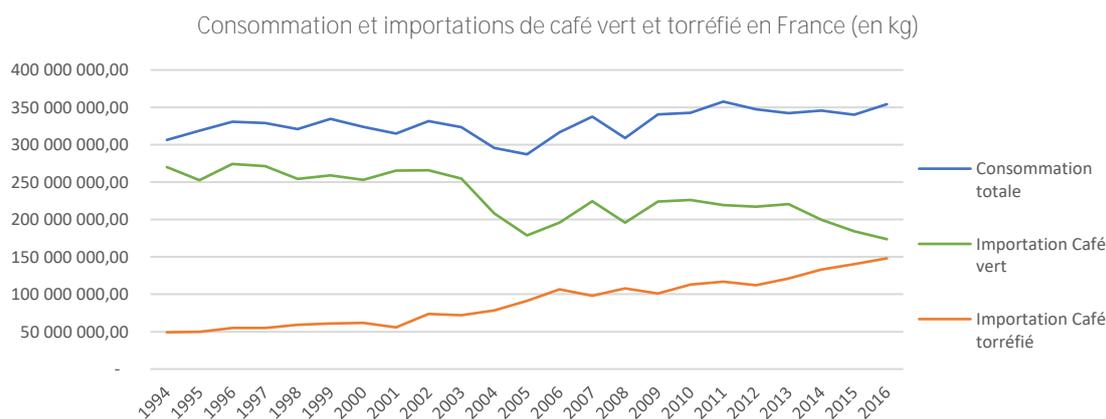


Figure 13. Évolutions comparées de la consommation totale de café en France avec les importations de café vert et de café torréfié (en kg, de 1994 à 2016). Source : BASIC, d'après les données ComTrade.

Concernant les approvisionnements, la France a toujours eu besoin d'importer du café torréfié pour répondre à la demande interne. Les exportations des fabricants français étant faibles, le solde commercial du secteur est structurellement déficitaire (-1,1 milliard d'euros en 2017)<sup>62</sup>. Depuis 15 ans, les importations de café torréfié ont augmenté de 6,5% par an en moyenne, atteignant désormais le même niveau que les importations de café vert. Ce phénomène s'explique notamment par l'importance des filiales de groupes étrangers qui dominent le marché français et fabriquent en partie leurs produits hors du pays.

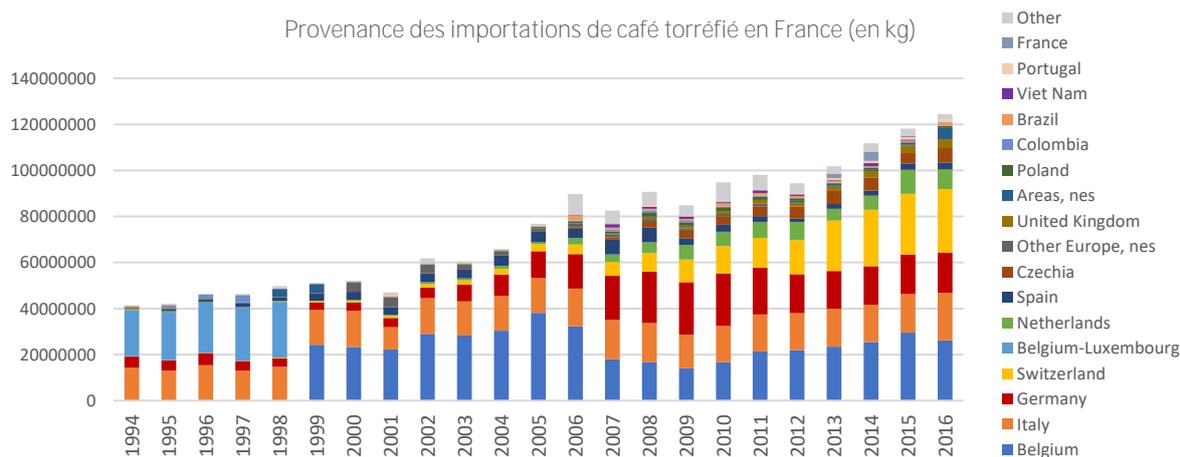


Figure 14. Évolution des pays d'origine du café torréfié importé en France (en kg). Source : BASIC, d'après les données ComTrade

À titre d'exemple, si Nestlé fabrique son café instantané à la marque Nescafé dans ses trois usines françaises, ses capsules Nespresso sont fabriquées en Suisse<sup>63</sup>, ce qui explique en grande partie le fait que ce pays soit devenu la principale origine du café torréfié importé en France (plus de 27 600 tonnes en 2016).

*En parallèle, un tissu industriel qui se structure aussi autour des torrificateurs artisanaux*

Alors que les importations de café torréfié augmentent et que la torrification au sein de l'Hexagone diminue, le tissu industriel n'en est pas moins dynamique. La France reste le 4<sup>ème</sup> producteur de café et de thé en Europe – derrière la Suisse, l'Italie et l'Allemagne<sup>64</sup> - avec un effectif salarié du secteur qui a augmenté de 13% entre 2014 et 2016, atteignant 5 102 employés<sup>65</sup>.

<sup>62</sup> Xerfi 2017 (les fabricants français ne réalisent que 6,4% de leur chiffre d'affaires à l'international)

<sup>63</sup> Xerfi 2017

<sup>64</sup> Xerfi 2017

<sup>65</sup> Xerfi 2017

Pour les professionnels du secteur, ce dynamisme s'explique par l'émergence de nombreuses petites structures artisanales en réponse à la demande grandissante des français pour un café de qualité<sup>66</sup>. Cette torréfaction artisanale est relativement complexe et demande un savoir-faire particulier, ce qui explique qu'elle soit demandeuse en main d'œuvre<sup>67</sup>.

De fait, la France se démarque des autres pays européens par la taille réduite des entreprises du secteur du café : en moyenne, elles comptent 11 salariés par entreprise contre 60 au Royaume-Uni et 33 en Allemagne<sup>68</sup>. Cette moyenne cache néanmoins une polarisation croissante du secteur entre quelques groupes dominants, la plupart filiales de groupes étrangers, et le nombre importantes des structures artisanales, une situation que les experts qualifient d'oligopole « à franges ».

## 1.2. Les négociants

### *Le négoce de café, un secteur historiquement très concentré*

Les négociants sont des acteurs traditionnels de la chaîne du café<sup>69</sup>. Depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et la mise en place de standards qui ont permis de « commoditiser » le café, les négociants européens et américains dominent le marché mondial (ils étaient les seules « macrostructures » du secteur caféier avant le développement et la concentration des torréfacteurs)<sup>70</sup>.

Parts de marché dans le négoce de café en 2013 (en millions de sacs)

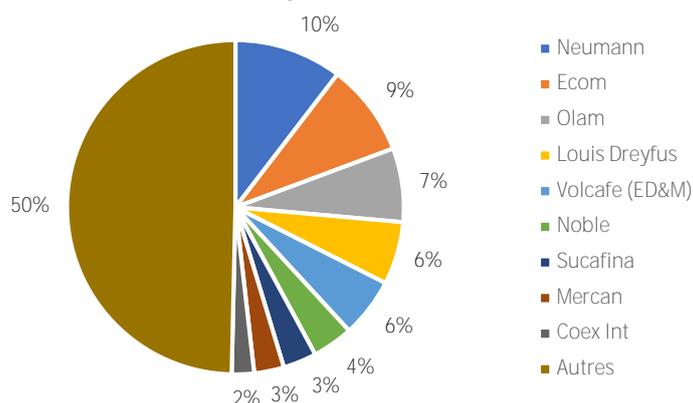


Figure 15. Parts de marché dans le négoce mondial de café en 2013 (en millions de sacs)  
Source : BASIC, d'après les données de la Banque Mondiale

Depuis la fin de l'Accord International sur le Café (AIC) en 1989, un processus de « bascule » du pouvoir historique des négociants au profit des torréfacteurs est à l'œuvre<sup>71</sup>. Les torréfacteurs ont désormais l'influence la plus forte sur les filières du café et la création de valeur associée. Si les négociants ont perdu en influence sur l'aval de la chaîne, ils restent en position de force vis-à-vis des producteurs du fait de l'asymétrie de pouvoir de négociation en leur faveur, et continuent de jouer un rôle incontournable dans la filière pour le compte des torréfacteurs<sup>72</sup>.

Stratégiquement positionnés comme acteurs pivot de milieu de chaîne, entre l'amont et l'aval, ils remplissent une fonction cruciale dans l'approvisionnement de café, grâce à leur contrôle de la logistique et l'importance

<sup>66</sup> Entretien avec un torréfacteur français (Sati) ; entretien avec un torréfacteur français (Malongo).

<sup>67</sup> Entretien avec un fabricant de café français (Cafés Michel)

<sup>68</sup> Xerfi 2017

<sup>69</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007

<sup>70</sup> *Ibid*

<sup>71</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007 et OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

<sup>72</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007 et OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

de leur capacités de stockage<sup>73</sup>. Aujourd'hui, le négoce de café est toujours un secteur concentré : en 2013, les 5 plus grands négociants géraient ainsi presque 40% du café vert mondial<sup>74</sup> :

Les leaders sont présents de l'export du café vert dans les pays producteurs jusqu'à l'importation dans les pays consommateurs. C'est le cas par exemple de Neumann Kaffee Gruppe qui est présent en Éthiopie, au Pérou (via ses filiales Coinca S.A.C.) et en Colombie (via SKN Caribecafé Ltda) mais aussi en France via sa filiale Maison Jobin<sup>75</sup>.

Les négociants sont en capacité d'effectuer des achats par lots<sup>76</sup>, ou même groupés, afin de réduire les coûts d'approvisionnement. Ils peuvent ainsi revendre des petites quantités de café de qualité aux torréfacteurs à un prix moindre grâce à la mutualisation des volumes<sup>77</sup> et effectuer des mélanges de café vert d'origines différentes en fonction des demandes<sup>78</sup>.



Figure 16. À gauche, un container rempli de sacs de 60kg de café est chargé au port.  
À droite, un container hermétique rempli par du café en vrac. Sources :

Leurs entrepôts peuvent aussi servir à échelonner l'approvisionnement des usines de leurs clients en fonction des besoins<sup>79</sup>. Cette capacité logistique est un savoir-faire apprécié des torréfacteurs qui ont recours aux négociants y compris pour leurs achats directs auprès des producteurs<sup>80</sup>.

#### *La volatilité des cours du café*

*Première denrée agricole la plus échangée au monde<sup>81</sup>, le café est une commodité cotée en bourse<sup>82</sup>.*

*La première cause de la volatilité du cours du café est la variation des « fondamentaux » du marché, à savoir la récolte en cours et les stocks de café. Or, cette offre de café est influencée par deux éléments<sup>83</sup> : d'une part les facteurs exogènes de variations climatique et d'autre part, des mécanismes quasi cycliques de pénurie/surproduction<sup>84</sup>.*

*La volatilité des cours s'explique également par les activités spéculatives, particulièrement sur le marché des contrats à termes<sup>85</sup>. Puisque ces derniers ne requièrent pas une possession physique de la marchandise – ici, le café vert – au moment de la revente, ce sont des contrats qui peuvent être achetés et revendus de nombreuses fois.*

<sup>73</sup> Duke 2014

<sup>74</sup> World Bank Group, *Overview of the Global Coffee Sector Supply Chain*, 2014

<sup>75</sup> sur le site internet de Neumann Kaffee Gruppe, « Group Companies », consulté en ligne de 28 juin 2018 <http://www.nkg.net/groupcompanies>

<sup>76</sup> Un « lot » correspond à un container, comprenant soit 17,5 tonnes de café si en sacs de 60kg ou 21 tonnes de café si en vrac (Entretien avec le représentant d'une marque de café en France).

<sup>77</sup> Entretien avec un ancien négociant français de café

<sup>78</sup> OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

<sup>79</sup> Entretien avec un ancien négociant français de café

<sup>80</sup> Entretien avec un ancien négociant français de café

<sup>81</sup> Xerfi 2017

<sup>82</sup> L'Arabica est coté à la bourse de New York tandis que le Robusta est coté à la bourse de Londres.

<sup>83</sup> ICO 2014

<sup>84</sup> L'ICO explique ainsi qu'en période de pénurie, les cours du café montent ce qui incite à planter du café. Mécaniquement, les caféiers arrivent à maturité et donnent leurs premières cerises sur la même période, créant une surproduction et une baisse des cours. Les caféiers sont arrachés par certains qui plantent d'autres productions, jusqu'à la prochaine pénurie...

<sup>85</sup> Le marché à terme (ou *future market* en anglais) est le lieu d'échanges des contrats à terme : ces contrats sont des engagements fermes d'achat ou de vente d'une quantité déterminée d'un actif (ici, le café vert) à un prix et à une date convenus. Ces contrats se font sur des

*Pour Daviron et Ponte, la fin des mécanismes de stabilisation mis en place par le système des quotas de l'AIC a permis l'augmentation des activités spéculatives et l'entrée de ces nouveaux acteurs, résultant en un accroissement de la volatilité des prix sur le marché du café<sup>86</sup>.*

*Les fonds spéculatifs, notamment de pensions, ont ainsi investi le marché du café et y sont désormais très actifs, comme le démontre l'augmentation de la volatilité des cours du café<sup>87</sup>. Ces fonds se sont repliés sur le marché suite à la crise des subprimes de 2008 et ont trouvé dans le café une commodité sur laquelle spéculer.*

*Leurs activités spéculatives sont néanmoins le plus souvent déconnectées des fondamentaux du marché du café et obéissent plutôt à des « signaux de déclenchement » indépendants de l'offre réelle de café<sup>88</sup>. Cela expliquerait par exemple que malgré le niveau faible des stocks et l'offre « tendue » vis-à-vis de la demande, les cours du café ne soient pas élevés ni en hausse sur la période 2017/18<sup>89</sup>.*

### *Les négociants français, à l'image du secteur plus global*

Historiquement, la France était un pays important pour le négoce de café à travers la ville du Havre, principal port d'importation des denrées agricoles coloniales. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle : 46 800 tonnes de café arrivaient chaque année à bord de clipper ayant traversé l'Atlantique et 359 maisons de négoce travaillaient sur le port<sup>90</sup>.

Le Havre avait alors une bourse à dimension internationale qui en faisait la rivale de New York jusqu'au tournant des années 1930<sup>91</sup>. La ville, lourdement bombardée lors de la seconde guerre mondiale n'a jamais retrouvé son aura : le marché à terme du Havre a été fermé en 1994 et sur les 35 négociants présents en 1970, il n'en reste plus que 2<sup>92</sup>.

Aujourd'hui, de 50 à 80% des importations françaises de café vert transitent toujours par le port du Havre, soit un volume pouvant varier entre 150 000 et 170 000 tonnes par an<sup>93</sup>.

Ces importations de café vert en France sont réalisées en majorité par quelques entreprises. Maison Jobin<sup>94</sup>, racheté en 2007 par le leader mondial Neumann Kaffee Gruppe<sup>95</sup>, serait le premier importateur de café vert en France. Ses principaux concurrents sont Volcafe France, filiale française de Volcafe qui appartient au 5<sup>ème</sup> mondial ED&M, ou encore la PME indépendante Belco. Les parts de marché de ces différents acteurs en France ne sont néanmoins pas connues publiquement.

Comme partout ailleurs, le métier de négociant de café vert en France a dû s'adapter aux évolutions et pouvoir à la fois assurer l'approvisionnement en milliers de tonnes des grandes usines de torréfaction et celui des coffee-shops et autres torréfacteurs artisanaux qui n'ont généralement besoin que de quelques sacs<sup>96</sup>.

---

produits cotés et standardisés. Ils permettent aux acheteurs et aux vendeurs de se prémunir des risques de fluctuation de prix, très marquées sur le marché (OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017).

<sup>86</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007

De fait, le ratio entre le volume de café vendu sur le marché à terme et le marché physique était de 4 dans les années 1980 sous régulation de l'AIC et a atteint 11 au début des années 1990 suite à la suppression des outils de stabilisation

<sup>87</sup> Entretien avec une « cuppeuse » de café.

<sup>88</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007

<sup>89</sup> Entretien avec un ancien négociant français de café

<sup>90</sup> La Croix, « **Le Havre, port d'accueil du café** », 14 juillet 2015, consulté le 3 juin 2018 (<https://www.la-croix.com/Actualite/France/Le-Havre-port-d-accueil-du-cafe-2015-07-14-1334348>)

<sup>91</sup> La Croix, *op. cit.*

<sup>92</sup> [https://www.lesechos.fr/09/10/2017/lesechos.fr/030632676337...\\_jobin-s-adapte-aux-nouvelles-exigences-des-consommateurs-de-cafe.htm](https://www.lesechos.fr/09/10/2017/lesechos.fr/030632676337..._jobin-s-adapte-aux-nouvelles-exigences-des-consommateurs-de-cafe.htm) consulté le 3 juin 2018

<sup>93</sup> Estimations basses Ouest France / Estimations hautes La Croix.

<sup>94</sup> Créée en 1871 sous le nom de Jobin et Compagnie et installée au Havre depuis 1900 (<http://www.jobin.fr/presentation/historique>, consulté en ligne le 3 juin 2018).

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> Les Echos, *op. cit.*

Afin de répondre à des demandes parfois diamétralement opposées, les négociants ont également dû **diversifier leurs sources d’approvisionnement** : à titre d’exemple, les 30 000 tonnes importées par Maison Jobin en 2016 proviennent d’une soixantaine de pays producteurs<sup>97</sup>.

La volatilité accrue et parfois erratique des cours internationaux du café a également contraint les négociants à adapter leur métier en se constituant des fonds de roulement importants afin de se prémunir contre les variations subites des prix<sup>98</sup> **tout en continuant d’assurer une régularité des volumes, de la qualité et des prix à leurs clients**<sup>99</sup>.

### 1.3. Une production de café qui se polarise pour répondre à la demande et est confrontée à des impacts négatifs majeurs

Production de café vert Arabica et Robusta, 2017

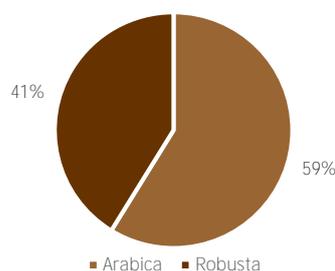


Figure 17 : Production de café en volumes et par espèce en 2017 (Source : BASIC d’après USDA, 2018)

En 2017, plus de 9 millions de tonnes de café ont été produites dans le monde, réparties entre 59% d’Arabica et 41% de Robusta<sup>100</sup>.

L’ensemble de la production est situé au sein de la zone intertropicale qui rassemble les conditions climatiques nécessaires à la culture du café (climat chaud sans variations brusques de températures, pas de gelée, une pluviométrie annuelle importante...).<sup>101</sup>

Ces conditions très spécifiques influent sur la croissance des arbres et la maturation des cerises de café. Des aléas climatiques peuvent rapidement déstabiliser ce cycle et réduire les volumes récoltés ainsi que la qualité des grains.<sup>102</sup>

Le café est souvent associé à d’autres essences d’arbres qui produisent de l’ombre et permettent des synergies agronomiques : enrichissement des sols, maintien de l’humidité, lutte contre l’érosion... Ces associations ont aussi un rôle pour l’économie de la famille puisqu’elles fournissent des productions vivrières (cultures d’arbres fruitiers) et du bois de chauffage.<sup>103</sup>

La production des deux espèces de café, Arabica et Robusta, procure des revenus à environ 20 à 25 millions de familles dans le monde. Près de 70% des volumes de café sont produits sur des exploitations de petite taille, inférieures à 5 ha : la caféiculture reste en grande majorité une production qui repose sur la main d’œuvre familiale pour la plupart des travaux à la ferme.<sup>104</sup>

La récolte des cerises de café concentre à elle seule environ 70% du besoin annuel de main d’œuvre dans les exploitations caféières.<sup>105</sup>

<sup>97</sup> Les Echos, *op. cit.*

<sup>98</sup> La Croix, *op. cit.*

<sup>99</sup> Les Echos, *op. cit.*

<sup>100</sup> USDA, 2018

<sup>101</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2018

<sup>102</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2018

<sup>103</sup> Hivos, Shade Grown Coffee-Biodiversity & Small Scale Farmers Peru, 2015

<sup>104</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2018

<sup>105</sup> Springer, Coffee Rust Crisis in Colombia, 2015



Figure 18 : Récolte du café : "picking" (Source : <http://arbordayblog.org/wp-content/uploads/2017/01/coffee-cherry-picking.jpg>)

Dans la grande majorité des cas, cette récolte a lieu à la main par la méthode de « picking »<sup>106</sup> qui consiste à sélectionner les cerises ayant atteint la maturité (cerises rouges). Cette technique particulièrement chronophage est essentielle pour conserver la qualité finale du café.



Figure 19 : Comparaison de l'intensité en main d'œuvre de trois cultures commerciales : le café, le riz et la canne à sucre  
Source : BASIC d'après D. Allier<sup>107</sup>

En comparaison avec d'autres cultures commerciales comme le riz et la canne à sucre, la caféiculture est donc beaucoup plus intensive en main d'œuvre : environ 50 personnes pour 100 ha de café cultivés contre 15 pour le riz et 10 pour la canne à sucre.<sup>108</sup>

Cette forte intensité en main d'œuvre a un impact économique direct pour les producteurs puisque sa rémunération est le poste de coût principal des exploitations caféière : la majorité des travailleurs employés pour la récolte sont extérieurs à l'exploitation et affluent dans les zones caféières à cette occasion (le reste de la main d'œuvre nécessaire étant fourni par la famille et ou des caféiculteurs voisins).

La forte intensité en main d'œuvre de la culture du café et la difficulté de mécaniser la production rendent les économies d'échelles très faibles pour la caféiculture en comparaison d'autres produits agricoles<sup>109</sup>.

<sup>106</sup> La maturité des cerises est différée dans le temps ce qui oblige à revenir plusieurs fois sur un caféier pour récolter l'ensemble du café (une dizaine de passages peuvent être nécessaires). La majorité des cerises étant néanmoins récoltées pendant une fenêtre de quelques semaines

<sup>107</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

<sup>108</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

<sup>109</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2018

Une production qui se polarise pour répondre à la demande

La production de café se concentre dans une dizaine de pays parmi les 54 pays producteurs.<sup>110</sup>

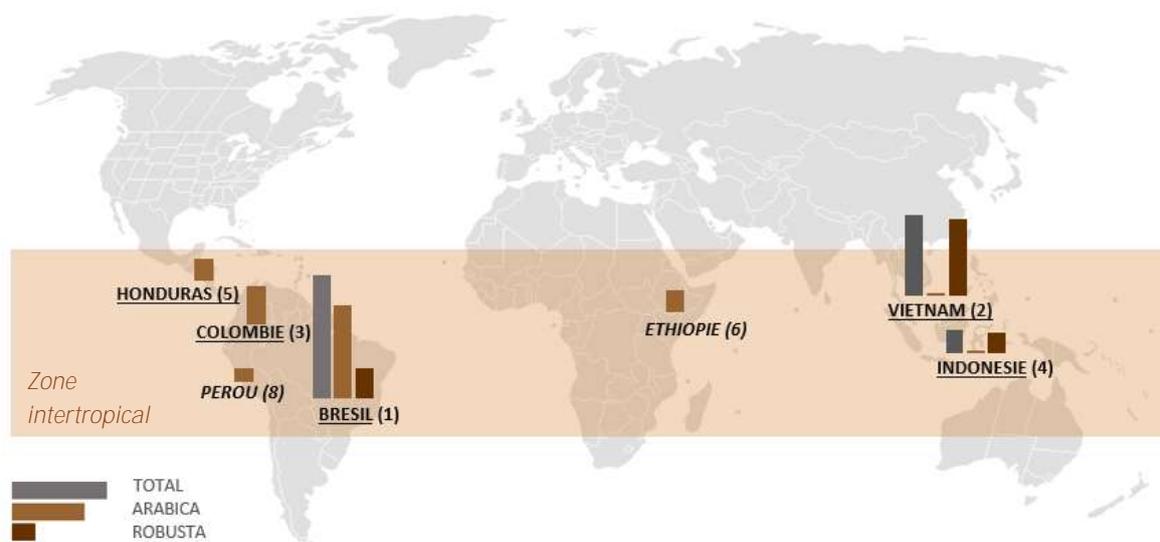


Figure 20 : Répartition géographique de la production caféière. Source : BASIC d'après USDA, 2018

En 2017, le Brésil représente près d'un tiers de la production mondiale de café à lui seul. Avec le Vietnam et la Colombie, les 3 premiers pays producteurs constituent près de deux tiers de la production mondiale<sup>111</sup>. Les principaux pays sont spécialisés dans la production d'une des deux espèces de café : le Vietnam et l'Indonésie dans le Robusta, la Colombie, le Honduras, le Pérou et l'Éthiopie dans l'Arabica. Cas particulier, le Brésil s'est diversifié récemment (75% Arabica et 25% Robusta).<sup>112</sup>

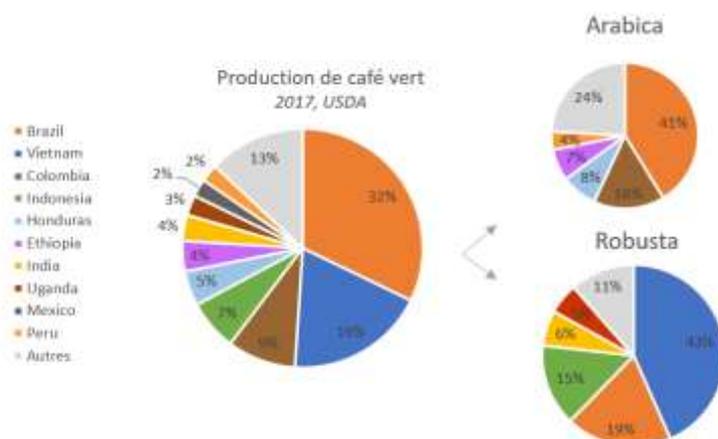


Figure 21 : Répartition de la production totale de café en 2017 pour les 10 principaux pays producteurs, et pour les 5 pays principaux par espèce de café. Source : BASIC d'après USDA

De fait, la concentration de la production est plus marquée par espèce : le Brésil domine la production d'Arabica avec 41% de la production mondiale (et 2<sup>ème</sup> producteur de Robusta) alors que le Vietnam est leader incontesté sur le Robusta (43% de la production mondiale).<sup>113</sup>

<sup>110</sup> USDA, 2018

<sup>111</sup> USDA, 2018

<sup>112</sup> USDA, 2018

<sup>113</sup> USDA, 2018

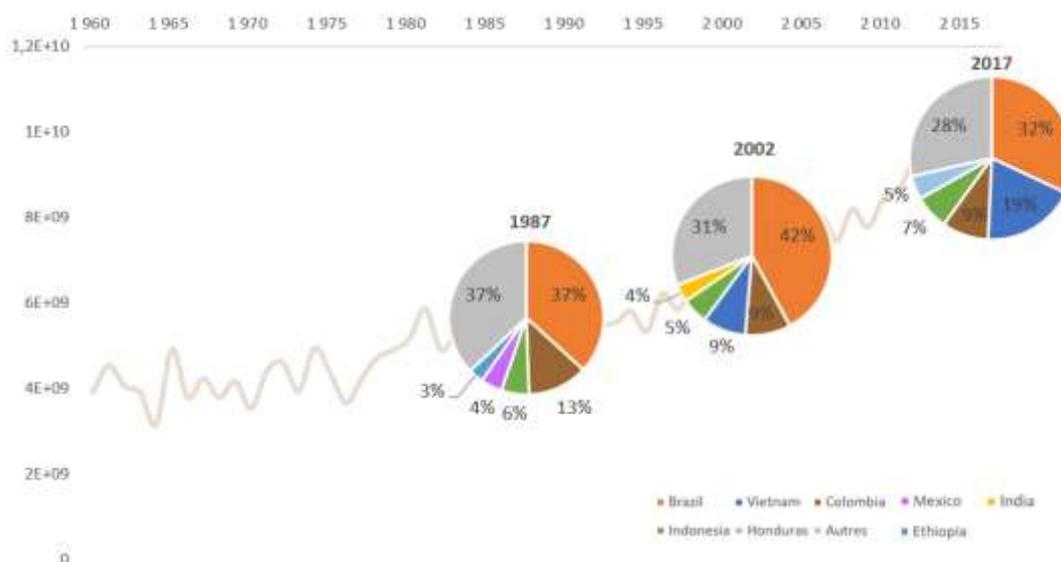


Figure 22 : Répartition de la production de café entre les 5 principaux producteurs en 1987, 2002 et 2017 (Source : BASIC d'après USDA, 2018)

La situation actuelle de la production caféière fait suite à d'importantes évolutions.

Le principal bouleversement des 30 dernières années réside dans la montée en puissance de la production vietnamienne qui a changé les équilibres mondiaux : 28<sup>ème</sup> producteur mondial en 1987 - il produisait alors à peine 0,5% des volumes mondiaux - il est devenu le 2<sup>ème</sup> producteur mondial en 2017 et produit désormais 19% des volumes. En vis-à-vis, le Brésil a maintenu une place dominante sur le marché malgré sa lente érosion, notamment grâce au développement de la production de Robusta depuis la fin des années 1970<sup>114</sup>. Au-delà de ces deux leaders mondiaux, on observe l'émergence plus récente de certains pays producteurs comme le Pérou ou le Honduras qui ont su dynamiser leur filière et pèsent aujourd'hui sur le marché mondial.<sup>115</sup>

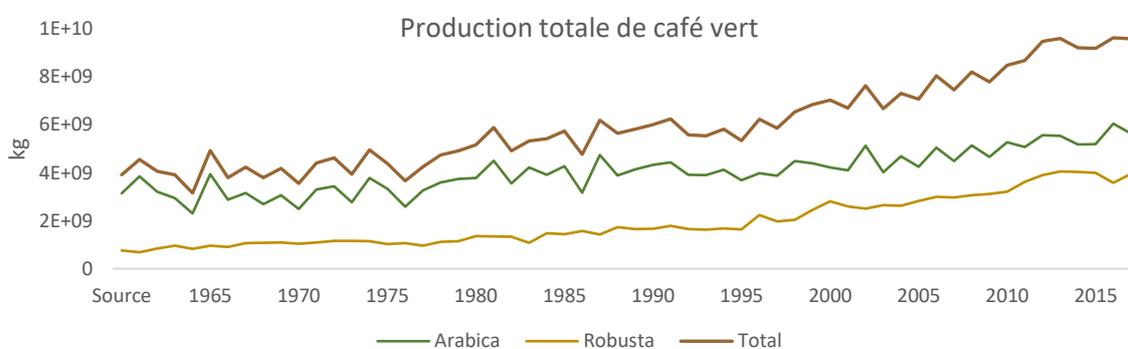


Figure 23 : Evolution de la production de café, 1961-2017 (Source : BASIC d'après USDA, 2018)

La croissance des volumes qui en résulte est principalement due à l'augmentation de la production mondiale de café Robusta (+141% entre 1995 et 2017) et à la montée en puissance de la production vietnamienne.

Cette forte croissance du Robusta s'explique par 2 facteurs principaux<sup>116</sup> :

- L'essor de la consommation de masse de café – en particulier de café instantané - dans les pays émergents et dans les pays producteurs (cf. partie 1.1 sur les modes de consommation).
- Les progrès techniques qui ont permis aux torréfacteurs de diminuer l'amertume du Robusta et d'en utiliser davantage dans les mélanges (réduisant ainsi leur coût en matières premières, le Robusta étant beaucoup moins cher que l'Arabica).

<sup>114</sup> USDA, 2018

<sup>115</sup> USDA, 2018

<sup>116</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

Evolution de la valeur de l'Arabica et du Robusta  
1990-2017, USDA et ICO

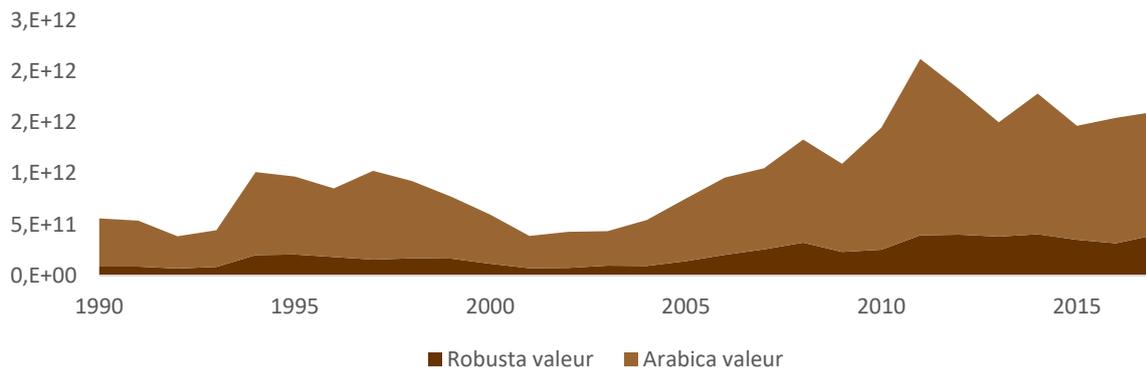


Figure 24 : Evolution des volumes de café, en valeur : comparaison Arabica et Robusta, 1997-2017 (Source : BASIC d'après USDA et ICO, 2018)

Bien que le Robusta soit en forte croissance en volume, la valeur créée au niveau des pays de production reste principalement le fait des échanges d'Arabica depuis une vingtaine d'années (l'Arabica représentant 67% de la valeur en 2017).<sup>117</sup>

On observe ainsi une meilleure valorisation des différentes origines de café Arabica et de leur qualité, alors que le Robusta reste encore essentiellement considéré comme une matière première standardisée, choisie pour son faible coût. Ces tendances sont le reflet de la polarisation de la consommation entre cafés différenciés (cafés Arabica d'origine, de spécialité, certifiés etc.) et cafés standardisés (constitués de mélanges avec une importante proportion de Robusta) qui a été analysée dans la première partie.

*Deux stratégies dominantes : orientation sur les coûts ou sur la qualité*

Face à cette polarisation du marché de consommation, on observe deux grands types de stratégies mises en place par les pays producteurs :

- l'une orientée sur la production d'un café de qualité (c'est notamment le cas du Pérou, de la Colombie et de l'Ethiopie),
- l'autre davantage orientée sur la réduction des coûts de production du café, par unité produite (cas du Vietnam et du Brésil).

L'application de ces deux stratégies diffère cependant en fonction des pays et de leurs caractéristiques : espèces et variétés cultivées, degré d'institutionnalisation, propriété foncière, méthode de traitement, trajectoire historiques, choix politiques, efforts de promotion sur les marchés internationaux, etc.

En particulier, les pays fondent leurs stratégies sur des choix en termes d'intensivité (au sens d'un recours accru à des procédés chimiques et/ou mécaniques et à des variétés améliorés), qu'ils soient orientés vers la réduction des coûts ou vers la qualité.

<sup>117</sup> USDA, 2018 et ICO, 2018

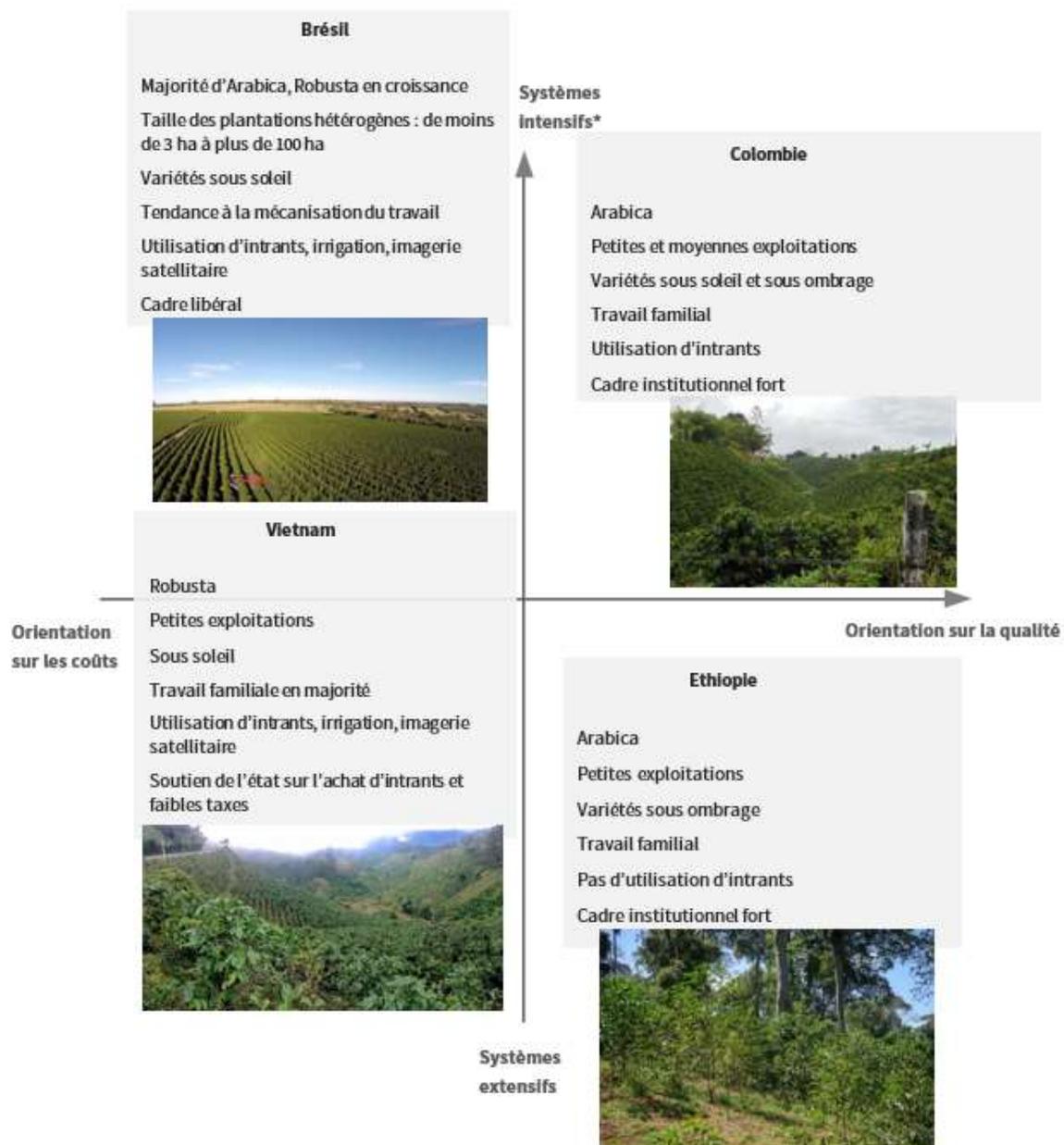


Figure 25 : Comparaison des 4 pays producteurs selon la stratégie du pays producteur et de son niveau d'intensification (Source : BASIC)

Ainsi, le Brésil et le Vietnam, orientés vers la réduction des coûts, ont mis en œuvre des systèmes de production très distincts : à grande échelle et à la pointe de la mécanisation caféière au Brésil, basée sur une main d'œuvre familiale au Vietnam, avec dans les deux cas une utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais chimiques.<sup>118</sup>

De même, entre la Colombie et l'Ethiopie qui sont tous deux orientés sur la production d'un café de qualité, on observe une intensification croissante en Colombie (utilisation d'intrants chimiques et faible densité d'arbres d'ombrages), notamment via l'intervention d'un acteur institutionnel très puissant, la Fédération Nationale de Café, alors que la production éthiopienne est restée très extensive (voir cas d'étude détaillés dans la partie 2).

<sup>118</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

## Le Brésil et le Vietnam : deux leaders orientés sur une stratégie de coûts

Le Brésil et le Vietnam représentent plus de la moitié de la production mondiale de café en 2017.

S'ils sont tous deux engagés dans une stratégie de réduction des coûts, la comparaison de certains des moyens mis en œuvre pour conduire cette stratégie est particulièrement parlante pour illustrer la diversité des modèles de production de café.

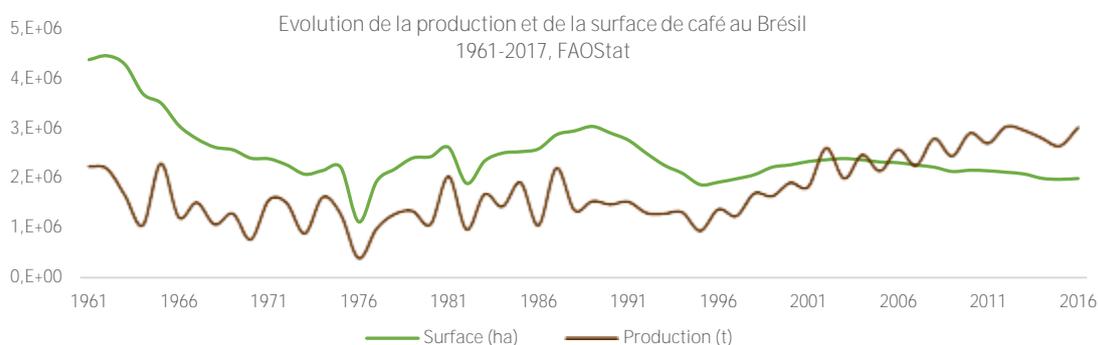


Figure 26 : Evolution de la production et de la surface de café au Brésil, 1961-2017 (Source : BASIC d'après FAOStat)

Le Brésil bénéficie d'atouts pédoclimatiques qui lui permettent certaines économies : mécanisation du travail, agrandissement de la taille des exploitations, cultures de variétés adaptées au soleil, utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais de synthèse. Le Brésil est ainsi l'un des rares pays pour lesquels l'augmentation de la production de ces 20 dernières années est plus le fait d'une augmentation de la productivité du travail et des rendements que d'une augmentation des surfaces. Cette tendance est renforcée par la croissance de la production de Robusta qui offre des rendements plus élevés. Le phénomène d'industrialisation ne concerne pas seulement les producteurs puisque le Brésil a développé une filière de transformation en cafés solubles, ce qui dynamise la production de Robusta du pays.

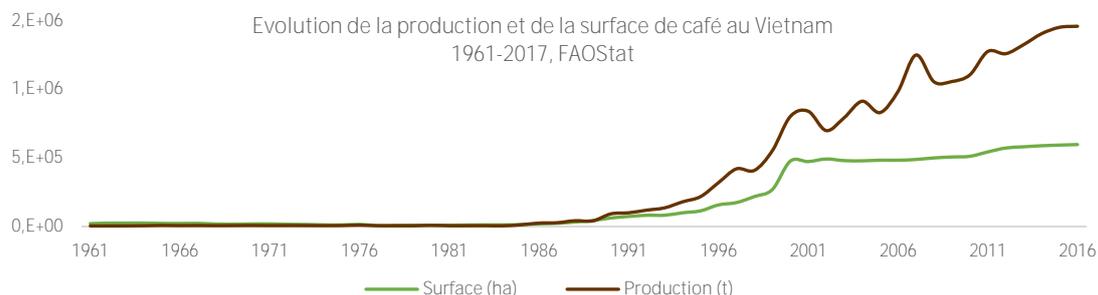


Figure 27 : Evolution de la production et de la surface de café au Brésil, 1961-2017 (Source : BASIC d'après FAOStat)

Le Vietnam est un acteur plus récent qui s'est directement spécialisé dans production de café Robusta, qui offre des rendements meilleurs. Depuis les années 2000, il a réussi à augmenter fortement sa production, notamment grâce à l'encouragement à utiliser massivement des intrants subventionnés par le gouvernement. Ajouté au faible prix de la terre et à la taxation dérisoire des exportations de café, l'ensemble de ces conditions a rendu l'activité caféière particulièrement attractive pour les vietnamiens, ce qui explique son expansion.

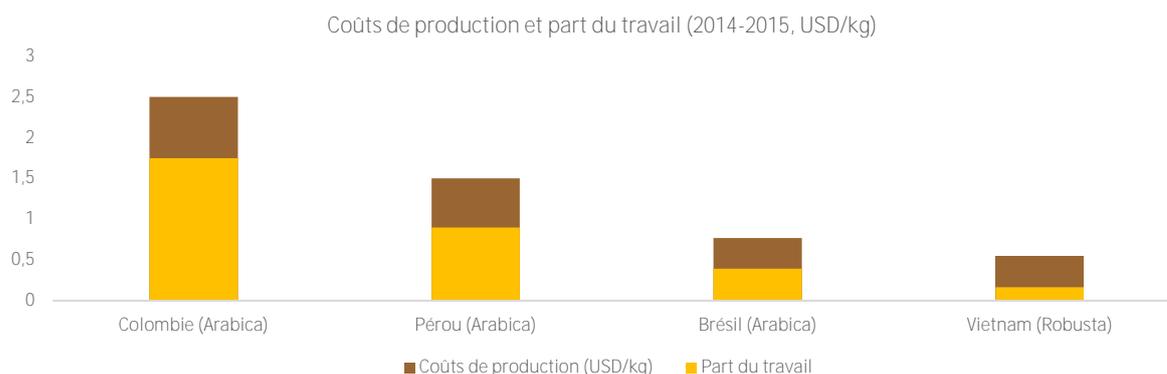


Figure 28 : coûts de production et part du travail, 2014-2015, USD/kg (Source : BASCI d'après les données de GCP 2017)

Le développement de ces différentes stratégies par les pays de production a des conséquences directes en termes de coûts de production : positionnés sur la qualité, la Colombie et l’Ethiopie ont ainsi des coûts environ 3 fois plus élevés que ceux du Brésil.

La réussite des stratégies de réduction des coûts du Brésil et du Vietnam leur ont permis d’acquérir une position dominante dans l’approvisionnement du marché en café standardisé de masse.

D’autres pays, en particulier ceux qui ne rassemblent pas toutes les conditions pour être compétitifs sur les coûts (en raison de leur topographie montagneuse, de l’éclatement du foncier, de la faiblesse du soutien institutionnel et de l’accès au capital et à des innovations d’autres secteurs industriels) ont choisi une stratégie de montée en gamme via la qualité qui se reflète dans les prix d’export de leur café.

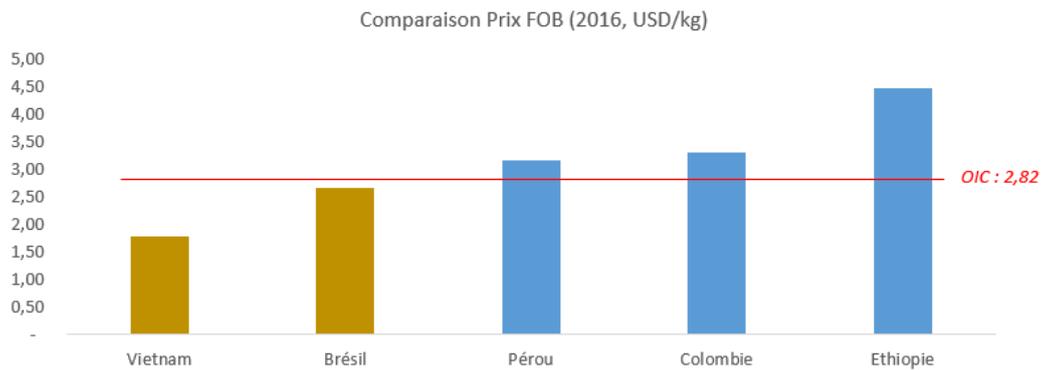


Figure 29 : Comparaison des prix d’export du café du Vietnam, du Brésil, du Pérou, de la Colombie et de l’Ethiopie, 2016  
Source : BASIC d’après USDA et ICO

Résultat : sur les marchés mondiaux, le Brésil valorise son café à un prix FOB (prix d’export du café vert) inférieur de 6% au prix mondial de référence de l’OIC<sup>119</sup> (Organisation Internationale du Café) et le Robusta vietnamien est vendu 40% au-dessous du prix OIC, alors que les pays orientés sur la qualité le valorisent à un prix supérieur : + 12% pour le Pérou et +17% pour l’Ethiopie jusqu’à +59% pour la Colombie.<sup>120</sup>

Au-delà de ces tendances, on retrouve au sein de la plupart des pays une grande diversité de producteurs et de systèmes de production, qui approvisionnent des marchés et filières très différents. Même au Brésil, emblème d’une stratégie de réduction des coûts, la production va du Robusta pour le café instantané de masse, à de l’Arabica de très haute qualité sur des exploitations de petites tailles et très faiblement technicisées pour répondre à des marchés de niche en croissance.

Cependant, à l’échelle mondiale, si certains producteurs ont réussi à mettre en œuvre une stratégie de qualité, beaucoup d’autres ont subi la concurrence des prix bas impulsée par les modèles à bas coûts mis en œuvre par les producteurs brésiliens et vietnamiens.

<sup>119</sup> indicatif du prix auquel s’échange le café sur les différentes bourses

<sup>120</sup> USDA, 2018 et ICO, 2018

## 1.4. Une chaîne de valeur mondiale toujours plus inégalitaire qui pose d'importants défis sociaux et environnementaux

### 1.4.1. Des chaînes de valeur de plus en plus inégalitaires depuis la fin de l'AIC, et la montée en puissance des nouveaux formats de consommation (dosettes et capsules)

La chaîne de valeur du café correspond à un modèle emblématique : en amont, elle regroupe des millions de petits agriculteurs qui ont un pouvoir de négociation très faible en comparaison de celui des négociants et des grands torréfacteurs de café en aval (ainsi que dans une moindre mesure des distributeurs).

Ainsi, plus de 40% des ventes de café sont réalisées par les 5 leaders du marché, qu'il s'agisse du café torréfié (Nestlé, JDE, Tchibo, JM Smuck et Lavazza) ou du café vert (Neumann, ECOM, Olam, Louis Dreyfus et Volcafé). Dans de nombreuses régions productrices, la structuration des chaînes d'approvisionnement est déterminée par l'influence combinée de ces deux acteurs clés, notamment à travers la mise en place de barrières à l'entrée (volumes minimaux, gestion des stocks fournisseurs...) et le sourcing auprès de petits producteurs rendus dépendants par l'asymétrie des rapports de force<sup>121</sup>. Ceci correspond à un modèle de gouvernance que les économistes qualifient de « relationnel ».

En amont des chaînes, les producteurs de café sont généralement obligés d'accepter les termes de l'échange imposés par leurs acheteurs, à moins qu'ils ne parviennent à s'organiser collectivement en coopératives.

Depuis la fin de l'accord AIC et la libéralisation du marché du café en 1989, la filière a subi l'influence croissante des torréfacteurs qui a dépassé celle historique des négociants. Les torréfacteurs sont désormais les acteurs qui génèrent le plus de valeur ajoutée dans la filière (voir graphe précédent). Ils n'exercent pas cette influence directement, mais en étroite coordination avec les négociants internationaux avec lesquels ils ont souvent construit des relations privilégiées depuis des décennies<sup>122</sup>.

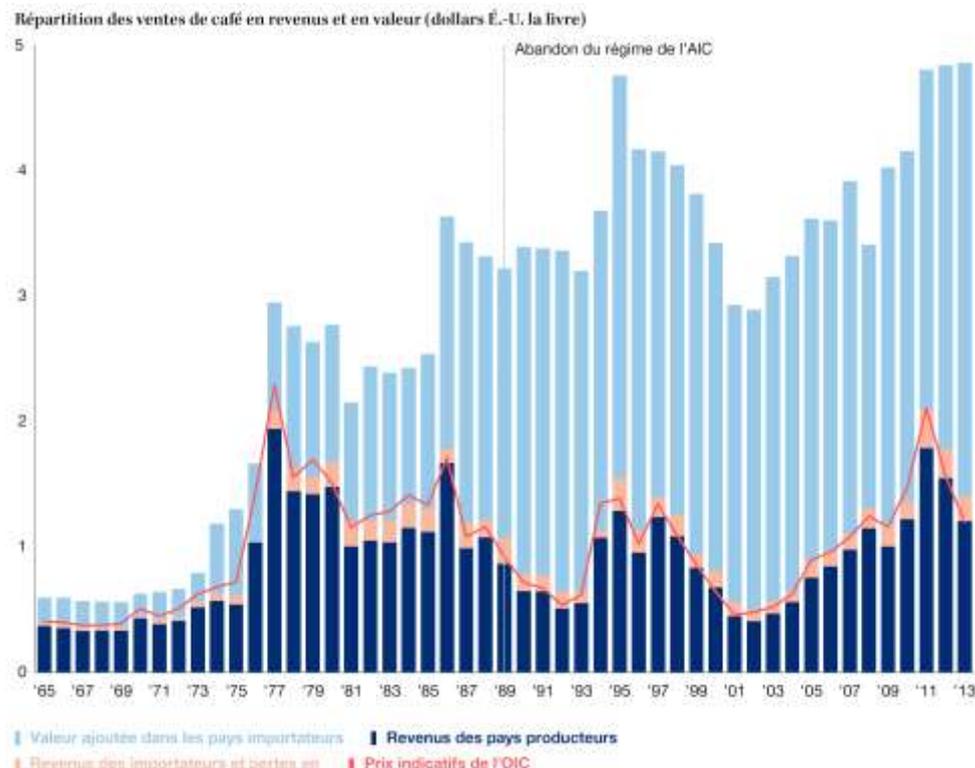


Figure 30 : Evolution de la répartition de la valeur dans la chaîne mondiale du café depuis les années 1970.

Source : L.F. Samper et X.F. Quinones-Ruiz, 2017

<sup>121</sup> Ibid.

<sup>122</sup> B. Daviron and S. Ponte, *The Coffee Paradox: Global Markets, Commodity Trade & the Elusive Promise of Development*, 2005

La position dominante acquise par les torréfacteurs leur a permis d'augmenter leur part de valeur grâce au développement et au contrôle des qualités « immatérielles » des cafés qu'ils vendent. Cette situation a conduit à plusieurs reprises – à la fin des années 1980, au début des années 2000, et depuis 2011 – à des crises révélatrices d'un 'paradoxe du café'<sup>123</sup> où les pays producteurs ont été confrontés à des prix très bas et une forte réduction de la part de valeur qu'ils parvenaient à capter, alors que dans le même temps la valeur des produits finis dans les pays consommateurs augmentait.

### *L'accord international sur le café - AIC*

#### *Un secteur de café en demande d'une régulation stabilisatrice : la mise en place de l'AIC en 1962 et ses conséquences*

*Le marché mondial du café a subi une première transformation à partir des années 1930 lorsque se sont mises en place au sein des pays producteurs des institutions étatiques en charge d'appliquer une régulation des exportations et des prix<sup>124</sup>.*

*Au milieu des années 1950, suite à une crise de surproduction massive et à l'effondrement des cours<sup>125</sup>, des négociations entre pays producteurs se sont tenues pour trouver une solution assurant une stabilité des prix avant que ne soit finalement conclu l'Accord international sur le Café (AIC) en 1962. Ses signataires étaient à la fois les pays producteurs en demande d'une régulation que des pays consommateurs soucieux d'assurer un approvisionnement régulier en qualité stable<sup>126</sup>.*

*Porté par l'Organisation internationale du café (OIC ou ICO en anglais), cet accord a instauré une fourchette de prix cible du café<sup>127</sup> et des quotas à l'exportation pour chaque pays producteur (que ces derniers répartissaient ensuite en interne)<sup>128</sup>.*

*Ces mécanismes ont généré une certaine stabilité des cours mondiaux (malgré les deux pics de 1976/77 et 1985/86 en raison d'aléas climatiques ayant entraîné la chute de la production au Brésil<sup>129</sup>), garantie d'une répartition des profits équilibrée sur le temps long<sup>130</sup>. Plus globalement, l'accord a contribué au développement économique des pays producteurs, le café était ainsi une source de revenus relativement stable et intéressante pour eux. Cependant, ces derniers ont peu à peu essayé de se différencier via des stratégies divergentes, remettant en cause l'unité et l'entente nécessaires à son fonctionnement<sup>131</sup>.*

#### *Des limites structurelles à l'AIC qui conduisent à sa chute en 1989*

*A la fin des années 1980, les pays producteurs ont remis en cause la clé de répartition des quotas<sup>132</sup> (les plus productifs se plaignant de devoir limiter leurs ventes en période de prix hauts<sup>133</sup>), et un marché parallèle hors quotas s'est développé, ne permettant plus au Brésil de réguler l'offre via ses stocks<sup>134</sup>.*

*De leur côté, les pays consommateurs déploraient le manque de prise en compte de la qualité du café<sup>135</sup> et remettaient en cause les prix auxquels ils devaient se soumettre, plus élevés que ceux qu'ils auraient obtenu si l'AIC n'existait pas<sup>136</sup>.*

*Ces critiques cumulées ont conduit à l'abandon de l'AIC en 1989, privant l'OIC de sa fonction régulatrice qui depuis se cantonne à un rôle de soutien sur la qualité des produits, de promotion du café et de pourvoyeur d'informations sur le marché<sup>137</sup>.*

#### *Et après ?*

*1989 a sonné le glas d'une période remontant à 1900 où les pays producteurs bénéficiaient d'une vraie capacité d'influence sur les cours internationaux grâce à leur contrôle de l'offre. Ils sont désormais en prise directe avec le marché mondial dont les cours sont très volatils<sup>138</sup>, et le contrôle des stocks a été transféré aux sociétés privées des négociants<sup>139</sup>.*

<sup>123</sup> Ibid.

<sup>124</sup> Daviron B. et Ponte S., *op. cit.*

<sup>125</sup> Daviron B. et Ponte S., *op. cit.*

<sup>126</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007

<sup>127</sup> OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

<sup>128</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007 ; OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

<sup>129</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007

<sup>130</sup> Univ Sorbonne, *Dynamique du café au Pérou et marché int*, 2011

<sup>131</sup> Univ Sorbonne, *Dynamique du café au Pérou et marché int*, 2011

<sup>132</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007

<sup>133</sup> OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

<sup>134</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007

<sup>135</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007

<sup>136</sup> OMPI, *Le capital immatériel dans les chaînes de valeur mondiales*, 2017

<sup>137</sup> Lise Duval, *Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine*, 2007

<sup>138</sup> Daviron B. et Ponte S., *op. cit.*

<sup>139</sup> Univ Sorbonne, *Dynamique du café au Pérou et marché int*, 2011

Les équilibres entre régions productrices qui prévalaient ont été perturbés. En particulier, la part des pays africains dans la production mondiale s'est réduite à peau de chagrin, à l'exception notable de l'Éthiopie<sup>140</sup>. L'abandon de l'AIC suivi par la vague libéralisatrice des années 1990 marque l'entrée dans une nouvelle dynamique où les acteurs des pays consommateurs, en particulier les torréfacteurs, sont en contrôle de la chaîne<sup>141</sup>.

Cette dynamique de croissance des inégalités entre l'amont et l'aval de la chaîne de valeur du café est amplifiée par la polarisation sans cesse plus importante du marché sur les quinze dernières années. Cette dernière a en effet permis aux torréfacteurs, et par voie de conséquence aux distributeurs, de démultiplier leurs marges, comme le montre l'exemple du marché français.

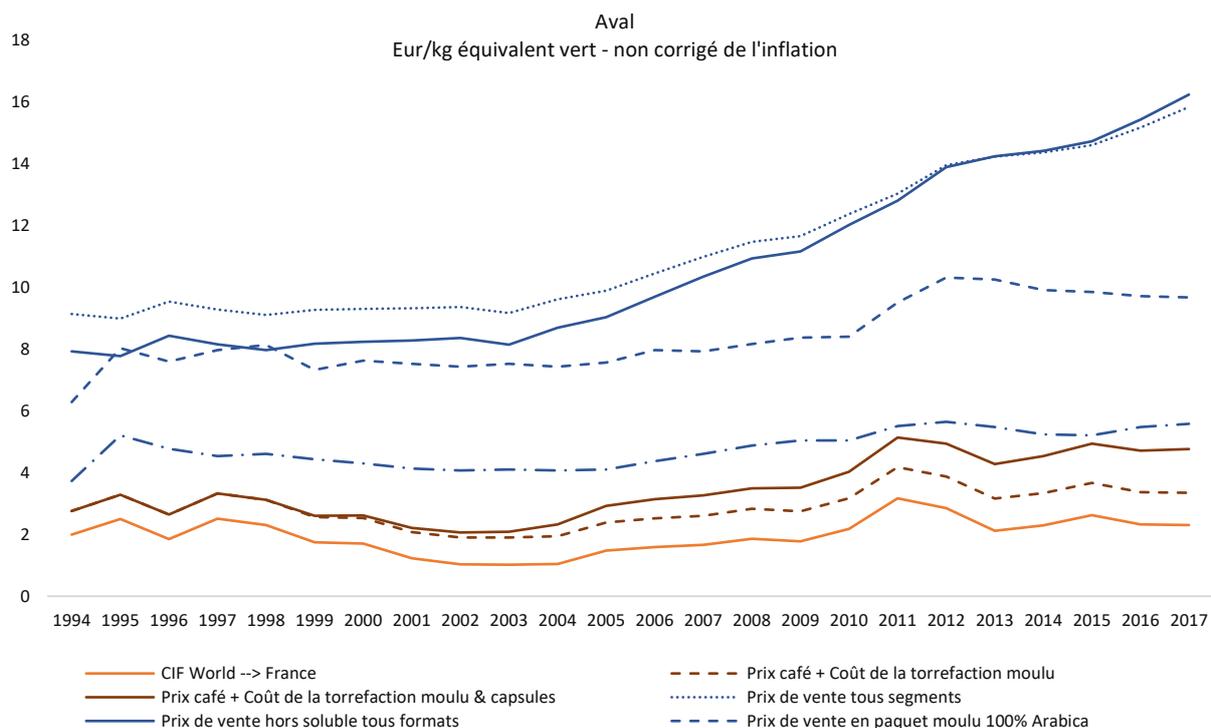


Figure 31 : Evolution de la répartition de la valeur du café moulu vendu en France en paquet de 250g. Source : Basic

L'analyse de la répartition de la valeur du producteur au consommateur français pour du café torréfié moulu montre la forte augmentation du prix au consommateur pour le café vendu tous formats confondus (paquet, dosette, capsule) depuis 1994.

Le prix moyen était ainsi équivalent à 9,1 €/kg en 1994 (non corrigé de l'inflation), année où la consommation du café portionné était encore à ses débuts (voir section 1.1.2). Par contraste, il est passé à plus de 15,8 €/kg en 2017 en raison du développement de la consommation de café portionné (dosettes souples et capsules), soit une augmentation de 6,7 €/kg (+66%) sur la période.

En vis-à-vis, nous avons consolidé les statistiques de prix du café vert importé en France (toutes origines confondues) et estimé les coûts directs de transformation du café (torréfaction, logistique et packaging) sur la base d'entretiens avec des acteurs du secteur (négociants, torréfacteurs).

Ces estimations montrent que le surcoût lié au développement des dosettes et capsules n'explique qu'une faible part de l'inflation des prix au consommateur : il serait de 1,40 €/kg en 2017 (comparé à une situation où le café serait uniquement vendu en paquet 250g) alors que le prix au consommateur a bondi de 6,7 €/kg.

<sup>140</sup> Univ Sorbonne, Dynamique du café au Pérou et marché int, 2011

<sup>141</sup> Daviron B. et Ponte S., *op. cit.*

Les acteurs interviewés, notamment au niveau de la distribution, font état de « coûts supérieurs liés à la gestion d'un grand nombre de références de café en dosettes et capsules » - mais sans donner de chiffres, ces derniers paraissant négligeables si on les ramène au kg de café vendu.

Ainsi, en l'état des informations obtenues, les bénéfices supplémentaires engrangés par les torréfacteurs et supermarchés sur le marché français pourraient avoir atteint plus de 1 milliard d'euros par an en 2017 par rapport à 1994, sans qu'on puisse savoir exactement comment ils se répartissent entre les 2 acteurs.

### *Focus : Nestlé, entreprise emblématique des évolutions du secteur depuis le début des années 2000*

#### *Genèse d'un concept révolutionnaire*

*Nestlé S.A. est depuis plusieurs décennies le leader du secteur mondial du café, représentant environ 22% des ventes mondiales de café consommé à domicile et achetant un peu plus de 10% de la production mondiale de café à lui seul.*

*La particularité de l'entreprise est qu'elle réunit en son sein les deux extrêmes de la consommation du café avec deux marques qui chacune en leur temps ont révolutionné le marché : Nescafé (qui représente près de la moitié des ventes de café soluble dans le monde) et Nespresso (leader mondial des ventes de café en capsules).*

*Lancé en 1986, Nespresso a d'abord construit son modèle commercial autour d'une offre de café Grand Cru auprès des professionnels<sup>142</sup>. Face aux résultats en demi-teinte, la filiale de Nestlé a proposé au début des années 1990 une nouvelle offre pour les professionnels et les particuliers qui comprend, en plus des capsules Grand cru, ses propres machines<sup>143</sup>.*

*Nespresso s'est peu à peu consolidé en opposition à la marque historique de café soluble de Nestlé S.A. : là où Nescafé est une offre grand public vendue en GMS, Nespresso se distingue par la nouveauté de l'expérience de dégustation de café de haute qualité et le service proposé<sup>144</sup>.*

*Des canaux de vente complémentaires ont été construits : en plus du Club Nespresso créé dès 1989 – dont l'accès restreint aux consommateurs de la marque joue sur la dimension exclusive et luxueuse, un site marchand a été lancé sur internet en 1996<sup>145</sup> et des boutiques spécialisées ont ouvert dans les quartiers huppés des grandes villes<sup>146</sup>.*

*Après des débuts difficiles, Nespresso a bénéficié d'une croissance rapide et régulière tout au long des décennies 1990 et 2000 : +30% de croissance annuelle pour un chiffre d'affaires en 2010 atteignant 3 milliards de CHF<sup>147</sup>. Mais Nespresso est entré dans une période délicate en 2011 lorsque plusieurs de ses brevets clefs sont tombés, ouvrant la possibilité à ses concurrents de développer des capsules compatibles avec les machines de la marque Suisse : entre 2011 et 2015, ses parts de marché sur les capsules ont baissé de 41% à 37%<sup>148</sup>. Néanmoins, les ventes de capsules ont continué à progresser sur cette même période puisque Nespresso a invariablement attiré plus de consommateurs que ses concurrents et réussi à accroître sans cesse son marché. La nouvelle « marque milliardaire »<sup>149</sup> de Nestlé S.A. semble alors en passe de remporter un pari risqué : massifier l'accès à un café de qualité en offrant aux consommateurs un sentiment d'exclusivité.*

#### *S'investir dans l'amont de la chaîne pour sécuriser les approvisionnements*

*Pour atteindre ses objectifs ambitieux de +20% de ventes par an fixés au début des années 2000<sup>150</sup>, Nespresso a identifié deux obstacles de taille : seulement 1 à 2% de la production de café correspondrait à ses critères de qualité et l'absence de rentabilité de la caféiculture pousse un à un les producteurs vers d'autres cultures, mettant en risque la pérennité de la production dans certaines régions clefs pour les approvisionnements du groupe<sup>151</sup>.*

<sup>142</sup> Nespresso, « The Nespresso History : From a Simple Idea to a Unique Brand Experience », 2016

<sup>143</sup> Nespresso, « The Nespresso History : From a Simple Idea to a Unique Brand Experience », 2016

<sup>144</sup> KPMG 2017

<sup>145</sup> Nespresso, « The Nespresso History : From a Simple Idea to a Unique Brand Experience », 2016

<sup>146</sup> La première boutique Nespresso ouvre à Paris à deux pas de l'Opéra Garnier (Nespresso, « The Nespresso History : From a Simple Idea to a Unique Brand Experience », 2016)

<sup>147</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>148</sup> Euromonitor in Les Échos, « Nespresso : la machine et ses capsules ont déjà 30 ans », 10 septembre 2016 consulté en ligne le 11 juillet 2018 [https://www.lesechos.fr/10/09/2016/lesechos.fr/0211271040926\\_nespresso---la-machine-et-ses-capsules-ont-deja-30-ans.htm#](https://www.lesechos.fr/10/09/2016/lesechos.fr/0211271040926_nespresso---la-machine-et-ses-capsules-ont-deja-30-ans.htm#)

<sup>149</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>150</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>151</sup> Nespresso écrit ainsi « Nespresso soon realized that its requirement for long-term sustainable sources of green coffee overlapped completely with the farmers' own need to improve their long-term economic prospects and a wider societal need to improve the effectiveness of coffee farming in conserving natural resources » (INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010).

Pour relever ses défis, Nespresso s'est associé à Rainforest Alliance pour lancer en 2003 son programme Nespresso AAA Sustainable Quality™ Coffee et s'est donné pour mission d'aider les caféiculteurs à être de plus en plus performants dans la production d'un café de très haute qualité, tout en augmentant leur productivité et la viabilité des exploitations<sup>152</sup>. Le premier objectif de ce programme est d'assurer la qualité requise par Nespresso<sup>153</sup>, à des coûts acceptables grâce à l'amélioration des rendements. Cet objectif est combiné au respect des normes internationales du travail et à l'adoption de bonnes pratiques agricoles permettant de mieux préserver l'environnement<sup>154</sup>. Il ne s'agit pas d'un système de gestion de risque, mais plutôt d'un dispositif d'amélioration continue des conditions de production de café dans les exploitations, assumé comme « dirigiste » par l'entreprise qui définit elle-même les critères des pratiques agricoles à mettre en œuvre par les producteurs, adaptés aux conditions de chaque pays et centrés sur la qualité du café à obtenir<sup>155</sup>. Cette démarche interne n'est pas certifiée de manière indépendante, mais un suivi-évaluation est réalisé chaque année pour le compte de Nespresso par des auditeurs de la démarche Rainforest<sup>156</sup>.

Depuis 2017, plus de 90% des approvisionnements de Nespresso seraient certifiés AAA<sup>157</sup> et le programme concernerait plus de 75 000 producteurs répartis sur 300 000 hectares dans 12 pays<sup>158</sup>. En contrepartie de la mise en œuvre des démarches d'amélioration continue définies par Nespresso, les producteurs perçoivent un prix 30 à 40% plus élevé que le prix standard du marché du café et 10% à 15% au-dessus du prix du marché local pour des cafés de qualité équivalente<sup>159</sup>. À cela s'ajoute le déploiement au sein des organisations partenaires d'environ 300 agronomes salariés de Nespresso<sup>160</sup>, disponibles à l'année pour suivre auprès des producteurs l'application des programmes visant à améliorer les pratiques agricoles et les rendements et inciter à la mise en pratique du cahier des charges Rainforest Alliance<sup>161</sup>.

Un des partenaires historiques du Nespresso AAA Sustainable Quality™ Coffee est Expocafé<sup>162</sup> en Colombie. En 2017, les producteurs colombiens membres de la démarche représenteraient à eux seuls plus de la moitié des producteurs engagés dans la démarche AAA au niveau international (40 000 sur un total de 75 000<sup>163</sup>. L'engagement de Nespresso de construire une relation de long-terme<sup>164</sup> semble avoir profité à Expocafé qui explique être passé d'un « simple » statut d'exportateur à celui d'une entreprise délivrant des services à haute valeur ajoutée auprès des producteurs<sup>165</sup>. Si une confiance mutuelle semble régner<sup>166</sup>, il reste néanmoins que la relation de gouvernance établie est de type « quasi-hiérarchique »<sup>167</sup> puisqu'elle se base sur des critères extrêmement précis et une structuration fixe du prix<sup>168</sup>. La traçabilité physique et économique semble assurée par Expocafé et les producteurs reçoivent au minimum 80% de la valeur des ventes à Nespresso<sup>169</sup> conformément à la politique plus globale de la FNC<sup>170</sup>. Il n'y a pas d'information sur la visibilité qui est donnée aux producteurs en termes d'engagement d'achat de café sur la durée. Nespresso a la possibilité de faire jouer la compétition entre ses fournisseurs, ces derniers sont quant à eux dépendants de Nespresso pour leurs ventes tant qu'ils font partie du programme AAA<sup>171</sup>.

<sup>152</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>153</sup> Entretien avec une personne du département « Développement Durable » de Nespresso réalisé le 24 août 2018

<sup>154</sup> Entretien avec une personne du département « Développement Durable » de Nespresso réalisé le 24 août 2018

<sup>155</sup> Entretien avec une personne du département « Développement Durable » de Nespresso réalisé le 24 août 2018

<sup>156</sup> Entretien avec une personne du département « Développement Durable » de Nespresso réalisé le 24 août 2018

<sup>157</sup> A noter que seuls 40% sont certifiés Rainforest Alliance (Nespresso, « The Positive Cup: Because Coffee Can Have a Positive Impact », *Creating Shared Value Report*, 2016).

<sup>158</sup> Nestlé, « Nestlé in society. Creating Shared Value and meeting our commitments », 2017. En 2005, 1500 producteurs étaient dans le programme et en 2009 seulement 10 000ha (Nespresso, « The Positive Cup: Because Coffee Can Have a Positive Impact », *Creating Shared Value Report*, 2016)

<sup>159</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>160</sup> Nespresso, « The Positive Cup: Because Coffee Can Have a Positive Impact », *Creating Shared Value Report*, 2016

<sup>161</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>162</sup> ILO, « Nespresso's AAA Program. High Quality Coffee Sourcing in Colombia », 2017

<sup>163</sup> Entretien avec une personne du département « Développement Durable » de Nespresso réalisé le 24 août 2018

<sup>164</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>165</sup> ILO, « Good Procurement Practices and SMEs in Supply Chains: Nespresso AAA Sustainable Quality Program Impact of Procurement Practices in an SME in Colombia », 2017

<sup>166</sup> ILO, « Good Procurement Practices and SMEs in Supply Chains: Nespresso AAA Sustainable Quality Program Impact of Procurement Practices in an SME in Colombia », 2017

<sup>167</sup> Gereffi et al. 2005

<sup>168</sup> ILO, « Good Procurement Practices and SMEs in Supply Chains: Nespresso AAA Sustainable Quality Program Impact of Procurement Practices in an SME in Colombia », 2017

<sup>169</sup> ILO, « Good Procurement Practices and SMEs in Supply Chains: Nespresso AAA Sustainable Quality Program Impact of Procurement Practices in an SME in Colombia », 2017

<sup>170</sup> Bien que cette règle ne soit pas formalisée, il semblerait que la FNC soit en mesure de faire respecter une règle tacite selon laquelle au moins 80% du prix FOB doivent revenir au producteur (Source : ?).

<sup>171</sup> ILO, « Good Procurement Practices and SMEs in Supply Chains: Nespresso AAA Sustainable Quality Program Impact of Procurement Practices in an SME in Colombia », 2017

Au niveau des caféiculteurs, il semblerait que les effets cumulés d'un prix d'achat plus élevé que celui du marché (voir ci-dessous) ainsi que la garantie des 80% de la valeur, très fortement incitée par la FNC, leur permettent de tirer de meilleurs revenus que la moyenne : les revenus nets des producteurs AAA pourraient ainsi atteindre jusqu'à 46% de plus que ceux du conventionnel<sup>172</sup>. Mais si les producteurs valorisent à un meilleur prix que celui du marché (la part de) leur récolte certifiée en AAA, ils captent finalement une moindre part de la valeur créée alors que la capsule Nespresso est vendue en moyenne 6,5 fois plus chère au kilo qu'un café moulu 100% Arabica. A noter que cela peut s'expliquer en partie par les surcoûts liés à l'emballage en capsule (estimés à 14 USD/kg équivalent café vert<sup>173</sup>) et au développement du réseau de boutiques.

<b>Prix moyen d'achat du café vert en 2016</b>	<b>USD/kg</b>
En Colombie	2,70
Dans le cadre du programme AAA chez Expocafé	3,78
<b>Prix moyen de vente aux consommateurs en France en 2016</b>	<b>USD/kg équivalent café vert</b>
Café moulu 100% Arabica	10,92
Café en capsule Nespresso	65,07
<b>Part de la valeur revenant aux producteurs en France en 2016</b>	<b>% du prix de vente aux consommateurs</b>
Sur un paquet de café moulu 100% Arabica	25%
Sur une capsule Nespresso certifiée AAA	6%

Tableau 1. BASIC, d'après les données Nestlé 2016, INCAE 2010

Par ailleurs, une partie seulement de la récolte totale de chaque producteur est valorisée aux critères du programme AAA<sup>174</sup> : le pourcentage varie en fonction des pays mais en moyenne, environ 78% de la récolte des caféiculteurs AAA serait valorisée aux conditions du programme<sup>175</sup>. Il semblerait qu'aucune information ne soit disponible sur le reste de la production. De même, il n'existe pas aujourd'hui d'information publique disponible sur les surcoûts liés potentiellement à la culture du café dans les conditions du programme AAA.

Plus globalement, malgré des efforts notables d'implication sur l'amont de la part de Nespresso, les informations sur les impacts pour les producteurs sont relativement maigres, l'entreprise réalisant un suivi qui n'est destiné qu'à l'information en interne, mais pas d'étude indépendante et publique de son impact (hormis en Colombie en 2016)<sup>176</sup>.

Si l'entreprise déclare avoir investi près de 200 millions de francs suisse entre 2014 et 2017, soit 50 millions de francs suisses (environ 45 millions d'euros) par an, la grande majorité de cette somme correspond à la prime payée par Nespresso au-delà du cours conventionnel du café et aux salaires des agronomes déployés sur le terrain (seul 5% de cette somme serait investie dans des infrastructures dans les exploitations<sup>177</sup>).

Ces sommes sont à mettre en vis-à-vis du résultat net généré par Nespresso sur ses ventes de capsules qui peut être estimé à 15% de ses ventes annuelles selon l'analyse du Crédit Suisse<sup>178</sup>, soit un total de 600 millions d'euros par an.

De plus, le programme AAA semble créer une situation de dépendance pour ses partenaires, encore plus marquée que dans le marché conventionnel, qui peut être bénéfique tant qu'elle perdure mais préjudiciable le jour où Nespresso décide de s'approvisionner ailleurs.

Ces impacts en demi-teinte du programme AAA de Nespresso questionnent d'autant plus que Nestlé a multiplié les outils de communication sur sa marque qualité alors que selon nos estimations elle ne représenterait que 7% environ des ventes mondiales en valeur de Nestlé S.A.<sup>179</sup>.

### Un exemple suivi par les concurrents

Devant le succès de Nespresso sur le marché, en particulier en France où ses ventes représenteraient 20% des ventes de café consommé à domicile, les autres leaders du secteur ont développé une offre concurrente depuis que le brevet des capsules

<sup>172</sup> Third World Centre for Water Management, « Creating Shared Value from Bean to Cup: The Role of Nestlé in Colombia's Coffee Sector », 2015

<sup>173</sup> Entretien avec un torréfacteur français

<sup>174</sup> INCAE, « Nestlé Nespresso : Creating Shared Value through Real Farmer Income », 2010

<sup>175</sup> Third World Centre for Water Management, « Creating Shared Value from Bean to Cup: The Role of Nestlé in Colombia's Coffee Sector », 2015

<sup>176</sup> Entretien avec une personne du département "Développement Durable" de Nespresso réalisé le 24 août 2018

<sup>177</sup> Nespresso, The positive Cup, Creating shared value report, 2017

<sup>178</sup> Crédit Suisse, Nestlé Company Profile, 2013

<sup>179</sup> Crédit Suisse 2012

est tombé dans le domaine public il y a quelques années. Au premier rang, JDE a répliqué en développant une stratégie miroir de Nespresso mais dans le circuit GMS : il a créé une marque dédiée de capsules compatibles appelée l'Or Espresso avec une gamme très diversifiée de mélanges 100% certifiée par UTZ<sup>180</sup>. Cette marque représenterait désormais 40% des ventes de capsules compatibles en GMS (soit moins d'un tiers des ventes de Nespresso en France) ; elle est talonnée de près par les capsules Carte Noire également développées par JDE et qui sont désormais propriété du groupe Lavazza<sup>181</sup>. Dernier arrivant, la marque Café Royal créée par le distributeur Migros (leader du secteur en Suisse) qui a construit une stratégie publicitaire proche de celle de Nespresso mais décalée, avec le chanteur Robbie Williams en tête de proue, et une certification Fairtrade de certains de ses mélanges : elle représenterait déjà 15% des ventes de capsules en GMS<sup>182</sup>.

### *Une responsabilité encore plus grande de Nestlé sur le reste de son activité de café*

Comme évoqué précédemment, les achats de café de Nestlé correspondant à l'activité de Nespresso ne représenteraient que 10% de son approvisionnement total, le reste étant dévolu à sa marque Nescafé, dont une grande part sert à la fabrication de café soluble. Ce produit, très en vogue dans les pays émergents, est un produit au moins aussi rentable pour l'entreprise que l'activité de Nespresso selon les estimations du Crédit Suisse<sup>183</sup>. En amont de la chaîne, une grande partie du café acheté est du Robusta payé aux producteurs à un prix largement inférieur à l'Arabica (cf. section 1.3).

Nestlé s'est également doté d'un programme appelé « plan Nescafé » sur cette partie de son activité, lequel est essentiellement orienté sur la fourniture de plans de café à plus hauts rendements combiné à un accompagnement de terrain fourni par les agronomes employés par l'entreprise<sup>184</sup>. Contrairement au programme AAA, Nescafé ne s'engage pas à payer aux caféiculteurs un prix supérieur au marché dans sa démarche, ces derniers étant censés améliorer leur viabilité économique uniquement via l'augmentation de leurs rendements<sup>185</sup>.

Comme pour la démarche AAA, il n'y a (quasiment) aucune étude indépendante et publique permettant de jauger des retombées de ce programme pour les producteurs. En tant que leader du secteur avec une très forte capacité d'influence, Nestlé a pourtant une responsabilité importante face aux enjeux socio-environnementaux auquel il est confronté, et de meilleure transparence sur les impacts de ses engagements en la matière.

#### *1.4.2. Des impacts majeurs en termes social comme environnemental, concentrés au niveau des pays producteurs, mais non négligeables également dans les pays consommateurs*

*En amont, des producteurs et travailleurs en situation de forte précarité, et des impacts environnementaux sévères*

En amont de la chaîne du café, la plupart des producteurs ne bénéficient pas de la forte création de valeur créée auprès des consommateurs.

Depuis la fin de l'Accord International sur le Café (AIC) et la libéralisation du marché, les prix auxquels les caféiculteurs vendent leur café sont de plus en plus volatils, et passe régulièrement par des baisses très importantes. La plus importante au début des années 2000 a conduit à une crise appelée 'le paradoxe du café' lors de laquelle les producteurs ont été confrontés aux prix les plus bas en un siècle alors que dans le même temps la valeur des produits à base de café dans les pays consommateurs augmentait<sup>186</sup>. Cette dynamique baissière est à nouveau à l'œuvre depuis quelques années, les cours mondiaux du café ayant été divisés par 2,5 depuis 2011, atteignant 1,05 dollars par livre en août 2018.

<sup>180</sup> [www.lorespreso.com](http://www.lorespreso.com) consulté le 8 août 2018

<sup>181</sup> [https://www.challenges.fr/challenges-soir/cafe-royal-s-invite-dans-les-machine-nespresso-des-bureaux\\_29850](https://www.challenges.fr/challenges-soir/cafe-royal-s-invite-dans-les-machine-nespresso-des-bureaux_29850) consulté le 8 août 2018

<sup>182</sup> [https://www.challenges.fr/challenges-soir/cafe-royal-s-invite-dans-les-machine-nespresso-des-bureaux\\_29850](https://www.challenges.fr/challenges-soir/cafe-royal-s-invite-dans-les-machine-nespresso-des-bureaux_29850) consulté le 8 août 2018

<sup>183</sup> Crédit Suisse, Nestle Company Profile, 2013

<sup>184</sup> <https://www.dolce-gusto.fr/pages/systeme/un-cafe-cultive-avec-respect/> consulté le 24 août 2018

<sup>185</sup> <https://www.dolce-gusto.fr/pages/systeme/un-cafe-cultive-avec-respect/> consulté le 24 août 2018

<sup>186</sup> Daviron B. et Ponte S., *Le paradoxe du café*, 2007

Phénomène aggravant, les caféiculteurs sont pris en étau entre cette évolution des prix et une augmentation notable des coûts de production depuis plus de 20 ans (liée aux prix croissant de la main d'œuvre et des engrais). Les faibles marges qu'ils dégagent découragent les investissements de court et long terme, menant à des baisses de rendements et de qualité, et *in fine* des prix obtenus pour leur café<sup>187</sup>. Les producteurs les plus vulnérables sont souvent les moins organisés collectivement : faible pouvoir de négociation, absence d'intégration de la première transformation qui permettrait de contrôler la qualité et d'obtenir des prix plus rémunérateurs...<sup>188</sup>

La situation n'est actuellement pas viable du point de vue économique pour une majorité de caféiculteurs<sup>189</sup>. Les familles qui cultivent le café souffrent souvent de problèmes de malnutrition et de taux élevés d'analphabétisme, à l'origine de problèmes sociaux tels que la migration et le trafic de drogue<sup>190</sup>. Le recours au travail des enfants reste une solution pour certains producteurs (Kenya, Honduras...) afin de contenir leurs coûts face à une hausse des salaires agricoles ou à la difficulté de trouver des travailleurs<sup>191</sup>. Ces derniers ont des conditions de travail très précaires et vivent très souvent sous le seuil de pauvreté. En parallèle, ils sont exposés à de nombreux risques et cas de maladies respiratoires, de déficience à cause de l'exposition sans protection à des produits chimiques<sup>192</sup>.

Enfin, il est documenté que les femmes sont les plus touchées par les inégalités dans le secteur : alors qu'elles réalisent près de 70% des travaux d'entretien des parcelles et de récolte du café, elles sont la plupart du temps les moins bien payées et très rarement propriétaires.<sup>193</sup>

Dans ce contexte, seule une (faible) minorité des producteurs bénéficie de la valorisation de leur production par certaines grandes marques comme Nespresso<sup>194</sup> et les distributeurs de cafés de spécialité, à la recherche de qualités de café très spécifiques qu'ils paient à un prix (bien) supérieur au marché, créant ainsi des inégalités croissantes parmi les caféiculteurs.<sup>195</sup>

La production caféière a aussi un fort impact sur la déforestation, enjeu croissant résultant à la fois de l'expansion de la caféiculture et de la tendance à la modernisation des exploitations qui s'accompagne souvent de la coupe des arbres procurant de l'ombrage et une perte des services écosystémiques associés (régulation climatique, lutte contre l'érosion, maintien de la fertilité et de l'humidité des sols).<sup>196</sup>

La modernisation bouleverse ainsi les pratiques agro-forestières en s'orientant vers des systèmes basés sur la monoculture caféière, sans ombrage, qui permet des rendements de café plus importants à l'hectare, avec la plantation de variétés hybrides à croissance rapide qui nécessite l'utilisation accrue des produits chimiques de synthèse avec des impacts sur la dégradation de la qualité des sols et de l'eau, la perte de biodiversité...<sup>197</sup>

### *En aval, des impacts significatifs sur l'environnement*

Les impacts environnementaux ne se cantonnent pas à l'amont de la filière : au-delà de la consommation en eau et en énergie des usines de fabrication de café – en particulier de soluble – c'est le développement des dosettes et capsules, qui génère des questions croissantes quant à leur impact environnemental du fait du suremballage et du (non) recyclage des produits en fin de vie.<sup>198</sup>

---

<sup>187</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2014

<sup>188</sup> Oxfam, Poverty in your Cup, 2002

<sup>189</sup> ICO, 6ème forum consultatif sur la durabilité du secteur café, 2017

<sup>190</sup> ICO, 6ème forum consultatif sur la durabilité du secteur café, 2017

<sup>191</sup> University of Connecticut, The Coffee Bean A Value Chain and Sustainability Initiatives Analysis, 2014

<sup>192</sup> University of Connecticut, The Coffee Bean A Value Chain and Sustainability Initiatives Analysis, 2014

<sup>193</sup> SCAA, A blueprint for gender inequality in coffee lands, 2016

<sup>194</sup> A titre d'exemple, l'ensemble de la production de café vendue par Nespresso est réalisé par 75 000 producteurs pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 5 milliards de dollars, soit un ratio de 14 000 producteurs par milliard de dollars de chiffre d'affaires généré. Par contraste, l'ensemble du marché mondial du café à domicile qui représente 100 milliards de dollars serait approvisionné par environ 20 millions de producteurs, soit un ratio près de 15 fois supérieur (200 000 producteurs par milliard de dollars de chiffre d'affaires généré).

<sup>195</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2018; BioScience, Evolution Coffee Production Systems and Market, 2014; Oxfam, Poverty in your Cup, 2002

<sup>196</sup> BioScience, Evolution Coffee Production Systems and Market, 2014

<sup>197</sup> Oxfam, Poverty in your Cup, 2002

<sup>198</sup> Center for Sustainable Systems, University of Michigan, Food Product Environmental Footprint Literature Summary: Coffee, 2017

Ainsi, les analyses de cycle de vie menées à date montrent que la fabrication des dosettes, en aluminium ou en plastique, génère de 3kg à 4kg de gaz à effet de serre pour chaque kilo d’emballage produit, soit autant que le café (qui génère 2kg à 4kg de CO2 pour chaque kilo produit) – sachant qu’une dosette standard contenant environ 5g de café et 1,5g d’emballage. Cet impact négatif peut être réduit d’un quart à un tiers si l’emballage – aluminium ou plastique – est recyclé<sup>199</sup>. Nous n’avons pas trouvé à date d’analyse sur les dosettes en fibres végétales commercialisées par certains acteurs sur le marché français.

Au-delà de la question du changement climatique, l’aluminium pose des problématiques supplémentaires liées à la consommation de ressources naturelles : il faut en effet deux fois plus d’eau pour la fabrication d’une dosette en aluminium par rapport à une dosette standard<sup>200</sup>.

Les partisans des dosettes indiquent qu’elles permettent de limiter la quantité de café utilisée par tasse, ce qui compenserait les émissions supplémentaires liées au packaging dans l’hypothèse d’un surdosage de l’ordre de 50%<sup>201</sup>.

Enfin, les études disponibles indiquent que la consommation énergétique des machines à café laissées allumées – qu’elles soient à filtre ou à dosette – génère des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles liées au suremballage du café.

Concernant la question sociale dans l’aval de la filière du café, nous n’avons pas trouvé de données objectivant des problématiques liées au travail dans les usines de transformation sur les 10 dernières années (des mobilisations syndicales importantes contre l’emploi précaire ayant eu lieu au début des années 2000 dans les usines de café instantané de Nestlé implantées dans les pays émergents).

Le diagramme ci-dessous résume les principaux impacts détaillés précédemment le long de la filière :

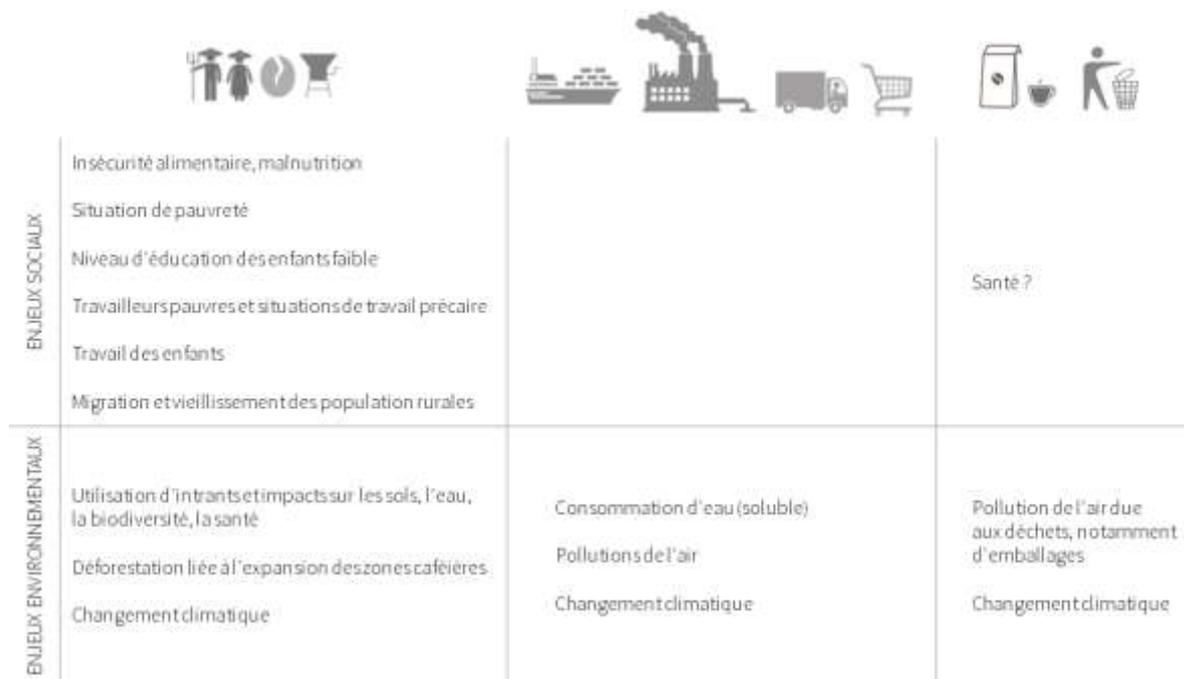


Figure 32 : Principaux impacts socio-environnementaux le long de la chaîne de valeur du café. Source : Basic

<sup>199</sup> Center for Sustainable Systems, University of Michigan, Food Product Environmental Footprint Literature Summary: Coffee, 2017 ; Hicks, University of Wisconsin, Environmental Implications of Consumer Convenience: Coffee as a case study, 2017 ; Quantis, Life Cycle Assessment of coffee consumption: comparison of single-serve coffee and bulk coffee brewing, 2015

<sup>200</sup> Quantis, Life Cycle Assessment of coffee consumption: comparison of single-serve coffee and bulk coffee brewing, 2015

<sup>201</sup> Quantis, Life Cycle Assessment of coffee consumption: comparison of single-serve coffee and bulk coffee brewing, 2015

### 1.4.3. Une situation amenée à s'aggraver en raison du réchauffement climatique

La caféiculture, parce qu'elle nécessite des conditions climatiques très spécifiques - en particulier l'Arabica<sup>202</sup> - est déjà touchée par le dérèglement climatique : baisse de qualité et de productivité à cause des changements de niveaux de températures et de pluviométrie ainsi que leur saisonnalité<sup>203</sup>, épidémies de rouille qui ont affecté plus de 50% des surfaces en Amérique Latine, propagation de ravageurs résistants comme le scolyte du caféier en Afrique.<sup>204</sup>

Les rendements sont impactés, ainsi que la qualité du produit, avec une augmentation des coûts de production par unité produite qui peut mener à de fortes diminutions des revenus des producteurs.

Dû à la nature interconnectée des effets du changement climatique sur les revenus et l'accès aux services essentiels des producteurs, ils aggravent les problèmes existants sur la sécurité alimentaire, l'accès à la ressource en eau et la qualité et quantité de la production agricole.

Les producteurs qui dépendent de parcelles de petites tailles de café pour vivre, et qui n'ont pas ou peu sources de revenus complémentaires, sont les plus vulnérables. Pour un grand nombre d'entre eux, les effets du changement climatique dépassent déjà leur capacité d'action. Il existe aujourd'hui peu de solutions adaptées pour faire face à ce phénomène dans le secteur du café.<sup>205</sup>

*La situation en 2050 : un climat plus chaud, plus humide et plus incertain pour la zone caféière, qui impacte à la baisse la production de café*

D'ici 2050, les tendances de ces dernières décennies devraient persister voire s'aggraver et mener à une augmentation de la température dans la zone intertropicale de +2.1°C et une progression des précipitations de +1.7%, avec des pluies de plus en plus fortes et des saisons sèches de plus en plus arides.<sup>206</sup> La fréquence des événements climatiques extrêmes devrait aussi augmenter, notamment via l'intensification des phénomènes El Nino/La Nina, créant les conditions d'un développement des maladies et des attaques de ravageurs dans les zones caféières<sup>207</sup>. Ces changements pourraient induire une baisse des rendements de l'ordre de 20% d'ici 2050<sup>208</sup> et réduire la qualité globale du café.<sup>209</sup>

---

<sup>202</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>203</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015 et AJAR, Impact Climate Change Ethiopian Coffee, 2017

<sup>204</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>205</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2014

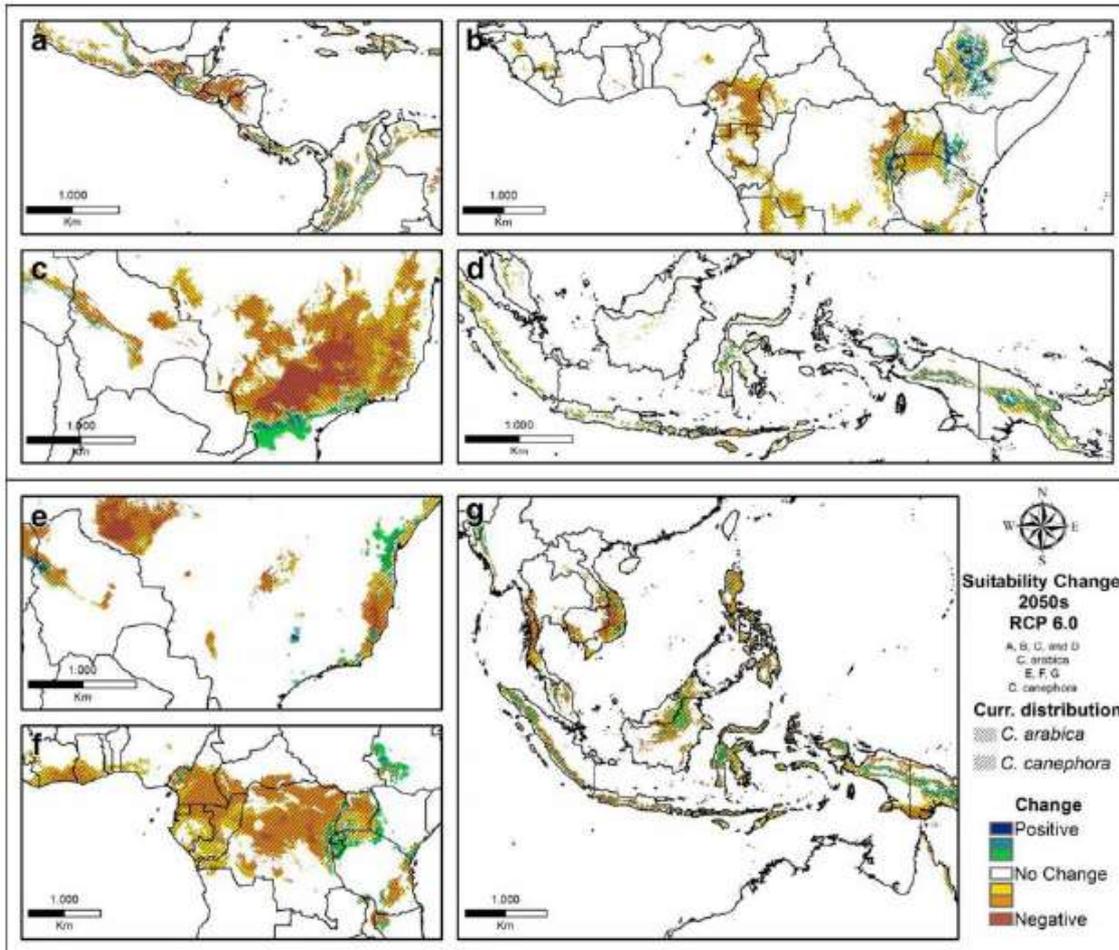
<sup>206</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>207</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>208</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>209</sup> CJAR, Projected Shifts in Coffea Arabica Suitability, 2015

Figure 1: Suitability changes by the 2050s in the RCP 6.0 scenario; A-D: Arabica, E-G: Robusta



Source: Bunn et al. (2015)

<sup>2</sup> The IPCC selected four Representative Concentration Pathways (RCPs) defined by their total radiative forcing (cumulative measure of human emissions of greenhouse gasses from all sources expressed in Watts per square meter) pathway and level by 2100. The RCPs were chosen to represent a broad range of climate outcomes, based on a literature review, and are neither forecasts nor policy recommendations. In their article, the authors use the projections of RCP 2.6, RCP 6.0, and RCP 8.5.

Figure 33: Impact du changement climatique sur la production caféière, scénario moyen d'émissions de GES (RCP 6.0)  
Source : C. Bunn, 2015<sup>210</sup>

En conséquence, le phénomène de changement climatique devrait affecter très fortement la distribution spatiale de la production caféière au niveau mondial : environ 50% des surfaces actuellement utilisées pour la culture du café ne seraient plus adaptées d'ici 2050<sup>211</sup>, avec des variations selon les pays, les études et les méthodes employées.<sup>212</sup>

<sup>210</sup> C. Bunn, Modelling Impact Climate Change on Coffee, 2015

<sup>211</sup> Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

<sup>212</sup> Coffee, barometer, 2018

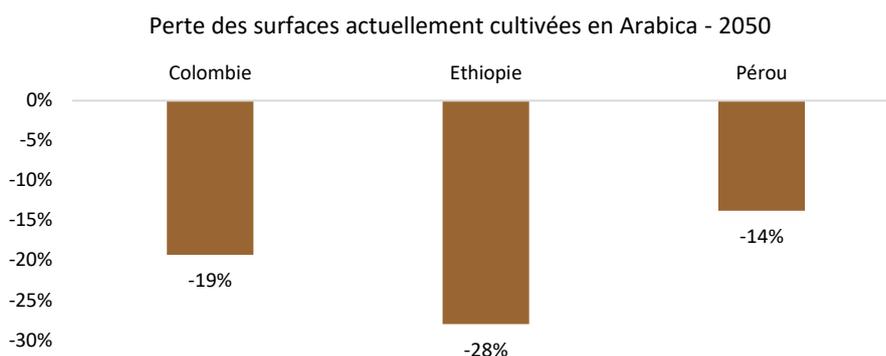


Figure 34 : Perte des surfaces actuellement cultivées en Arabica. Source : Basic d'après The Earth Institute, 2015<sup>213</sup>

Même pour les pays pour lesquels les études prospectives prévoient les pertes de surface les plus faibles - comme le Pérou, la Colombie ou l’Ethiopie - entre 15% et 30% des terres actuellement en caféiculture ne seraient plus adaptées à cette culture en 2050. Parmi les pays les plus touchés, le Brésil, l’Inde ou l’Uganda pourraient perdre plus de 60% de leur surface caféière. Au global, on estime que les impacts devraient être les plus importants au niveau des zones de basses altitudes et de basses latitudes.<sup>214</sup>

En vis-à-vis, certains pays pourraient bénéficier d’une croissance des zones adaptées à la production de café, en particulier de Robusta<sup>215</sup> : c’est le cas d’une partie de l’Afrique de l’Est, du Sud du Brésil, de l’Indonésie, de la Papouasie Nouvelle Guinée et de certaines régions des Andes.<sup>216</sup>

On s’attend ainsi à une migration relativement importante de la production de café vers les pôles et les zones plus hautes des versants montagneux<sup>217</sup>.

*La réduction de la production et de la qualité du café va impacter l’ensemble de la chaîne de valeur en renforçant certains impacts*

Alors que la moitié des surfaces caféières risquent de devenir inadaptées à cette culture en 2050, les travaux prospectifs prévoient une augmentation soutenue de la consommation de café (en particulier celle des cafés de qualité<sup>218</sup>) du fait de la croissance démographique, des changements d’habitudes de consommation et du développement des économies émergentes. Il est estimé que pour répondre à cette croissance, il faudrait 2,5 fois la surface actuellement disponible pour la caféiculture.<sup>219</sup>

En conséquence, la pression sur la production caféière **risque d’être de plus en plus forte**, induisant une augmentation de la volatilité et du niveau des prix ; et les nouvelles zones caféières développées pour satisfaire la demande croissante **risquent d’amplifier** le phénomène de déforestation déjà à l’œuvre.

Ces évolutions vont affecter les acteurs de la filière de manière différente. En particulier, les producteurs et les travailleurs qui sont les acteurs les plus vulnérables de la chaîne risquent de voir leur situation socio-économique actuelle se dégrader encore, **d’autant qu’ils n’ont aujourd’hui pas les capacités (financières, humaines, techniques) de s’adapter** à de tels changements (surtout pour celles et ceux qui dépendent du café comme source principale de revenus et de liquidités).<sup>220</sup>

Ces bouleversements pourraient également amplifier les dégâts environnementaux liés à la production de café, particulièrement en termes de déforestation et de perte de biodiversité, risques majeurs identifiés pour

<sup>213</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>214</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015 et Coffee, barometer, 2018

<sup>215</sup> ICO, 75e-review-studies-climate-change, 2017

<sup>216</sup> Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

<sup>217</sup> Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

<sup>218</sup> coffee, barometer, 2018

<sup>219</sup> AJAR, Impact Climate Change Ethiopian Coffee, 2017

<sup>220</sup> Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

les années à venir. En effet, les travaux prospectifs existants prévoient que 60% des terres qui seront adaptées à la culture caféière en 2050 sont actuellement encore des espaces de forêt abritant des écosystèmes particulièrement fragiles et complexes.<sup>221</sup>

Au vu des tendances actuelles, l'une des stratégies pourrait être d'accélérer la modernisation des exploitations (comme au Brésil), avec des impacts environnementaux non négligeables du fait de l'utilisation accrue d'intrants de synthèse.<sup>222</sup>

A plus long terme, le changement climatique pourrait même mener à l'extinction des cafés de forêts d'Ethiopie, privant ainsi la filière d'une ressource génétique très riche au moment où il risque d'en avoir le plus besoin.<sup>223</sup>

En conclusion, les principaux bouleversements liés au dérèglement climatique auxquels l'ensemble des acteurs du secteur vont devoir s'adapter d'ici 2050 peuvent se résumer comme suit<sup>224</sup> :

- Un approvisionnement de plus en plus faible et irrégulier :<sup>225</sup>
  - ➔ *Baisse des surfaces, baisse des rendements, ravageurs et maladies de plus en plus fréquents, événements climatiques extrêmes.*
- Une qualité (au sens large) dégradée :<sup>226</sup>
  - ➔ *Les changements de conditions climatiques dégradent le café récolté, avec par exemple des grains plus petits aux altitudes les plus faibles, une croissance trop rapide qui empêche le développement des atouts organoleptiques... En parallèle, l'adoption de variétés améliorées et le remplacement du café Arabica par du Robusta déjà visible dans certaines zones peuvent également mener à une dégradation globale de la qualité.*
- Des prix de plus en plus volatils avec des pics de plus en plus élevés :<sup>227</sup>
  - ➔ *La décorrélation entre offre et demande va probablement mener à une hausse progressive des prix avec une forte volatilité et des pics jamais égalés.*

### 1.5. Face à la montée des enjeux, le développement de modèles alternatifs (labels équitables, bio & « durables »)

Dans le secteur du café, les principaux cahiers des charges (ou standards) sociaux et/ou environnementaux sont ceux de l'agriculture biologique, du commerce équitable (le principal étant le système porté par Fairtrade International), et du durable développés par Rainforest Alliance et UTZ Certified qui ont fusionné en 2018)<sup>228</sup>. Il existe également des standards privés internes aux entreprises comme le cahier des charges 4C, AAA de Nespresso ou C.A.F.E. Practices de Starbucks<sup>229</sup>.

---

<sup>221</sup> Coffee, barometer, 2018

<sup>222</sup> ICO, 75e-review-studies-climate-change, 2017

<sup>223</sup> Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

<sup>224</sup> Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

<sup>225</sup> CJAR, Projected Shifts in Coffea Arabica Suitability, 2015

<sup>226</sup> AJAR, Impact Climate Change Ethiopian Coffee, 2017 et Climate Institute, A Brewing Storm, 2016

<sup>227</sup> Earth Institute, Evaluating impacts of climate change on coffee, 2015

<sup>228</sup> En juin 2017, Rainforest Alliance et UTZ Certified ont annoncé leur fusion sous le nom de Rainforest Alliance. Un nouveau programme de certification est en cours d'élaboration, ouvert notamment à une consultation publique, avec une finalisation prévue pour 2019 (<https://www.rainforest-alliance.org/faqs/rainforest-utz-merger#new-program>, consulté en ligne le 4 juin 2018).

<sup>229</sup> Hivos 2018

### 1.5.1. Évolutions des certifications sur le marché mondial de consommation du café

En réponse aux défis sociaux et environnementaux du secteur du café, plusieurs initiatives de filières alternatives portées par des ONG ont émergé, d'abord à petite échelle dans les années 1960, puis de manière plus significative au cours des années 1980<sup>230</sup>.

Schématiquement, les certifications peuvent être caractérisées selon les critères listés ci-dessous dans le tableau :

Critères obligatoires / de progrès	Filière conventionnelle	Filière durable	Filière équitable
<b>Environnementaux</b>			
Réduction des impacts environnementaux	X	✓	✓
<b>Interdiction des produits dangereux (a minima, ceux listés par l'OMS)</b>	X	✓	✓
Protection de la biodiversité	X	✓	✓
<b>Sociaux</b>			
<b>Respect des conventions fondamentales de l'OIT</b>	X	✓	✓
<b>Non-discrimination (convention n°111 de l'OIT)</b>	X	✓	✓
Accessibilité aux travailleurs et acteurs marginalisés	X	✓	✓
<b>Économiques</b>			
Prix juste / Rémunération juste des travailleurs	X	X	✓
Prime pour qualité	X	✓	X
Prime pour projets collectifs	X	X	✓
Accès facilité au financement / Préfinancement	X	X	✓
<b>Organisation de la chaîne</b>			
Traçabilité documentaire	X	✓	✓
Traçabilité physique	En partie	En partie	✓
Engagement durable des acheteurs	X	X	✓
<b>Renforcement des capacités</b>			
Assistance technique et formation auprès des producteurs	X	✓	✓
<b>Existence d'une structure collective</b> formelle et appui à son renforcement	X	X	✓
Démocratie, participation et transparence au sein des organisations de producteurs	X	X	✓
Création de réseaux autonomes et de dynamiques de développement local	X	X	✓
Sensibilisation des consommateurs sur les enjeux du commerce international	X	X	✓

Tableau 2. Comparaison des filières conventionnelles, durables et équitables. Source : BASIC

Les attentes des consommateurs se concentrent principalement dans les marchés dits matures (l'Europe et l'Amérique du Nord représentant plus de 85% des ventes) où le pouvoir d'achat moyen est plus élevé<sup>231</sup>. Elles ont influencé les grandes marques de café qui font aujourd'hui appel à plusieurs labels et/ou ont mis en place leurs propres programmes de durabilité internes<sup>232</sup>.

<sup>230</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>231</sup> Calculs à partir des chiffres de la demande en café certifié d'Ecobank et des chiffres du graph de la section 1 sur la consommation mondiale de café en 2007 (130.000.000 sacs soit 7.800.000 tonnes) et 2011(140.000.000 sacs soit 8.400.000 tonnes).

<sup>232</sup> Hivos, Coffee Barometre, 2018

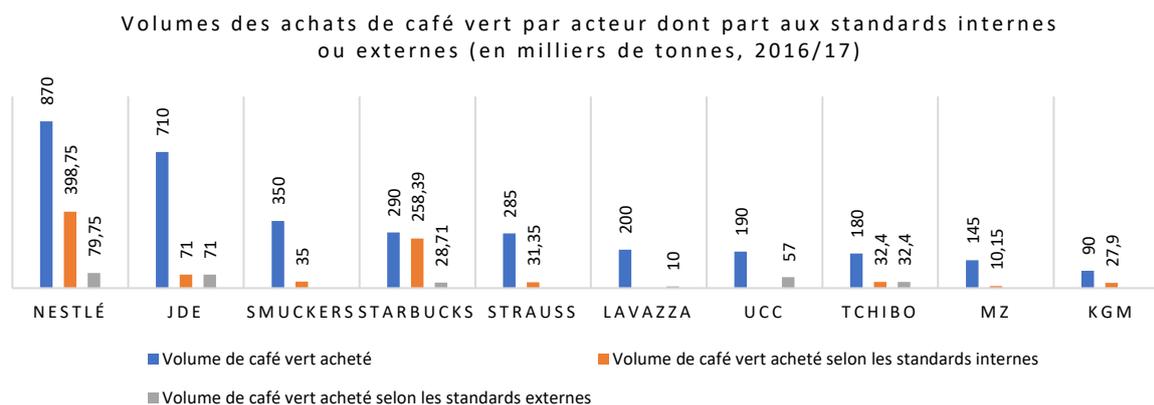


Figure 35. Comparaison des volumes d'achat de café vert total et certifié. Source : BASIC, d'après les données Hivos 2018

A titre d'exemple, la quasi-totalité du café acheté par Starbucks en 2017 était audité : 90% selon son programme interne C.A.F.E. Practices (les détails n'étant pas rendus publics, les dernières estimations disponibles datent de 2014) et 7% environ selon le standard de commerce équitable Fairtrade<sup>233</sup>.

Du côté de Nestlé, 2<sup>ème</sup> entreprise avec le plus fort niveau d'engagement, 75% de son café audité suivait le code de conduite 4C interne au secteur, et 25% son standard interne AAA développé avec SAN (dont un peu plus de la moitié est également certifié par Rainforest). Enfin, seulement 1% était certifié par Fairtrade.

Son concurrent direct JDE a un niveau d'approvisionnement audité plus faible, dont 50% suivait le code de conduite interne 4C en 2014, l'autre moitié étant certifiée UTZ ou Rainforest (faisant de JDE le premier client de ces certifications).

### Les certifications de la filière équitable

Dès les années 1960, les premiers mouvements en opposition aux modèles suivis par les filières agroalimentaires se développent avec à leur tête les mouvements de commerce équitable et les mouvements d'agriculture biologique. Les deux se sont construits dans une logique de remise en cause des filières agroalimentaires mondialisées conventionnelles<sup>234</sup>.

Le commerce équitable est basé sur des engagements pris par les acteurs des filières pour permettre aux producteurs et travailleurs de vivre de leur travail et d'investir collectivement sur le long terme. Ce faisant, il a rencontré l'attente des consommateurs désireux de donner du sens à leurs achats.

Plus spécifiquement, ses principes fondateurs sont les suivants :

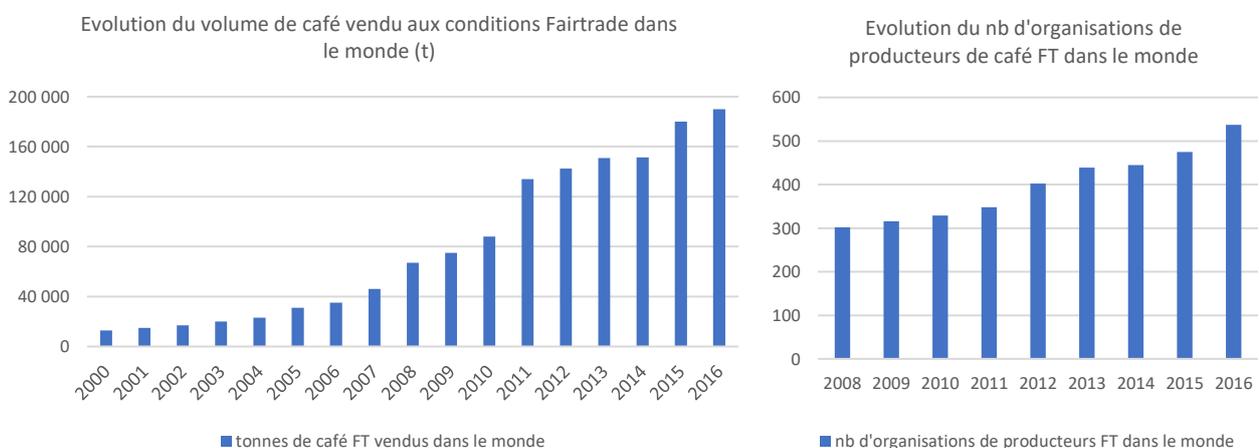
- En s'organisant de manière collective et démocratique, les producteurs et les travailleurs peuvent acquérir de plus grandes capacités de gestion et de négociation. Ils peuvent faire valoir leurs droits, obtenir une meilleure position dans les chaînes d'approvisionnement, et être reconnus comme des interlocuteurs crédibles par les autres parties prenantes. Ils peuvent également développer des stratégies à long terme pour garantir un niveau de vie durable pour leurs communautés et une meilleure protection de l'environnement. Cette dynamique d'organisation va au-delà de l'échelle locale, l'organisation des producteurs et travailleurs à l'échelle nationale et continentale sous forme de plateformes et réseaux leur permettant de partager des connaissances et de l'expertise, de mettre des moyens en commun pour accompagner et renforcer les capacités des organisations membres dans les différents pays et régions, et de mener des actions de plaidoyer envers leurs gouvernements et les institutions sectorielles afin de faire entendre leurs voix et défendre leurs visions.

<sup>233</sup> Hivos, Coffee Barometre, 2014

<sup>234</sup> B. Daviron et I. Vagneron, Les cafés dans la jungle des standards de durabilité environnementale et sociale, 2012

- Un prix minimum garanti est mis en place afin de servir de « filet de sécurité » pour les producteurs. Il offre une protection contre la volatilité excessive des cours des matières premières. Il a non seulement un effet stabilisateur, mais aussi de stimulation des revenus des petits agriculteurs. Combiné avec des contrats à plus long terme et du préfinancement, il permet aux producteurs de **planifier et d'assurer la durabilité de leur production**.
- La **prime du commerce équitable**, dont l'usage est décidé collectivement par les organisations de petits producteurs et de travailleurs, peut leur permettre de développer des activités génératrices de revenus, d'améliorer leur niveau de vie et de réduire leur **vulnérabilité à la pauvreté**. Lorsqu'elle est investie dans la productivité, la qualité, les infrastructures collectives ou la certification, la prime de commerce équitable peut permettre aux agriculteurs d'obtenir de meilleurs prix sur le marché et de réduire leurs coûts de production, augmentant ainsi leur revenu disponible.
- **En contrepartie**, les producteurs membres d'organisations de commerce équitable s'engagent à respecter les conventions fondamentales de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et à réduire leurs impacts sur l'environnement par l'adoption de bonnes pratiques agricoles.
- Enfin, à **travers leurs campagnes de sensibilisation et d'information**, les mouvements du commerce équitable encouragent les consommateurs à se préoccuper de l'origine des produits qu'ils achètent et des conditions sociales et environnementales dans lesquelles ils ont été fabriqués. Ils visent ainsi à créer une demande des consommateurs pour plus de transparence dans les filières agricoles.

Dès le départ, le commerce équitable valorise un rapprochement entre consommateur et producteur, passant notamment par la promotion du travail de l'agriculteur et de son produit en tant que tel, différencié du reste des produits standardisés<sup>235</sup>. En 1988, le café est le premier produit labellisé par Max Havelaar comme produit de commerce équitable et vendu en grande distribution en Hollande, puis rapidement dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest (la France commercialise le premier paquet de café vendu avec le label en 1993)<sup>236</sup>.



En 2018, la démarche Fairtrade/Max Havelaar, pionnière de la labellisation équitable en grande distribution, est la plus développée dans le secteur du café (par comparaison avec les autres catégories de produits) avec 537 organisations certifiées en 2016 (+78% depuis 2008) et 190 000 tonnes commercialisées en 2016 (multipliés par 3 depuis 2008 et par 15 depuis 2000).

Depuis quelques années, d'autres démarches complémentaires sont apparues, comme les labels externes SPP (initié à l'origine par les producteurs latinoaméricains de la CLAC), Bio Partenaire et Fair for Life (initié par Ecocert), ainsi que des démarches internes comme celle du torréfacteur Lobodis (nous n'avons pas trouvé de données chiffrées consolidées sur les démarches autres que Fairtrade sur le secteur du café).

<sup>235</sup> B. Daviron et I. Vagneron, Les cafés dans la jungle des standards de durabilité environnementale et sociale, 2012

<sup>236</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

Dans le secteur du café, nous n'avons trouvé des informations publiques que sur le nombre d'organisations de producteurs certifiées par ces labels externes : 1 plantation de café en Inde pour Bio Partenaire, 18 OPs pour Fair For Life (8 au Guatemala, 3 au Honduras, 3 au Pérou, 1 en Ethiopie, 1 au Kenya et 2 en Inde) et 102 OPs pour SPP (au Pérou, Guatemala, El Salvador, Mexique, Bolivie, Colombie, Ethiopie, Indonésie, Nicaragua, RDC, Inde, Equateur, Honduras). Ces données montrent que les labels Bio Partenaire et Fair for Life sont pour l'instant beaucoup moins développés que le label Fairtrade dans le secteur du café. Quant au label SPP, il concerne un nombre plus important d'organisations de producteurs, surtout en Amérique Latine, la plupart d'entre elles étant également certifiées Fairtrade (ce qui s'explique par l'origine de ce label historiquement créé par la CLAC, également membre de FTI).

Evolution cours mondiaux du café arabica (1988-2018)  
Base : bourse de New York

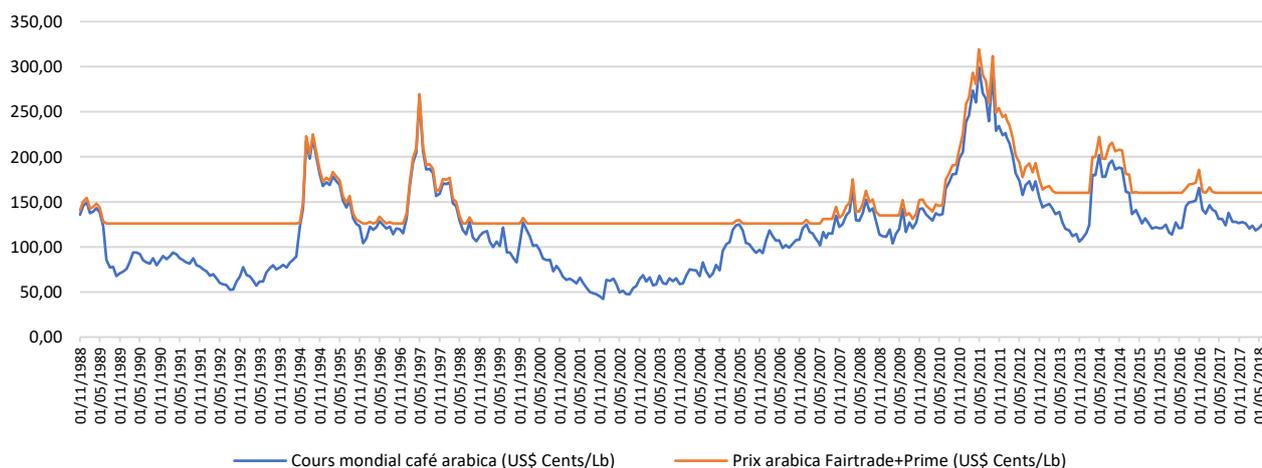


Figure 36. Comparaison du cours de l'Arabica et du prix minimum + prime Fairtrade. Source : BASIC, d'après les données de ICO & FTI

Les enjeux portés par les démarches de commerce équitable sont plus que jamais d'actualité, comme le montre l'évolution des cours de l'Arabica à la bourse de New York : ils ont atteint 1,07 dollars par livre en août 2018, soit le niveau le plus bas depuis novembre 2013, presque équivalents aux prix historiquement bas du début des années 1990 et 2000 si l'on tient compte de l'inflation ayant eu lieu depuis, surtout dans les pays producteurs.

Quant à la prime de développement qui se rajoute au prix minimum, elle a dépassé les 50 millions d'euros pour le système Fairtrade en 2015 (d'après les données consolidées par FLO Cert).

### Les certifications de la filière durable

En réponse aux attentes des consommateurs en termes d'éthique et de durabilité, plusieurs autres initiatives de labellisation sont lancées en partenariat avec des industriels du secteur (UTZ Certified, Rainforest Alliance...) faisant du café l'un des tous premiers produits agricoles commercialisés dans des filières « éthiques »<sup>237</sup>.

Ces démarches ont plusieurs principes en commun avec les labels de commerce équitable :

- La réduction des impacts environnementaux et la protection de la biodiversité par l'adoption de bonnes pratiques agricoles
- Le respect des conventions fondamentales de l'OIT (liberté syndicale, non travail forcé des enfants, non-discrimination...)

<sup>237</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007 ; Hivos 2018

Elles se distinguent néanmoins du commerce équitable par leur approche des enjeux économiques : si elles partagent le constat de la sous-rémunération des caféiculteurs, elles considèrent que l'augmentation de la productivité peut permettre aux producteurs de mieux gagner leur vie. Elles n'ont donc aucune exigence de régulation des prix ni de renforcement du pouvoir de négociation des producteurs par leur organisation collective (elles prévoient par contre le paiement d'une « prime qualité » non systématique qui est 3 à 4 fois moins élevée que la prime de commerce équitable).

Ces certifications durables sont souvent utilisées par des grandes groupes<sup>238</sup> : en adoptant la certification d'une ONG tierce pour ses produits, l'entreprise gagne en légitimité auprès de ses clients tout en externalisant le risque et en investissant de nouveaux marchés de niches rémunérateurs<sup>239</sup>. Le recours à plusieurs certifications, durables comme équitables, permet ainsi de répondre à deux enjeux des industriels du secteur : construire une image de respectabilité auprès des consommateurs tout en continuant à être fourni en volumes, sans discontinuité, en ayant accès à plusieurs fournisseurs potentiellement interchangeables<sup>240</sup>.

En termes de pays producteurs, les certifications 4C et UTZ ont un profil de répartition très proche de la moyenne mondiale du secteur, ce qui s'explique par le fait que ces certifications sont essentiellement portées par les grands industriels du secteur. La certification Rainforest Alliance a quant à elle une répartition légèrement différente avec une part plus importante des volumes produits sur le continent africain. En vis-à-vis, les certifications équitables et biologiques présentent un profil très différent, la part de la production certifiée dans les deux principaux pays exportateurs (Brésil et Vietnam) étant très faible.

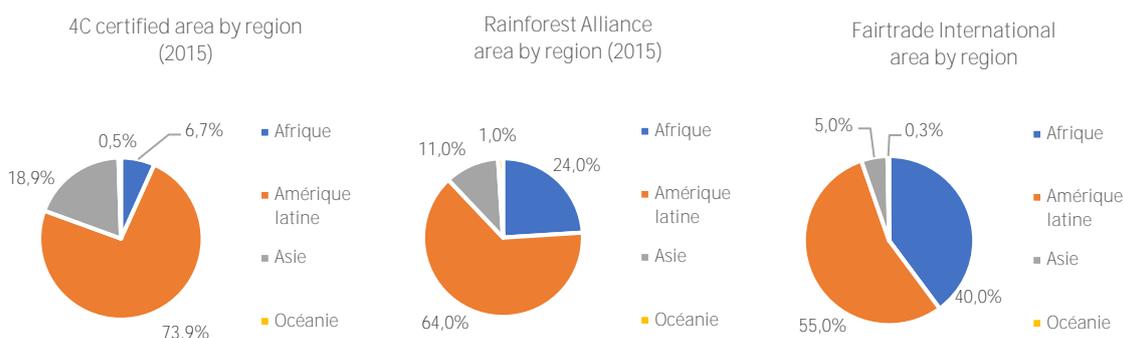


Figure 37. Origine des productions certifiées par Fairtrade, Rainforest Alliance et 4C. Source : IISD 2017

Il est important de noter que l'ensemble de cette production (durable ou équitable) n'est pas vendu sous les labels concernés : une partie des volumes produits est commercialisée en tant que café conventionnel, ce qui explique la différence entre volumes produits et volumes vendus sous certifications (voir graphique ci-dessous).

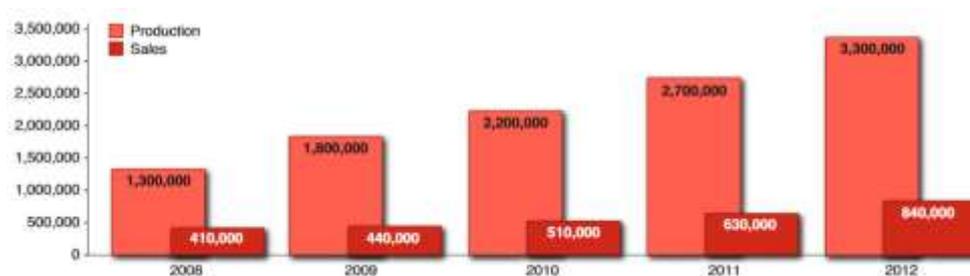


Figure 38. Estimations comparant les volumes produits sous certifications et les volumes vendus aux conditions des certifications (AAA, 4C, CAFE Practices, Fairtrade, Biologique, Rainforest Alliance et UTZ Certified). Source : IISD 2014

<sup>238</sup> B. Daviron et I. Vagneron, Les cafés dans la jungle des standards de durabilité environnementale et sociale, 2012

<sup>239</sup> B. Daviron et I. Vagneron, Les cafés dans la jungle des standards de durabilité environnementale et sociale, 2012

<sup>240</sup> B. Daviron et I. Vagneron, Les cafés dans la jungle des standards de durabilité environnementale et sociale, 2012

À titre d'exemple, dans le commerce équitable environ 19% de la production certifiée par Fairtrade/Max Havelaar est valorisée avec le label, 9% supplémentaires sont achetés aux conditions de son cahier des charges mais non valorisés avec le label, et 72% écoulés sur le marché conventionnel<sup>241</sup>. Il en va de même pour les autres certifications (voir tableau ci-dessous).

### *Les démarches internes des torréfacteurs*

En complément des démarches précédentes, les grands torréfacteurs se sont également dotés depuis plusieurs années de codes de conduite et cahiers des charges internes qui visent à améliorer leurs pratiques d'achat et d'approvisionnement. Les principales d'entre elles sont la démarche 4C développée en commun par les principaux industriels du secteur, ainsi que les programmes AAA de Nespresso, CAFE Practices de Starbucks et « Voix de la Terre » de Lavazza<sup>242</sup>.

Le premier objectif de ces démarches internes est d'assurer la qualité requise du café à des coûts acceptables grâce à l'amélioration des rendements par les producteurs. À ces exigences techniques s'ajoutent souvent des critères de respect des conventions de l'OIT et d'adoption de bonnes pratiques agricoles qui s'inspirent de ceux des labels « durables » et de commerce équitable<sup>243</sup>.

Ces démarches se distinguent des labellisations précédentes par leur approche de gestion de risque, d'amélioration continue avec une moindre exigence de critères obligatoires, et l'absence d'audit externes de leurs engagements (sauf dans le cas de Starbucks).

Le tableau ci-dessous donne un aperçu général du poids relatif des différentes démarches à l'échelle internationale.

	Démarches	Production (en tonnes)	Nombre de producteurs	Part de marché sur la production globale	Part de marché des exportations globales	Ventes (en tonnes)	Part de marché des ventes totales
Démarches externes	Fairtrade	430 000	83	5%	6%	128 000	2%
	Biologique	248 767		3%	4%	133 163	2%
	Rainforest Alliance	265 565	218 610	3%	4%	129 846	2%
	UTZ Certified	715 648	188 627	9%	11%	188 096	3%
Démarches internes	4C Association	1 782 058	504 820	22%	26%	152 708	2%
	AAA	247 114	75 000	3%	4%	-	-
	C.A.F.E. Practices	457 339		6%	7%	222 550	3%
	<b>Total, ajusté pour les certifications multiples</b>	<b>3 300 000</b>		<b>40%</b>	<b>49%</b>	<b>840 000</b>	<b>12%</b>

Tableau 3. Données sur les volumes produits et vendus par certification. Source BASIC, d'après les données IISD 2014.

<sup>241</sup> Document interne à Max Havelaar France

<sup>242</sup> Hivos, Coffee Barometre, 2018

<sup>243</sup> Hivos, Coffee Barometre, 2018

### 1.5.2. En France, un développement de la diffusion et du nombre de certifications indépendantes sur le café

#### Les certifications équitables en France

A l'instar des dynamiques de consommation à l'international, les français achètent de plus en plus de produits labellisés commerce équitable<sup>244</sup>.

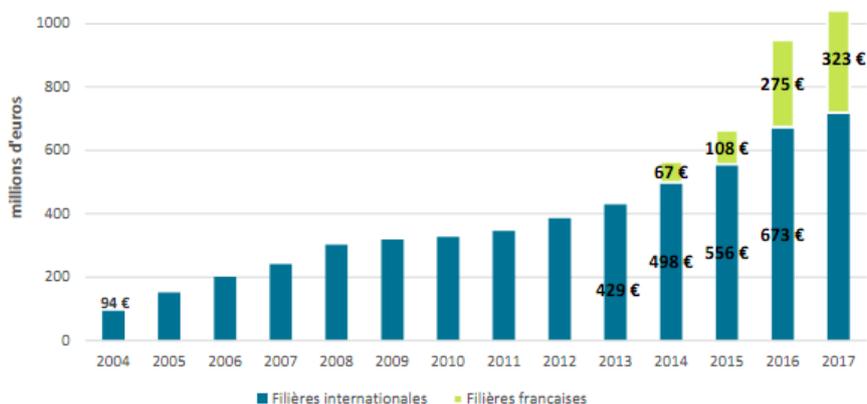


Figure 39. Évolutions des ventes de produits issus du commerce équitable entre 2004 et 2017. Source : CEF 2017

En France, les ventes de ces produits ont atteint un chiffre d'affaires de 1 milliard d'euros en 2017, soit une croissance de 10% par rapport à l'année précédente (qui descend à 7% si l'on ne considère que les produits issus de filières internationales)<sup>245</sup>.

#### Répartition des produits alimentaires dans les filières internationales du commerce équitable

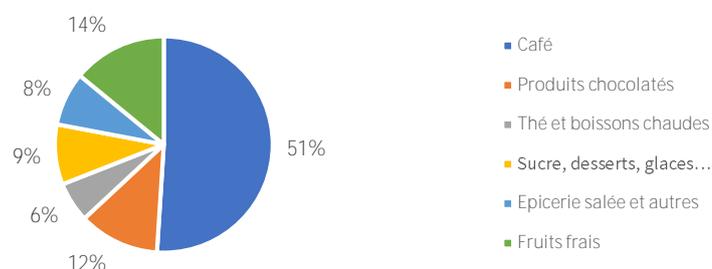


Figure 40. Répartition par produits alimentaires des ventes des produits des filières internationales du commerce équitable. Source : BASIC, d'après les données CEF 2017

Sur ce total, le café était le produit du commerce équitable le plus vendu en France et représentait 51% des ventes des filières internationales en valeur en 2017<sup>246</sup>. Quatre labels de certification équitable sont présents sur les produits de café commercialisés en France : « Fairtrade/Max Havelaar » (le principal), « Fair For Life » (porté par le leader de la certification bio Ecocert), le « Símbolo de los Pequeños Productores » (SPP) et World

<sup>244</sup> « Depuis 2014 le commerce équitable bénéficie d'une définition légale suite à la loi sur l'Économie Sociale et Solidaire. Cette reconnaissance a contribué à crédibiliser le commerce équitable, à redynamiser ses ventes et à permettre le développement de filières de commerce équitable « Origine France ». Les grands principes du commerce équitable définis par la loi sont : des prix justes et rémunérateurs pour les producteurs, un partenariat commercial sur la durée, le renforcement des organisations de producteurs et une gouvernance démocratique, le versement d'un montant supplémentaire pour financer des projets et des dynamiques collectives, la transparence et traçabilité des filières, la sensibilisation des consommateurs à des modes de production socialement et écologiquement durables ». Commerce équitable France, *op. cit.*

<sup>245</sup> Commerce équitable France, *Les chiffres clefs du commerce équitable en France, 2017*

<sup>246</sup> Commerce équitable France, *op. cit.*

Fair Trade Organization (WFTO). Ce sont au total 745 références de café qui sont labellisés en France, dont 532 qui portent la double certification équitable et agriculture biologique<sup>247</sup>.

Le label Max Havelaar France représente à lui seul 654 références de café dont 442 en double certification équitable et agriculture biologique. Viennent ensuite les 72 références de SPP, toutes en double certification et enfin les 14 références WFTO dont 13 en double certification<sup>248</sup>. **A noter qu'en hors domicile, une partie des cafés vendus chez Starbucks sont labellisés Fairtrade** <sup>249</sup>. **En termes de chiffre d'affaires, le café labellisé commerce équitable représente presque 300 millions d'euros dont environ 235 millions pour le secteur doublement certifié équitable et bio**<sup>250</sup>. Les principaux pays d'approvisionnement du café certifié commerce équitable vendu en France sont le Pérou, le Mexique, le Guatemala, la Colombie, l'Éthiopie et l'Indonésie.

### *Les certifications durables*

Les certifications dites « durables » sont également présentes sur le marché français, même si très peu **d'informations consolidées existent**. Le label Rainforest Alliance est par exemple présent dans les GSA sur certains formats Lavazza<sup>251</sup>. En hors domicile, le label certifie notamment le café vendu dans les McCafé et **McDonald's**<sup>252</sup> et certains produits des machines de distribution automatique Selecta Vending<sup>253</sup>. En ce qui concerne les capsules Nespresso, 40% du café proposé est certifié Rainforest Alliance<sup>254</sup>. Le label UTZ Certified quant à lui travaille en France avec JDE, Lavazza<sup>255</sup> et Café Royal sur notamment une nouvelle gamme de boissons froides<sup>256</sup>.

---

<sup>247</sup> Données internes de Commerce Équitable France.

<sup>248</sup> Données internes de Commerce Équitable France.

<sup>249</sup> Lentschner K., « Starbucks se convertit au café équitable », 2 mars 2010, consulté en ligne le 17 juin 2018 <http://www.lefigaro.fr/societes/2010/03/02/04015-20100302ARTFIG00010-starbucks-se-convertit-au-cafe-equitable-.php>

<sup>250</sup> **À noter que les chiffres d'affaires de vente aux consommateurs sont notamment composés des marges des distributeurs** (Données internes de Commerce Équitable France).

<sup>251</sup> Le Monde, « Dans la jungle des labels », 6 février 2007, consulté en ligne le 17 juin 2018 [https://abonnes.lemonde.fr/a-la-une/article/2007/02/06/dans-la-jungle-des-labels\\_864179\\_3208.html](https://abonnes.lemonde.fr/a-la-une/article/2007/02/06/dans-la-jungle-des-labels_864179_3208.html) ; Site de Rainforest Alliance <https://www.rainforest-alliance.org/lang/fr/shopthefrog?country=100&category=178&subcategory=185>

<sup>252</sup> **Le café vendu dans les enseignes McCafé et McDonald's est du café Jacques Vabre (SOURCE)**

<sup>253</sup> Site de Rainforest Alliance <https://www.rainforest-alliance.org/lang/fr/shopthefrog?country=100&category=178&subcategory=185>

<sup>254</sup> Site de Rainforest Alliance <https://www.rainforest-alliance.org/find-certified/n Nespresso>

<sup>255</sup> UTZ, « Faire la différence au quotidien. C'est mieux. », 2017

<sup>256</sup> Site de UTZ Certified <https://utz.org/better-business-hub/marketing-sustainable-products/new-on-the-shelves-5/>

## 2. Analyse de trois chaînes de valeur spécifiques, de leurs impacts et des changements qu'y apportent les démarches alternatives

Afin de comprendre dans quelle mesure les démarches alternatives permettent de répondre aux défis sociaux et environnementaux du secteur du café, nous avons analysé plus en détail la situation dans 3 chaînes de valeur – Pérou > France, Colombie > France, Ethiopie > France - pour comparer les différences d'impacts entre filières conventionnelles, « durables » (UTZ et Rainforest Alliance aujourd'hui fusionnés) et de commerce équitable (en association ou non avec l'agriculture biologique).

Le choix des 3 pays de production est lié à la place qu'ils ont sur le marché français et de l'implantation significative et ancienne des démarches alternatives permettant d'objectiver leurs impacts respectifs.

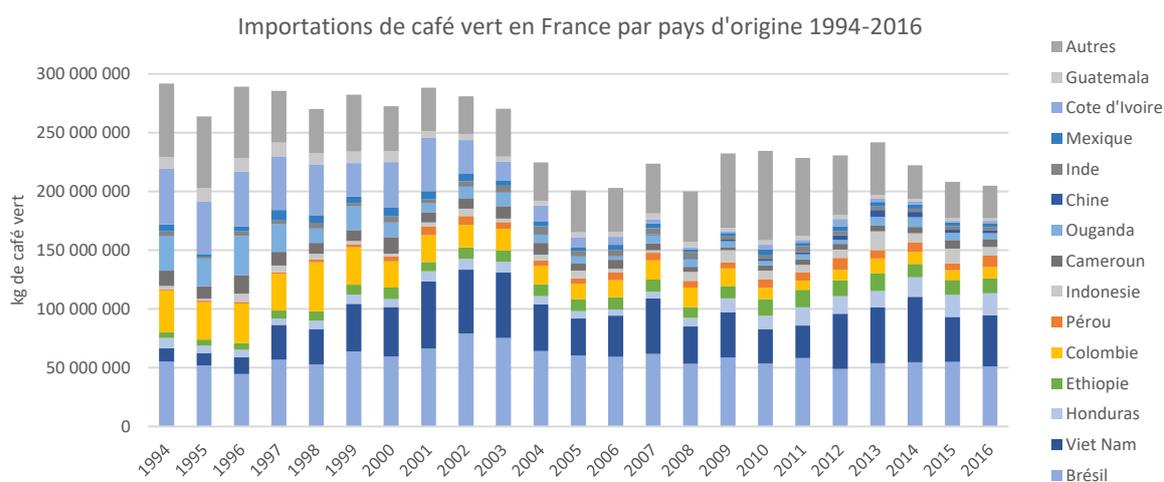


Figure 41. Répartition des importations de café vert en France par pays d'origine.  
Source : BASIC, d'après les données de Comtrade

L'Éthiopie est le 4<sup>ème</sup> pays d'origine du café vert importé en France, avec des volumes d'environ 12 700 tonnes en 2016 contre seulement 5 150 tonnes en 1994<sup>257</sup>. Berceau historique de l'Arabica, le pays produit des cafés aux arômes particuliers et à la qualité mondialement reconnue qui sont valorisés de deux façons différentes sur le marché français : une part de son café qualifié « de spécialité » est vendue à des prix élevés sur des marchés haut de gamme et/ou de niche (en particulier les cafés d'appellations d'origine Sidamo, Harar et Yirgacheffe), tandis qu'une autre part est destinée à être mélangée avec d'autres origines dans des produits de café standardisé<sup>258</sup>.

La Colombie se place au 5<sup>ème</sup> rang des origines de café directement importées en France (9 592 tonnes en 2016), en forte baisse depuis plus de 20 ans (à titre de comparaison 36 000 tonnes étaient importées en 1994). Reconnue pour la qualité et les arômes de son café, la Colombie a réussi à développer et imposer sa « marque pays » sur le marché international tant et si bien que son café se vend à un prix plus élevé que les autres origines d'Arabica. Au vu de son prix et son renom, le café colombien est un produit de haute qualité qui se vend sur le marché français principalement en pure origine 100% Arabica, mais peut aussi être plus rarement utilisé dans des mélanges de café plus standardisés<sup>259</sup>.

<sup>257</sup> À noter qu'il ne s'agit ici que des importations de café vert en France, correspondant à environ 50% des volumes totaux de café consommés en France. Les 50% restant sont importés sous forme de café torréfié dont l'origine donnée correspond à celle du pays de torréfaction et non du pays de production.

<sup>258</sup> Entretien avec une spécialiste du café de spécialité et du marché français du café

<sup>259</sup> Entretien avec une cuppeuse de café de spécialité

Le Pérou est le 6<sup>ème</sup> pays d'origine du café vert importé en France, à quasi-égalité avec la Colombie (mais seulement la 15<sup>ème</sup> origine importée en 1994)<sup>260</sup>. Son café a pour avantage d'être de bonne qualité et moins cher que ses concurrents directs, en particulier la Colombie. Il est ainsi essentiellement commercialisé en France dans des cafés mélangeant différentes origines où les arômes de l'Arabica péruvien viennent compléter le corps donné par les cafés d'autres origines<sup>261</sup>.

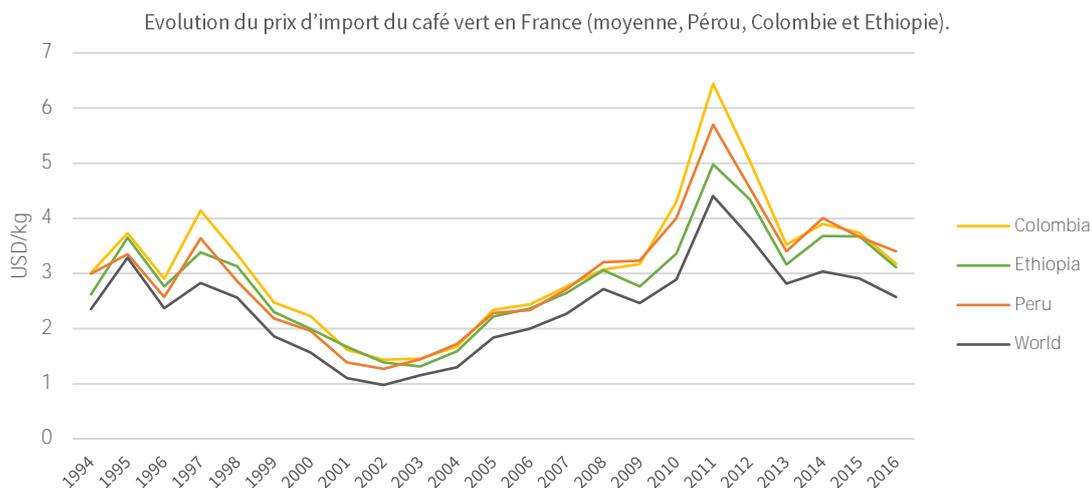


Figure 42. Evolution du prix d'import du café vert en France (moyenne, Pérou, Colombie et Ethiopie).  
Source : BASIC, d'après les données de Comtrade

En termes de prix, l'analyse des données d'importation en France montrent que les 3 origines sont plus valorisées que la moyenne du café vert importé en France, le différentiel le plus fort étant celui de la Colombie (environ + 0,50 USD/kg par rapport au prix moyen toutes origines confondues appelé « World »), suivi de près du Pérou et de l'Ethiopie. Les différentiels de ces 3 pays sont en augmentation sur les 20 dernières années.

<sup>260</sup> À noter qu'il ne s'agit ici que des importations de café vert en France, correspondant à environ 50% des volumes totaux de café consommés en France. Les 50% restant sont importés sous forme de café torréfié dont l'origine donnée correspond à celle du pays de torréfaction et non du pays de production.

<sup>261</sup> Entretien avec une cuppeuse de café de spécialité

## 2.1. Analyse de la chaîne de valeur du Pérou vers la France

### 2.1.1. Le Pérou, un pays tourné vers l'export qui a réussi à valoriser son potentiel de qualité

En 2017, le Pérou est le 10<sup>ème</sup> producteur mondial de café<sup>262</sup>. Il produit exclusivement du café Arabica avec un total de 228 000 tonnes en 2017, sur une surface de plus de 380 000 hectares.<sup>263</sup>

Le secteur implique environ 2 millions de personnes : les producteurs qui tirent tout ou partie de leurs revenus de la production de café (environ 224 000 familles) auxquels se rajoutent les travailleurs, petits intermédiaires, coopératives, groupes de négoce, usine de traitement etc.<sup>264</sup>



Figure 43 : Zones d'altitudes et zones de production de café au Pérou

Les exploitations de café péruviennes sont situées sur les versants des Andes qui offrent des conditions **particulièrement adéquates pour la culture de l'Arabica** (environ 75% du café est cultivé à une altitude comprise entre 1000 et 1800 mètres)<sup>265</sup>. Les parcelles de café sont de petite taille, assez enclavées et sur des terrains pentus, ce qui rend la culture du café difficilement mécanisable et ne permet pas aux producteurs d'abaisser facilement leur coût de production (en comparaison de pays comme le Brésil).<sup>266</sup>

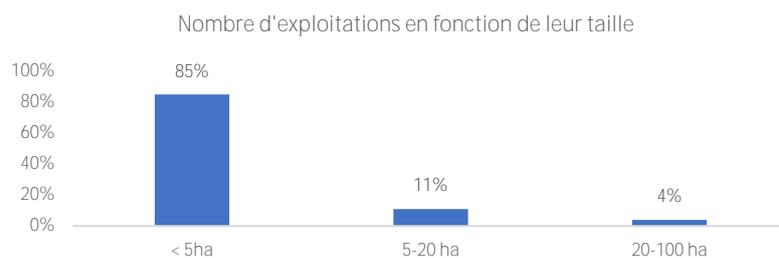


Figure 44 : Nombre d'exploitations en fonction de leur taille (Source : BASIC d'après SECO 2018)

Le café est cultivé au Pérou depuis le début du 18<sup>ème</sup> siècle, mais pendant longtemps il n'a pas eu de rôle majeur dans l'économie du pays<sup>267</sup>, notamment à cause du manque de main d'œuvre disponible<sup>268</sup>.

<sup>262</sup> USDA, 2018

<sup>263</sup> FAOStat

<sup>264</sup> USDA-IICA, Trade opportunities, coffee chain Peru USA, 2016

<sup>265</sup> USDA, Coffee Report Peru, 2017

<sup>266</sup> USDA, Coffee Report Peru, 2017

<sup>267</sup> NRI, Coffee Evaluation Impact Fairtrade, 2016

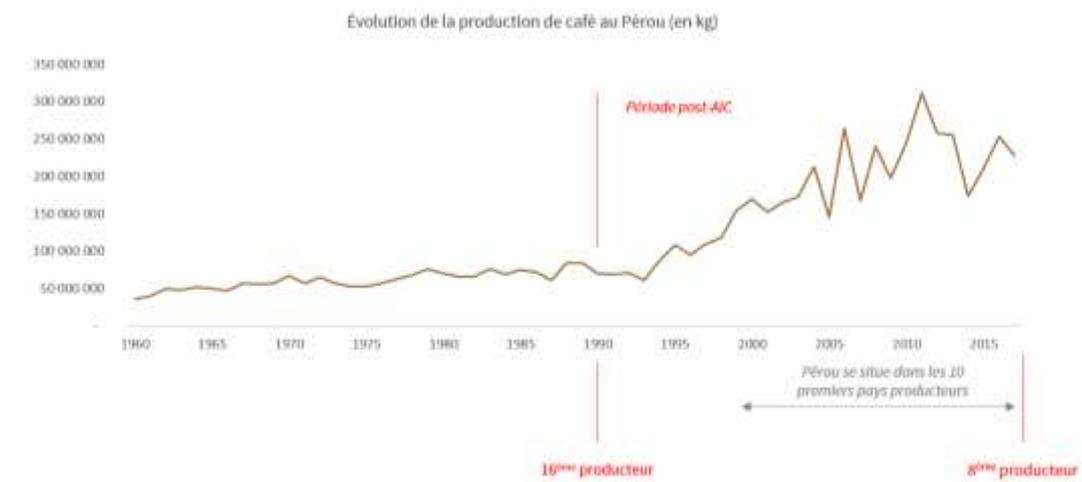
<sup>268</sup> Allier D. 2011

Son histoire est intimement liée à celle des premières coopératives caféières<sup>269</sup> qui ont émergé au début de la régulation du secteur mondial par l'AIC qui fournissait alors un cadre favorable de stabilité des prix<sup>270</sup>. Leur objectif était de reprendre le contrôle direct de la commercialisation des produits aux commerçants qui ne reversaient en moyenne que 30% de la valeur des exportations<sup>271</sup>. A cette époque, le gouvernement suscitait la création de coopératives pour accompagner les producteurs à exporter leur café<sup>272</sup>, et les soutenait en leur attribuant des quotas au détriment des exportateurs privés<sup>273</sup> et via la création d'une banque agraire pour assurer leur financement<sup>274</sup>.

A l'image des autres pays producteurs, le Pérou a été profondément marqué par l'abandon de l'AIC en 1989 qui coïncide avec la libéralisation de l'économie et la mise en place des Plans d'ajustements structurels de la Banque mondiale<sup>275</sup>.

C'est le début d'une période de crise pour les coopératives : les mécanismes de régulation publique sont abandonnés, la banque agraire est dissoute<sup>276</sup> et la libéralisation de l'économie se poursuit sous les gouvernements Fujimori<sup>277</sup>. Les coopératives et faitières jusqu'alors soutenues par l'État subissent de plein fouet le changement d'orientation gouvernementale. Elles doivent également faire face à la montée du narcotrafic dans leurs zones de production, beaucoup de producteurs se tournant vers la culture plus rémunératrice de la coca (en 1992, 129 000 hectares de coca sont cultivés dans le pays, soit autant que le riz ou le maïs)<sup>278</sup>. Dans ce contexte désormais libéralisé, de nombreuses coopératives disparaissent<sup>279</sup>, et celles qui survivent décident de se réorganiser autour d'une nouvelle vision entrepreneuriale, se transformant en coopératives de services au bénéfice de producteurs propriétaires de leurs terres<sup>280</sup>.

Par contraste, la période de libéralisation qui fait suite à la fin de l'AIC est également celui du décollage de la production caféière au Pérou, le nouveau contexte économique incitant les acteurs privés à investir dans le secteur afin de saisir les nouvelles opportunités offertes par le café d'export.



<sup>269</sup> La première coopérative Maranura est née en 1961 (D. Allier 2011)

<sup>270</sup> Allier D. 2011

<sup>271</sup> Allier D. 2011

<sup>272</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>273</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>274</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>275</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>276</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>277</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

<sup>278</sup> D. Allier 2011

<sup>279</sup> D. Allier 2011

<sup>280</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

Les années 2000 marquent un tournant dans la production du café : les acteurs décident de se positionner stratégiquement sur la qualité, afin non seulement de se différencier des autres pays producteurs mais aussi de répondre aux tendances émergentes de consommation (la production très fragmentée du Pérou rendant le pays difficilement compétitif sur le marché des cafés standards)<sup>281</sup>.

Depuis lors, le Pérou a suivi une stratégie axée vers la production d'un café de qualité pour l'export, reconnu pour ses qualités organoleptiques et relativement bien valorisé sur les marchés mondiaux (mais qui reste moins cher que le café colombien et éthiopien, deux des origines les plus valorisées par les acheteurs).<sup>282</sup>

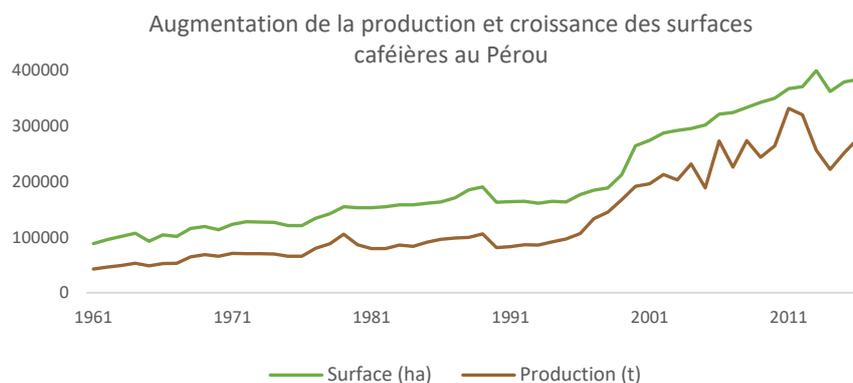


Figure 46 : Évolution de la production et des surfaces de café au Pérou, 1961-2016 (Source : BASIC d'après FAOStat)

Sans véritable politique nationale du café, ni appui institutionnel aux producteurs<sup>283</sup>, la croissance de la production s'est faite majoritairement par expansion des surfaces (les quelques actions publiques menées sur l'amélioration de la productivité ayant été trop faibles et leurs résultats critiqués)<sup>284</sup>.

Au niveau domestique, la consommation intérieure demeure très faible (650g/habitant/an). Ce marché est cependant en augmentation et à l'image des tendances de consommations actuelles, il est fragmenté : d'un côté, une consommation de masse de café soluble (75%) dominée par la vente en petites échoppes de quartier (60% des ventes), de l'autre, l'émergence de coffee shops à Lima et dans les grandes villes péruviennes qui valorisent les cafés péruviens de qualité.

### *2.1.2. Des filières conventionnelles de café péruvien vers la France très inégalitaires, au détriment des producteurs et au bénéfice des acteurs en aval de la chaîne*

*Au Pérou, des filières majoritairement organisées par les exportateurs privés, dont les producteurs sont la variable d'ajustement*

La large majorité des volumes produits est destinée à l'exportation et seuls 30% des producteurs sont membres d'organisations (coopératives ou associations)<sup>285</sup>. Les principales configurations de filières sont schématisées ci-après :

<sup>281</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

<sup>282</sup> ICO, 2018

<sup>283</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

<sup>284</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011

<sup>285</sup> USDA-IICA, Trade opp coffee chain Peru USA, 2016



Figure 47. Schématisation des chaînes du café vert péruvien pour exportations (95% des volumes produits). Source : BASIC

Les 70% de producteurs péruviens isolés et non organisés cultivent le café sur des petites parcelles en agroforesterie. Une fois les cerises mûres récoltées sur le caféier, ils réalisent le plus souvent par eux-mêmes la première étape de séchage.

Ces grains sont alors collectés par des intermédiaires - les *acopiadores* - jusqu'aux centres de collecte et de 2<sup>ème</sup> transformation (*centro de acopio*). C'est au sein de ces centres de collecte que se réalise un premier contrôle qualité du café qui s'attache à évaluer leur taille, leur aspect, leur densité et leur taux d'humidité<sup>286</sup>. Enfin, le café est amené jusqu'aux entrepôts des entreprises exportatrices de café vert.

Parts de marché des exportateurs de café vert péruvien (en valeurs USD, en 2016)

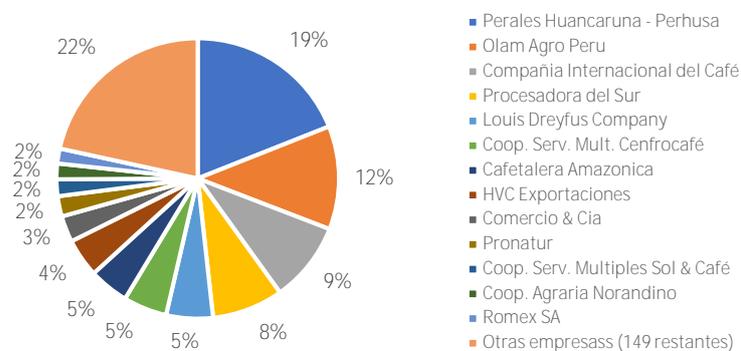


Figure 48. Parts de marché des exportateurs de café vert péruvien (en valeurs USD, en 2016). Source : BASIC, d'après les données SECO 2017



Figure 49. Parts des exportations par type d'acteurs : multinationales, entreprises et organisations de producteurs (en valeur FOB USD). Source : Sintercafé 2017

Au Pérou, l'activité d'export s'est concentrée ces dernières années : les multinationales du négoce ont augmenté leur part de 70% entre 2015 et 2016<sup>287</sup> et les 5 premières entreprises exportatrices – parmi lesquelles se retrouvent les grands leaders du négoce du café : Volcafe via sa filiale Huancaruna, Olam et Louis Dreyfus – réalisent désormais 54% de la valeur et 56% des volumes exportés<sup>288</sup>.

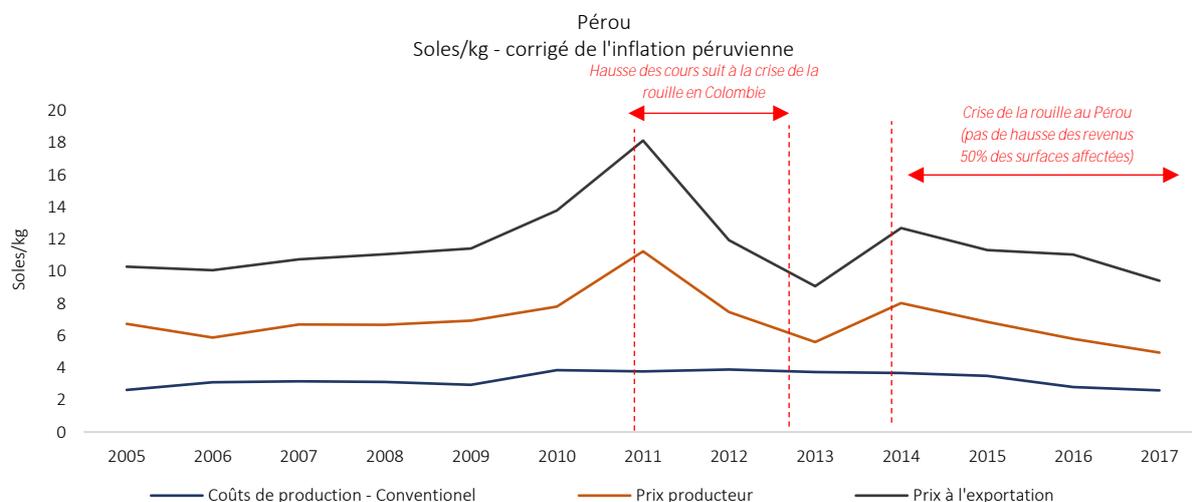


Figure 50. Evolution de la découpe de valeur du café jusqu'au FOB au Pérou. Source : Basic.

En termes de répartition de valeur au Pérou, la marge dégagée par les producteurs en 2017 (i.e. la différence entre leur prix de vente et leurs coûts de production) est du même ordre de grandeur qu'au moment de la crise des cours du café en 2013, après avoir connu une période d'embellie entre 2005 et 2012.

Au-delà des coûts de production élevés en raison de la main d'œuvre difficile à trouver (et dont le coût augmente), cette évolution s'explique par l'augmentation de la marge brute dégagée par les exportateurs, les producteurs ne captant plus que 52% du prix d'export en 2017, contre 56% en 2003 (et jusqu'à 62% en 2011). Cette tendance est liée au poids croissant des multinationales dans les exports de café péruviens, surtout sur les dernières années, leur taille et leur concentration venant renforcer le déséquilibre de pouvoir dans la chaîne avec un impact direct sur les prix payés aux producteurs qui ont baissé de 28% entre 2015 et 2017 alors que les prix à l'export ont diminué de moins de 17%.

De manière générale, les producteurs ressortent comme la variable d'ajustement des autres acteurs de la filière : ce sont eux qui supportent les variations des prix liées aux aléas climatiques de plus en plus fréquents de même que l'augmentation des coûts de production.

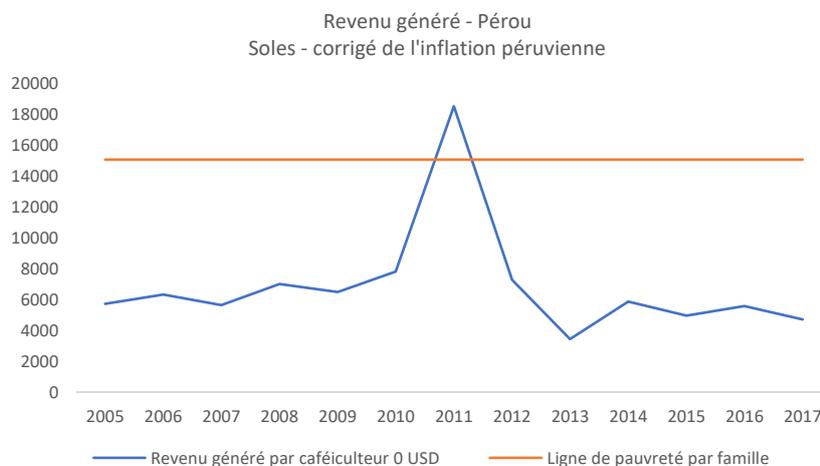


Figure 51. Evolution du revenu des caféiculteurs péruviens et comparaison avec le seuil de pauvreté. Source : Basic.

<sup>287</sup> Sintercafe, Coffee Production Outlook and Growth, 2017

<sup>288</sup> SECO 2017

Comme illustré ci-dessus, les faibles marges dégagées par les producteurs de café péruviens se traduisent par des revenus largement inférieurs au seuil de pauvreté sur les 12 dernières années (à l'exception notable de 2011 où les producteurs ont momentanément dépassé ce niveau en raison de la flambée des cours mondiaux). La situation des caféiculteurs apparaît même plus problématique depuis la crise de la rouille de 2013, leurs revenus atteignant à peine un tiers du seuil de pauvreté (contre plus de 40% avant 2011).

*En France, le café péruvien est essentiellement intégré dans des mélanges dont la valeur dépend des formats et du positionnement des marques*

Le café péruvien est importé en France par les mêmes entreprises nationales ou multinationales que dans le schéma général décrit dans la partie 1 d'analyse globale (l'investigation menée n'a pas permis d'identifier de particularité dans la configuration des chaînes d'approvisionnement à partir du Pérou).

Pour les torréfacteurs qui commercialisent en France, le café péruvien a pour avantage d'être de bonne qualité et moins cher que ces concurrents directs, en particulier la Colombie. Il est ainsi essentiellement intégré dans des produits mélangeant différentes origines – en particulier les cafés standardisés tels que L'Or de JDE ou Carte Noire de Lavazza – où les arômes de l'Arabica péruvien viennent compléter le corps donné par les cafés d'autres origines<sup>289</sup>.

N'ayant pas trouvé de statistiques publiques sur les prix de ces produits vendus en grande distribution, nous avons réalisé des relevés de prix fin juillet 2018 dans 9 supermarchés et hypermarchés de 6 enseignes différentes, à Paris et en province.

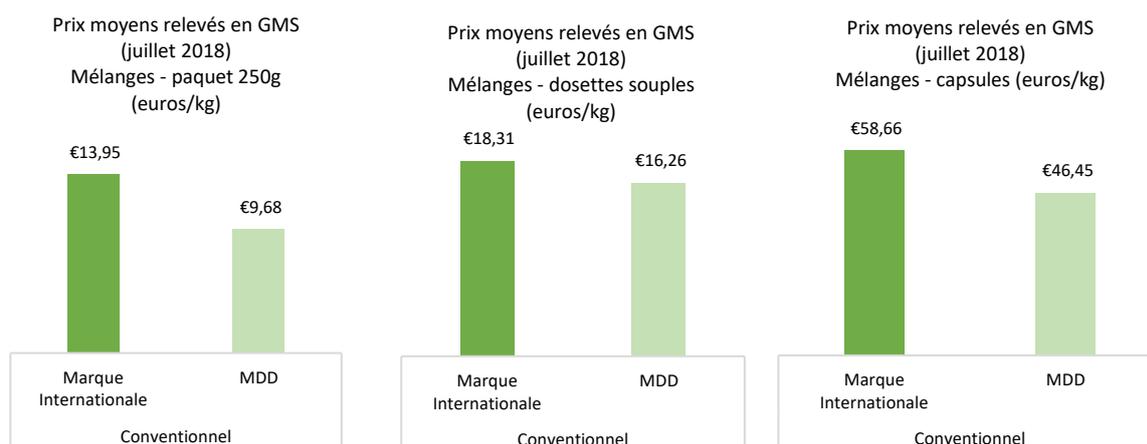


Figure 52. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café vendus en France. Source : Basic.

Les relevés effectués indiquent que les prix aux consommateurs des mélanges contenant (a priori) du café du Pérou varient essentiellement en fonction :

- du format de vente, les prix moyens au kilo des dosettes souples étant de 30% à 65% plus élevés que les paquets 250 g de marques équivalentes ; quant aux capsules, elles sont 4 fois plus chères au kilo que les paquets 250g. Ces différences illustrent la capacité accrue des marques à créer (beaucoup) plus de valeur grâce au développement de nouveaux formats.
- du positionnement marketing, les marques de distributeurs étant vendues de 15% à 30% moins chères au kilo que les produits équivalents des grandes marques nationales ou internationales (avec les mêmes différentiels entre format paquets/dosettes souples/capsules).

Par ailleurs, les relevés en magasin ont permis d'identifier des cafés « pure origine Pérou » commercialisés en paquet 250g par des MDD, mais aucun par des marques nationales. Leur niveau de prix – 13,15 €/kg – est supérieur aux mélanges de café vendus par ces mêmes MDD. D'après nos relevés, ces dernières semblent

<sup>289</sup> Entretien avec une cuppeuse de café de spécialité

déployer une stratégie de différenciation et de montée en gamme, via la création de gammes de cafés d'origine qui ont été historiquement initiées par les marques de commerce équitable.

Pour aller plus loin, nous avons réalisé des estimations de la répartition de la valeur pour les mélanges contenant du café du Pérou, sur la base d'informations sur les coûts de logistique et de transformation consolidées auprès de différents acteurs français (négociants et torréfacteurs).

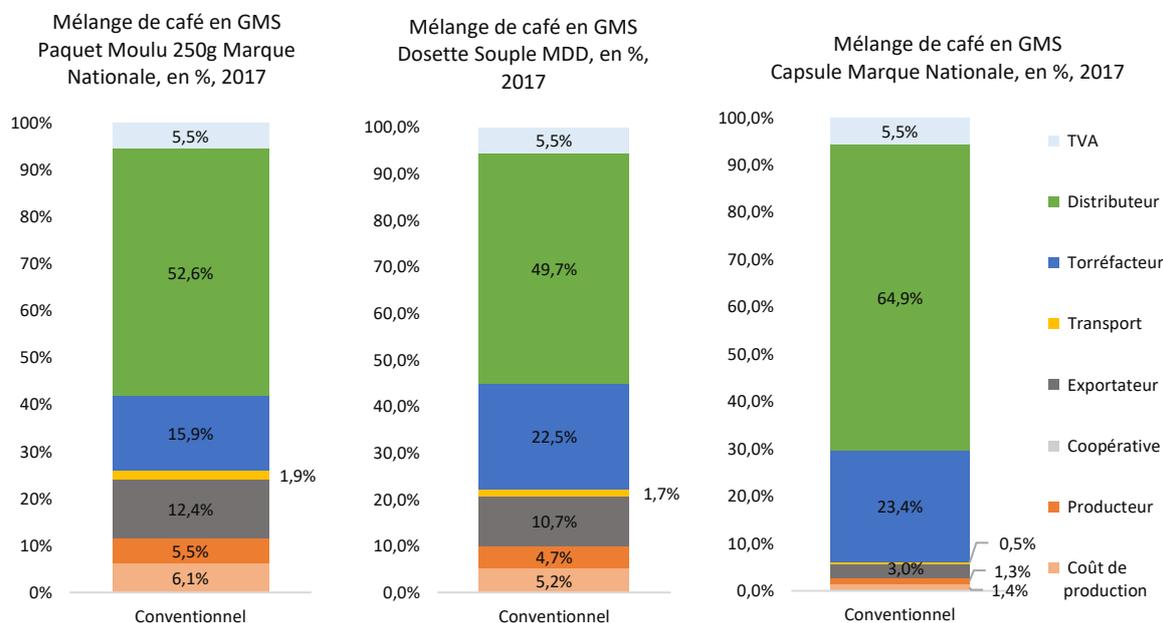


Figure 53. Découpe de valeur du café hors promotion du producteur au Pérou au consommateur en France. Source : Basic.

Sur le prix final d'un paquet de café moulu 250 g, seulement 5,5% de la valeur revenait aux producteurs du Pérou en 2017 (la part la plus faible de nos 3 cas d'étude), le pays de production captant 24% de la valeur totale, contre 76% pour le reste de la chaîne<sup>290</sup>.

En comparaison, la part revenant au pays d'origine du café est d'à peine plus de 20% dans le cas des dosettes souples, et en forte chute dans le cas des capsules compatibles Nespresso : pour ces dernières, les pays producteurs ne captent que 5,7% de la valeur (dont 1,3% pour les caféiculteurs), soit plus de 4 fois moins que dans le cas d'un paquet de café 250g.

### 2.1.3. Les impacts négatifs majeurs de la chaîne de valeur conventionnelle

#### Des producteurs piégés dans une situation de pauvreté et de précarité

La création de valeur croissante engrangée par les acteurs de l'aval (torréfacteurs et distributeurs) contraste avec la situation des caféiculteurs péruviens qui se trouvent enfermés dans un modèle de production non rémunérateur, qui ne leur permet pas de s'élever au-dessus du seuil de pauvreté.

Dans le contexte du secteur péruvien libéralisé, les producteurs sont en effet pris en étau entre les cours mondiaux du café volatils et en diminution ces 3 dernières années, et les coûts de production en augmentation sur le long terme.

<sup>290</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

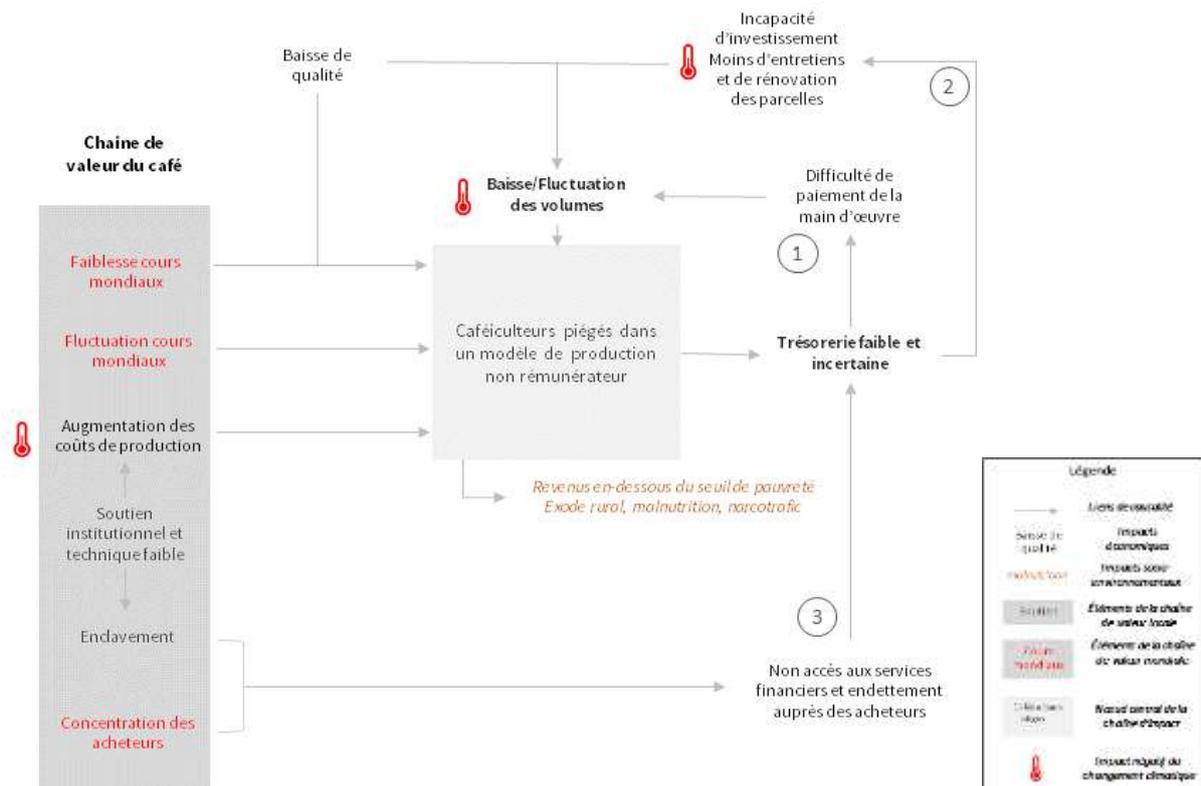


Figure 54 : Chemins d'impacts des caféiculteurs péruviens, filière conventionnelle (Source : BASIC)

Les caféiculteurs se trouvent enfermés dans cette situation, tout d'abord en raison du manque de trésorerie pendant le cycle annuel de production (boucle 1 ci-dessus) : faute des moyens insuffisants pour couvrir l'ensemble des dépenses, en particulier la paye des travailleurs<sup>291</sup>, certains producteurs ne récoltent pas tout leur café et subissent des baisses de revenus.<sup>292</sup>

Cette boucle d'impact est assez courante dans les pays producteurs de café et fortement liée à la difficulté d'accès au financement des producteurs. Elle est renforcée au Pérou par la raréfaction de la main d'œuvre : en raison des faibles rémunérations offertes, les travailleurs sont de moins en moins nombreux à migrer vers les zones caféières pendant la récolte. Malgré cette pénurie de main d'œuvre, il semble que le recours au travail de mineurs soit assez rare au Pérou d'après les études disponibles.<sup>293</sup>

L'incertitude et la faiblesse de trésorerie a aussi des effets à plus long terme sur les investissements indispensables au maintien de la production de café : c'est la boucle d'impacts n°2 illustrée ci-dessus.

Ces investissements qui nécessitent beaucoup de liquidités comprennent à la fois :

- les dépenses d'entretien des plantations (estimées à 1200 USD/ha/an<sup>294</sup> - achat d'outils, d'engrais, de désherbants, de main d'œuvre pour l'entretien...)
- les dépenses de renouvellement rendues nécessaires quand les rendements des caféiers deviennent trop faibles (environ 3000 USD/ha<sup>295</sup> une fois tous les 20 ans).

Faute de trésorerie suffisante, les producteurs ne peuvent pas engager ces dépenses, et leurs caféiers deviennent, en vieillissant, plus sensibles aux chocs climatiques, aux ravageurs et aux maladies. Les volumes et la qualité du café baissent et deviennent aléatoires, ce qui impacte négativement leurs revenus.

<sup>291</sup> Les travailleurs sont la plupart du temps payés à la tâche et touchent un salaire insuffisant pour faire vivre leurs familles, comme pour les producteurs

<sup>292</sup> Entretien avec un expert de la filière café au Pérou, le ...

<sup>293</sup> CEVAL, Assessing the impact of Fairtrade on poverty reduction through rural development, 2018

<sup>294</sup> USDA, Peru Coffee Annual Report, 2017

<sup>295</sup> USDA, Peru Coffee Annual Report, 2017

Ce cercle vicieux engendre des phénomènes de décapitalisation qui fragilisent l'autonomie des familles (pour faire face aux dépenses, les producteurs sont amenés à vendre leurs bœufs, des parcelles de vivrier...).<sup>296</sup>

La 3<sup>ème</sup> et dernière boucle d'impact, plus complexe, provient de la situation d'enclavement des producteurs qui les pousse à se spécialiser dans le café en raison de l'absence d'autres activités plus rémunératrices, le café étant l'une des seules sources de liquidités dans la région<sup>297</sup>. Ce phénomène rend les producteurs particulièrement dépendants du marché international, et vulnérables aux fluctuations des cours mondiaux. Par ailleurs, il empêche les producteurs d'avoir accès à des services bancaires pour obtenir un prêt pendant les périodes critiques (situation aggravée par la quasi-absence de titre foncier pouvant servir de caution). Ils se retrouvent ainsi souvent contraints d'emprunter à des taux élevés auprès de leurs acheteurs auxquels ils sont redevables, ce qui réduit leur capacité de négocier un bon prix pour leur café.

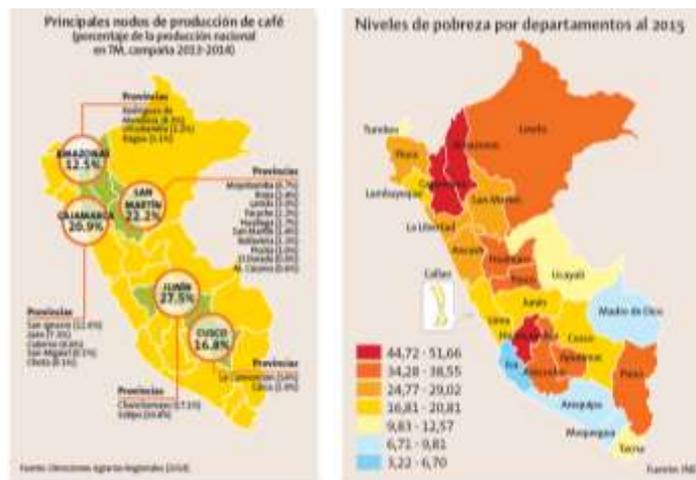


Figure 55 : Comparaison des zones productrices de café et des zones de pauvreté au Pérou (Source : SECO, 2017)

Ces dynamiques induisent un contexte social (très) difficile pour le secteur du café au Pérou : les régions productrices présentent les niveaux de pauvreté les plus élevés du pays, sachant que le café est la principale source de liquidités dans les zones de piémont andin (entre 800m et 2000m) où cette culture est implantée.<sup>298</sup>

La pauvreté qui caractérise une bonne partie des producteurs se traduit par de nombreux cas de malnutrition et des niveaux d'éducation particulièrement faibles pour les producteurs comme pour leurs enfants. Les régions caféières n'offrant que très peu d'autres opportunités économiques, cette situation est favorable au développement de zones de narcotrafics comme l'attestent des rapports récents.<sup>299</sup>

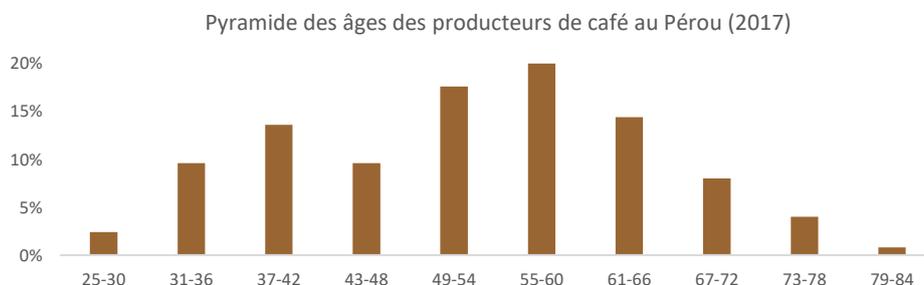


Figure 56 : Pyramide des âges des producteurs de café au Pérou, Centre (Source : BASIC d'après Ecoselva, Café & Cacao, 2017)

<sup>296</sup> Entretien d'expert, le 11/07/2018

<sup>297</sup> CEVAL, Assessing the impact of Fairtrade on poverty reduction through rural development, 2018

<sup>298</sup> CEVAL, Assessing the impact of Fairtrade on poverty reduction through rural development, 2018

<sup>299</sup> RLCHAC, Caficultura AL retos y sost eco-Cost prod, 2017 et CEVAL, Assessing the impact of Fairtrade on poverty reduction through rural development, 2018

De plus, le secteur du café au Pérou est marqué par de fortes inégalités entre hommes et femmes. Alors que ces dernières réalisent environ 55% des tâches liées à la production de café, les productrices ne sont pas considérées comme propriétaires ou décisionnaires à égalité avec les hommes. Seules 10% d'entre elles déclarent connaître une répartition égalitaire des tâches avec leur mari au sein de leur foyer. Elles subissent de surcroît de plus fortes barrières que les hommes pour accéder à des crédits et à la propriété foncière.<sup>300</sup>

L'activité caféière étant très peu attractive pour les nouvelles générations, le Pérou fait face à une forte problématique de vieillissement des caféiculteurs (près de la moitié ont plus de 55 ans). Leurs enfants sont nombreux à migrer vers les centres urbains qui offrent plus d'opportunités d'emplois. A moyen terme, c'est la soutenabilité même de la production qui est questionnée par certains experts.<sup>301</sup>

#### *Des enjeux de déforestation croissants*

Malgré ce contexte social difficile, les surfaces de café continuent à **s'étendre** via l'installation de nouveaux caféiculteurs, anciens producteurs **d'autres produits** dans des zones non adaptées à la culture du café - souvent (très) hautes en altitude - qui recherchent de nouvelles sources de liquidités.<sup>302</sup>

**Or, ces installations sont souvent précédées d'une phase de déforestation (et parfois de brulis) pour ensuite planter les caféiers et les arbres en association (arbres fruitiers par exemple, comme le bananier).**<sup>303</sup>

Dans certaines régions du pays parmi les plus dynamiques en termes de production de café, les phénomènes de déforestation sont un enjeu majeur. Ainsi, dans la région de San Martín, où 25% à 30% du café péruvien sont produits sur 90 000 ha, les dernières études disponibles indiquent que 10 000 ha y seraient déforestés **chaque année pour l'agriculture en général, une partie - non chiffrée - en raison de l'expansion des surfaces de café.**<sup>304</sup>

Pour lutter contre ce phénomène, différentes initiatives ont été lancées qui promeuvent de meilleures pratiques agricoles, en particulier l'agroforesterie, et sensibilisent à la conservation de certaines essences d'arbre et certains habitats<sup>305</sup>.

Cependant, on observe aussi une tendance à l'utilisation accrue d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires pour améliorer les rendements et freiner la quête de nouvelles terres. Même si cette utilisation reste très faible en comparaison d'autres pays comme la Colombie, elle pourrait constituer un enjeu majeur de pollution de l'eau et des sols dans les années à venir, au vu du développement rapide des maladies corrélées au changement climatique.

#### *Des impacts amplifiés en raison du changement climatique qui touche déjà durement le pays*

Le changement climatique vient **renforcer les boucles d'impacts décrites précédemment.**

Les saisons climatiques sont de moins en moins marquées, et les épisodes chauds et humides de plus en plus fréquents, ce qui bouleverse le cycle végétatif du caféier et génère des baisses importantes de productivité.

---

<sup>300</sup> CIAT-CGIAR, Coffee and cocoa value chains: Gender dynamics in Peru and Nicaragua, 2016

<sup>301</sup> NRI, Coffee Evaluation Impact Fairtrade, 2016

<sup>302</sup> Entretien d'expert, le 12/07/2018

<sup>303</sup> SECO, Sector café en el Peru, 2017

<sup>304</sup> SECO, Sector café en el Peru, 2017

<sup>305</sup> SECO, Sector café en el Peru, 2017

Sur les dix dernières années, les pluies très fortes ont dégradé les cultures, et favorisé l'apparition et la propagation de maladies (pour les plantes mais aussi pour les personnes), notamment celle du champignon responsable de la rouille du café.

Au Pérou, cette maladie a ainsi affecté 20% des surface entre 2013 et 2015, soit environ 300 000 ha, provoquant des pertes de volumes très importantes : jusqu'à 37% de production en moins entre 2011 et 2014.<sup>306</sup>

L'ensemble de ces phénomènes a des impacts négatifs sur les revenus des producteurs de café :

- Le besoin d'investissement (rénovation et entretien des parcelles) augmente en raison des dégâts causés aux plantations, et des mesures nécessaires de prévention pour lutter contre les conséquences des événements exceptionnels.
- S'y rajoute une augmentation générale des coûts de main d'œuvre car les périodes de crises ont incité nombre de travailleurs à trouver une activité plus rémunératrice que le café.

Pour faire face aux conséquences du changement climatique, une grande part des producteurs se lance ainsi dans l'utilisation plus importante d'engrais et de produits phytosanitaires pour lutter contre la rouille du café. Dans ce contexte, certains producteurs, la plupart du temps organisés collectivement, font un choix différent : celui de consolider leur modèle agroforestier et biologique, en utilisant les marchés de café labellisés plus rémunérateurs pour pouvoir rentabiliser leur stratégie.

#### *Des coûts sociétaux presque équivalents à la valeur d'export du café péruvien*

Les impacts socio-environnementaux précédemment analysés génèrent des dépenses sur la société qui sont prises en charge par les individus et les pouvoirs publics pour faire face aux conséquences du fonctionnement de la filière. On appelle ces dépenses les coûts sociétaux.

La première composante concerne le manque à gagner des producteurs pour atteindre un revenu qui leur permette – ainsi qu'à leur famille - de vivre dignement. En l'absence d'études sur les revenus décents, on peut estimer ce revenu sur la base du seuil absolu de pauvreté calculé par l'institut statistique du Pérou (INEI).

Il a été estimé à environ 882 dollars par personne et par an en zone rurale en 2015 (soit 923 dollars en 2017 actualisé du taux d'inflation au Pérou sur les 2 dernières années)<sup>307</sup>.

Considérant que les 224 000 familles rurales qui dépendent du café comptent en moyenne 5 membres, la production de café pour l'export devrait rapporter à l'échelle du pays environ 602 millions de dollars pour leur permettre de dépasser le seuil de pauvreté (au prorata des volumes exportés sur le total produit).

Or, le café exporté n'a rapporté aux producteurs la même année que 188 millions de dollars, soit un coût sociétal de 414 millions de dollars.

De plus, les travailleurs employés dans la production de café se trouvent dans une situation similaire : le salaire minimum journalier en zone rurale est de 10 dollars, soit un montant inférieur de près de 40% au salaire décent calculé par une étude récente (environ 16 dollars par jour)<sup>308</sup>. Cependant, les données disponibles n'ont pas permis d'estimer le coût sociétal associé par manque d'informations sur le nombre de travailleurs et leurs conditions d'emploi effectives.

La 2<sup>ème</sup> composante de coût sociétal concerne les dépenses engagées par le gouvernement péruvien pour assurer les services publics essentiels (éducation, santé, affaires sociales, eau/électricité, transports, justice, soutien à l'agriculture et protection de l'environnement) dans les provinces où se situe la production de café (San Martin, Cajamarca, Amazonas, Cusco, Junin).

---

<sup>306</sup> USDA, Coffee Report Peru, 2017

<sup>307</sup> INEI, Mapa de pobreza provincial y distrital, 2015

<sup>308</sup> True Price and Trucost, The external costs of banana production: A global study, 2017

En 2017, elles s'élevaient à 232 millions de dollars (au prorata des familles vivant du café dans la population totale de ces provinces).

En vis-à-vis, l'Etat prélève ne prélève aucune taxe sur le secteur du café qui est totalement libéralisé (hormis l'impôt sur les bénéficiaires des exportateurs et coopératives et l'impôt sur les revenus des producteurs qui ont été estimés à 43 millions de dollars).

Il apparaît donc un coût sociétal de 189 millions de dollars en 2017, manque à gagner pour que l'Etat puisse faire face à ses obligations de services publics et qui doivent être financées par d'autres sources, nationales ou internationales.

En termes environnementaux, la pollution de l'eau en nitrates et la pollution des sols peuvent être considérées comme négligeables en raison du niveau très faible – voire inexistant – d'utilisation d'intrants chimiques par les producteurs.

La dernière composante de coûts sociétaux concerne donc les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne depuis la production agricole jusqu'au consommateur final en France. Elles s'élèvent à environ :

- En amont : 3kg de CO2 pour chaque kg de café vert produit concernant la culture du café (sur la base d'une production moyenne très faible en intrants au Pérou)
- En aval : 25 kg de CO2 pour chaque kg de café torréfié, mis en paquet ou dosette, commercialisé et consommé (les émissions supplémentaires liées à la dosette étant potentiellement compensées par la surdose de café dans les machines à filtre).

Sachant que les dépenses actuelles engagées au niveau mondial pour lutter contre le changement climatique s'élèvent à environ 300 milliards de dollars par an (les émissions de CO2 ayant des conséquences à l'échelle internationale), on peut estimer que chaque kilo de CO2 émis représente un coût direct d'environ 0,8 centimes de dollar. A l'échelle du café exporté du Pérou en 2017, cela représente un coût total de 72 millions de dollars.

Les coûts sociétaux liés aux autres impacts analysés précédemment (en particulier les conditions de travail des saisonniers et la déforestation liée à la culture du café) n'ont pas pu être chiffrés du fait du manque de données disponibles pour quantifier l'étendue du problème et identifier les dépenses associées.

Le total des coûts sociétaux estimés pour la filière conventionnelle de café s'élève donc à 675,5 millions de dollars en 2017 (voir récapitulatif ci-après), un montant presque équivalent à la valeur d'export du café vert péruvien (753 millions de dollars en 2017).

Coût sociétal	Montant en 2017
Manque à gagner pour assurer un niveau de vie décent aux producteurs de café	414 millions de dollars
Manque à gagner pour couvrir les dépenses engagées par l'Etat en infrastructures de services publics essentiels dans les provinces caféières	189 millions de dollars
Dépenses engendrées par les émissions de gaz à effet de serre	72,5 millions de dollars
<b>TOTAL DES COUTS SOCIETAUX</b>	<b>675,5 millions de dollars</b>
<i>pour comparaison, valeur FOB totale des exportations de café</i>	<i>753 millions de dollars</i>

### 2.1.4. Des impacts positifs importants générés par les filières équitables et biologiques, non documentés pour les labels « durables »

Les certifications Fairtrade et d'agriculture biologique se sont implantées à partir de la fin des années 1990 au Pérou<sup>309</sup> tandis que les labels durables UTZ et Rainforest se sont développés plus récemment (depuis 2002), promus par les grands acteurs du secteur<sup>310</sup>. Depuis, 2011, le pays est devenu l'un des principaux exportateurs de café équitable Fairtrade au monde et surtout le premier producteur et exportateur de café biologique. Le pays réaliserait ainsi près de la moitié de la production de café biologique au niveau mondial.<sup>311</sup> En 2016, plus de 47 000 tonnes ont été exportées depuis le Pérou aux conditions du commerce équitable Fairtrade, soit 25% des exports totaux du pays (Nous n'avons pas trouvé de données consolidées concernant les autres labels de commerce équitable, en particulier SPP et Fair for Life)<sup>312</sup>.

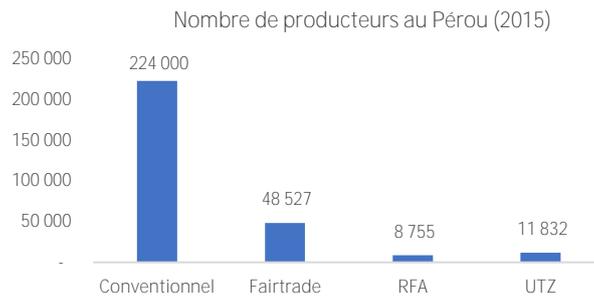


Figure 57. Répartition du nombre de producteurs au Pérou en 2015/2016. Source : Basic d'après les données de IISD, Fairtrade et UTZ-Rainforest

Le commerce équitable est plus implanté au Pérou que les démarches UTZ et Rainforest : sur un total de 224 000 producteurs, on en dénombre plus de 48 500 appartenant à des organisations certifiées Fairtrade (sans compter les autres labels de commerce équitable sur lesquels nous n'avons pas réussi à trouver de statistiques), contre respectivement 11 832 et 8755 certifiés UTZ et Rainforest.



Figure 58. Surfaces et rendements moyens au Pérou en 2015/2016. Source : Basic d'après les données de IISD, Fairtrade et UTZ-Rainforest

Les producteurs d'organisations certifiées Fairtrade apparaissent légèrement au-dessus de la moyenne du pays en termes de surface et de rendements (et dans une situation un peu moins précaire) : leurs exploitations sont de l'ordre de 3 ha (contre moins de 2 ha dans le conventionnel) et leur productivité environ 20% plus élevée. Ils sont tous organisés en coopérative ou en association, et réciproquement, la très large majorité des organisations de producteurs dans le pays sont certifiées Fairtrade. Les volumes qu'ils commercialisent aux conditions du Fairtrade (environ 47 000 tonnes) représentent 18% des exportations de café du pays en 2017 (261 000 tonnes selon l'ICO). Ils ont ainsi largement dépassé le segment de la niche et les organisations associées ont atteint un effet de seuil leur permettant d'influencer plus largement le secteur.

<sup>309</sup> Le premier conteneur de café certifié Max Havelaar a été exporté en 1994

<sup>310</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>311</sup> Université de la Sorbonne, Dynamique du café au Pérou et marché international, 2011

<sup>312</sup> Données Fairtrade/Max Havelaar

Par ailleurs, selon les statistiques de FLO Cert, plus de 70% de leur capacité de volumes de café était également certifiée en agriculture biologique (environ 80 000 tonnes), avec une productivité semblable à la moyenne du pays qui s'explique par le faible niveau général d'usage d'intrants chimiques, au moins jusqu'à la crise de la rouille de ces dernières années<sup>313</sup>. Étant donné qu'environ la moitié de la production de café péruvienne est certifiée biologique, on peut considérer que les deux tiers de cette production est également certifiée équitable, montrant le lien intrinsèque important entre ces deux démarches.

Les producteurs certifiés UTZ et Rainforest ont des surfaces et des rendements d'un niveau plus élevé que ceux du commerce équitable. Cette situation moyenne cache 2 réalités distinctes :

- Une part significative des organisations de producteurs certifiées Fairtrade s'est également dotée des certifications UTZ et Rainforest (plus facilement accessibles du fait de leur certification équitable plus exigeante) afin de diversifier leurs débouchés. C'est ainsi le cas de Cenfrocafé, la plus grande coopérative certifiée Fairtrade au Pérou (mais nous n'avons pas trouvé de statistiques sur le nombre exact d'organisations ayant la triple certification).
- Par ailleurs, il existe une quantité non négligeable de producteurs qui n'ont que la certification UTZ et/ou Rainforest. Ces caféiculteurs, avant même d'être certifiés, sont au-dessus de la moyenne : plus productifs, ils cultivent du café sur des parcelles au moins 2 fois plus grandes et sont rarement organisés collectivement. Dotés de plus de moyens, ils ont pu accéder à ces certifications onéreuses afin de diversifier leurs débouchés et d'augmenter leurs revenus déjà au-dessus de la moyenne.

*Des chaînes de valeur du commerce équitable plus rémunératrices au Pérou, et avec des marges plus contenues en France*

En termes de chaîne de valeur, les organisations de producteurs du commerce équitable canaliseraient plus de 30% de la production de café du Pérou, et intègrent généralement l'ensemble des étapes intermédiaires depuis la collecte, le contrôle qualité, les premières transformations jusqu'à l'exportation du café vert<sup>314</sup>.

Certaines organisations de producteurs peuvent toutefois s'arrêter à l'étape de transformation intermédiaire et vendent parfois leur café à des exportateurs privés, nationaux ou internationaux<sup>315</sup>.

Sur la base des différentes études d'impact réalisées sur le commerce équitable Fairtrade au Pérou, il a été possible d'estimer la découpe de valeur du producteur jusqu'à l'export sur les 12 dernières années :

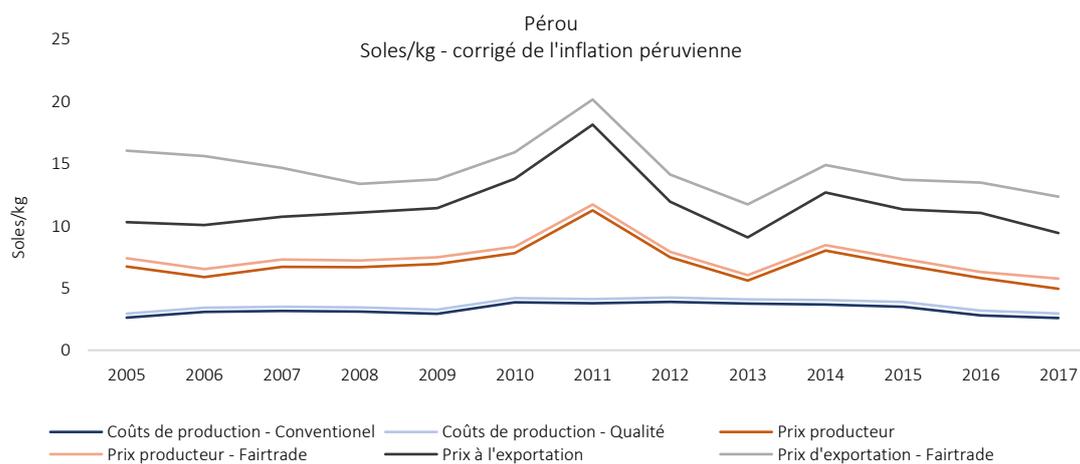


Figure 59. Evolution de la découpe de valeur du café de commerce équitable jusqu'au FOB au Pérou. Source : Basic.

Les prix touchés par les producteurs des organisations certifiées apparaissent plus élevés que dans les filières conventionnelles grâce à l'amélioration de leurs pratiques et la valorisation de leurs cafés. A leur niveau, les

<sup>313</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>314</sup> WB 2016

<sup>315</sup> Entretien avec un expert du café au Pérou

producteurs obtiennent ainsi un meilleur prix pour leur café, de l'ordre de 0,14 USD/kg en moyenne d'après les études d'impact menées ces dernières années<sup>316</sup>. Ces chiffres ne sont que des moyennes générales à l'échelle du pays, les situations des producteurs pouvant être assez variables en fonction des coopératives et de l'efficacité de leurs stratégies.

De plus, le prix minimum garanti du système Fairtrade a eu un effet notable de 2005 à 2008 (amplifiée par la forte inflation qu'a connu le Pérou depuis cette époque), puis à nouveau depuis 2017, périodes pendant lesquelles les prix moyens d'export du café péruvien sont descendus en-deçà de son niveau<sup>317</sup>. Cet effet est a priori d'autant plus fort pour le système SPP dont le prix minimum est supérieur à celui du Fairtrade (1,60 \$ par livre contre 1,40\$ par livre). Néanmoins, des études d'impact sur le terrain seraient nécessaires pour évaluer la part de ce prix qui revient aux producteurs membres de coopératives certifiées SPP.

En vis-à-vis les coûts de production sont (très) légèrement supérieurs à ceux de la filière conventionnelle en raison du travail de qualité (main d'œuvre supplémentaire pour la post-récolte...). D'autres coûts supplémentaires existent au-delà de ceux représentés dans le diagramme ci-dessus - au niveau des producteurs comme de leurs organisations - du fait de la mise en conformité avec le cahier des charges et du paiement des coûts de certification (les informations récoltées n'ont pas permis de chiffrer ces surcoûts par rapport au conventionnel). In fine, les prix plus élevés touchés par les producteurs compensent ces surcoûts et leur permettent d'améliorer leurs revenus de plus d'un tiers.

Les chaînes structurées par les organisations de producteurs certifiées se distinguent ainsi par leur travail d'amélioration de la qualité organoleptique du café<sup>318</sup>. Sur les 10 dernières années, les coopératives sont parvenues à vendre leur café à un prix d'environ 50 USD/quintal supérieur en moyenne à celui de la chaîne traditionnelle<sup>319</sup>. A ce différentiel, se rajoute le montant de la prime de développement (0,20 USD/lb)<sup>320</sup>.

Les producteurs bénéficient de cette prime de manière indirecte, une grande majorité étant investie par les coopératives dans les infrastructures et l'accompagnement<sup>321</sup> (conseil technique, formation, diffusion de pratique agricole, organisation collective du calendrier de travail...) afin d'améliorer la performance des producteurs et la qualité de leur café.

Après l'étape d'exportation qui est gérée la plupart du temps par les coopératives, le café vert péruvien commercialisé en tant que commerce équitable (principalement sous label Fairtrade) est importé en France par des acteurs de toute taille (petites entreprises nationales comme filiales de groupes multinationaux), puis transformé par des torréfacteurs qui sont essentiellement des PME, voire des TPE<sup>322</sup>.

Dans les magasins, le café péruvien commercialisé en tant que commerce équitable est en partie valorisé en tant que « pure origine Pérou » mais aussi incorporé dans des mélanges (principalement avec le label Fairtrade, ainsi qu'avec d'autres labels tels le SPP ou parfois même sans label consommateur par des marques

---

<sup>316</sup> Oréade Brèche, Etude d'impact du commerce équitable sur la filière café au Pérou : le cas de Cocla, 2007  
NRI, Coffee Evaluation Impact Fairtrade, 2016

<sup>317</sup> D'après les interviews menées auprès de représentants de réseaux de producteurs de commerce équitable et d'expert des filières équitables de café, même si le cahier des charges Fairtrade indique que le prix minimum doit être pris en compte dès que le cours du café à New-York descend en-dessous de 1,40 USD/livre, en pratique les acheteurs comparent ce prix minimum au prix d'achat du café dans le pays qui est plus élevé pour les pays investigués car il inclut le « différentiel qualité » lié à l'origine. En période de baisse importante des cours mondiaux comme c'est le cas depuis le début de l'année 2018, les organisations de producteurs elles-mêmes ont tendance à ne pas exiger le paiement du « différentiel qualité » en supplément du prix minimum, de peur d'atteindre des niveaux de prix rédhitoires.

<sup>318</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché internationaux, 2011 et Sintercafé, Coffee Production Outlook and Growth, 2017

<sup>319</sup> Sintercafé 2017

<sup>320</sup> Au début des années 2010, en période de cours mondiaux élevés, plusieurs cas de non-paiement du différentiel de qualité en plus de la prime collective ont été signalés. Le certificateur FLO Cert a depuis modifié ses procédures afin de contrôler ce phénomène en collaboration avec Fairtrade International qui fait un travail de suivi et d'information sur les différentiels de qualité.

<sup>321</sup> Le reste de la prime est utilisée à la fois pour financer la gestion de la coopérative mais aussi pour des investissements qui n'ont pas directement traités à la production de café et qui bénéficient aux membres des organisations et à leur communauté (investissements sociaux en termes d'éducation, de santé...).

<sup>322</sup> Entretiens avec des représentants de Max Havelaar France et des marques vendant du café équitable réalisés en mai 2018.

100% équitables comme Lobodis). Les données collectées dans les supermarchés visités dans le cadre de l'étude ont permis d'estimer un prix moyen payé par le consommateur en fonction des types de format, et pour chacun des types de produit (mélange ou pure origine).

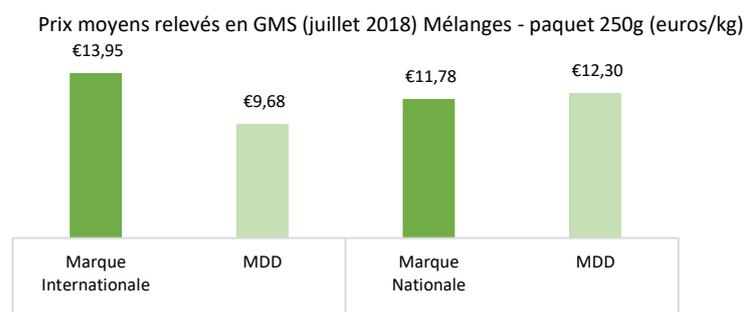


Figure 60. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

Concernant les mélanges de café commercialisés en paquet moulu 250g, les relevés effectués montrent un effet différent du label Fairtrade suivant le type de marque :

- En marque nationale, le prix moyen au kilo du mélange labellisé Fairtrade est inférieur de l'ordre de 15% à celui du mélange équivalent vendu sans label.
- Par contre en MDD, les cafés mélanges labellisés Fairtrade ont un prix 27% supérieur à celui des mélanges MDD sans label. Cependant, les relevés effectués ne permettent pas d'attribuer cet effet inflationniste au label Fairtrade car les produits ne sont pas directement comparables (les enseignes ne sont pas les mêmes et le positionnement marketing des MDD est différent, les produits labellisés Fairtrade étant liés à des gammes plus qualitatives).

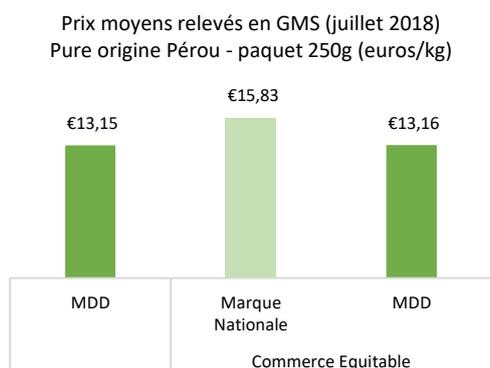


Figure 61. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

Concernant les cafés « pure origine Pérou » commercialisés en paquet moulu 250g, les relevés ne permettent pas de conclure sur l'effet du label : les MDD sont vendues à un prix équivalent avec ou sans label et le prix 20% plus élevé du produit de marque nationale s'explique par son positionnement marketing « premium ».

Lors des relevés, nous n'avons pas identifié de produit vendu en format portionné (dosette souple ou capsule) en commerce équitable sans la labellisation biologique (pour le détail des produits doublement certifiés, voire la partie suivante).

Répartition moyenne de la valeur du café en GMS  
Paquet mélange 250g Marque Nationale, en %, 2017

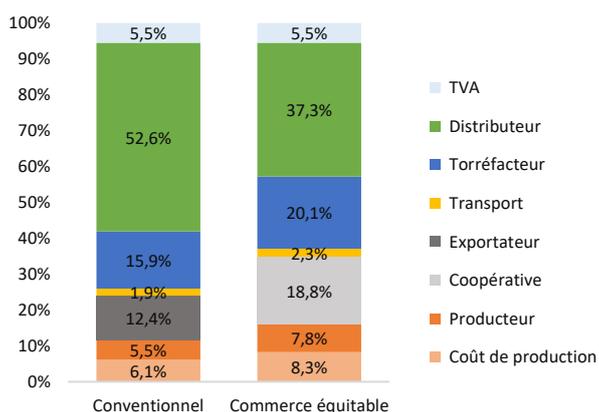


Figure 62. Découpe de valeur du café équitable hors promotion du producteur au Pérou au consommateur en France. Source : Basic.

Sur la base de ces relevés, nous avons estimé la répartition de la valeur pour les mélanges vendus par des marques nationales (avec et sans label Fairtrade), seuls produits comparables de notre échantillon<sup>323</sup>.

Sur le prix final au consommateur, les producteurs touchent une part plus grande de la valeur : 7,8% contre 5,5% dans le conventionnel. Autre effet notable du commerce équitable dans le pays producteur : les coopératives certifiées Fairtrade parviennent à capter une part plus importante de la valeur (18,8% contre 12,4% pour les exportateurs de café conventionnel).

A l'autre bout de la chaîne, le torréfacteur et le distributeur semblent par contre capter une part plus faible de la valeur : 57,4% dans le cas du produit labellisé contre 68,5% sans label.

#### *L'impact du commerce équitable est corrélé au travail sur la qualité, initié par les coopératives*

Les marchés du commerce équitable ont ainsi permis aux organisations de producteurs d'adopter une stratégie de différenciation et de commercialiser leur café à des conditions plus rémunératrices. Leur maîtrise de la chaîne jusqu'à l'export a entraîné une transformation des relations entre les acteurs.

Alors que les producteurs non-organisés de la filière conventionnelle sont en situation très défavorable de négociation face aux entreprises exportatrices, en particulier les filiales de multinationales, les chaînes structurées par les coopératives leur ont permis d'atteindre un fort degré d'autonomie, d'améliorer la qualité du café produit par leurs membres et d'internaliser une partie de la création de valeur ajoutée<sup>324</sup>.

Les organisations de producteurs certifiées sont même devenues des acteurs importants de l'exportation dans le pays, l'une d'entre elles (Cenfrocafe) étant présente parmi les 10 premiers exportateurs du Pérou.

<sup>323</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

<sup>324</sup> Oréade Brèche, Etude d'impact du commerce équitable sur la filière café au Pérou : le cas de Cocla, 2007  
NRI, Coffee Evaluation Impact Fairtrade, 2016

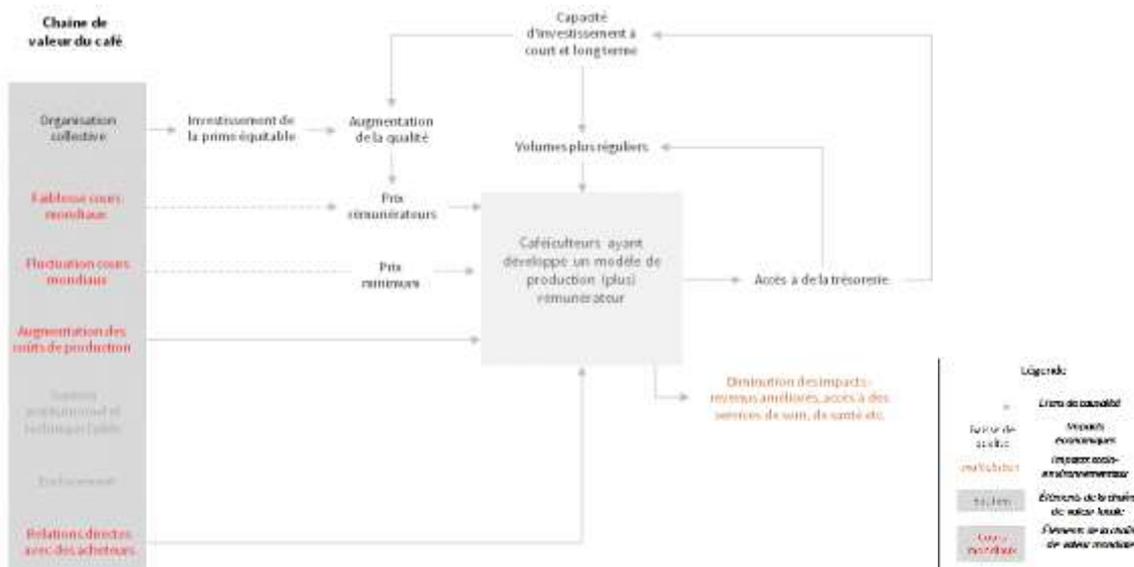


Figure 63 : Chemins d'impacts des caféiculteurs péruviens, filière équitables (Source : BASIC)

D'après les études d'impact disponibles sur les organisations certifiées Fairtrade, cette dynamique positive a engendré un cercle vertueux au niveau des producteurs qui en sont membres :

- L'utilisation de la prime Fairtrade par les coopératives qui y ont trouvé les fonds nécessaires pour **mettre en œuvre leur stratégie de qualité**: accompagnement technique des producteurs, financement des infrastructures de 1<sup>ère</sup> transformation (dépulpeuses, voie humide...).
- Les relations commerciales plus stables construites avec des importateurs (bien que les contrats restent négociés annuellement avec peu de préfinancement).

De nombreuses organisations ont également bénéficié de programmes internationaux de développement parce qu'elles étaient certifiées en commerce équitable ou en passe de l'être<sup>325</sup>.

Les producteurs ont ainsi amélioré la rentabilité de leurs exploitations<sup>326</sup>, dégagent de meilleurs revenus et couvrent mieux leurs besoins essentiels (mais toutefois pas totalement -voir la section sur les coûts sociétaux). De plus, les mécanismes mis en place par les organisations de producteurs ont permis à ces derniers d'améliorer leur trésorerie (avances, crédits, paiement du café en plusieurs fois), point souvent critique dans le secteur du café. Ils parviennent ainsi à assurer une meilleure régularité des volumes qu'ils récoltent et à investir à moyen-long terme pour entretenir la productivité de leur parcelle et assurer la qualité de leur café. En termes sociaux, les producteurs bénéficient de plus de protection sociale : 70% des producteurs en commerce équitable sont couverts par la sécurité sociale contre 30% pour les producteurs non certifiés, auquel se rajoutent les aides mises en place par les organisations pour permettre aux faire face aux dépenses de santé. Au-delà, les coopératives investissent également une part de la prime de développement dans des infrastructures de développement local : écoles et centres de formations pour les enfants de producteurs, centres de santé.<sup>327</sup>

Au niveau environnemental, les études d'impact documentent un effet positif de la certification équitable sur la préservation de l'ombrage dans les parcelles et le développement d'un modèle agroforestier spécifique qui génère des impacts positifs : meilleures conditions climatiques (plus fort taux d'humidité, moindres écarts de températures...), lutte contre l'érosion des sols et préservation de la biodiversité.<sup>328</sup>

<sup>325</sup> Oréade Brèche, Etude d'impact du commerce équitable sur la filière café au Pérou : le cas de Cocla, 2007  
NRI, Coffee Evaluation Impact Fairtrade, 2016

<sup>326</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>327</sup> CEVAL, Assessing the impact of Fairtrade on poverty reduction through rural development, 2018

<sup>328</sup> Cf. Hivos, Shade Grown Coffee-Biodiversity & Small Scale Farmers Peru, 2015

De plus, les producteurs sont plus sensibilisés aux enjeux du changement climatique ou à l'arrivée de maladies (échanges de connaissances, de pistes d'adaptation...).

Les organisations de producteurs ont également généré des impacts positifs au-delà de leur périmètre, en influençant parfois à la hausse les prix auxquels les intermédiaires locaux achètent le café aux producteurs conventionnels, et en structurant de manière institutionnelle les coopératives de café du pays au sein de la Junta del Cafe, reconnue par les pouvoirs publics comme par les négociants privés<sup>329</sup>. A un niveau continental, les organisations de producteurs certifiées Fairtrade se sont fédérées à l'échelle de toute l'Amérique Latine au sein de la CLAC<sup>330</sup>. Elles y ont construit des réseaux d'expertise par filière, celui du café étant le plus ancien et le plus développé, avec une équipe salariée qui travaille en connexion étroite avec les coopératives certifiées des différents pays sur la formation des responsables, l'échange de bonnes pratiques entre coopératives, la consolidation de la connaissance sur les enjeux liés au café (mesure des coûts de production, information sur le marché, adaptation au changement climatique)...

Sur la base de ces résultats, il est possible d'estimer l'effet des organisations certifiées Fairtrade sur les coûts sociétaux précédemment évalués (au prorata du nombre de producteurs concernés) :

- Le coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs est réduit d'environ un tiers dans les organisations certifiées Fairtrade par rapport à la situation des producteurs dans les filières conventionnelles.
- La prime de développement Fairtrade permet de réduire le besoin en financement des services essentiels d'environ 40% en comparaison du conventionnel.
- Il n'y a pas de différentiel de coûts sociétaux documentés en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (en raison du contexte d'utilisation d'intrants dans le pays, et en l'absence d'informations sur les coopératives certifiées équitables et non-bio).

*Des limites encore importantes, notamment du fait de la crise récente subie par les coopératives caféières*

Ces impacts sont néanmoins limités par plusieurs facteurs :

- le manque de débouchés dû à l'offre excédentaire de café équitable (seulement 45% des volumes étaient vendus aux conditions du commerce équitable en 2016).
- le niveau du prix minimum garanti du système Fairtrade qui semble devenir insuffisant dans un contexte de crise de la rouille et de besoins d'investissement en raison du changement climatique

Par ailleurs, les études d'impact menées au Pérou ne documentent pas d'effets sur les travailleurs saisonniers et tendent à montrer que les producteurs ayant les parcelles les plus petites ont plus de difficultés à bénéficier du commerce équitable en raison de la difficulté à s'adapter aux exigences de qualité des organisations et des coûts de mise en conformité avec les cahiers des charges. Enfin, les impacts sur les bonnes pratiques de gouvernance interne aux organisations sont variables suivant les études.

Depuis 2012, plusieurs organisations de producteurs ont traversé une crise importante déclenchée par l'épisode de la rouille qui a déstabilisé leur modèle économique et fortement fragilisé leurs bases<sup>331</sup>. Les causes sont multifactorielles même si ressortent des problèmes de trésorerie et des situations de dettes devenues trop importantes qui les empêchaient de payer leurs membres pour leurs récoltes<sup>332</sup>.

---

<sup>329</sup> Lise Duval, Etude des effets et de l'impact du commerce équitable labellisé au Pérou et en République Dominicaine, 2007

<sup>330</sup> Coordinadora Latino-Americana de pequeños productores de Comercio justo

<sup>331</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

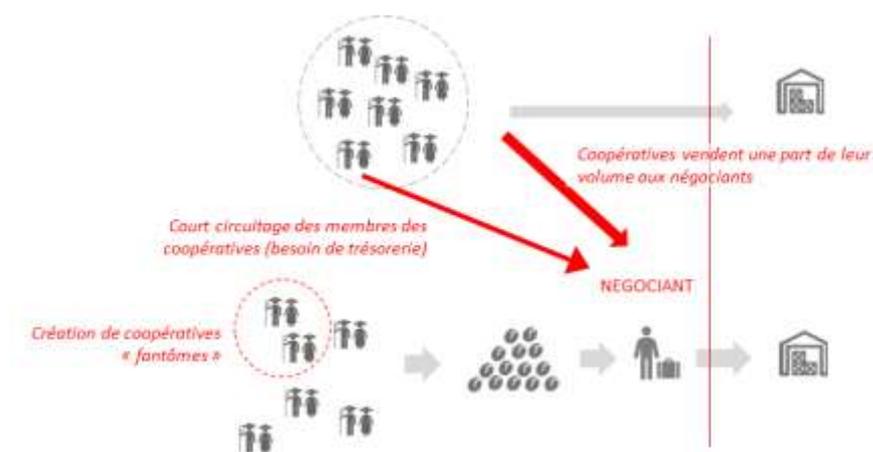
<sup>332</sup> Pendant la forte hausse des cours en 2011-12 suite à la crise de la rouille déclarée en Colombie, certaines ont payé la récolte à un niveau de prix très élevé aux producteurs, puis ont été confrontées à la brusque redescende des cours et se sont vues obligées de vendre

Nombre de producteurs se sont alors tournés vers des collecteurs ou des exportateurs privés qui avaient les moyens de payer comptant, mettant les coopératives dans l'incapacité d'honorer leurs contrats au vu de la baisse des volumes collectés<sup>333</sup>. Plusieurs d'entre elles se sont retrouvées en situation de cessation de paiement et ont vu leur base de membres diminuer fortement. Cette situation a touché des organisations de café de taille importante et parmi les pionnières du commerce équitable dans le pays à l'image de Cocla, Cecovasa ou la Florida.

En réaction, de plus en plus d'importateurs de café équitable ont fait le choix de s'approvisionner non plus en direct auprès des coopératives, mais en passant par des négociants en capacité de sécuriser leur approvisionnement. Les entretiens menés permettent d'estimer qu'en 2018, plus de la moitié des volumes de café commercialisés sous le label Fairtrade transitent par des exportateurs privés contre presque aucune quantité quelques années auparavant, remettant en cause l'autonomie gagnée par les coopératives.<sup>334</sup>

Cette situation n'est cependant pas systématique et des organisations de producteurs comme Cenfrocafe réussissent commercialement malgré la crise des dernières années, potentiellement en raison de relations de long terme nouées avec plus d'acheteurs de commerce équitable qui représentaient 50% de leurs ventes jusqu'en 2016 (mais plus que 30% en 2018).<sup>335</sup>

Ces évolutions ont lieu dans un contexte où les coopératives ont vu monter en puissance les groupements de producteurs « fantômes » créés par des négociants privés avec lesquels elles étaient déjà parfois en concurrence depuis plusieurs années.<sup>336</sup>



Ces groupements, totalement dépendants du négociant qui a suscité leur création et sans véritable existence collective, ont toutefois réussi à satisfaire aux conditions d'entrée dans la certification Fairtrade et représentent une concurrence déloyale au sein des filières équitables. Dans certains cas, elle a amené des organisations de producteurs indépendantes à accepter de commercialiser leur café équitable à travers des négociants privés alors qu'ils exportaient directement jusque-là.<sup>337</sup>

leur café à perte, perdant ainsi une grande part de leur trésorerie. Dans certains cas, certaines d'entre elles n'ont pas pu livrer le café prévu, ce qui a fragilisé leurs acheteurs qui ont dû se tourner vers d'autres fournisseurs et ont arrêté leurs contrats directs de long terme avec elles du fait du manque de fiabilité de leur approvisionnement.

<sup>333</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>334</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>335</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>336</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>337</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

En conséquence, on observe au Pérou une augmentation **importante** du nombre d'organisations certifiées Fairtrade sur les 3-4 dernières années, le nombre de producteurs demeurant quant à lui constant. Combiné à la chute du nombre de coopératives exportant directement leur café, ces statistiques semblent refléter le morcellement des coopératives et la recrudescence de groupes sous **contrôle d'exportateurs**.

Des études plus précises seraient nécessaires sur le terrain afin de **mesurer l'étendue du problème et d'investiguer les voies et moyens permettant de le juguler**.

#### *La double certification équitable et biologique : une voie de sortie pour les producteurs au Pérou ?*

Dans ce contexte difficile, une grande partie **des organisations certifiées Fairtrade ont fait le choix de s'orienter** encore plus fortement vers les marchés doublement certifiés équitable et biologique afin de restaurer leur rentabilité et de maintenir leur avantage comparatif sur les exportateurs privés.

**De manière traditionnelle, les producteurs de café du Pérou n'utilisent quasiment pas d'intrants** (notamment en raison de leur prix trop élevé par rapport aux moyens dont ils disposent), ce qui les a dotés d'un **potentiel important** sur le marché de l'**agriculture biologique**.

En 2017, le Pérou est le premier producteur et exportateur de café biologique<sup>338</sup> au niveau mondial avec 90 000 hectares de surfaces certifiées<sup>339</sup>. Le café biologique est presque entièrement produit et commercialisé par les organisations de producteurs également certifiées commerce équitable. En 2015, le café certifié biologique représentait environ 70% de leur potentiel de production total (en volume).<sup>340</sup>

Ces organisations de producteurs certifiées Fairtrade ont investi le potentiel du café biologique au Pérou, obtenant la double certification de leurs membres et diversifiant ainsi leurs débouchés vers des marchés **d'export rémunérateurs**. Ces organisations sont parvenues à offrir **une traçabilité du café jusqu'au producteur** qui est difficile à garantir dans les chaînes de valeur dirigées par les exportateurs privés en raison de la multitude de caféiculteurs isolés et des intermédiaires en milieu de chaîne.<sup>341</sup>

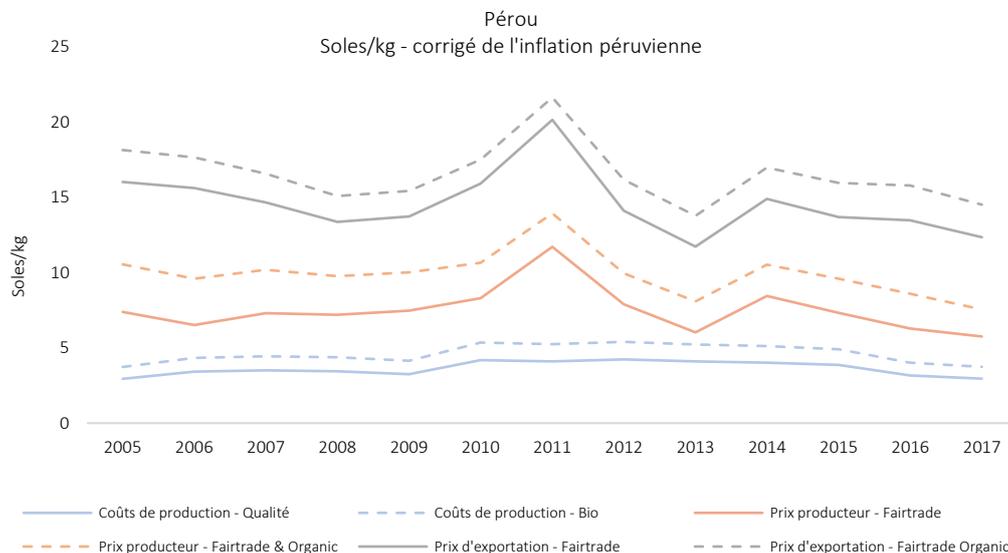


Figure 64. Evolution de la découpe de valeur du café de commerce équitable biologique jusqu'au FOB au Pérou. Source : Basic.

<sup>338</sup> Les premières exportations de café biologique certifié OCIA date de 1989

<sup>339</sup> USDA, Peru Coffee Annual Report, 2018

<sup>340</sup> Fairtrade International, Scope and Benefits of Fairtrade, 2015

<sup>341</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

La certification biologique couplée à celle du Fairtrade bénéficie d'une prime additionnelle de 0,30 USD/lb qui est essentiellement reversée aux producteurs (souvent dès le premier paiement)<sup>342</sup>. On observe ainsi un différentiel de prix intrinsèquement lié au cahier des charges et **significatif, que ce soit au niveau de l'export comme à celui des producteurs.**

**D'après les entretiens menés dans le cadre de l'étude,** il permet de couvrir les coûts de production plus élevés qui sont supportés par les producteurs du fait de leurs rendements plus faibles (environ 511 kg/ha contre 666 kg/ha pour les producteurs équitables non-bio<sup>343</sup>) **et du surcroît de travail exigé dans l'exploitation.**

Le café commercialisé sous ces 2 certifications suit globalement les mêmes filières et transite par les mêmes acteurs, PME et TPE, que les filières labellisées seulement en commerce équitable<sup>344</sup>.

Dans les linéaires, le café péruvien équitable et biologique est valorisé de la même manière que celui non certifié bio : en tant que « pure origine Pérou » et incorporé dans des mélanges.

Les données collectées dans les supermarchés visités **ont permis d'estimer le prix moyen payé par le consommateur en fonction des formats, et pour chacun des types de produits (mélange ou café pure origine).**

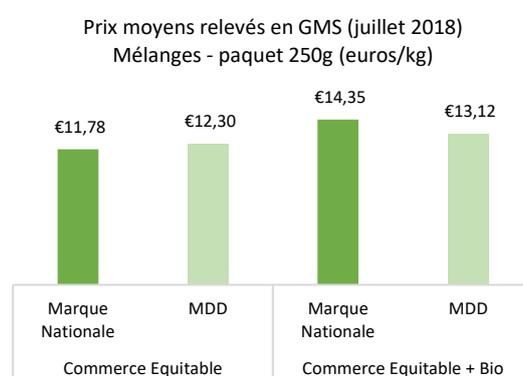


Figure 65. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

Concernant les mélanges de café commercialisés en paquet moulu 250g, les relevés effectués montrent un effet inflationniste de la double certification Fairtrade et biologique : **l'un des principaux mélanges en marque nationale est ainsi vendu à un prix au kilo 22% supérieur au mélange labellisé équitable non bio, et ceux vendus en MDD à un prix moyen 7% supérieur (en notant toutefois que ces derniers ne sont pas strictement comparables car correspondants à des enseignes et des positionnement marketing différents).**

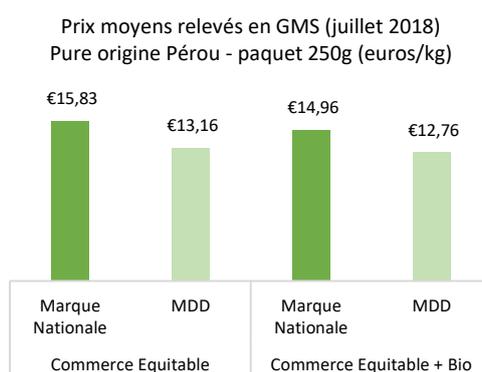


Figure 66. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

<sup>342</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>343</sup> D'après les statistiques de FLO Cert en 2015.

<sup>344</sup> Entretiens avec des représentants de Max Havelaar France et des marques vendant du café équitable réalisés en mai 2018.

Concernant les cafés « pure origine Pérou » commercialisés en paquet moulu 250g, les tendances s'inversent, le prix au kilo étant inférieur avec la double certification. Cependant, cet effet ne semble pas relié au label biologique mais à la différence de positionnement marketing des produits non bio.

Les relevés ont par ailleurs permis d'identifier des produits vendus en format portionné (dosette souple et capsule) en double certification Fairtrade et bio, qu'il est possible de comparer aux prix des produits conventionnels (car aucun produit équitable non bio n'a été identifié).

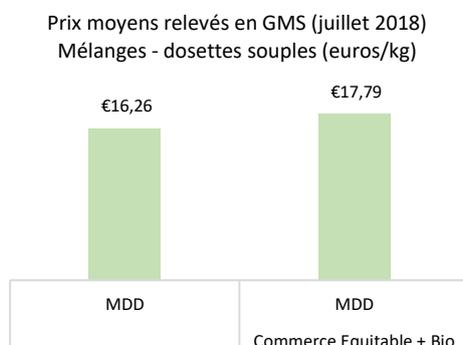


Figure 67. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en portionné en France. Source : Basic.

Les dosettes souples en MDD sont des produits comparables et font apparaître une valorisation mesurée de 9% supérieure du prix au kilo avec la double certification.

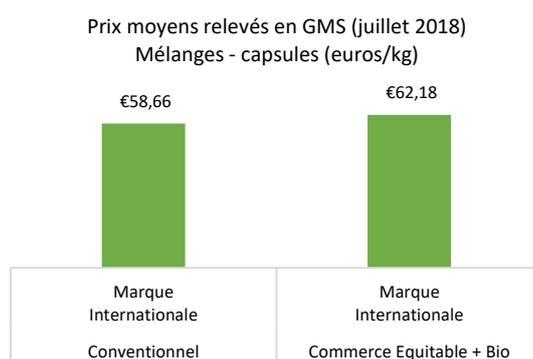


Figure 68. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en portionné en France. Source : Basic.

De même, les capsules compatibles Nespresso vendues par l'une des principales marques internationales du segment font apparaître un prix au kilo de 6% supérieur avec la double certification.

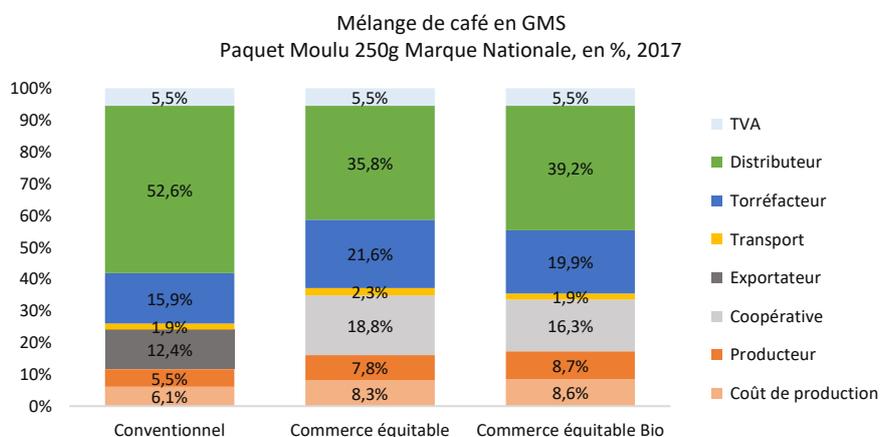


Figure 69. Découpe de valeur du café équitable hors promotion du producteur au Pérou au consommateur en France. Source : Basic.

Concernant les mélanges, seuls produits comparables de notre échantillon, la part de valeur revenant au pays producteur est légèrement plus faible avec la double certification que sans le label bio (33,6% contre 34,9%) en raison du prix au consommateur plus élevé de ces produits<sup>345</sup> ; sur ce total, les producteurs touchent une part plus grande de la valeur : 8,7% contre 7,8% sans la certification biologique. Par contre, en comparaison du conventionnel, le bilan est nettement positif, le pays producteur touchant 33,6% de la valeur contre 24%.

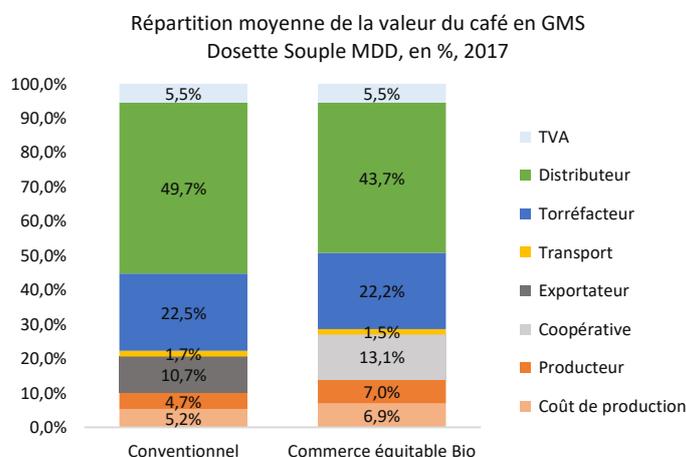


Figure 70. Découpe de valeur du café équitable hors promotion du producteur au Pérou au consommateur en France. Source : Basic.

Dans les mélanges contenant du café péruvien vendus en dosettes souples sous MDD, la part de valeur<sup>346</sup> revenant au pays producteur est fortement amplifiée pour les produits avec la double certification, comme pour le cas des paquets 250g : 27% contre 20,5% (aucun produit non bio n'a été identifié lors des relevés).

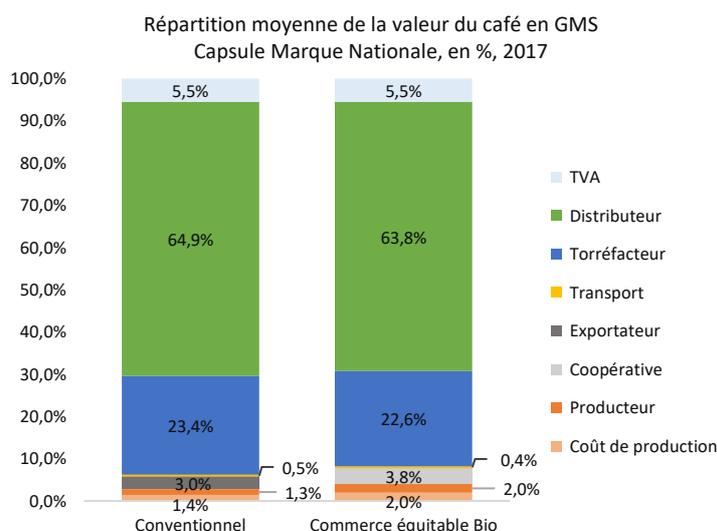


Figure 71. Découpe de valeur du café équitable hors promotion du producteur au Pérou au consommateur en France. Source : Basic.

Enfin, concernant les mélanges vendus en capsules, les différences de captation de valeur par le pays producteur sont bien plus faibles du fait du prix au kilo 4 fois plus élevé du café vendu sous ce format : si la part allouée au pays producteur passe de 5,7% à 7,8%, la valeur captée par le torréfacteur et le distributeur est supérieure à 85% (le commerce équitable et biologique ne changeant pas l'ordre de grandeur global).

<sup>345</sup> Exprimé en valeur, le pays producteur capte en fait 0,50 €/kg de plus dans le cas du produit doublement certifié. A l'autre bout de la chaîne, le torréfacteur et le distributeur captent 7,1 €/kg en Fairtrade + bio contre 5,7 €/kg sans la labellisation biologique (ce qui reste plus faible que les 8 €/kg captés sur le produit comparable vendu sans aucun label dans le conventionnel).

<sup>346</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

En termes d'impact, la certification biologique, quand elle se rajoute à la certification équitable, apporte donc tout d'abord une part de valeur accrue pour les producteurs et les coopératives dans le pays de production, qui contribue à diminuer les impacts sociaux associés à la rémunération insuffisante des producteurs.

Cela se traduit par une réduction de 30% du coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs dans le cas de la double certification par rapport à la seule certification Fairtrade (grâce à la prime bio reversée aux caféiculteurs). Ainsi, le commerce équitable illustré par le système Fairtrade semble permettre aux producteurs non seulement de rentabiliser leur passage en agriculture biologique, mais aussi de tirer un meilleur revenu in fine de leur production de café.

Par ailleurs, la certification biologique apporte également des bénéfices environnementaux spécifiques :

- au niveau de la production agricole, elle supprime les pollutions liées aux intrants chimiques et **d'améliorer la gestion de la fertilité des sols et de leur humidité...**
- en termes de biodiversité, elle est corrélée à une plus grande richesse d'espèces, en particulier celles vivant dans l'habitat forestier<sup>347</sup>
- en termes de services écosystémiques, elle permet un stockage de carbone supérieur de quasiment 70% par rapport à un système de production non-bio.

Ces effets bénéfiques sont intrinsèquement liés au modèle « agroforestier biologique » mis en œuvre par les producteurs appartenant à des organisations ayant la double certification.

**Cependant, l'épisode de rouille sévère de 2013**, et la persistance de cette maladie depuis, n'aurait pas épargné les exploitations certifiées en bio (les exploitations les plus touchées étant dans les basses altitudes)<sup>348</sup>.

Si les producteurs en agriculture conventionnelle ont eu tendance à utiliser des pesticides (fongicides) et des engrais chimiques de manière ponctuelle pour lutter contre le phénomène<sup>349</sup>, **ce n'est a priori pas le cas des producteurs ayant la double certification équitable et biologique**. Malgré la baisse de production qu'ils ont subi, les entretiens menés avec les acteurs des filières équitables au Pérou fait apparaître le modèle **agroforestier certifié bio comme un outil de résilience face à la rouille, à condition d'investir suffisamment dans l'accompagnement des producteurs et de leurs organisations**<sup>350</sup>.

Le support technique des organisations de producteurs a été mobilisé pour permettre à leurs membres de continuer la culture du café. Il a été renforcé par le réseau café de la CLAC et ses équipes techniques qui ont **développé un programme d'action** spécifique pour développer une expertise collective sur la rouille et accompagner les organisations de producteurs dans le déploiement de stratégies adaptées à leur contexte. Une grande partie des coopératives péruviennes ont ainsi fait le choix de consolider et perfectionner leurs systèmes agroforestiers biologiques comme réponse au défi de la rouille, et plus largement du dérèglement climatique.

De plus, la double certification équitable et biologique est vue par ces organisations comme un moyen **d'essayer de se prémunir de la concurrence déloyale des exportateurs privés et des coopératives « fantômes »**, les exigences de traçabilité à la parcelle étant difficiles à atteindre par ces derniers en raison de la dispersion **et du faible niveau d'organisation** des producteurs qui les approvisionnent.<sup>351</sup>

---

<sup>347</sup> Cf. Hivos, Shade Grown Coffee-Biodiversity & Small Scale Farmers Peru, 2015 : Les exploitations biologiques ont un taux de papillons spécialistes des habitats forestiers 50% supérieur aux exploitations sous ombrage (du type de celles des producteurs membres de coopératives certifiées équitables) et 6 fois supérieur à celui des exploitations intensives conventionnelles

<sup>348</sup> USDA, Peru Coffee Annual Report, 2018

<sup>349</sup> Entretien avec un expert du secteur du café au Pérou : les traitements aux pesticides restent ponctuels car leur prix est élevé pour les producteurs, **mais le gouvernement et l'assistance technique conventionnelle les encourage à les utiliser de plus en plus**

<sup>350</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées au Pérou et des acteurs des filières équitables péruviennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>351</sup> Cf. Entretien avec un expert du secteur du café au Pérou : si les tests de présence de pesticides dans les lots de café péruviens étaient **systématiquement négatifs jusqu'à l'épidémie de rouille quel que soit le modèle de production** (conventionnel ou certifié), de traces sont régulièrement détectées depuis dans les lots qui ne sont pas certifiés en agriculture biologique.

Comme décrits au début de cette section, une partie importante – mais non chiffrée – des producteurs bénéficiant des systèmes UTZ et Rainforest sont membres d'organisations déjà certifiées en commerce équitable qui ont choisi d'ajouter ces certifications afin de diversifier leurs débouchés (à titre d'illustration, la coopérative Cenfrocafe, l'une des principales organisations de café de commerce équitable qui rassemble plus de 3000 membres, a la triple certification).

Ces cas correspondent aux deux types de filières analysées précédemment (commerce équitable en association ou non avec l'agriculture biologique). Les impacts apparaissent alors essentiellement corrélés aux deux certifications, Fairtrade d'un côté et bio de l'autre, et non aux labels UTZ et Rainforest qui ont été adoptés plus tardivement par les coopératives.

Il existe aussi au Pérou une part significative de producteurs individuels, non affiliés à des coopératives, qui sont certifiés uniquement par UTZ ou Rainforest.

**Nous n'avons pas trouvé d'études ni d'informations concernant ces producteurs au-delà des quelques statistiques présentées en début de section et qui montrent qu'ils ont des parcelles plus grandes et des modèles agricoles plus productifs que la moyenne du pays, étant ainsi « au-dessus du lot » avant même leur certification. La structure des filières auxquels ils participent n'est pas non plus documentée et semble similaire aux chaînes conventionnelles décrites au début de la section sur le Pérou.**

En termes de consommation, nos relevés de linéaires n'ont permis d'identifier qu'un seul mélange d'une grande marque internationale labellisé UTZ en format capsule qui contiendrait potentiellement du café du Pérou. Il est vendu à un prix équivalent à celui des capsules similaires en conventionnel, aux alentours de **58,69 €/kg** (il est donc inférieur de 5% aux capsules doublement certifiées Fairtrade et Bio). Le manque d'information sur les filières et les acteurs n'a pas permis de faire d'estimation de la découpe de la valeur.

En termes économiques, les seules informations disponibles indiquent **le paiement d'une prime de qualité qui n'est pas systématique** ni constante suivant les années et qui va de 0,03 à 0,07<sup>352</sup> dollars par livre de café pour Rainforest et de 0,07 à 0,08<sup>353</sup> dollars par livre pour UTZ (à comparer aux primes de développement et bio du système Fairtrade qui s'élèvent à respectivement 0,2 dollars et 0,3 dollars par livre de café). En vis-à-vis, les entretiens menés avec des acteurs péruviens font ressortir que les coûts de **mise en œuvre des labels UTZ et Rainforest** sont élevés et peu intéressants sauf pour des producteurs suffisamment dotés ou appartenant à des coopératives, ce qui est confirmé par une étude menée par Rainforest en 2012 qui montre que le coût de **mise en œuvre** de leur certification au Pérou serait de 0,05 dollars par livre de café pour les producteurs<sup>354</sup>.

Au-delà de ces quelques éléments, nous **n'avons pas trouvé d'étude d'impact concernant** les producteurs possédant les seules certifications UTZ et/ou Rainforest qui permettrait d'**objectiver** les effets spécifiques de ces systèmes.

Par ailleurs, une **étude récente d'Hivos**<sup>355</sup> menée dans la région de San Martin, indique que les producteurs **indépendants qui sont dans un modèle intensif d'usage d'intrants et de rendements accrus** (de l'ordre de 900 kg/Ha et plus), ont des impacts négatifs sur la biodiversité et les services écosystémiques. L'étude précise que ces producteurs sont parfois certifiés et leur profil est proche des statistiques publiées par UTZ et Rainforest sur les producteurs qu'ils certifient.

Une étude de terrain serait nécessaire pour objectiver plus en détail ces situations et les questions qu'elles soulèvent.

---

<sup>352</sup> Barham BL, Weber JG, The economic sustainability of certified coffee: recent evidence from Mexico and Peru, 2012

<sup>353</sup> UTZ, Coffee Statistics Report, 2017

<sup>354</sup> Rainforest et CDR, SAN Standard Implementation in Coffee Production: An Analysis of Related Costs vs. Price Premiums, 2012

<sup>355</sup> Cf. Hivos, Shade Grown Coffee-Biodiversity & Small Scale Farmers Peru, 2015

## 2.1.5. Analyse transverse des chaînes de valeur Pérou-France

Le Pérou est un pays de faible culture caféière et tourné vers l'export qui a émergé récemment en valorisant son potentiel de qualité et d'agriculture biologique avec une approche libéralisée où l'Etat est quasi-absent et laisse l'initiative aux acteurs de la filière.

Les producteurs organisés en coopérative canalisent 30% des volumes en exportant directement vers des marchés de commerce équitable et biologiques. Mais la majorité des filières (70%) sont organisées par les exportateurs privés, de plus en plus des multinationales (Volcafé, Olam, Dreyfus), qui collectent un café plus standardisé via un vaste réseau d'intermédiaires.

En moyenne, le prix aux producteurs augmente moins vite que le prix FOB, alors que les coûts de production ont tendance à augmenter progressivement sur le long terme : le revenu des producteurs, très volatil, a baissé ces dernières années pour atteindre en 2017 son point le plus bas depuis 2005.

A l'autre bout de la chaîne, le café du Pérou est essentiellement intégré dans des mélanges en France, sa qualité à prix réduit étant prisée par les torréfacteurs par rapport à d'autres origines concurrentes comme la Colombie. La part de la valeur captée par le pays d'origine est de 24% pour du café moulu vendu en paquet 250g, descend à 20% dans le cas des dosettes souples, et chute à 5% environ pour du café vendu en capsules.

En vis-à-vis de ces inégalités de répartition de la valeur, la majorité des producteurs, isolés, âgés et non organisés, sont dans une situation de forte pauvreté. Ils y sont piégés par le manque de trésorerie, les cours mondiaux faibles et volatils, et la dépendance vis-à-vis d'acheteurs concentrés.

Ces impacts négatifs se trouvent amplifiés à cause du changement climatique : épidémie de rouille depuis 2013 qui a poussé une majorité des producteurs vers l'usage d'intrants (risques de pollution) alors que d'autres consolident leur modèle agroforestier biologique.

Dans ce contexte, le tableau ci-après résume les principaux impacts des filières équitables - en particulier Fairtrade - associées ou non à l'agriculture biologique, en vis-à-vis de ceux de la filière conventionnelle

	Conventionnel	Commerce Equitable (Fairtrade)	Commerce Equitable (Fairtrade) + Bio	UTZ / Rainforest
<b>Producteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Situation de pauvreté élevée (revenus inférieurs de 65% au niveau de pauvreté)</li> <li>Faible niveau d'éducation, problèmes de santé...</li> <li>Exode rurale</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Enclavement</li> <li>Trésorerie faible et incertaine</li> <li>Faible capacité d'investissement</li> <li>Faible niveau d'organisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des revenus et des niveaux de vie</li> <li>Accès à des services de soin, de santé</li> <li>Désenclavement</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de la prime de développement pour une amélioration globale de la qualité</li> <li>Amélioration de la trésorerie et de la capacité d'investissement</li> <li>Utilisation de la prime pour des projets sociaux</li> <li>Renforcement de l'autonomie des organisations</li> <li>Relations commerciales directes et + équilibrées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prix supérieurs aux producteurs</li> <li>Couverture des coûts de production plus élevés et revenus améliorés</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de la prime bio</li> <li>Relations directes et stables avec des acheteurs sur des marchés rémunérateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prime très faible (en comparaison des coûts de mise en conformité)</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Priorité à la productivité</li> <li>Accessibilité réservée aux producteurs ayant les moyens suffisants</li> </ul>
<b>Travailleurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Salaire journalier inférieur de 40% au niveau de pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>
<b>Emissions de polluants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(Très) faible niveau d'utilisation d'intrants dans le modèle traditionnel de culture du café</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préservation de l'ombrage et lutte contre l'érosion des sols</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préservation et développement d'un modèle agroforestier bio</li> <li>Préservation de la biodiversité et amélioration services écosystémiques</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stratégie et accompagnement technique fourni par les coopératives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Risques de pollution accrue de l'eau et des sols pour les producteurs indépendants qui ont un modèle plus intensif</li> </ul>
<b>Déforestation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cas de déforestation très fort et régionalisés (San Martin)</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Installation de nouveaux producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reboisement partiel mais limité des exploitations</li> </ul>
<b>Impacts du changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Colonisation de zones plus en altitude</li> <li>Perte de la capacité de production de parcelles en basse altitude</li> <li>Rouille du café</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité d'investissement supérieure</li> <li>Organisation des producteurs permet une diffusion des connaissances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diminution des impacts du dérèglement climatique : gestion des sols, préservation humidité, protection sécheresse et fortes pluies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>

Figure 72. Tableau récapitulatif des impacts dans les filières Pérou-France. Source : Basic.

Le commerce équitable – en premier lieu labellisé Fairtrade - a été un levier essentiel du développement des coopératives. Via les contacts directs avec des acheteurs, ces dernières ont valorisé la qualité de leur café, et procuré aux producteurs une protection en période de chute des cours et de la trésorerie, ce qui a augmenté leurs revenus. **En période de baisse des cours (comme c'est à nouveau le cas depuis 2017) le prix minimum garanti permet aux coopératives et aux producteurs de sauvegarder leur rentabilité.**

La plupart du temps associé à la certification biologique, il a permis aux producteurs et à leurs organisations **de consolider, voire d'améliorer, le modèle traditionnel agroforestier de culture du café au Pérou, ainsi que la situation économique des producteurs.**

Au-delà des impacts au niveau des producteurs membres des coopératives, le commerce équitable a eu un **effet structurant majeur à l'échelle du pays**, comme plus largement des producteurs de café en Amérique Latine, via la création de réseaux nationaux et continentaux qui construisent et consolident une expertise partagée et permettent aux producteurs de porter leur voix dans les instances péruviennes et internationales via leurs représentants élus.

Au niveau du marché, le café équitable - associé ou non avec la bio - **n'est pas seulement** commercialisé dans des mélanges, mais aussi valorisé en tant que « pure origine », créant ainsi plus de valeur en aval. Sur ces produits, nos relevés en magasins montrent que les marges des torréfacteurs et distributeurs sont contenues voire légèrement inférieures au conventionnel, et que la part de la valeur revenant au pays producteur (caféiculteurs et coopératives) est plus importante avec ces 2 démarches. Cependant, ce sont les formats de **vente qui créent le plus d'effet de levier sur le prix au consommateur et les démarches équitables** comme biologiques ne changent pas **le fait qu'une faible part de la valeur revient in fine au pays producteur pour les dosettes et surtout les capsules (moins de 9% pour des capsules contre plus de 30% pour des paquets 250g).**

Par ailleurs, l'épidémie de rouille depuis 2013, conjuguée à la montée en puissance des grands exportateurs privés dans le commerce équitable, ont fortement fragilisé les coopératives qui ont vu leur autonomie se **réduire et leur base s'éroder. Pour s'en sortir, une grande partie font le choix de développer davantage leurs débouchés sur le marché équitable et bio, plus difficile d'accès pour les grands négociants.**

Quant aux systèmes UTZ et Rainforest, leurs impacts spécifiques restent à documenter. Ils connaissent une percée plus faible que le commerce équitable au Pérou en raison de la faiblesse de la prime qualité que perçoivent les producteurs en comparaison des coûts de mise en conformité.

En dehors des organisations de producteurs déjà certifiées par le commerce équitable, ils sont en majorité mises **en œuvre par des producteurs plus intensifs (c'est-à-dire utilisant plus d'intrants) avant même leur certification. Au niveau du marché, nos relevés n'ont pas permis d'identifier de produits contenant du café du Pérou et certifié UTZ ou Rainforest.**

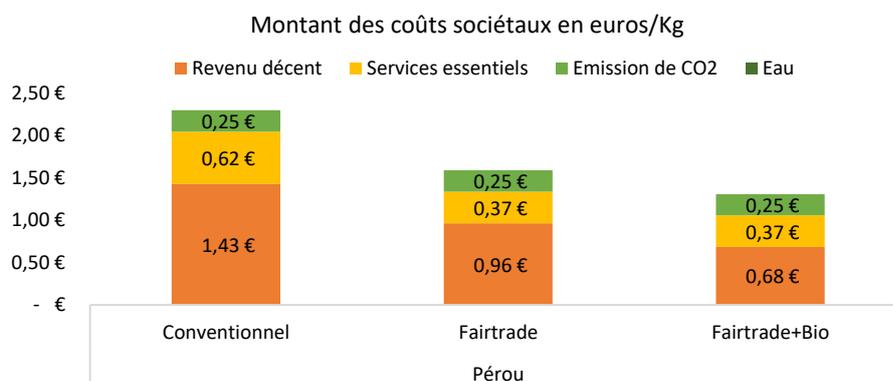


Figure 73. Comparaison des coûts sociétaux dans les filières Pérou-France. Source : Basic.

Les différences d'impacts précédemment détaillées se retranscrivent en termes de coûts sociétaux : alors que dans les filières conventionnelles de café, ils s'élevaient en 2017 à 2,29 € par kilo, soit un total de plus de 675 millions de dollars à l'échelle du pays, une somme quasi-équivalente à la valeur d'export du café vert la même année. Les études d'impact disponibles montrent que ces coûts sont réduits de 31% dans le cas des filières certifiées Fairtrade (1,59 €/kg) et de 43% avec la double certification Fairtrade et bio (1,31 €/kg).

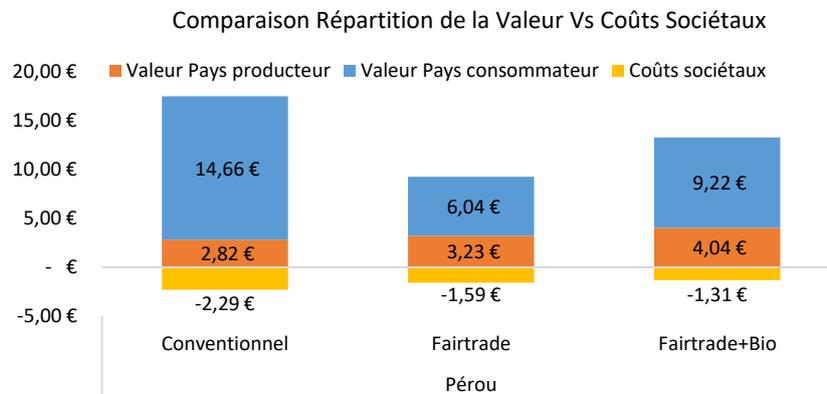


Figure 74. Comparaison de la répartition de la valeur et des coûts sociétaux dans les filières Pérou-France. Source : Basic.

Au global, nos estimations indiquent que ces différences de coûts sociétaux sont corrélées à une répartition de la valeur plus favorable aux pays producteurs, surtout dans le cas des filières Fairtrade non bio. Cependant, ces résultats sont en grande partie dus à la forte proportion de dosettes et capsules dans le conventionnel (en comparaison de l'équitable et du bio). Quand on étudie chaque format séparément, on s'aperçoit que les producteurs touchent une part plus importante de valeur dans le cas du café moulu équitable (associé ou non avec la bio) vendu en paquet 250g, les différences étant beaucoup moins notables pour le café portionné, en particulier pour les capsules où les acteurs de l'aval (torréfacteurs et distributeurs) captent plus de 90% de la valeur finale des produits.

## 2.2. Analyse de la chaîne de valeur de la Colombie vers la France

### 2.2.1. Un pays de culture caféière, acteur majeur du marché international qui s'est fortement organisé, sous impulsion de l'Etat, autour de sa fédération nationale (FNC)

La Colombie représente le 5<sup>ème</sup> pays d'origine du café vert importé en France<sup>356</sup>, à quasi-égalité avec le Pérou. En 2016, les volumes importés directement se sont élevés à de 9 592 tonnes, en forte baisse depuis plus de 20 ans (à titre de comparaison, 36 000 tonnes étaient importées en 1994).

Reconnue pour la qualité et les arômes de son café, la Colombie a réussi à développer et imposer sa « marque pays » sur le marché international tant et si bien que son café se vend à un prix plus élevé que les autres origines d'Arabica.

En 2016, la Colombie est le 3<sup>ème</sup> producteur de café et le 2<sup>ème</sup> producteur d'Arabica au monde (il ne produit quasiment pas de Robusta). Sa production a atteint 840 540 tonnes sur une surface de 940 919 hectares.<sup>357 358</sup> Le secteur du café en Colombie emploie environ 3,5 millions de personnes et générerait 30% des emplois ruraux dans le pays. Environ 560 000 familles, soit 2 millions de personnes au total, tireraient tout ou partie de leurs revenus de la production de café<sup>359</sup>.



Figure 75 : Zones d'altitudes et zones de production de café en Colombie.

La Colombie est traversée du Nord au Sud par trois chaînes de montagnes qui offrent de multiples microclimats et des zones optimales pour la production caféière. La proximité avec l'équateur offre une période d'ensoleillement<sup>360</sup> particulièrement ample qui permet de récolter le café presque toute l'année<sup>361</sup>. A l'instar du Pérou, les parcelles de café sont situées sur les versants des Andes (voir carte ci-dessus) offrant des terres pentues et parfois difficiles d'accès, ce qui empêche de mécaniser la caféiculture. Cette spécificité topographique rend la production caféière de Colombie peu adaptée à une stratégie de concurrence sur les coûts, comme par exemple celle menée au Brésil.

<sup>356</sup> À noter qu'il ne s'agit ici que des importations de café vert en France, correspondant à environ 50% des volumes totaux de café consommés en France. Les 50% restant sont importés sous forme de café torréfié dont l'origine donnée correspond à celle du pays de torréfaction et non du pays de production.

<sup>357</sup> USDA, 2018

<sup>358</sup> FAOStat, 2018

<sup>359</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>360</sup> Durée de jour

<sup>361</sup> Néanmoins, il existe deux pics de récolte des cerises cf. USDA, Coffee Report Colombia, 2016

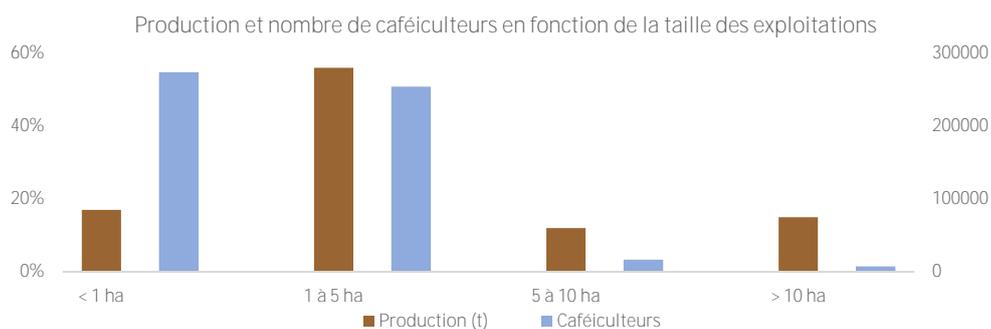


Figure 76 : Répartition de la production de café en fonction de la surface des exploitations et du nombre de caféiculteurs  
Source : BASIC, d'après ILO <sup>362</sup>

Sur ces versants vivent environ 95% des caféiculteurs qui cultivent plus de 70% des volumes de café colombien sur des exploitations en moyenne de moins de 5 ha<sup>363</sup>.

Depuis une dizaine d'années, une tendance à la diminution des grandes exploitations (supérieures à 10 ha) s'observe du fait leur réorientation vers d'autres cultures commerciales plus profitables comme l'avocat, et de la tendance à la division des surfaces suite aux successions<sup>364</sup>.

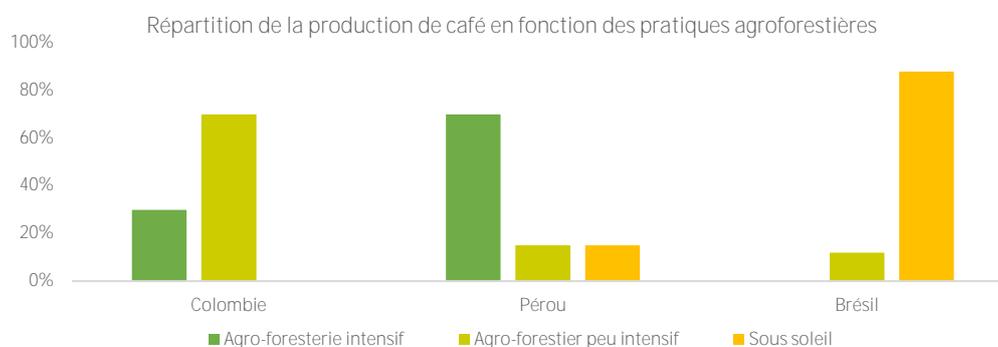


Figure 77 : Répartition de la production de café en fonction des pratiques agroforestières. Source : BASIC d'après Bacon, 2015<sup>365</sup>

Ces producteurs cultivent le plus souvent le café selon un système agro-forestier, néanmoins différent de celui pratiqué par exemple au Pérou (voir ci-dessus) : la majorité des systèmes agro-forestiers colombiens sont peu denses en arbres d'ombrage et ont un nombre d'essence (très) réduit<sup>366</sup>.

#### La Colombie, un acteur historique de secteur mondial du café

A la fin du 19<sup>ème</sup>, c'est dans un contexte de prix hauts que la caféiculture colombienne s'est développée sur un modèle de grandes exploitations qui avaient recours à un système semi-esclavagiste du travail. À l'époque, le café était la première source de revenus pour les exportations du pays – et elle l'est restée jusque dans les années 1950<sup>367</sup>.

Au tournant des années 1950, la production caféière colombienne s'est transformée : le droit du travail est encadré jusque dans les grandes exploitations de café. Ces dernières perdirent en rentabilité au fur et à mesure que les coûts de la main d'œuvre augmentèrent. Elles ont peu à peu été remplacées par des petites

<sup>362</sup> ILO, Cas d'étude Colombie, 2017

<sup>363</sup> Les exploitations de moyenne taille (entre 3 et 5 ha) représentant le modèle dominant de la production en Colombie (ILO, Cas d'étude Colombie, 2017).

<sup>364</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>365</sup> Bacon, Fair trade coffee and environmental, 2015

<sup>366</sup> Bacon, Fair trade coffee and environmental, 2015

<sup>367</sup> Daviron, Paradoxe du Café, 2007

exploitations ayant principalement recours au travail familial sur des parcelles plus petites<sup>368</sup>. Ces exploitations familiales émergentes s'équipèrent de petites machines dépulpeuses récemment commercialisées. Désormais capables d'intégrer la première étape de traitement par voie humide sur leurs parcelles, elles ont mieux valorisé le café en le vendant en parche plutôt qu'en cerises<sup>369</sup>.

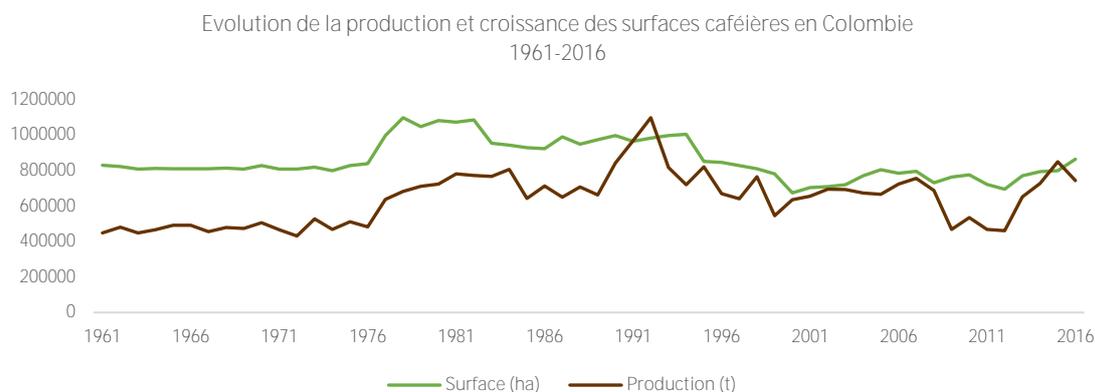


Figure 78 : Évolution de la production et des surfaces de café en Colombie, 1961-2016. Source : BASIC d'après FAOStat

Paradoxalement, cette émergence des petites exploitations familiales a correspondu à une période où le café a perdu une partie de son importance en Colombie.

Cette baisse de l'importance du café s'explique par l'adoption d'une politique volontariste de diversification de l'économie agricole qui a soutenu particulièrement l'élevage, l'horticulture et la production de fruits.

Ces années ont aussi correspondu à celles du conflit armé colombien, particulièrement sévère dans les zones rurales, et à la chute des prix suite à l'abandon de l'AIC. En conséquence, les producteurs et leurs familles quittèrent pour partie leurs exploitations caféières<sup>370</sup> tandis que d'autres arrachent leurs plants de café pour cultiver de la coca<sup>371</sup>. Cela étant, le café n'a pas cessé d'être un secteur stratégique pour l'Etat colombien.

#### *Une modernisation des exploitations caféière permise par un fort contexte institutionnel*

Après des décennies très tourmentées et difficiles pour la Colombie, le gouvernement a choisi de relancer la caféiculture à la fin des années 1990. Pour ce faire, l'État colombien s'est appuyée sur la *Federación Nacional de Café* (FNC) qui existait depuis 1927 et lui a conféré un rôle crucial d'organisation de la filière, de soutien aux exploitations familiales et de stabilisation de leurs revenus. Pour ce faire, la FNC a eu recours à différents mécanismes : soutien des prix via une garantie d'achat financée sur des taxations à l'export, stockage du café, financement d'infrastructures sociales au sein des communautés et contrôle des exportations des négociants privés<sup>372</sup>.

La FNC a également été chargée de conduire une politique ambitieuse d'accès au crédit et de conseil technique dans le but de recapitaliser les petites exploitations familiales pour qu'elles se modernisent<sup>373</sup>.

Un premier plan quinquennal a été mis en place dont l'objectif est de généraliser des bonnes pratiques pour assurer la qualité normative et améliorer la qualité physique du café. La production s'est uniformisée et standardisée, grâce notamment au renouvellement des plants de café : les variétés améliorées Caturro et Castillo développées par Cénicafé (l'institut de recherche agronomique de la FNC) sont maintenant cultivées sur plus de 70% des surfaces caféières, détrônant les variétés historiques Bourbon et Tipica<sup>374</sup>.

<sup>368</sup> Cette évolution démarre en Colombie avant de se diffuser à la plupart des pays producteurs dans la 2<sup>ème</sup> moitié du 20<sup>ème</sup> siècle (Daviron, Paradoxe du Café, 2007)

<sup>369</sup> Daviron, Paradoxe du Café, 2007

<sup>370</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché int, 2011

<sup>371</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>372</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>373</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>374</sup> ILO, Cas d'étude Colombie, 2017

Ces variétés améliorées sont notamment plus résistantes aux maladies et ont été imposées aux producteurs suite à l'épisode sévère de rouille de 2011 (leur accès au crédit de la FNC était conditionné au fait qu'ils acceptent de planter les nouvelles variétés développées par Cenicafe)<sup>375</sup>. Cependant, ces nouvelles variétés ont une durée de vie plus courte (environ 8-10 ans contre 30 ans pour la variété Tipica) ce qui oblige les producteurs à renouveler plus régulièrement leurs plantations et à s'engager dans une logique d'intensification de leur exploitation.

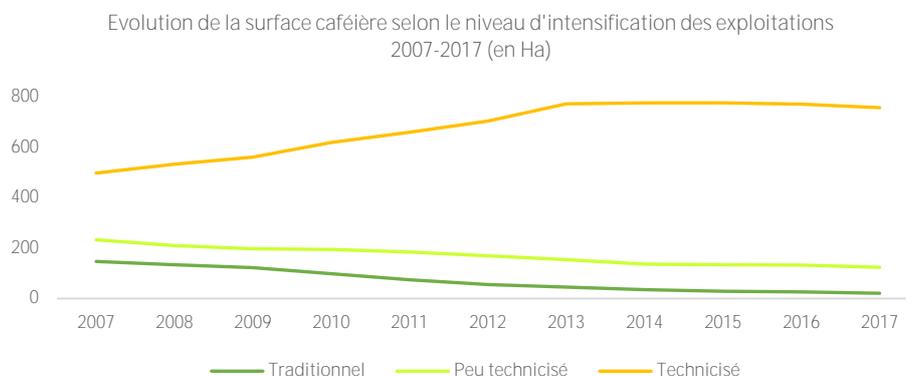


Figure 79 : Évolution de la surface caféière selon le niveau d'intensification, 2007-2017 (Source : BASIC selon FNC, 2018)  
 (1) Tradicional: Típica sin trazo o típica con densidad menor a 2500 árboles.  
 (2) Tecnificado Envejecido: Cultivos al sol mayores a 9 años, o cultivos a la sombra total o parcial mayores a 12 años  
 (3) Tecnificado: Cultivos al sol menores o iguales a 9 años, o cultivos a la sombra total o parcial menores o iguales a 12 años

Avec le changement des variétés, les pratiques agronomiques ont également dû évoluer : alignement des rangées, diminution de la couverture arborée pour faciliter l'entretien et la récolte, systématisation de l'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais de synthèse...<sup>376</sup> Ces nouvelles techniques sont désormais massivement adoptées par les caféiculteurs colombiens, avec une augmentation sur les 10 dernières années de plus de 50% des surfaces de café cultivé dans ces systèmes « technicisés » (voir ci-dessus)<sup>377</sup>.

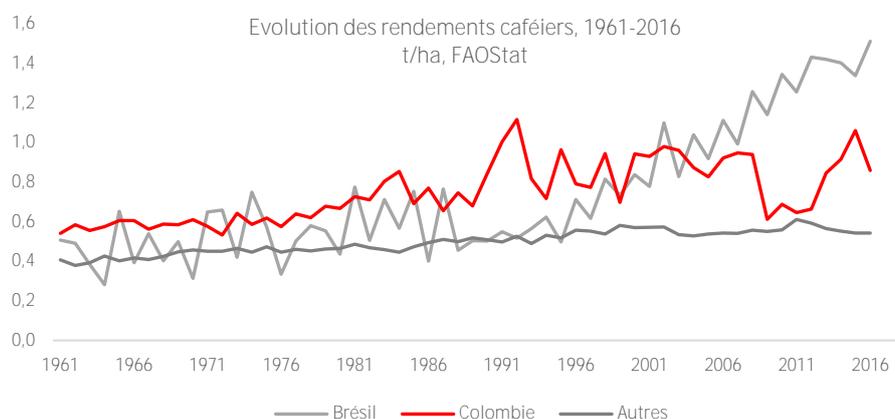


Figure 80 : Évolution des rendements caféiers de 1961 à 2016. Source : BASIC, d'après FAOStat

Depuis les années 1960, les effets cumulés des politiques mises en place par la FNC soutenue par l'État colombien ont permis aux caféiculteurs d'avoir des rendements moyens à l'hectare 50% plus élevés<sup>378</sup> que la moyenne des autres pays producteurs, hors Brésil<sup>379</sup> (le creux de 2009 à 2012 étant lié à l'épidémie de rouille).

<sup>375</sup> Hermelin, Mémoire Coopérative Café Colombie, 2014

<sup>376</sup> Hermelin, Mémoire Coopérative Café Colombie, 2014

<sup>377</sup> Comme vu précédemment, ces systèmes technicisés correspondent à plantations majoritairement sous soleil avec un renouvellement des plants tous les 10 ans environ (FNC, 2018).

<sup>378</sup> FAOStat

<sup>379</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché int, 2011

Les tendances à l'œuvre ne sont pas sans rappeler celles du Brésil : hausse de la production et des rendements, et diminution des surfaces cultivées<sup>380</sup>.

*Une stratégie de qualité qui s'est renforcée au fil du temps avec la promotion de la pure origine*

La politique de modernisation menée par la FNC s'est doublée d'une stratégie de différenciation du café colombien sur le marché mondial et de promotion de la consommation de café sur le marché national<sup>381</sup>.

A l'international, une stratégie efficace de création de la « marque pays » a été menée auprès des marchés consommateurs : le nombre de grandes marques développant des cafés d'origine colombienne est ainsi passée de 3 en 1961, à 53 en 1970.

La dynamique marketing se poursuit avec la création en 1981 du logo typique représentatif du café colombien (voir ci-contre) faisant référence à l'origine afin de favoriser les ventes. Encore une fois, la stratégie est payante : la demande de café 100% colombien est 2,5 fois plus élevée que celle des autres cafés de la même catégorie de qualité.

En Colombie, la FNC a de plus créé la chaîne de coffee shops Juan Valdez en 2002 sur le modèle de Starbucks, afin de promouvoir la consommation d'un café de qualité produit sur le territoire<sup>382</sup>. Après s'être développée en Colombie, la chaîne a commencé à essaimer aux Etats-Unis<sup>383</sup>.



Figure 81 : Logo de promotion du café Colombien par la FNC, 1981  
Source : FNC

La Colombie a ainsi réussi à s'imposer comme un des leaders du café Arabica de qualité, les acteurs de la filière ont réussi à s'organiser pour produire un café dont les qualités organoleptiques sont largement reconnues sur les marchés et homogénéisées grâce à la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de production. Résultat : de 1990 à 2017, le prix à l'export du café colombien a été 10% plus élevé que le prix moyen de l'ensemble des Arabicas (soit environ + 12 dollars/kg)<sup>384</sup>.

### 2.2.2. Des filières conventionnelles très organisées en Colombie pour bénéficier aux producteurs, mais qui paraissent relativement peu valorisées en aval de la chaîne

Les filières colombiennes d'exportation de café sont fortement structurées par la FNC

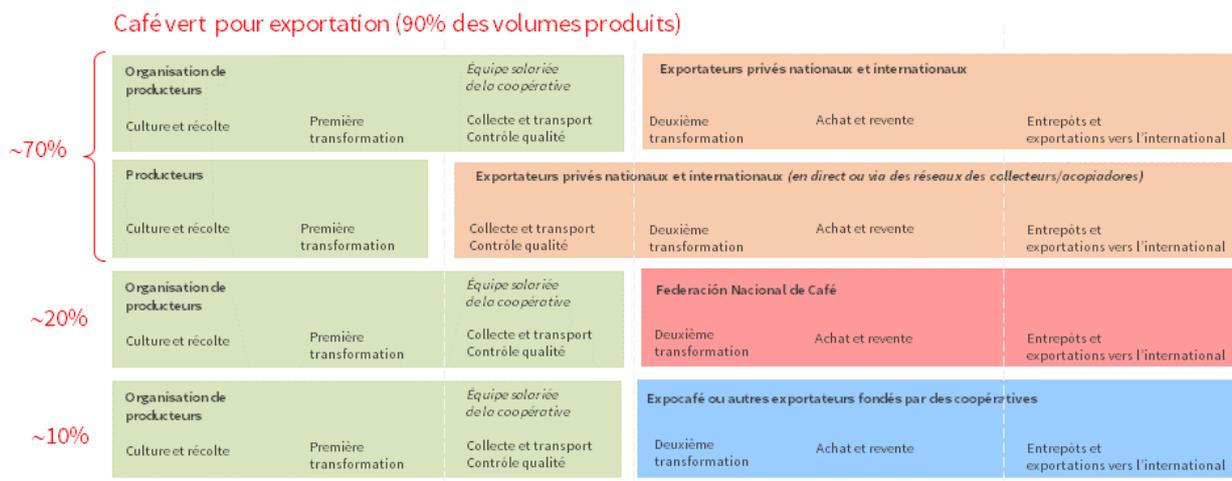


Figure 82 : Chaînes de commercialisation du café vert colombien pour exportations. Source : BASIC

<sup>380</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché int, 2011

<sup>381</sup> D. Allier, Dynamique du café au Pérou et marché int, 2011

<sup>382</sup> <https://www.juanvaldezcafe.com/es-co/sostenible-desde-origen/nuestra-historia/>

<sup>383</sup> <https://www.juanvaldezcafe.com/es-co/sostenible-desde-origen/nuestra-historia/>

<sup>384</sup> ICO, 2018

La majorité des volumes (environ 70%) transitent par les exportateurs privés, pour la majorité des multinationales comme Volcafe, Neuman Group et Ecom Trading. Les coopératives - et dans une moindre mesure les producteurs individuels - leur vendent directement leur café parche, ou parfois via des collecteurs intermédiaires<sup>385</sup>. **Ces exportateurs sont regroupés au sein de l'association Asoexport et canalisent environ 70% des du café exporté de Colombie**<sup>386</sup>.

En parallèle, la FNC a également structuré depuis plusieurs décennies une filière spécifique qui canalise environ 20% des volumes (située majoritairement dans la zone caféière centrale - le fameux « axe caféier »). On y retrouve les producteurs ayant le niveau de développement technologique le plus élevé (systèmes de **production de 5ha et plus, avec peu d'ombrage, des variétés améliorés et plus d'intrants chimiques**).<sup>387</sup>

La plupart de ces caféiculteurs font la première transformation par voie humide sur leur exploitation. Ils sont **adhérents de l'une des 36 coopératives de base, elles-mêmes membres de la FNC**. Ces coopératives **s'occupent de la collecte et du contrôle qualité avant de vendre le café à la FNC qui se charge de la 2<sup>ème</sup> transformation (déparchage) et de l'exportation**.

Spécificité du secteur caféier en Colombie, la FNC, au-delà d'être un opérateur de la filière qui canalise une partie des volumes, joue également un rôle de **régulateur qui octroie par exemple les licences d'export**.

Enfin, les producteurs opérant dans des filières « alternatives » canalisent environ 10% des volumes. Ils sont davantage présents au sein des « nouvelles » régions caféières au Sud et au Nord du pays, qui se sont développées suite à la perte de pouvoir de la FNC dans les années 1990 (cette période ayant été marqué par une réduction importante de la part de la FNC dans les exportations totales du pays). Les producteurs de ces zones caféières ont construit **leurs systèmes de production sur des modèles plus extensifs que celui de l'axe caféier : agroforesterie avec peu d'utilisations d'intrants chimiques ou agriculture biologique sur des surfaces plus petites et avec des rendements plus faibles**<sup>388</sup>. Ils produisent un café plus différencié et souvent certifié. **L'organisation de la filière alternative est assez similaire à celle de la FNC avec des producteurs membres de coopératives qui ont créé une structure d'export (la principale étant Expocafé)**.

Ces trois grands types de filières ne sont pas étanches, mais au contraire très interconnectées : les coopératives de la filière FNC (voire de la filière alternative) commercialisent souvent leur café via des exportateurs privés plutôt que la FNC, les producteurs membres des coopératives de la FNC peuvent choisir à tout moment de vendre leur café directement aux exportateurs privés, les coopératives de la filière alternative sous-traitent parfois la 2<sup>ème</sup> transformation à la filiale de la FNC (Almacafe)...<sup>389</sup>

Quel que soit le type de filière, le prix établi chaque jour par la FNC sert de référence sur lesquels tous les acheteurs s'alignent a priori. **En effet, la régulation colombienne stipule qu'à tout moment, un producteur de café peut demander à la FNC de venir lui collecter son café et de le lui acheter au prix publié (la FNC ne peut alors refuser, cette obligation étant essentiellement effective dans la zone centrale)**. Par ce biais, la FNC réussit à **influencer les prix d'une grande partie des exportateurs de café en Colombie**.<sup>390</sup>

---

<sup>385</sup> [http://www.cafedecolombiam.com/cgi-fnc-es/index.php/comments/cadena\\_de\\_suministro\\_en\\_colombia\\_disenada\\_para\\_favorecer\\_los\\_ingresos\\_del\\_p/](http://www.cafedecolombiam.com/cgi-fnc-es/index.php/comments/cadena_de_suministro_en_colombia_disenada_para_favorecer_los_ingresos_del_p/) ; La grande majorité des producteurs colombiens vendent leur café parche (et non les cerises)

<sup>386</sup> Entretiens avec des acteurs de la filière café en Colombie

<sup>387</sup> Hermelin, Memoire Coopérative C Café Colombie, 2014

<sup>388</sup> Hermelin, Memoire Coopérative C Café Colombie, 2014

<sup>389</sup> Entretiens avec des acteurs de la filière café en Colombie

<sup>390</sup> Entretiens avec des acteurs de la filière café en Colombie

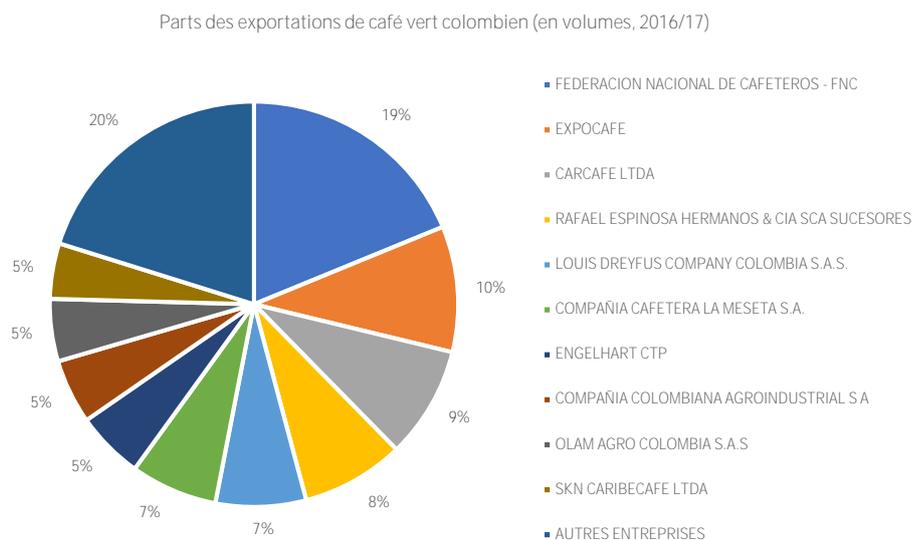


Figure 83. Parts de marché des exportations de café vert colombien (en volumes, 2016/17). Source : BASIC.



Figure 84 : Evolution des valeurs d'exportation selon l'exportateur, 2000-2017. Source : BASIC d'après FNC

En 2017, la FNC canalise un peu moins de 20% des exportations de café (en valeur), le reste transite par les autres exportateurs, pour la majorité des multinationales. Le prix d'export étant très similaire entre tous les exportateurs (du fait de la régulation des prix en vigueur), la diminution de la part relative de la FNC dans les exportations de café colombien s'explique par la croissance des volumes vendus hors-FNC.<sup>391</sup>

Pour analyser plus en détail les retombées pour les producteurs dans le temps, nous avons reconstitué l'évolution moyenne du prix d'exportation (FOB), du prix payé aux producteurs et des coûts de production sur les 10 dernières années, exprimées en monnaie locale et corrigées de l'inflation.

<sup>391</sup> FNC

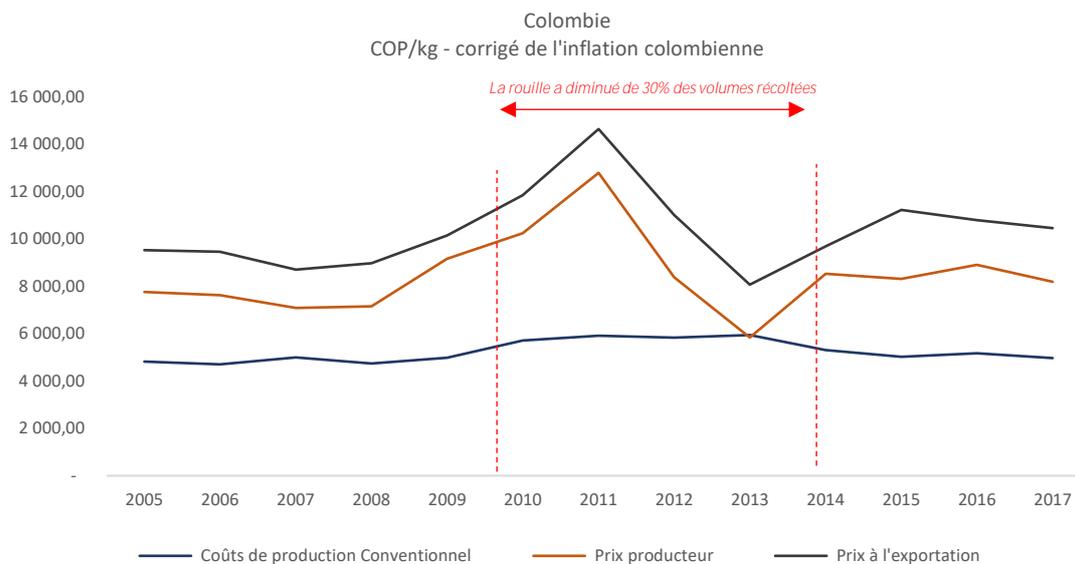


Figure 85. Evolution de la découpe de valeur du café jusqu'au FOB en Colombie. Source : Basic.

Les prix payés aux producteurs sont très variables et reflètent directement les variations de prix à l'export : depuis 2005, ils se sont élevés chaque année (sauf en 2015) à 80% du prix FOB, l'un des plus forts taux parmi les pays producteurs de café. Cette situation reflète directement la politique des prix de soutien de la FNC et de son influence sur les autres acteurs du secteur.

Ainsi, les acteurs intermédiaires captent une proportion limitée de la valeur d'exportation, constante dans le temps (à l'exception de 2015 avec une augmentation qui n'a duré qu'une année).

En vis-à-vis, les coûts de production ont augmenté progressivement jusqu'en 2013 (+40%), reflétant la hausse du coût de la main d'œuvre agricole en Colombie et l'augmentation (en prix et en volumes) des intrants utilisés au sein des exploitations qui se modernisent de plus en plus. Ils ont légèrement baissé du fait de l'amélioration des rendements suite au plan de relance initié par la FNC après la crise de la rouille.

En conséquence, les marges unitaires des producteurs apparaissent de plus en plus variables et sont en 2017 légèrement supérieures à celles de 2005 (malgré la baisse actuelle des cours de l'Arabica à la bourse de New York, reflétant la meilleure valorisation du café Colombien sur le marché). Le pic de prix de 2011 est la conséquence directe de la crise de la rouille qui a ravagé le pays et engendré une diminution de plus de 30% de la production. Deux ans plus tard, en 2013, les prix sont retombés, privant les producteurs de tout revenu. L'Etat a dû alors intervenir via la mise en place d'un plan de subventionnement direct des producteurs (Protection for the Income of Farmers) quand les prix sont descendus en-dessous de 1,50 USD/lb ; le gouvernement Colombien a ainsi dépensé plus de 600 millions de dollars sous forme d'aides directes cette année-là.<sup>392</sup>

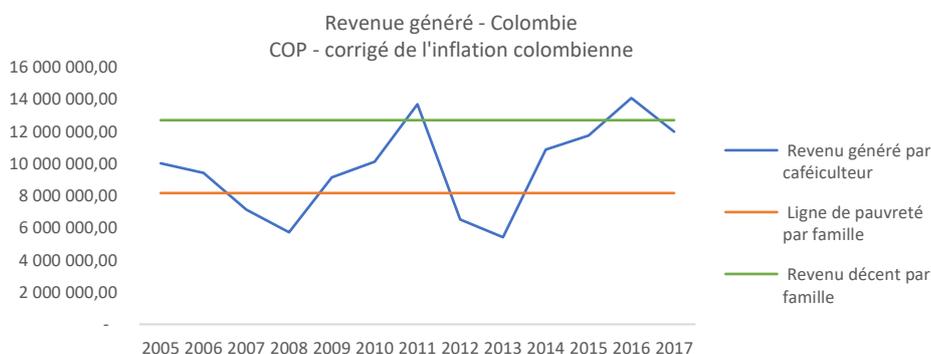


Figure 86. Evolution du revenu des caféiculteurs colombiens et comparaison avec le seuil de pauvreté et du revenu décent. Source : Basic.

<sup>392</sup> Technoserve, Colombia: A business case for sustainable coffee production, 2014

L'impact de la dégradation des prix aux producteurs est cependant à nuancer car l'augmentation des rendements et (parfois) de la taille des parcelles a permis à de nombreux caféiculteurs de maintenir leurs revenus ces dernières années. Ainsi, nos estimations effectuées à partir de l'évolution des prix et des coûts de production montre que les caféiculteurs colombiens ont globalement réussi à générer un revenu supérieur au seuil de pauvreté depuis 2005 (sauf en 2007-08 et 2012-13 où il est légèrement en-dessous) et sont même parvenus à obtenir un revenu proche ou supérieur au revenu décent en 2011 et depuis 2015.

*En France, le café colombien est essentiellement commercialisé en pure origine dont la valeur dépend essentiellement des formats et du positionnement des marques*

Au vu de son prix et son renom, le café colombien est un produit de haute qualité qui se vend sur le marché français principalement en pure origine 100% Arabica, mais peut aussi plus rarement être utilisé pour composer des mélanges de café plus standardisés<sup>393</sup>. En l'absence de statistiques publiques sur les prix de ces produits vendus en grande distribution, nous avons réalisé des relevés de prix fin juillet 2018 dans 9 supermarchés et hypermarchés de 6 enseignes différentes, à Paris et en province.

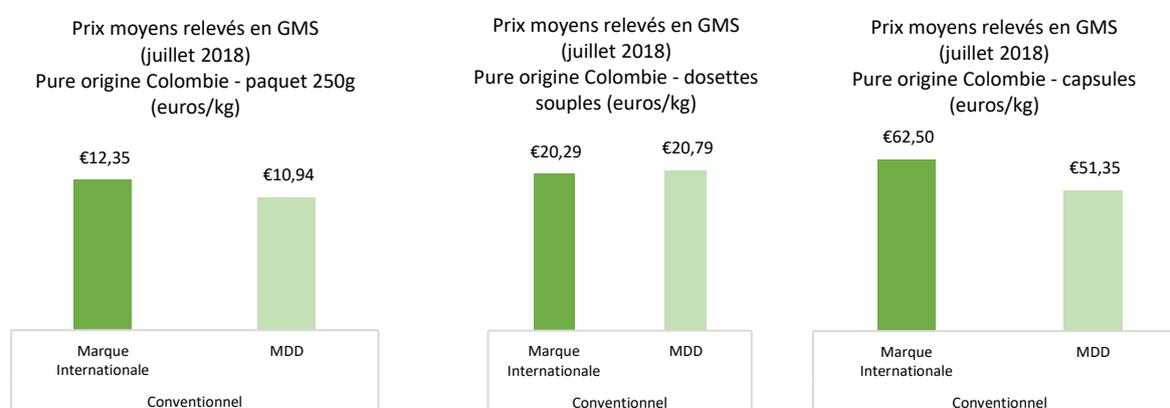


Figure 87. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café vendus en France. Source : Basic.

Les relevés effectués montrent tout d'abord que les cafés « pure origine de Colombie » sont commercialisés tout autant par des grandes marques que par des MDD. Cependant, nous n'avons identifié qu'une à deux références de marque internationale pour chaque format (paquet, dosette souple, capsule). Du côté des MDD, si chaque enseigne commercialise un paquet moulu 250g de café de Colombie, nous n'avons identifié que dans une seule des 6 enseignes des dosettes et de capsules MDD pure origine Colombie.

L'effet de l'appellation « Café de Colombie » sur le prix final au consommateur est mesuré voire inexistant : le paquet 250g est vendu à un prix inférieur à celui des principaux mélanges de café de grandes marques équivalente (13,95 €/kg), et supérieur de 10% pour les MDD. Quant aux capsules, elles sont vendues à un prix au kilo environ 10% au-dessus du mélange de café comparable. Ces écarts semblent refléter le différentiel de prix de 10% du café de Colombie à la bourse de New York.

Nos relevés montrent par ailleurs un effet très important des différences de format sur les cafés de « pure origine Colombie » : en marque internationale comme en MDD, les prix moyens au kilo des dosettes souples sont 65% à 70% plus élevés que les paquets 250 g ; quant aux capsules, elles sont 5 fois plus chères au kilo que les paquets 250g (ces différences sont plus marquées que pour les mélanges de café – voir la section sur le Pérou pour plus de détails).

<sup>393</sup> Entretien avec une cuppeuse de café de spécialité

Ces écarts illustrent la capacité accrue des marques à créer (beaucoup) plus de valeur grâce au développement de nouveaux formats et à leur marketing, alors que la différenciation de l'origine semble générer une différence très faible de création de valeur auprès du consommateur.

Pour aller plus loin, nous avons réalisé des estimations de la répartition de la valeur pour les mélanges contenant du café de Colombie, sur la base d'informations sur les coûts de logistique et de transformation consolidées auprès de différents acteurs français (négociants et torréfacteurs)<sup>394</sup>.

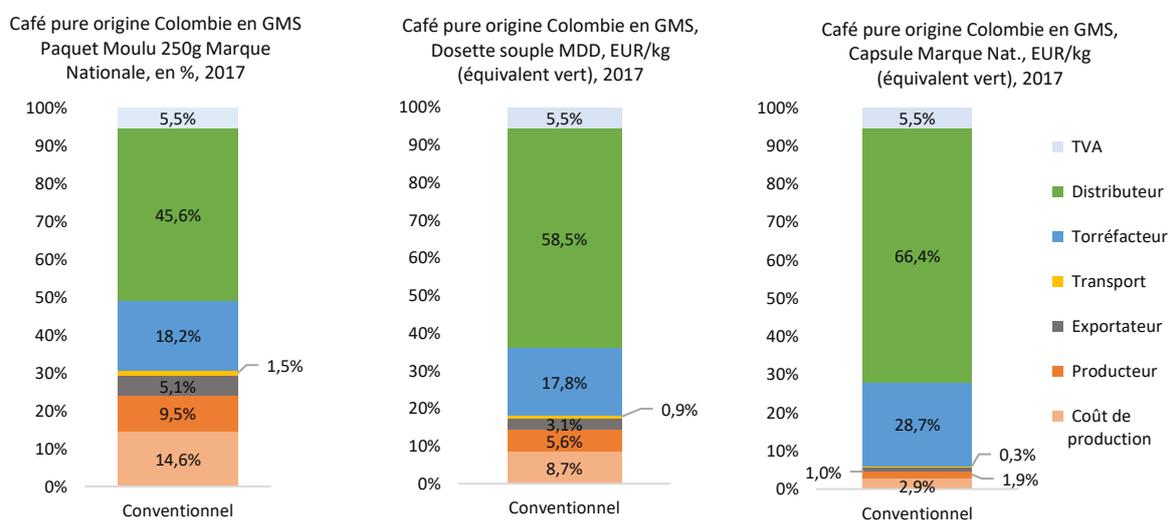


Figure 88. Découpe de valeur du café hors promotion du producteur au Pérou au consommateur en France. Source : Basic.

Comparativement au Pérou, la Colombie parvient à capter une part plus importante de la valeur : sur le prix final d'un paquet de café moulu 250 g, le pays de production captait 29% de la valeur en 2017 contre 24% dans le cas du Pérou. Sur ce total, 9,5% de la valeur revenait aux producteurs en Colombie, une part presque 2 fois supérieure à celle des producteurs péruviens (mais inférieure à celle des producteurs éthiopiens).

Par ailleurs, comme pour les mélanges de café, nos estimations montrent la part décroissante de la valeur revenant au pays producteur en fonction du format : elle est quasiment divisée par 2 dans le cas des dosettes souples (ne représentant plus que 17% du prix final), et chute encore plus fortement quand le café de Colombie est commercialisé en capsule, le pays producteur captant moins de 6% de la valeur totale, dont 1,9% seulement reviennent aux producteurs, soit 5 fois moins que dans le cas d'un paquet de café 250g.

### 2.2.3. Des impacts négatifs limités en terme social, mais importants sur l'environnement

*Les producteurs bénéficient d'un revenu décent mais sont de plus en plus dépendants d'un modèle de production intensif en capital*

Même si la chaîne de valeur rémunère bien mieux les acteurs en aval de la chaîne, nos estimations présentées précédemment montrent que les revenus des caféiculteurs colombiens atteignent quasiment un niveau décent, surtout depuis 2015.

<sup>394</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.



Figure 89 : Répartition géographique du PIB par tête en Colombie et zones de caféiculture (Source : <http://www.geocurrents.info/gc-maps/geocurrents-maps-by-topic/geocurrents-maps-of-gdp-per-capita>)

Cette situation semble confirmée par les statistiques colombiennes qui montrent que les zones caféières sont celles où les niveaux de PIB par habitant sont au-dessus de la moyenne nationale. Elle a été permise par l'intervention de la FNC, notamment ses actions de soutien à la modernisation des exploitations et à l'amélioration de leur productivité qui ont été encore renforcées suite à la crise de la rouille survenue en 2011.

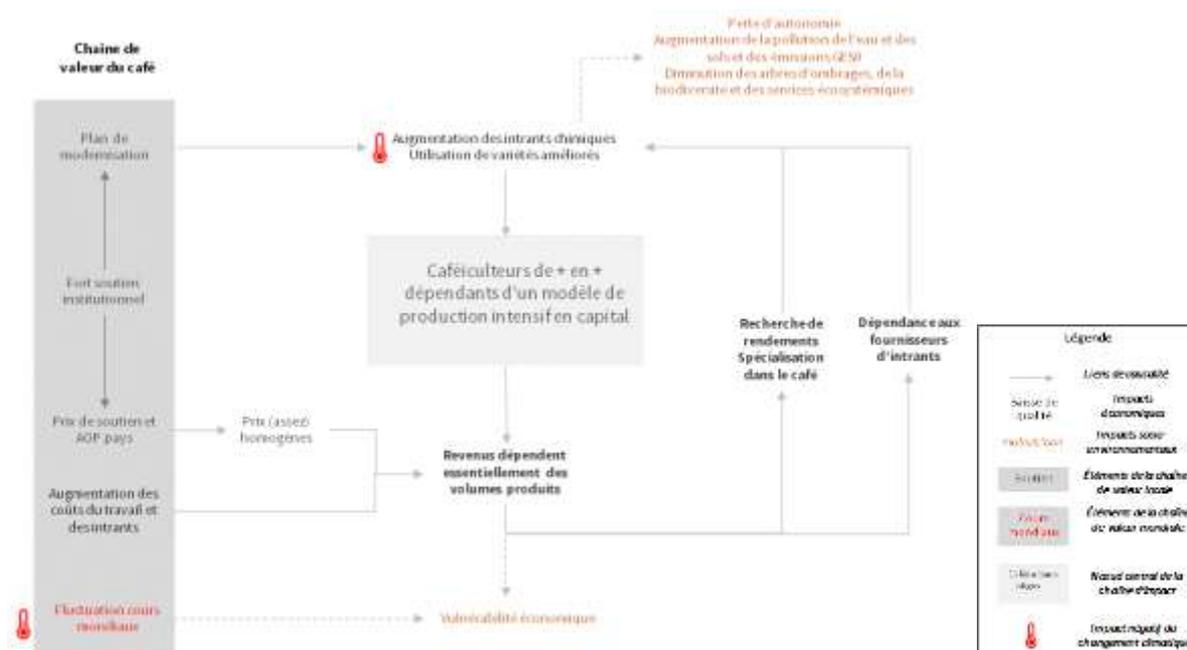


Figure 90 : Chemins d'impacts des caféiculteurs colombiens, filière conventionnelle (Source : BASIC)

L'action de la FNC a ainsi incité les producteurs colombiens à adopter un modèle plus intensif en capital (que les pays voisins comme le Pérou), modèle dont ils sont de plus en plus dépendants pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les revenus des producteurs sont essentiellement corrélés aux volumes qu'ils parviennent à produire. En effet, les prix qu'ils obtiennent sont assez homogènes du fait des politiques de la FNC (prix de référence et indication géographique pays du café de Colombie) et les coûts de production sont élevés en comparaison d'autres origines comme le Pérou (plus du double selon nos estimations), une situation

aggravée par la tendance à l'augmentation des coûts des intrants chimiques (indexés sur les prix du pétrole), de main d'œuvre (+ 3% par an depuis 30 ans<sup>395</sup>) et des taux de change souvent défavorables<sup>396</sup>.

Généralisant de faibles marges par kilo de café vert produit, les producteurs sont en recherche constante d'amélioration de leurs rendements (à l'image des modèles agricoles dominants en Europe et aux Etats-Unis) et ont tendance à se spécialiser dans le café pour améliorer leurs revenus. Par voie de conséquence, ils ont tendance à adopter sans cesse de nouvelles variétés améliorées et à utiliser toujours plus d'intrants.

La majorité de ceux qui s'orientent vers cette stratégie d'augmentation de la productivité semblent perdre peu à peu la maîtrise de leur modèle de production et dépendent toujours plus d'acteurs extérieurs : fournisseurs d'intrants, centres de recherche, institutions caféières (coopératives, FNC), négociants.

Par ailleurs, ils subissent les conséquences de la volatilité croissante des cours mondiaux dont ils ne sont pas protégés par les outils de régulation existants : l'objectif de la FNC étant de permettre aux producteurs de toucher 80% du prix d'exportation quel que soit son niveau, son action ne garantit pas qu'ils puissent couvrir leurs coûts de production en cas de chute des cours. Les marges générées étant faibles par kilo de café, la vulnérabilité économique des producteurs a ainsi tendance à s'accroître avec l'adoption de modèles plus intensifs en capital.

Malgré un effort des institutions pour pallier ces effets néfastes en périodes de prix bas (à l'image des subventions directes versées en 2013), les exploitations caféières sont non profitables certaines années. Face à cette situation, le risque de recours à la main d'œuvre infantile semble en croissance ces dernières années.<sup>397</sup> Quant aux travailleurs saisonniers, leurs conditions restent difficiles : la quasi-totalité d'entre eux est embauchée de manière informelle, et dans les zones où l'offre de main d'œuvre est supérieure aux besoins, des cas de rémunération en-dessous du salaire minimum, de non-respect des limitations d'horaires et d'emploi de mineurs ont été répertoriés.<sup>398</sup>

En parallèle, une part grandissante de la population a accès dans les zones urbaines à des opportunités économiques plus rémunératrices, moins risquées et chronophages que la caféiculture.<sup>399</sup> Les producteurs se posent ainsi de plus en plus la question du coût d'opportunité de la production caféière.<sup>400</sup>

En conséquence, on assiste à un vieillissement des caféiculteurs, une difficulté de transmission des exploitations et un risque de perte de savoir-faire avec des répercussions à terme sur la productivité et la qualité du café.

Cette dynamique négative est amplifiée par les inégalités que subissent les femmes productrices de café. Bien que ces dernières réalisent une bonne part des activités caféières (tri et séchage du café, maintenance des machines, tâches administratives...) elles ne sont pas considérées à l'égal des hommes. Leurs maris sont souvent les titulaires des titres fonciers (même si la propriété de la terre est en théorie conjointe), gèrent la plus grande part des revenus issus du café (les femmes n'en recevant qu'une faible partie) et sont ceux qui bénéficient d'accompagnement technique (et non leurs femmes).<sup>401</sup>

Face à ces enjeux, certains producteurs cherchent à s'extraire de cette dynamique à travers deux grands types de stratégies<sup>402</sup> :

- L'orientation vers les cafés de spécialité qui concerne 25% des producteurs, ceux situés le plus en altitude
- La diversification des productions (pour environ 21% des producteurs, situés à des altitudes plus basses), avec notamment le retour vers la culture de la coca pendant les périodes les plus défavorables ;

---

<sup>395</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>396</sup> Univ Ulrecht, Impact of different certification programmes in Colombia, 2015

<sup>397</sup> Univ Ulrecht, Impact of different certification programmes in Colombia, 2015

<sup>398</sup> Univ Ulrecht, Impact of different certification programmes in Colombia, 2015

<sup>399</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>400</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>401</sup> GCP, Gender equality analysis in Colombia's coffee sector, 2016

<sup>402</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

## *Le changement climatique renforce l'incertitude des revenus et la perte d'autonomie des producteurs*

Les zones caféières en Colombie se situent dans des régions identifiées comme vulnérables à des changements de climats, à l'augmentation des épisodes climatiques extrêmes et au renforcement de l'insécurité alimentaire.<sup>403</sup>

La fréquence et l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes la Nina (moins d'ensoleillements et plus d'humidité) et El Nino (périodes de sécheresses) ont augmenté ces dix dernières années.

Fin 2011, les pertes causées par La Nina sur l'ensemble du pays (au-delà de la production caféière) ont été estimées à environ 7,8 milliards d'euros : destruction d'infrastructures, inondations de terres agricoles...<sup>404</sup>

Leurs conséquences ont provoqué la migration de producteurs qui colonisent des milieux de plus en plus élevés en altitude pour produire du café (augmentant ainsi la pression sur ces écosystèmes fragiles).

Le phénomène de changement climatique rajoute une composante sur laquelle les producteurs n'ont aucune prise, avec des risques particulièrement élevés, notamment du fait de leur spécialisation sur la production caféière très sensible aux variations de climat.

Le phénomène de changement climatique intervient directement sur deux paramètres qui accentuent la perte d'autonomie et l'incertitude des revenus des producteurs :

- il nourrit la volatilité des prix via l'augmentation de la fréquence d'évènement climatiques extrêmes.
- il favorise l'apparition et la propagation de maladies - du fait de l'augmentation de la fréquence d'épisodes chauds et humides - qui affectent la profitabilité des exploitations (augmentation des coûts de production, diminution périodique des volumes<sup>405</sup>). C'est l'exemple de la crise de la rouille du café entre 2008 et 2011. La production a été réduite d'environ 30% avec un impact direct sur les revenus des producteurs et des travailleurs et leur condition de vie.<sup>406</sup>

In fine, le changement climatique renforce ainsi la dépendance des producteurs vis-à-vis d'acteurs extérieurs pour stopper ou prévenir les propagations de maladies et s'adapter aux évènements climatiques.<sup>407</sup>

Ces impacts engendrent des dépenses sur la société qui sont prises en charge par les individus et les pouvoirs publics en Colombie (et dans une moindre mesure sur le reste de la chaîne) pour faire face aux conséquences sociales et environnementales du fonctionnement de la filière. On appelle ces dépenses les coûts sociétaux.

*Des coûts sociétaux plus limités que dans les autres pays d'études, mais avec une composante environnementale plus prononcée*

La première composante de coûts sociétaux générés en Colombie découle du manque à gagner des producteurs pour atteindre un revenu qui leur permette – **ainsi qu'à leur famille** - de vivre dignement de leur travail. Une étude du CIMS estime ainsi le revenu décent en Colombie à environ 1 144 dollars par personne et par an en 2015 (1 222 dollars en 2017 en prenant en compte l'inflation domestique)<sup>408</sup>.

Considérant que l'équivalent de 300 000 familles rurales dépendent uniquement du café pour vivre, et comptent en moyenne 4 personnes, le café exporté aurait dû rapporter à l'échelle du pays environ 1 322 millions de dollars en 2017 pour leur permettre d'atteindre un niveau de vie durable (au prorata des volumes exportés par rapport au total produit).

---

<sup>403</sup> World Food Programme

<sup>404</sup> Univ Utrecht, Impact of different certification programmes in Colombia, 2015

<sup>405</sup> Hermelin, Memoire Coopérative C Café Colombie, 2014

<sup>406</sup> Springer, Coffee Rust Crisis in Colombia, 2015

<sup>407</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2014

<sup>408</sup> CIMS, Tracking minimum and living wages in the banana sector, study for the World Banana Forum, 2015

Or, le café exporté n'a rapporté aux producteurs en 2017 que 851 millions de dollars, soit un coût sociétal de 471 millions de dollars.

Par ailleurs, les travailleurs employés dans la production de café se trouvent dans une situation encore plus précaire : l'étude du CIMS précédemment citée montre que le salaire minimum est inférieur de 30% au salaire nécessaire pour assurer une vie décente<sup>409</sup> (les données disponibles n'ont pas permis d'estimer le coût sociétal associé par manque d'informations sur le nombre de travailleurs et leurs conditions d'emploi).

Un autre coût sociétal est lié aux dépenses engagées par le gouvernement Colombien pour assurer les services publics essentiels (éducation, santé, affaires sociales, eau/électricité, transports, justice, soutien à l'agriculture et protection de l'environnement) dans les provinces productrices de café (Antioquia, Caldas, Cauca, Cundinamarca, Huila, Santander, Tolima).

Ramenées à la proportion de familles qui vivent du café dans ces provinces, elles représentaient un total de 471 millions de dollars en 2017. En vis-à-vis, la FNC prélève une contribution moyenne de l'ordre de 6 centimes de dollar par kilo exporté dont la plupart est investie dans des infrastructures de services public dans les communautés caféières, soit un total de 105 millions de dollars en 2017. A cela s'ajoutent des impôts sur les bénéfices et les revenus de l'ordre de 129 millions de dollars.

Nous avons donc pu estimer un coût sociétal de 236 millions de dollars en 2017, correspondant aux dépenses de l'Etat qui ne sont pas couvertes par les impôts des acteurs de filière.

La dernière partie des coûts sociétaux est liée à la dégradation de l'environnement.

Une première composante provient des gaz à effet de serre émis depuis la production agricole jusqu'à la consommation des produits en France. Ces émissions s'élèvent à environ :

- En amont : 8kg de CO2 pour chaque kg de café vert produit concernant la culture du café (sur la base d'une production moyenne intensive en intrants en Colombie)
- En aval : 25 kg de CO2 pour chaque kg de café torréfié, mis en paquet ou dosette, commercialisé et consommé (les émissions supplémentaires liées à la dosette étant potentiellement compensées par la surdose de café dans les machines à filtre).

Sachant que les dépenses actuelles engagées au niveau mondial pour lutter contre le changement climatique s'élèvent à environ 300 milliards de dollars par an (les émissions de CO2 ayant des conséquences globales), on peut estimer que chaque kilo de CO2 émis représente un coût direct d'environ 0,8 centimes de dollar. A l'échelle du café exporté de Colombie en 2017, cela représente un coût sociétal total de 259 millions de dollars.

Une 2<sup>ème</sup> composante de coûts sociétaux environnementaux concerne la pollution en nitrates des cours d'eau liée à l'utilisation d'engrais chimiques très prononcée dans le secteur caféier colombien. De manière générale, le pays est l'un des principaux utilisateurs d'engrais et de pesticides au monde pour la production agricole<sup>410</sup>. Récemment une étude menée par l'équipe de recherche ayant développé l'indicateur d'empreinte eau a chiffré l'étendue des pollutions aux nitrates liées aux engrais dans les principaux bassins d'eau latinoaméricains<sup>411</sup>. Concernant la Colombie, cette étude estime que la culture du café est à l'origine de 12% de toute la pollution des deux principaux bassins qui approvisionnent 80% de la consommation d'eau du pays : celui du fleuve Magdeleine et celui de l'Orénoque (le café est ainsi la 2<sup>ème</sup> source de pollution après les habitations domestiques et devant l'industrie).

Or, d'après les données de l'Etat Colombien, le traitement rendu nécessaire par ces pollutions afin de rendre l'eau potable coûterait environ 1 349 millions de dollars par an<sup>412</sup>. On peut ainsi estimer que les coûts sociétaux liés à la pollution de l'eau par la culture du café se sont élevés à environ 162 millions de dollars en 2017.

---

<sup>409</sup> Global Living Wage Coalition, Living Wage Report: Non metropolitan urban Ethiopia, 2017

<sup>410</sup> FAO, Water pollution from agriculture: a global review, 2017

<sup>411</sup> Mekonnen M. et al., Sustainability, Efficiency and Equitability of Water Consumption and Pollution in Latin America and the Caribbean, 2015, in Sustainability 2015, 7, 2086-2112

<sup>412</sup> USAID, Analisis sectorial agua de Colombia, 2016

Les coûts sociétaux liés aux autres impacts analysés précédemment (notamment les pollutions liées aux pesticides et le travail des enfants) n'ont pas pu être chiffrés du fait du manque de données disponibles pour quantifier l'étendue du problème et identifier les dépenses associées pour la société.

Le total des coûts sociétaux estimés pour la filière conventionnelle de café s'élève donc à 1 119 millions de dollars en 2017 (voir récapitulatif ci-après). Si ce total est inférieur à la moitié de la valeur FOB d'export du café de Colombie la même année (alors qu'il avoisine la valeur d'export au Pérou et en Ethiopie), sa valeur absolue dépasse le milliard de dollars, somme la plus élevée des 3 cas d'étude.

Coût sociétal	Montant en 2017
Manque à gagner pour assurer un niveau de vie décent aux producteurs de café	471 millions de dollars
Manque à gagner pour couvrir les dépenses engagées par l'Etat en infrastructures de services publics essentiels dans les provinces caféières	236 millions de dollars
Dépenses engendrées par les émissions de gaz à effet de serre	259 millions de dollars
Dépenses engendrées par la pollution de l'eau aux nitrates en raison de l'utilisation d'engrais chimiques	162 millions de dollars
TOTAL DES COUTS SOCIETAUX	1 128 millions de dollars
<i>pour comparaison, valeur FOB des exportations de café</i>	<i>2 757 millions de dollars</i>

#### 2.2.4. Des impacts positifs significatifs quand la certification équitable est associée à l'agriculture biologique, supérieurs à ceux du système UTZ

En 2015, plus de 60 % de la production colombienne était certifiée sur la base des cahiers de charges indépendants (Fairtrade, agriculture biologique, Rainforest, UTZ...) ou « vérifiée » à partir de standards internes à des acheteurs (Nespresso AAA, Starbucks CAFE Practices...).

La Colombie est ainsi la deuxième origine au monde pour ces types de café après le Brésil, fournissant 17% de la demande mondiale. Après le Pérou, c'est le second pays qui a le plus d'exploitations associées à plusieurs certifications de durabilité.<sup>413</sup>

Le commerce équitable a fait partie des premiers systèmes à s'implanter en Colombie dans les années 1990 avec les premières certifications Fairtrade. Le programme UTZ est arrivé 2002, d'abord promu comme une initiative privée par Expocafé en partenariat avec l'ONG néerlandaise Solidaridad<sup>414</sup>.

Quant à Rainforest, il a délivré sa première certification en Colombie en 2004 puis s'est développé dans les régions de Santander et de Cundinamarca, dans le centre de l'axe caféier colombien.

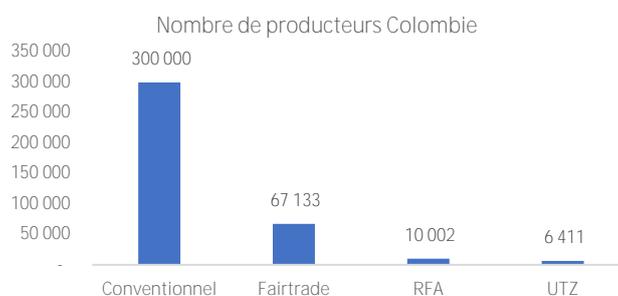


Figure 91. Répartition du nombre de producteurs en Colombie en 2015/2016. Source : Basic d'après les données de IISD, Fairtrade et UTZ-Rainforest

<sup>413</sup> USDA, Coffee Report Colombia, 2016

<sup>414</sup> CRECE, Impact Evaluation of UTZ certified program in Colombia, 2014 et

Parmi les systèmes de certification indépendants, le commerce équitable est le plus implanté dans le secteur du café en Colombie avec plus de 67 000 producteurs membres de coopératives certifiées Fairtrade (sans compter les autres labels de commerce équitable sur lesquelles nous n'avons pas réussi à obtenir de données), contre respectivement 10 002 et 6 411 pour Rainforest et UTZ (les raisons les plus souvent avancées pour expliquer le faible développement de ces deux initiatives étant la faiblesse de la prime qu'ils offrent – de l'ordre de 6 centimes de dollars par livre de café – en comparaison du coût de mise en conformité avec leurs exigences en termes de pratiques agricoles et surtout de formalisation de la main d'œuvre salariée).<sup>415</sup>

Plus récemment, les producteurs qui ont les exploitations les plus petites, semblent se désengager de UTZ et Rainforest, alors que les plus gros producteurs la maintiennent car elle permet d'écouler des volumes<sup>416</sup>. Les volumes commercialisés aux conditions du Fairtrade (environ 20 500 tonnes) représentent environ 2,5% des exportations de café du pays en 2017 (779 000 tonnes selon l'ICO).

Concernant la certification biologique, très peu développée dans le secteur caféier en Colombie en comparaison des autres pays producteurs étudiés, elle serait en grande majorité associée à la certification équitable. En vis-à-vis, seulement 24% des volumes de café produits par les organisations certifiées Fairtrade était également certifiée biologique en 2016 selon les statistiques de FLO Cert (nous n'avons pas trouvé d'informations sur le volume total de café biologique produit en Colombie qui aurait permis d'estimer la part de cette production également certifiée équitable).

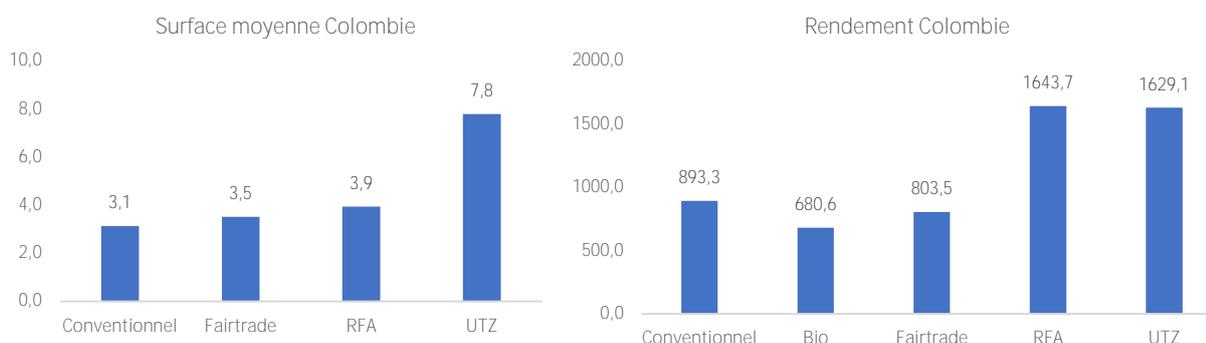


Figure 92. Surfaces et rendements moyens en Colombie en 2015/2016. Source : Basic d'après les données de IISD, Fairtrade et UTZ-Rainforest

En termes de profil des producteurs bénéficiaires, l'analyse des données publiées par les différentes démarches fait ainsi ressortir d'importantes différences entre le commerce équitable et le bio d'un côté, et UTZ et Rainforest de l'autre. Alors que les membres de coopératives certifiées Fairtrade ont des surfaces et des rendements proches de la moyenne du pays, les producteurs certifiés par Rainforest et UTZ s'affichent comme deux fois plus productifs (avec des rendements supérieurs à 1600 kg/ha), et ceux de UTZ avec des surfaces plus de 2 fois plus grandes que la moyenne.

Les rapports disponibles sur les certifications UTZ et Rainforest font apparaître que les producteurs inscrits dans ces deux démarches ont un système de production beaucoup plus intensif que la moyenne (avec un usage important d'intrants autorisés) qui préexiste à la mise en œuvre de ces certifications (leur modèle de production a souvent été impulsé et continue à être accompagné par les programmes de soutien de la FNC).<sup>417</sup>

<sup>415</sup> Entretiens avec des acteurs de la filière café en Colombie

<sup>416</sup> Entretien avec un expert café de Twin Trading

<sup>417</sup> CRECE, Impact Evaluation of UTZ certified program in Colombia, 2014 et Cenicafe, Estudio economico de sistemas de producción cafeteros certificados y no certificados, en dos regiones de Colombia, 2010

*Des chaînes de valeur équitables qui rémunèrent un peu mieux les producteurs et ont permis l'autonomisation de certaines de leurs organisations, avec des marges légèrement supérieures en aval*

En termes de chaînes de valeur, les filières équitables sont similaires aux filières conventionnelles précédemment décrites. Historiquement, les premières associations de producteurs à obtenir la certification Fairtrade étaient situés dans le Nord et le Sud du pays, rassemblant des producteurs ayant des modèles agroforestiers et utilisant très peu voire aucun intrant chimique. C'est dans ces 2 zones que le commerce équitable s'est d'abord développé, à travers les filières indépendantes d'exportation mises en place par les associations, en particulier à travers l'organisation Expocafé<sup>418</sup>.

Plus récemment, la FNC a investi des moyens significatifs dans la diffusion des certifications, en particulier Fairtrade. La FNC est ainsi devenu depuis 2014 le principal exportateur de café certifié de Colombie (Fairtrade, mais aussi UTZ et Rainforest)<sup>419</sup>. La FNC a ainsi beaucoup augmenté ses volumes certifiés Fairtrade en incitant ses membres à la conversion, ce qui a conduit le marché à être presque saturé dans certaines régions.<sup>420</sup>

Sur la base des différentes informations et études d'impact rassemblées sur le commerce équitable Fairtrade en Colombie, il a été possible d'estimer la découpe de valeur du producteur jusqu'à l'export de café vert sur les 12 dernières années.

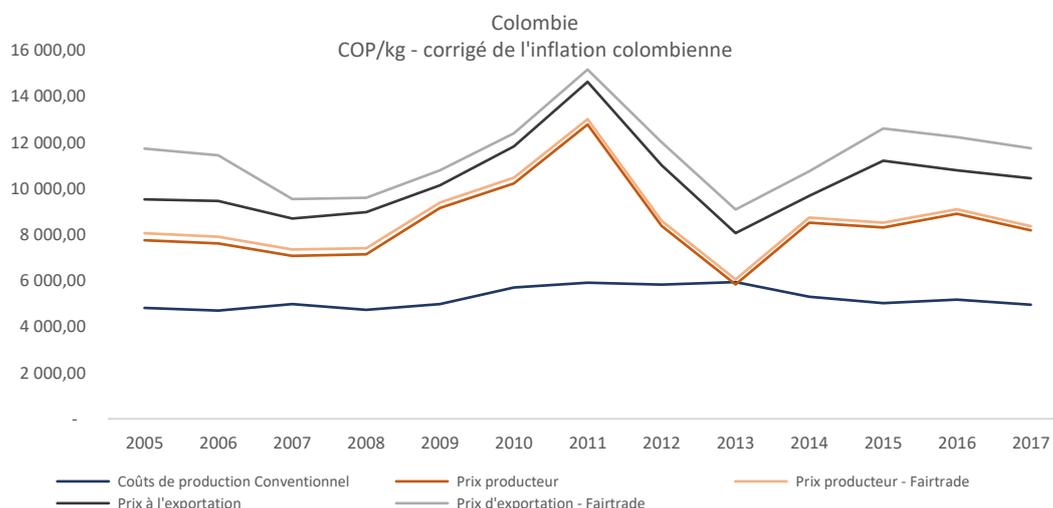


Figure 93. Evolution de la découpe de valeur du café équitable jusqu'au FOB en Colombie. Source : Basic.

Les prix payés aux producteurs par les organisations de commerce équitable apparaissent (très) légèrement supérieurs aux prix pratiqués dans les filières conventionnelles, essentiellement grâce à la redistribution d'une petite partie de la prime de développement Fairtrade aux caféiculteurs.

Si le système Fairtrade a permis une légère amélioration du revenu des producteurs, il ne semble avoir eu que très peu d'impacts sur sa volatilité ces dernières années : le prix minimum garanti Fairtrade n'a été mis en œuvre qu'en 2005 et 2006, le prix moyen d'exportation du café colombien ayant été supérieur au prix minimum garanti depuis 2007<sup>421</sup>.

En vis-à-vis, la potentielle hausse des coûts de production liée à la certification Fairtrade est difficilement quantifiable. Certaines hausses des coûts seraient engendrées par le paiement des audits et la mise en

<sup>418</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées en Colombie et des acteurs des filières équitables colombiennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>419</sup> Technoserve, Colombian Coffee Production and Costs, 2014

<sup>420</sup> Entretien avec un expert café de Twin Trading

<sup>421</sup> D'après les interviews menées auprès de représentants de réseaux de producteurs de commerce équitable et d'expert des filières équitables de café, même si le cahier des charges Fairtrade indique que le prix minimum doit être pris en compte dès que le cours du café à New-York descend en-dessous de son niveau, en pratique les acheteurs comparent le prix minimum au prix d'achat du café dans le pays, lequel inclut le « différentiel qualité » lié à l'origine.

conformité, notamment pour les standards sociaux (déclaration des travailleurs, interdiction du droit des enfants par exemple), certains standards environnementaux (qui pourraient influencer sur les rendements) et les exigences de traçabilité.

Au niveau des marchés de vente, le café colombien commercialisé en tant que commerce équitable est essentiellement valorisé en tant que « pure origine Colombie » (principalement avec le label Fairtrade, ainsi qu’avec d’autres labels comme SPP ou parfois même sans label consommateur par des marques 100% équitables comme Lobodis).<sup>422</sup>

Les relevés effectués dans les supermarchés visités dans le cadre de l’étude n’ont permis d’identifier du Café de Colombie équitable qu’en format paquet moulu 250g. Aucune dosette souple ni capsule compatible Nespresso n’a été identifiée (les données IRI transmises par Max Havelaar France indiquent des ventes faibles mais significatives de café de Colombie équitable d’un autre modèle de dosette dure en 2017, mais celui-ci n’a pas été repéré en magasin). Enfin, les informations rassemblées auprès des principales marques vendant du café équitable n’ont pas permis d’identifier de mélange contenant systématiquement de café de Colombie.

Dans ce contexte, le prix moyen relevé en magasin pour du Café de Colombie équitable vendu sans label en paquet 250g, et la comparaison avec les prix relevés en conventionnel, sont les suivants :

Prix moyens relevés en GMS (juillet 2018) Pure origine Colombie - paquet 250g (euros/kg)



Figure 94. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

Le prix supérieur du paquet équitable – de l’ordre de 30% - n’est pas tant lié à la mention du commerce équitable sur le produit qu’à la différence de positionnement marketing et aux économies d’échelle : il est commercialisé par une PME française qui a développé une gamme premium, alors que le produit conventionnel est commercialisé par l’une des principales multinationales du secteur et son volume de vente est très important, ce qui induit des logiques et capacités de négociation très différentes vis-à-vis de la GMS.

Café pure origine Colombie en GMS  
Paquet Moulu 250g Marque Nationale, en %, 2017



Figure 95. Découpe de valeur du café équitable hors promotion du producteur en Colombie au consommateur en France. Source : Basic.

<sup>422</sup> Entretiens avec des représentants de Max Havelaar France et des marques vendant du café équitable réalisés en mai 2018.

Sur la base de ces relevés, nous avons estimé la répartition de la valeur pour les cafés de Colombie conventionnel et équitable (sans label) vendus par des marques nationales<sup>423</sup>.

Le pourcentage plus faible revenant au pays producteur dans le produit équitable (26,5% contre 29%) **s'explique par** le prix final plus important au consommateur. La marge plus importante de la distribution ne semble pas attribuable à la (sur-)valorisation du commerce équitable mais au fait que le produit est commercialisé par une PME avec de faibles volumes de vente, alors que le produit conventionnel est associé à une marque internationale et de forts volumes (ce qui induit des politiques de marges différentes de la GMS).

Au niveau du producteur colombien, si la part de valeur qui lui revient est plus faible en pourcentage, le prix qu'il touche est néanmoins supérieur (1,04 €/kg contre 0,98 €/kg dans le conventionnel).

Au-delà de la question du prix et des revenus obtenus par les producteurs, **les études d'impact que nous avons récoltées** indiquent que le commerce équitable labellisé Fairtrade a des effets positifs significatifs liés à **l'investissement de la prime** de développement dans des projets sociaux (santé, éducation...) <sup>424</sup>. Cependant, ces impacts restent limités par le manque de débouchés : en moyenne nationale, seuls 10% du café produit dans les organisations certifiées Fairtrade est vendu aux conditions du commerce équitable.

De manière plus structurelle, les impacts les plus importants du commerce équitable documentés par les études concernent **la dynamique d'autonomisation des organisations de producteurs du Nord et du Sud du pays** (d'autant plus significative dans le contexte de la perte d'autonomie croissante de la plupart des producteurs).

**A titre d'exemple, dans la région du Cauca, le développement du commerce équitable a accompagné la création d'une mosaïque d'organisations de producteurs qui sont venues combler le vide laissé par la perte de pouvoir de la FNC.** Elles ont utilisé les labels équitables et/ou biologiques pour se ménager une niche marchande et contrer l'hégémonie d'abord de la Fédération puis des torréfacteurs internationaux <sup>425</sup>

A la différence de la FNC dont la mission de développement rural est définie par l'État, les coopératives indépendantes de producteurs sont des entités mêlant objectifs commerciaux et orientation du développement productif. Leur naissance ne boute pas la Fédération hors de la scène politique mais accompagne sa mutation. <sup>426</sup>

Ainsi, depuis quelques années, la FNC a fait certifier en commerce équitable ses coopératives historiques. Ce faisant, ces dernières ont apparemment modernisé certaines règles de gouvernance internes (héritées de leur histoire) et instauré une plus grande transparence vis-à-vis de leurs membres sur la gestion financière, la stratégie interne, etc. <sup>427</sup>

**Après une époque de relative tension entre la FNC et les organisations qui s'en étaient émancipées grâce à leur intégration dans le commerce équitable, les relations semblent aujourd'hui pacifiées, avec beaucoup plus d'échanges et de partenariats entre ces différentes structures.** <sup>428</sup>

Sur la base de ces éléments, **il est possible d'estimer l'effet** du commerce équitable sur les coûts sociétaux précédemment évalués (au prorata du nombre de producteurs concernés) :

---

<sup>423</sup> Les parts de valeur qui **reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café** obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

<sup>424</sup> Hivos-IIED, Small Producers in the Globalised Market, 2012 Hermelin, Mémoire Coopérative C Café Colombie, 2014

<sup>425</sup> Hermelin, Mémoire Coopérative Café Colombie, 2014

<sup>426</sup> Hermelin, Mémoire Coopérative Café Colombie, 2014

<sup>427</sup> Entretien avec des acteurs de filières équitables en Colombie

<sup>428</sup> Entretien avec des acteurs de filières équitables en Colombie

- Le coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs est réduit d'environ 4% par rapport aux filières conventionnelles.
- La prime de développement Fairtrade permet de réduire d'environ 2% le besoin en financement des services essentiels en comparaison du conventionnel.
- Il n'y a pas de différentiel de coûts sociétaux documentés en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre ou la pollution de l'eau aux nitrates (en raison du contexte d'utilisation d'intrants dans le pays, et en l'absence d'informations sur les coopératives certifiées équitables et non-bio).

*Des chaînes de valeur équitables et biologiques relativement peu répandues en Colombie, mais avec un impact positif supérieur et des marges plus faibles en aval*

L'agriculture biologique est faiblement implantée en Colombie et se développe peu. A cela plusieurs raisons :

- Tout d'abord la dynamique de technicisation de la production impulsée depuis plusieurs décennies par la FNC qui fait qu'il reste peu de systèmes de production traditionnellement biologiques (sauf dans le Nord et le Sud du pays). La plupart des producteurs se trouvent ainsi dans une situation de « verrouillage technologique » dont il est très difficile de s'extraire.
- L'épidémie de rouille de 2011 a amplifié cette situation, les producteurs de l'axe caféier devant désormais trouver des solutions pour « vivre avec la rouille ».

Dans ce contexte, le passage à l'agriculture biologique demande de gros efforts de la part des producteurs qui doivent se réappropriier leur système de production afin de le faire évoluer (sans compter le manque à gagner lié à la conversion, et les coûts de mise en conformité).

Ce sont ainsi ces organisations de producteurs certifiées Fairtrade des zones Nord et Sud du pays qui ont investi le potentiel du café biologique en Colombie, obtenant la double certification de leurs membres et diversifiant ainsi leurs débouchés (les chiffres exacts n'ont pu être obtenus dans la phase de recherche).<sup>429</sup>

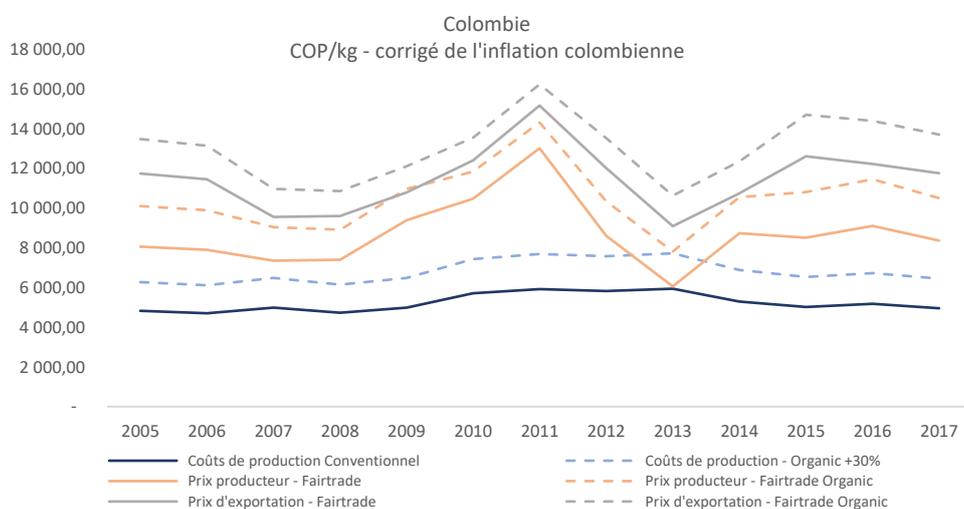


Figure 96. Evolution de la découpe de valeur du café équitable et bio jusqu'au FOB en Colombie. Source : Basic.

Les prix d'exportation et payé aux producteurs appartenant à des organisations doublement certifiées en Colombie suivent des trajectoires similaires à celles du Fairtrade non bio sur les 12 dernières années. Les prix d'export plus élevés en raison de la prime bio Fairtrade (30 dollars pour 100 livres de café depuis 2011) qui s'additionne au prix d'export et à la prime de développement (20 dollars pour 100 livres de café), mais aussi de la « prime qualité » accordée par les acheteurs (a minima 20 dollars et jusqu'à 50 dollars pour 100 livres)<sup>430</sup>.

<sup>429</sup> Entretiens menés avec des représentants d'organisations de producteurs certifiées en Colombie et des acteurs des filières équitables colombiennes menés en mai, juin et juillet 2018

<sup>430</sup> Hermelin, Mémoire Coopérative Café Colombie, 2014

En vis-à-vis, les coûts de production dans les filières équitables bio sont de l'ordre de 30% supérieures au non bio. Cette hausse n'est pas liée aux coûts à l'hectare qui demeurent sensiblement équivalents (la hausse des coûts de main d'œuvre étant compensée par la baisse de celui des intrants), mais aux pertes de rendement de l'ordre de 30%, dans le contexte de niveau élevés de productivité du café en Colombie.

Ainsi, pour compenser ces coûts, les organisations de producteurs ont tendance à reverser intégralement la prime biologique aux producteurs pour leur permettre de compenser les baisses de rendement, ce qui améliore substantiellement le revenu des producteurs par rapport au Fairtrade non bio.

Le café commercialisé sous ces 2 certifications suit globalement les mêmes filières et transite par les mêmes acteurs, PME et TPE, que les filières labellisées uniquement en commerce équitable<sup>431</sup>.

Au niveau des marchés de vente, le café colombien équitable et biologique est valorisé de la même manière que celui non certifié bio, en tant que « pure origine Colombie ».

Les données collectées dans les supermarchés visités dans le cadre de l'étude ont permis d'estimer les différences de prix moyen payé par le consommateur pour du café de Colombie vendu en paquet 250g.

Prix moyens relevés en GMS (juillet 2018) Pure origine Colombie - paquet 250g (euros/kg)

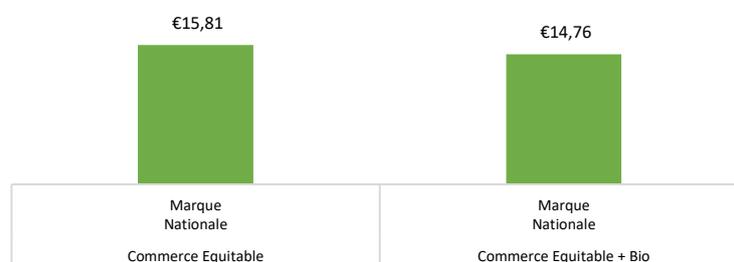


Figure 97. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

Le prix inférieur du paquet équitable et bio par rapport à celui non bio – de l'ordre de 6% - n'est pas tant lié à la double certification qu'à la différence de positionnement marketing : le produit non bio est commercialisé par une PME française qui a développé une gamme de café premium, alors que le produit bio est commercialisé par une autre PME ayant développé une gamme diversifiée de produits (au-delà du café), ce qui induit des logiques différentes de marge de la part de la GMS.

Café pure origine Colombie en GMS  
Paquet Moulu 250g Marque Nationale, en %, 2017

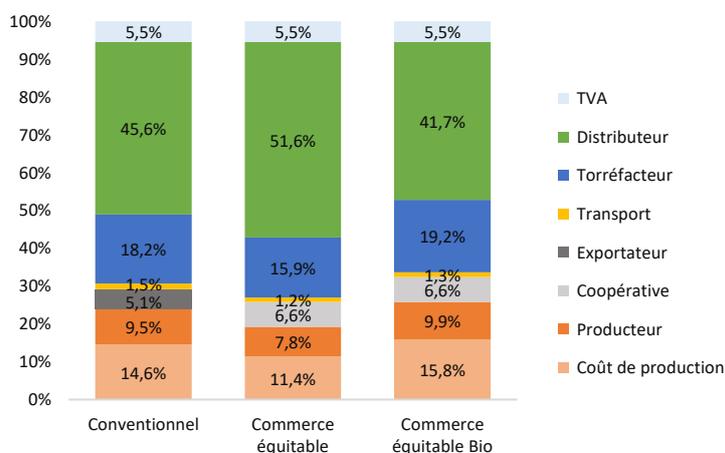


Figure 98. Découpe de valeur du café équitable hors promotion du producteur en Colombie au consommateur en France. Source : Basic.

<sup>431</sup> Entretiens avec des représentants de Max Havelaar France et des marques vendant du café équitable réalisés en mai 2018.

Sur la base de ces relevés, nous avons estimé la répartition de la valeur pour les cafés de Colombie équitable en paquet 250g<sup>432</sup>. **On observe une part de valeur plus importante pour le pays d'origine avec la double certification : 33,5% du prix final contre 26,5% sans le label bio (et 29% en conventionnel).**

**En termes d'impacts**, ce surcroît de valeur génère des revenus plus importants pour les producteurs qui appartiennent à des organisations doublement certifiées.

Au-delà de cette dimension économique, les impacts **associés** à l'agriculture biologique sont très significatifs dans le contexte colombien car les modèles de production bio permettent de préserver et/ou de réinstaller **l'ombrage dans les parcelles, et surtout de proposer un modèle alternatif à l'utilisation massive d'intrants** dans la production du café.

Pour le diffuser plus largement, **il y aurait besoin de plus de ressources dédiées à l'étude des impacts de la bio** dans le secteur caféier colombien et comme réponse aux défis de changement climatique qui frappent le pays.

**Sur la base de ces résultats, il est possible d'estimer l'impact** de la double certification équitable et biologique (par rapport au non-bio) sur les coûts sociétaux précédemment évalués (au prorata du nombre de producteurs concernés) :

- le coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs **est réduit d'environ 40%**.
- **les coûts liés à la pollution de l'eau au nitrates peuvent être considérés comme négligeables grâce à la certification biologique**
- **les coûts liés aux émissions de gaz à effet de serre sont diminués de 15% grâce à l'arrêt de l'utilisation d'intrants chimiques en bio.**

*Des apports peu documentés de Rainforest et UTZ, en partie préexistants à la certification et contrebalancés par l'usage important d'engrais*

Comme évoqué précédemment, les producteurs certifiés Rainforest et surtout UTZ ont un profil très différent de la moyenne des caféiculteurs en Colombie : possédant des surfaces plus importantes, ils ont des rendements largement supérieurs du fait de leur implication antérieure à la certification dans des **programmes d'amélioration de la productivité organisés par la FNC**<sup>433</sup>.

Les études rassemblées sur ces 2 certifications indiquent que la diffusion de UTZ et Rainforest dans le pays **s'est faite à partir** du milieu des années 2000 dans le cadre **d'une stratégie de « développement du café de spécialité »** portée par la FNC qui cherchait de nouveaux outils pour valoriser le café de Colombie face à la permanence de bas prix sur le marché mondial.

**Bénéficiant de l'appui de fonds internationaux**, la FNC a sélectionné dans ses coopératives historiques des producteurs ayant le plus de capacités (techniques et financières) afin de les faire certifier UTZ et/ou Rainforest et, ce faisant, **d'accéder à des marchés plus rémunérateurs**<sup>434</sup>. De fait, les producteurs les plus grands étaient les plus adaptés à ces démarches en raison des coûts importants de certification, et de la **nécessité d'assurer aux acheteurs internationaux un approvisionnement constant.**

---

<sup>432</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs **n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation** et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

<sup>433</sup> Centro de estudios regionales cafeteros y empresariales (CRECE), Impact Evaluation of UTZ Certified Program in Colombia, 2014 et British Academies for the humanities and social sciences, Working towards sustainable coffee: Rainforest Alliance certification in Colombia 2006-2017

<sup>434</sup> Centro de estudios regionales cafeteros y empresariales (CRECE), Impact Evaluation of UTZ Certified Program in Colombia, 2014 et British Academies for the humanities and social sciences, Working towards sustainable coffee: Rainforest Alliance certification in Colombia 2006-2017

Les fonds internationaux qui ont aidé la diffusion de ces démarches s'étant taris, le nombre de producteurs certifiés semblent stagner depuis plusieurs années, à cause des frais de mise en conformité, mais aussi et surtout de la faible prime reçue par les producteurs (de l'ordre de 0,05 dollars par livre) et de la volatilité de la demande des acheteurs pour ces certifications.<sup>435</sup>

Le café certifié UTZ et Rainforest est exporté de Colombie par la FNC et les filiales de grands négociants internationaux (SKN CaribeCafé, filiale colombienne de Neumann Kaffee Gruppe). La plus grande part des volumes semblent achetés par 3 acteurs principaux qui n'affichent pas toujours (voire rarement) ces labels sur les packagings de leurs produits : Nespresso (en combinaison avec sa propre certification interne AAA), Starbucks (en association avec sa certification interne CAFE Practice) et JDE.

Prix moyens relevés en GMS (juillet 2018) Pure origine Colombie - capsules (euros/kg)



Figure 99. Relevé de prix au consommateur de café labellisé UTZ vendu en capsule en France. Source : Basic.

Les relevés que nous avons effectués en magasins nous a permis d'identifier un seul produit affichant le label UTZ : une capsule de café pure origine de Colombie commercialisée par une grande marque internationale. Son prix au kilo le situe en-dessous du produit conventionnel d'une marque concurrente, cette différence n'étant pas attribuable au label UTZ, mais au positionnement marketing spécifique des 2 marques.

Concernant l'impact de ces 2 certifications en Colombie, nous avons identifié 4 études, les 3 premières sur Rainforest datant de 2008<sup>436</sup> et 2010<sup>437</sup> et 2017<sup>438</sup>, et la dernière sur UTZ<sup>439</sup> a été publiée en 2014.

Basés sur des comparaisons entre fermes certifiées et non certifiées, ces travaux montrent des différences positives en termes environnementaux (moins utilisation d'eau pour la transformation par voie humide, préservation de la couverture forestière...) et économiques (revenu supérieur grâce à des rendements plus élevés). Elles disent ne pas pouvoir attribuer ces impacts aux systèmes UTZ et Rainforest car les producteurs concernés avaient des performances supérieures à la moyenne avant d'obtenir la certification, et étaient fortement encadrés et soutenus par la FNC<sup>440</sup>.

Seule l'étude portant sur la certification UTZ donne des résultats chiffrés. Ces derniers permettent d'estimer l'effet de la démarche UTZ en Colombie sur les coûts sociétaux précédemment évalués (au prorata du nombre de producteurs concernés) :

- Le coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs est annulé du fait de la productivité 2 fois supérieure des producteurs certifiés (une situation préexistante à la certification).

<sup>435</sup> British Academies for the humanities and social sciences, Working towards sustainable coffee: Rainforest Alliance certification in Colombia 2006-2017

<sup>436</sup> Rueda X. et Lambin E.F., Responding to Globalization: Impacts of Certification on Colombian Small-Scale Coffee Growers, 2008

<sup>437</sup> Cenicafe, Estudio economico de sistemas de producción cafeteros certificados y no certificados, en dos regiones de Colombia, 2010

<sup>438</sup> British Academies for the humanities and social sciences, Working towards sustainable coffee: Rainforest Alliance certification in Colombia 2006-2017

<sup>439</sup> Centro de estudios regionales cafeteros y empresariales (CRECE), Impact Evaluation of UTZ Certified Program in Colombia, 2014

<sup>440</sup> Centro de estudios regionales cafeteros y empresariales (CRECE), Impact Evaluation of UTZ Certified Program in Colombia, 2014 et British Academies for the humanities and social sciences, Working towards sustainable coffee: Rainforest Alliance certification in Colombia 2006-2017

- Il n'y a pas de différentiel de coûts sociétaux documentés en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre
- Quant à la pollution de l'eau aux nitrates, elle est doublée en raison de l'usage 2 fois plus important d'engrais chimiques par les producteurs certifiés UTZ<sup>441</sup> (ce qui explique leur productivité accrue).

### *2.2.5. Analyse transverse des chaînes de valeur Colombie-France*

La Colombie est un pays de culture caféière, acteur majeur du marché international qui s'est structuré, sous impulsion de l'Etat, autour de sa fédération nationale (FNC) et qui a réussi à influencer tous les acteurs du secteur.

La FNC a développé un système complet permettant de stabiliser et d'augmenter les prix aux producteurs, de « techniciser » et d'homogénéiser la production, d'accroître les rendements, de garantir la qualité, et de créer plus de valeur à l'export (café de Colombie) comme en interne (Juan Valdez).

En moyenne, le prix aux producteurs a suivi l'évolution du prix FOB et atteint 80% de ce dernier, l'un des plus hauts niveaux parmi les pays producteurs.

Alors que les coûts de production ont été contenus jusqu'en 2009, la crise de la rouille en 2011 a fortement impacté le pays qui s'en est servi pour accélérer la technicisation de la production.

A l'autre bout de la chaîne, le café colombien est essentiellement commercialisé en tant que « pure origine » en France. Contrastant avec la renommée du Café de Colombie sur le marché international, nos relevés en supermarchés n'ont identifié qu'un faible nombre de références mettant en avant l'origine auprès du consommateur (1 à 2 par magasin en paquet 250g, aucune en dosette et 1 à 2 seulement en capsule). Leur prix au consommateur est d'environ 10% supérieur aux mélanges de café (reflétant le différentiel de qualité de la Colombie à la bourse de New-York). Sur le prix final, la part de la valeur revenant au **pays d'origine** atteint près de 30% pour du café moulu vendu en paquet 250g, un résultat légèrement supérieur au cas du Pérou (24%). Comme pour ce dernier, cette part chute à 6% environ pour du café vendu en capsules.

En Colombie, si la majorité des producteurs touchent un revenu plus important que dans les autres pays caféiers grâce aux mécanismes de régulation portés par la FNC, ils sont pris dans un système agricole intensif en capital sans autonomie pour définir leurs propres stratégies (car dirigé par les institutions du secteur), avec **d'importants impacts environnementaux (liés à l'utilisation d'intrants chimiques)** et une faible résilience à cause de la dépendance au café.

Le pays est de plus très vulnérable au changement climatique qui continue à impacter les producteurs (persistance de la rouille, baisse de trésorerie à des saisons clés), malgré la vague de technicisation imposée par la FNC après la crise. En contrepoint, certains producteurs ont choisi de s'émanciper de ce modèle pour aller vers la bio et l'agroforesterie.

Dans ce contexte, le tableau ci-après résume les principaux impacts des filières équitables - en particulier Fairtrade - associées ou non à l'agriculture biologique, et des filière UTZ/Rainforest en vis-à-vis de ceux de la filière conventionnelle.

---

<sup>441</sup> Centro de estudios regionales cafeteros y empresariales (CRECE), Impact Evaluation of UTZ Certified Program in Colombia, 2014

	Conventionnel	Commerce Equitable (Fairtrade)	Commerce Equitable (Fairtrade) + Bio	UTZ / Rainforest
<b>Producteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'autonomie</li> <li>Exode rurale et vieillissement de la population caféière</li> <li>Narcotrafic</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Modernisation des exploitations (Augmentation de la dépendance vis-à-vis d'acteurs extérieurs)</li> <li>Rentabilité incertaine et variable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des revenus et des niveaux de vie</li> <li>Préservation d'un modèle de production « traditionnel agroforestier » et autonomisation des associations de producteurs associées</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>différenciation et émancipation de la filière FNC</li> <li>Renforcement de l'autonomie des organisations</li> <li>Utilisation de la prime pour des projets sociaux</li> <li>Relations commerciales directes et + équilibrées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prix supérieurs aux producteurs</li> <li>Couverture des coûts de production plus élevés et revenus améliorés</li> <li>Promotion de l'agriculture biologique</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de la prime bio</li> <li>Relations directes et stables avec des acheteurs sur des marchés rémunérateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenu plus important (préexistant à la certification)</li> <li>Prime très faible (vis-à-vis des coûts de mise en conformité)</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Priorité à la productivité</li> <li>Accessibilité réservée aux producteurs ayant les moyens et l'accompagnement suffisants</li> </ul>
<b>Travailleurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cas de travail des enfants</li> <li>Cas de rémunération en dessous du salaire minimum</li> <li>Cas de non respect des limitations d'heures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>
<b>Emissions de polluants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution des sols et de l'eau</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Modernisation des exploitations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés sur les producteurs des coopératives de la FNC</li> <li>Préservation de l'ombrage et lutte contre l'érosion des sols pour les producteurs membres d'associations dans le Nord et le Sud du pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préservation de la biodiversité et amélioration services écosystémiques</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stratégie et accompagnement technique fourni par les coopératives</li> <li>Préservation et développement d'un modèle agroforestier bio (Nord &amp; Sud)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution de l'eau aux nitrates plus importante</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Priorité donnée à la recherche de productivité</li> </ul>
<b>Déforestation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mouvement de déforestation sur les exploitations caféières</li> </ul> <hr/> <i>Facteurs explicatifs :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>Modernisation des exploitations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reboisement partiel mais limité des exploitations</li> </ul>
<b>Impacts du changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Colonisation de zones plus en altitude</li> <li>Perte de la capacité de production de parcelles en basse altitude</li> <li>Rouille du café</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité d'investissement supérieur</li> <li>Organisation des producteurs permet une diffusion des connaissances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction de la pollution aux nitrates du fait de l'interdiction d'intrants chimiques</li> <li>Diminution des impacts du dérèglement climatique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>

Figure 100. Tableau récapitulatif des impacts dans les filières Colombie-France. Source : Basic.

Le commerce équitable Fairtrade a été avant tout un levier pour les producteurs plus isolés ayant des systèmes agroforestiers, désireux de s'émanciper de la tutelle de la FNC via la création d'associations et le contact avec des acheteurs prêts à valoriser la qualité de leur café, leur permettant de s'organiser.

Après une période de tension avec la FNC, cette dernière s'est impliquée dans la démarche, offrant une meilleure transparence aux producteurs plus conventionnels membres de ses coopératives historiques.

L'effet positif le plus manifeste concerne l'autonomisation des coopératives qui se sont servies du commerce équitable pour s'émanciper de la tutelle de la FNC, créer un capital collectif et développer les modèles agroforestiers et biologiques de leurs membres.

Quant à l'agriculture biologique, elle est très faiblement implantée dans le pays du fait de la longue histoire de technicisation de la production et d'utilisation d'intrants. La Colombie fait ainsi face à une situation de « verrouillage technologique » qui nécessite beaucoup d'efforts aux producteurs pour en sortir. Lorsqu'elle est associée au commerce équitable, la certification biologique permet pourtant d'accroître de 20% l'impact sur le revenu des producteurs et surtout de développer un modèle agroforestier offrant une alternative au système de la FNC pour lutter contre les effets du changement climatique dans le pays (rouille, fortes pluies, saisons sèches plus longues).

Au niveau du marché, le café équitable, associé ou non avec la bio, est valorisé en tant que « pure origine » - comme pour le conventionnel - et essentiellement vendu en paquet 250g (les ventes en portionné étant limitées à un format de dosette dure spécifique). Sur ces produits, nos relevés en magasins montrent que les marges des torréfacteurs et distributeurs sont légèrement supérieures pour le commerce équitable non bio et équivalentes au conventionnel avec la double certification. La part de valeur revenant in fine au pays producteur (caféiculteurs et coopératives) est améliorée de 10% avec ces 2 démarches.

En vis-à-vis, les démarches UTZ et RFA sont avant tout mises en œuvre par des grands groupes et en majorité par des exploitations plus productives/intensives et de taille supérieure à la moyenne, sélectionnées pour leur

haute performance par la FNC pour faire être accompagnées afin d'obtenir ces certifications. En conséquence, l'impact des certifications UTZ et Rainforest est indissociable de l'appui reçu par la FNC et du profil plus performant des producteurs avant leur certification. Au vu des (très) faibles primes obtenues via ces démarches en comparaison des coûts de mise en conformité (gestion des intrants, formalisation des travailleurs...), le nombre de producteurs certifiés a tendance à stagner depuis quelques années.

Au niveau du marché, une seule référence de café de Colombie vendu en capsule avec la certification UTZ a été identifiée lors de nos relevés en magasins.

En termes d'impact, les études disponibles sur la démarche UTZ indiquent que les producteurs touchent un revenu égal ou supérieur au revenu décent (du fait de leur productivité supérieure préexistante à la certification). Cependant, cette meilleure rémunération découle d'une utilisation deux fois supérieure d'engrais chimiques à l'origine de pollutions aux nitrates accrues, un enjeu critique pour le secteur en Colombie.

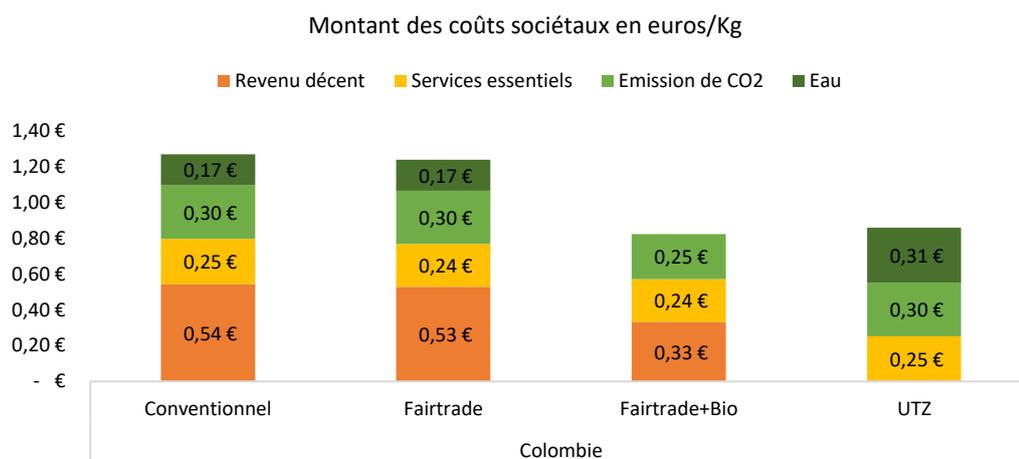


Figure 101. Comparaison des coûts sociétaux dans les filières Colombie-France. Source : Basic.

Ces différences d'impacts se retranscrivent en termes de coûts sociétaux : alors que dans les filières conventionnelles de café, ils s'élevaient en 2017 à 1,27 € par kilo, le niveau le plus faible des 3 cas d'études (équivalent à 1 128 millions de dollars à l'échelle du pays, un montant plus de 2 fois inférieur à la valeur d'export du café vert la même année).

Les études d'impact disponibles montrent que ces coûts sont réduits de 2% dans le cas des filières certifiées Fairtrade (1,24 €/kg) essentiellement grâce à l'usage de la prime de développement, et de 35% avec la double certification Fairtrade et bio (atteignant ainsi 0,82 €/kg, le niveau le plus faible de nos 3 cas d'études).

Quant à la certification UTZ, les coûts sociétaux associés apparaissent inférieurs de 32% à la filière conventionnelle, un résultat meilleur que la certification Fairtrade non bio, mais moins bon que celui obtenu avec la double certification (en raison de l'utilisation accrue d'engrais chimiques pour maintenir un haut niveau de productivité).

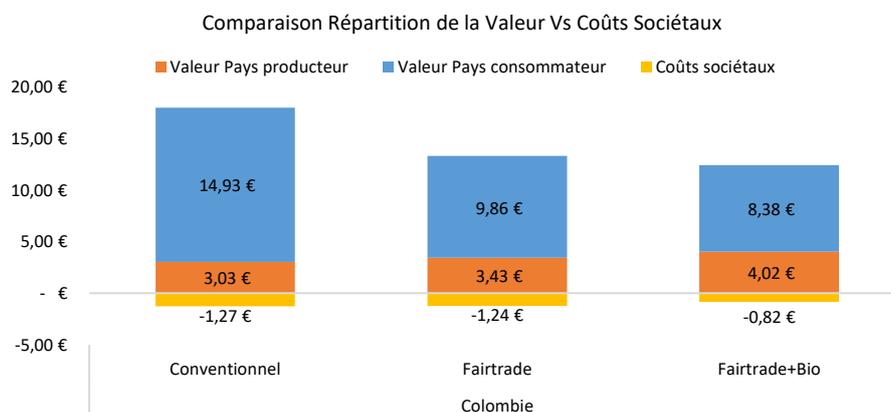


Figure 102. Comparaison de la répartition de la valeur et des coûts sociétaux dans les filières Colombie-France. Source : Basic.

Au global, nos estimations indiquent que ces différences de coûts sociétaux sont corrélées à une répartition de la valeur plus favorable aux pays producteurs, surtout dans le cas des filières doublement labellisées Fairtrade et biologiques. La double certification en Colombie présente ainsi à la fois les coûts sociétaux les plus faibles sur nos 3 cas d'étude, et la répartition de valeur la plus équilibrée entre pays producteur et pays consommateur.

Cependant, ces résultats sont en grande partie dus à la forte proportion de dosettes et capsules dans le conventionnel (en comparaison de l'équitable et du bio). Quand on étudie chaque format séparément, on s'aperçoit que les producteurs touchent une part légèrement plus importante de valeur dans cas du café moulu vendu en paquet 250g équitable et bio (mais potentiellement inférieure sans le label bio, cette situation étant attribuable au positionnement de la marque plutôt qu'à la démarche de commerce équitable). Par ailleurs, les relevés en magasins n'ont pas permis de faire d'estimation pour le café portionné (en dosettes ou capsules).

## 2.3. Analyse de la chaîne de valeur de l'Éthiopie vers la France

### 2.3.1. Un pays de forte culture caféière, avec une importante consommation interne traditionnelle, produite par une agriculture familiale de subsistance très diversifiée

L'Éthiopie est le 4<sup>ème</sup> pays d'origine du café vert importé en France, avec des volumes d'environ 12 700 tonnes en 2016 contre seulement 5 150 tonnes en 1994<sup>442</sup>. Berceau historique de l'Arabica, le pays produit des cafés aux arômes particuliers et à la qualité mondialement reconnue.

L'Éthiopie est le 6<sup>ème</sup> pays producteur au monde. Il produit exclusivement du café Arabica sur une surface d'environ 470 000 hectares<sup>443</sup>, les volumes ayant atteint 392 700 tonnes en 2017.

L'Éthiopie se distingue par ses conditions climatiques et ses qualités de sol exceptionnelles pour la production d'Arabica. La quasi-totalité du café est produite dans le Centre et le Sud-Ouest du pays, entre 1300m et 1800m d'altitude<sup>444</sup>.

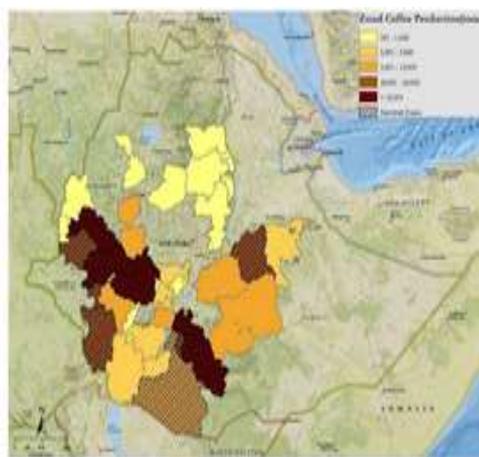


Figure 103 : Répartition géographique de la production caféière en Éthiopie (Source : IFPRI<sup>445</sup>)

Le secteur implique environ 15 millions de personnes<sup>446</sup> : les producteurs<sup>447</sup> qui en tirent une part de leurs revenus<sup>448</sup>, les travailleurs<sup>449</sup>, les intermédiaires habilités par l'État, les coopératives etc.

Le café représente environ 4,6% du PIB et 35% des exportations éthiopiennes<sup>450</sup> principalement à destination de l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Japon et les États-Unis<sup>451</sup>. Cette part est en déclin du fait de l'augmentation des exportations d'or, de fleurs coupées, de textile et de khat<sup>452</sup>.

<sup>442</sup> À noter qu'il ne s'agit ici que des importations de café vert en France, correspondant à environ 50% des volumes totaux de café consommés en France. Les 50% restant sont importés sous forme de café torréfié dont l'origine donnée correspond à celle du pays de torréfaction et non du pays de production.

<sup>443</sup> FAOSTAT ; USDA 2016

<sup>444</sup> FAO, Analysis price incentives coffee Ethiopia 2005-2012, 2014

<sup>445</sup> IFPRI, Tracking the quality premium of certified coffee, 2017

<sup>446</sup> Les estimations varient : entre 15 et 25% de la population totale éthiopienne dépendrait directement ou indirectement du café (production, transformation, commercialisation, transport) pour leur emploi et leur revenu (FAO, Analysis price incentives coffee Ethiopia 2005-2012, 2014 ; USDA, 2012 ; USDA, Ethiopia Coffee Prod Exports, 2016 ; Solidaridad impact study report in east Africa 2014).

<sup>447</sup> Les sources diffèrent sur le nombre exact de producteurs de café éthiopiens : de 2 millions (GCP 2017) à plus de 4 millions (IFPRI, Changes SPO Coffee Value Chains Ethiopia, 2015 ; FAO, Analysis price incentives coffee Ethiopia 2005-2012, 2014)

<sup>448</sup> En Éthiopie, le café est la principale culture commerciale (« cash crop »). En d'autres termes, les producteurs éthiopiens ont en plus de leurs cultures vivrières quelques plants de caféiers dont la production est en partie destinée pour consommation propre, pour autre venue afin de générer des revenus permettant d'investir dans leur ferme (notamment l'achat de bœufs).

<sup>449</sup> En Éthiopie, il est estimé qu'environ 95% du café est produit par des petits producteurs et que 5% est produit sur des plantations privées ou détenues par l'État éthiopien (Gemech and Struthers, 2007 ; Arslan and Reicher, 2011 ; CSA, 2012 ; FAO, Analysis price incentives coffee Ethiopia 2005-2012, 2014).

<sup>450</sup> World Bank 2014 ; IFPRI 2017

<sup>451</sup> USDA 2016

<sup>452</sup> USDA 2016

L'Éthiopie a la particularité d'être à la fois un important pays d'export mais aussi de consommation du café : environ 50% de la production nationale serait consommé par les éthiopiens, une tradition qui remonte à plusieurs siècles.

Les familles consomment le café qu'elles produisent elle-même en le torréifiant au-dessus des braises<sup>453</sup>. La culture éthiopienne est notamment connue pour sa cérémonie du café (*jebena buna* en amharique) qui fait appel à des rituels de préparation et de dégustation.

*Le café, une culture intégrée à un système traditionnel combinant l'agriculture et l'élevage*

Le café éthiopien a également la spécificité d'être produit à 90% par une petite agriculture familiale qui utilise très peu voire aucun intrant<sup>454</sup> et pour laquelle la culture du café est une activité minoritaire, intégrée avec d'autres productions vivrières qui sont prioritaires dans l'affectation des ressources et du temps de travail<sup>455</sup>.

Modèle d'autonomie de l'agriculture via l'intégration des espaces forestiers et des clairières

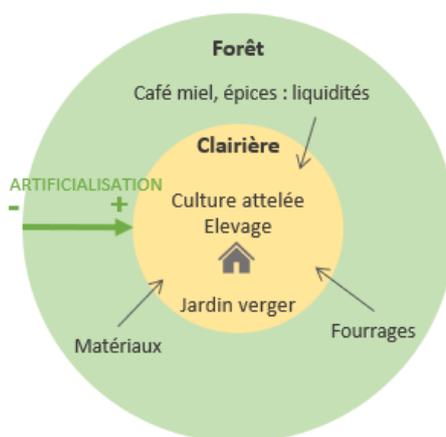


Figure 104. Modèle d'autonomie de l'agriculture via l'intégration des espaces forestiers et des clairières. Source : BASIC

L'exploitation agricole éthiopienne est un système équilibré dont l'organisation peut se schématiser en deux cercles concentriques (cf. schéma ci-dessus) :

- Au centre, un espace de clairière autour de la maison (souvent de 2ha à 4ha) composé d'un jardin-verger (où les producteurs cultivent racines/tubercules, fruits, légumes) et d'un espace de culture et d'élevage (avec des légumineuses, céréales et bovins). C'est au sein de cet espace, dans le « jardin », que sont cultivés quelques caféiers, utilisant les fertilisations naturelles d'autres cultures en association. Environ 45% des volumes de café sont produits en Éthiopie selon ce système de jardin plus ou moins intensifié<sup>456</sup>.
- Autour de ce centre, un second cercle correspond à l'espace de forêt. C'est là que se retrouvent des caféiers en systèmes semi-forestiers<sup>457</sup> et forestiers<sup>458</sup> cultivés par la même exploitation agricole. Environ 45% des volumes de café produit en Éthiopie seraient issus de ces systèmes semi-forestiers et forestiers (qui se rajoutent aux volumes décrits au point précédent)<sup>459</sup>. Ces espaces de forêt permettent également la fourniture de fourrages ou d'autres productions importantes en zone rurale comme le miel, les épices, des matériaux de construction ou de combustion.

<sup>453</sup> USDA 2016

<sup>454</sup> Et très peu utilisatrice de variétés améliorées cf. EJBM, Coffee prod & market Ethiopia, 2014

<sup>455</sup> EJBM, Coffee prod & market Ethiopia, 2014

<sup>456</sup> Ibid.

<sup>457</sup> Les producteurs sélectionnent et éclaircissent les forêts pour laisser la lumière nécessaire à une croissance optimale des caféiers. Un producteur qui taille et désherbe au moins une fois par an une parcelle de forêt en est le propriétaire automatiquement.

<sup>458</sup> C'est un système de cueillette où les cerises sont récoltées sur les caféiers naturellement présents dans les forêts, sans propriétaire.

<sup>459</sup> EJBM, Coffee prod & market Ethiopia, 2014

Dans ce modèle agricole, le café est la source principale (voire unique) de liquidités pour les familles paysannes et permet de subvenir à leurs dépenses essentielles : santé, éducation, produits complémentaires d'alimentation, achat de bétail.

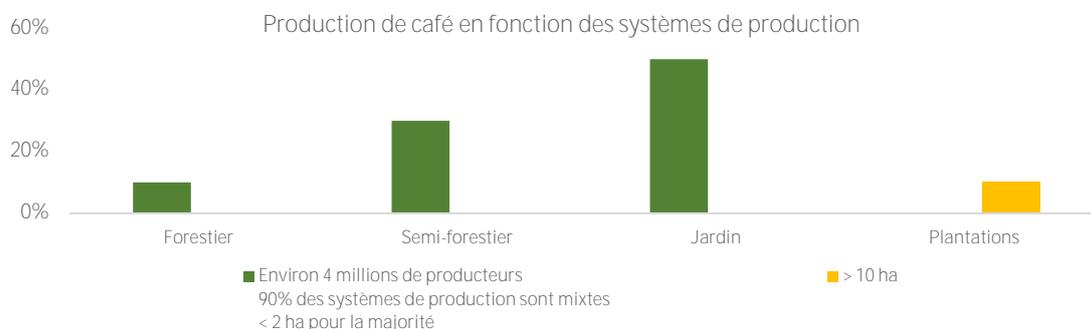


Figure 105 : Production de café en fonction des systèmes de production en Éthiopie  
Source : BASIC d'après KEW<sup>460</sup>, EJBM<sup>461</sup>, FAO<sup>462</sup>

En marge de la production familiale majoritaire, 10% des volumes de café sont produits sur des plantations de plus de 10 hectares (pouvant atteindre plusieurs centaines voire plus d'un millier d'hectares). Ces grandes plantations appartiennent au gouvernement, à des investisseurs privés ou à des exportateurs ou commerçants éthiopiens<sup>463</sup>.

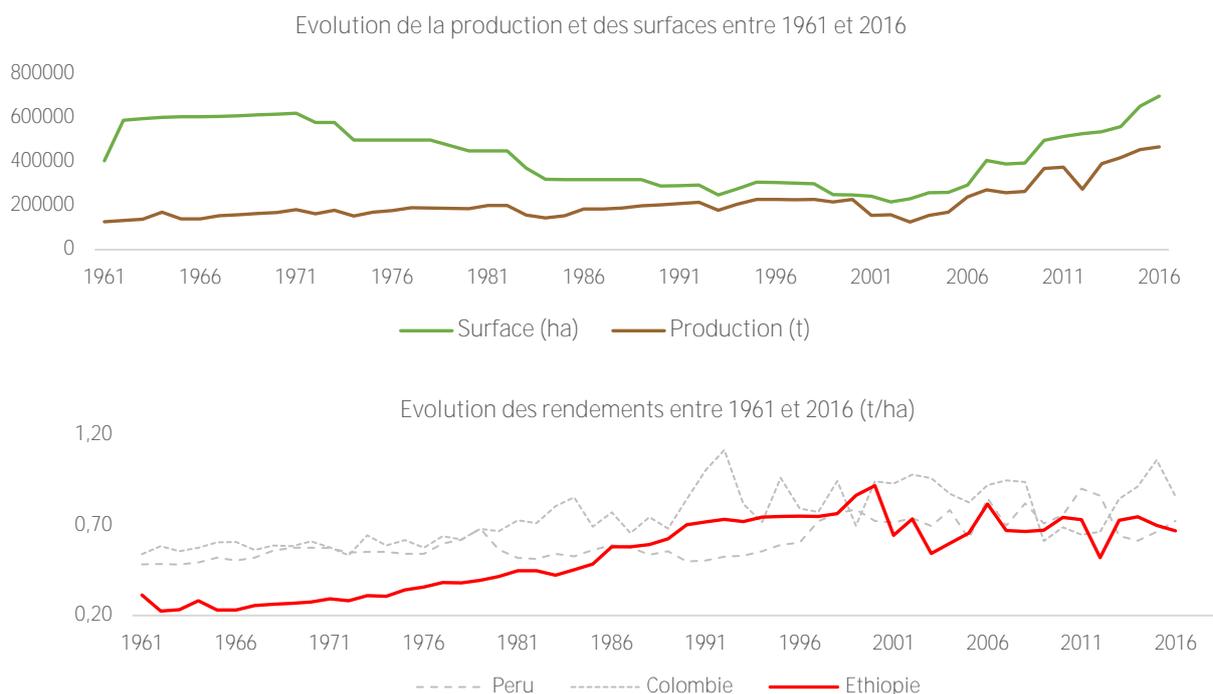


Figure 106 : Évolution de la production, des surfaces et des rendements de café en Éthiopie, 1961-2016  
(Source : BASIC d'après FAOStat)

<sup>460</sup> KEW, Coffee Farming and Climate Change in Ethiopia, 2017

<sup>461</sup> EJBM, Coffee prod & market Ethiopia, 2014

<sup>462</sup> FAO, Analysis price incentives coffee Ethiopia 2005-2012, 2014

<sup>463</sup> Entretien avec un chercheur spécialiste du café en Éthiopie

Le système traditionnel de production du café en Éthiopie a connu ses premiers bouleversements dans les années 1940 quand le régime d'Hailé Sélassié proposa d'importantes concessions de forêts à des investisseurs nationaux et étrangers qui implantèrent les premiers modèles de production de café en grandes plantations, motivés par un cours mondial haut et un accès au foncier intéressant<sup>464</sup>. Cette initiative fut de courte durée : suite à la crise de surproduction du café des années 1960, les prix ont chuté et les plantations furent abandonnées, laissant de nouveau la place à la forêt<sup>465</sup>.

Contrairement à la majorité des pays producteurs de café, la période de régulation par l'AIC n'a pas profité à l'économie caféière éthiopienne. Les surfaces ont diminué, particulièrement sous le régime de la junte militaire du Derg (1974 à 1991) période pendant laquelle les conditions du marché étaient défavorables à la caféiculture (surévaluation du taux de change, contrôle des prix)<sup>466</sup>. La junte a par ailleurs opéré une réforme agraire qui a redistribué les terres aux agriculteurs afin d'en finir avec les rapports sociaux de type féodal. Le foncier éthiopien a alors été fractionné en multitudes de petites parcelles de forêt et de clairière sur lesquelles se sont développées des cultures vivrières<sup>467</sup>. Les forêts non appropriées ont été classées comme forêt d'Etat dont l'accès et l'exploitation sont officiellement restreints mais officieusement organisés par les paysans locaux (cf. les systèmes forestiers et semi-forestiers décrits précédemment)<sup>468</sup>.

A l'instar des autres pays producteurs, les années 1990 ont été un tournant pour la caféiculture en Éthiopie : à la suite de l'abandon de l'AIC, le secteur a été libéralisé par le gouvernement qui a mis fin aux quotas de production, aux prix contrôlés, et a démantelé le *Coffee Marketing Board* tout en réduisant les taxes<sup>469</sup>.

En parallèle de ces mesures de libéralisation, des programmes nationaux et internationaux ont été mis en œuvre pour accroître la compétitivité du secteur et améliorer la qualité du café éthiopien afin de lui permettre d'intégrer des marchés différenciés : indication géographique, équitable, biologique...<sup>470</sup>

Ce choix de stratégie fondée sur la qualité est tout à fait cohérent pour l'Éthiopie, pays d'origine du café, car il est doté d'une très grande diversité génétique<sup>471</sup> : il compte sur son territoire plusieurs centaines de variétés différentes en culture<sup>472</sup> dont quatre des principales variétés d'Arabica<sup>473</sup> qui représentent aujourd'hui 70% des exports totaux de café éthiopien<sup>474</sup>.

Depuis 20 ans, les effets combinés des politiques de libéralisation et de qualité ont permis au secteur de se développer : la production a doublé, principalement grâce à l'augmentation des surfaces cultivées (cf. graphique ci-dessus). Dans les anciennes régions productrices comme le Kaffa, les plantations abandonnées dans les années 1960 ont été rénovées et étendues, tandis que de nombreux petits producteurs se sont mis à planter des caféiers dans leurs jardins<sup>475</sup>.

Pour réguler ce secteur en pleine renaissance, le gouvernement éthiopien a mis en place différentes structures, en particulier l'*Ethiopian Commodity Exchange* (ECX).

---

<sup>464</sup> S. El Ouaamari, F. Verdeaux, H. Cochet, Place du café dans les systèmes de production du sud-ouest éthiopien et impact prévisionnel des outils de certification, 2010

<sup>465</sup> IFPRI 2017

<sup>466</sup> IFPRI, 2017 266:13

<sup>467</sup> S. El Ouaamari, F. Verdeaux, H. Cochet, Place du café dans les systèmes de production du sud-ouest éthiopien et impact prévisionnel des outils de certification, 2010

<sup>468</sup> Ibid.

<sup>469</sup> IFPRI, 2017

<sup>470</sup> S. El Ouaamari, F. Verdeaux, H. Cochet, Place 2010 op. cit.

<sup>471</sup> P49: Daviron, Paradoxe du Café, 2007

<sup>472</sup> FAO, « Analysis of price incentives for coffee in Ethiopia for the time period 2005-2012 », 2014

<sup>473</sup> Jimma, Sidama, Yirgacheffe, Harar

<sup>474</sup> FAO, Analysis price incentives coffee Ethiopia 2005-2012, 2014

<sup>475</sup> S. El Ouaamari, F. Verdeaux, H. Cochet, Place 2010 op. cit.

Lancé en 2008, l'ECX est un partenariat public-privé qui bénéficie d'un soutien important de l'État éthiopien. Son objectif est d'organiser et de fluidifier les transactions de café sur son territoire afin de réduire l'asymétrie d'informations pénalisante pour les producteurs de café<sup>476</sup>.

Cette structure unique en son genre sur le continent africain a profondément bouleversé l'organisation des chaînes de commercialisation du café vert en Éthiopie. Sa philosophie est d'organiser la place de marché où se rencontrent l'offre et la demande des produits agricoles de manière la plus proche possible des canons de la concurrence pure et parfaite (information des acteurs, qualité standardisée, anonymat des transactions...). La quasi-totalité des exportations de café vert d'Éthiopie sont sous contrôle de l'ECX, à l'exception des cafés dits « de spécialité » commercialisés par les coopératives, et plus récemment les grandes plantations<sup>477</sup>.

### 2.3.2. Des filières conventionnelles structurées par l'ECX instauré par l'Etat qui bénéficient peu aux producteurs alors qu'elles sont bien valorisées en aval de la chaîne

Les filières majoritaires d'exportation de café en Éthiopie, organisées sous égide de l'ECX



Figure 107. Chaînes du café vert pour exportations commercialisé à travers l'ECX. Source : BASIC

Environ 90% des volumes de café produits en Éthiopie sont cultivés par des agriculteurs familiaux (systèmes forestiers, semi-forestiers ou de jardins) et 95% du café produit est exporté via des filières sous égide de l'ECX. Au début de la chaîne, les petits producteurs sont généralement non organisés. Ils se chargent de la première transformation. En majorité, ils sèchent au soleil les cerises de café récoltées – la voie sèche est la méthode privilégiée et leur permet de stocker le café pour le vendre au meilleur moment - ou utilisent la méthode « semi-lavée »<sup>478</sup>.

La deuxième transformation (déparchage...) se réalise quant à elle dans des centres de dépulpages départementaux ou régionaux<sup>479</sup>.

Les producteurs acheminent ensuite leur café jusqu'aux *Primary Market Centres* où ils peuvent choisir à qui le vendre. Ces places de marché départementales sont l'un des grands apports de l'ECX : les producteurs ne sont plus dépendants des collecteurs intermédiaires, et la mise en concurrence des acheteurs (agrés par l'ECX) est rendue possible et transparente<sup>480</sup>. De plus, les caféiculteurs peuvent trouver dans ces *centres* des informations sur les cours du café, même si l'effectivité du système n'est pas totale puisque seuls 82% des producteurs déclarent en bénéficier<sup>481</sup>.

<sup>476</sup> IFPRI 2017

<sup>477</sup> UNIDO, Improving the Sustainability and Inclusiveness of the Ethiopian Coffee Value Chain through Private and Public Partnership 2014

<sup>478</sup> Accaparement du foncier 2013

La méthode lavée qui est associée aux cafés de meilleure qualité est quant à elle essentiellement mise en œuvre par des plus grandes structures, coopératives ou plantations

<sup>479</sup> Thèse El Ouaamari (à paraître)

<sup>480</sup> IFPRI 2017

<sup>481</sup> IFPRI 2017

Une minorité des producteurs (environ 10% à 15%<sup>482</sup>) sont membres de coopératives. Ces dernières ont été restructurées dans les années 1990 par le gouvernement éthiopien qui a mis en place des unions de coopératives dans le but d'augmenter la valeur de la vente de café<sup>483</sup>.

Les coopératives se procurent les cerises auprès de leurs producteurs et réalisent la première transformation par voie humide pour mieux valoriser le café par la suite<sup>484</sup>. Ils assurent la seconde transformation et entreposent le café à leur station de lavage en attendant de trouver preneur.

Si les acheteurs sont des grossistes<sup>485</sup>, ils transportent ensuite le café jusqu'aux entrepôts (*Delivery Centres*) mis en place par l'ECX. Les lots y subissent un contrôle qualité et reçoivent un grade récapitulé dans un document officiel délivré aux grossistes<sup>486</sup>. En fonction du grade, le grossiste a le droit de vendre le café pour exportation ou doit le commercialiser sur le marché national (auquel cas, il rejoint la chaîne de commercialisation du café à destination du marché de consommation éthiopien)<sup>487</sup>. L'ECX est ainsi l'entité qui sélectionne le café qui sera exporté et celui qui sera consommé par les éthiopiens.

Quand ils sont autorisés à exporter, les grossistes se rendent sur le *trade floor* à Addis-Abeba mis en place par l'ECX où ils entrent en négociation avec plus de 450 exportateurs de café<sup>488</sup>, eux-aussi agréés par l'ECX<sup>489</sup>.

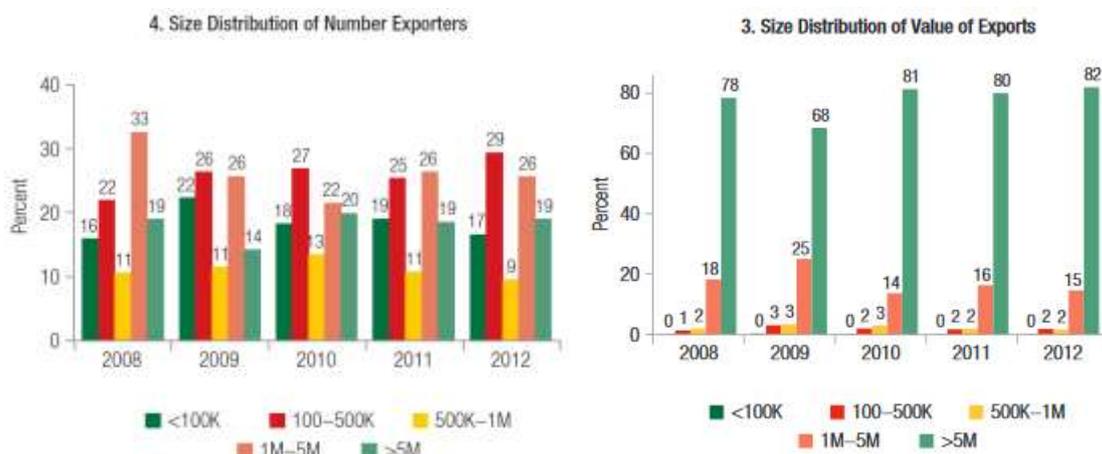


Figure 108. Valeur des exportations de café en fonction de la taille des exportateurs et nombre d'exportateurs en fonction des volumes traités.  
Source : World Bank 2014

Si les entreprises de petite et moyenne taille représentent environ la moitié des exportateurs agréés par l'ECX, les plus gros d'entre eux canalisent plus de 80% des ventes. Leurs parts de marché ne sont pas disponibles publiquement mais les 5 plus importants seraient<sup>490</sup> : Horra Trading (9,4% du marché en 2012/2013<sup>491</sup>), Aleta Land Coffee, Addis Exporter et Mullege Coffee Exporters (à noter que les multinationales du négoce de café ne sont pas autorisées à obtenir directement des licences par l'ECX et organisent donc des accords avec des acheteurs éthiopiens<sup>492</sup>).

<sup>482</sup> UNIDO 2014 op. cit. ; Minten B. et Tamru S., Value Addition and Processing by Farmers in Developing Countries: Evidence From the Coffee Sector in Ethiopia, 2016

<sup>483</sup> Solidaridad, impact study report East Africa, 2014

<sup>484</sup> IFPRI, Tracking the quality premium of certified coffee, 2017

<sup>485</sup> Les coopératives quant à elles sont beaucoup moins contrôlées par l'ECX mais peuvent choisir de vendre pour partie sur le *trade floor* encadré par l'ECX (Hirons Geoforum Climat Resilient Coffee 2018)

<sup>486</sup> IFPRI 2017

<sup>487</sup> IFPRI 2017

<sup>488</sup> UNIDO 2014 op. cit.

<sup>489</sup> Thèse El Ouaamari (à paraître)

<sup>490</sup> World Bank 2014 op. cit.

<sup>491</sup> <http://www.horracorporate.com/market-share>

<sup>492</sup> UNIDO 2014 op. cit.

### Des filières d'exportation de café de qualité hors du contrôle (ou presque) de l'ECX

Dès la création de l'ECX en 2008, les petits producteurs regroupés en coopératives et en unions ont été autorisés à vendre leur café directement aux acheteurs internationaux, sans passer par les enchères<sup>493</sup>. Cette possibilité a été rapidement étendue en aux grands producteurs privés détenant des plantations et capables d'exporter par eux-mêmes<sup>494</sup> (en 2018, les exportateurs privés pourront également commercialiser – au-delà de la production des plantations qu'ils possèdent - le café de petits producteurs non organisés sous contrat avec eux<sup>495</sup>). Les volumes correspondant représentent environ 15% du café vert exporté, dont plus de la moitié est canalisé par les coopératives<sup>496</sup>.

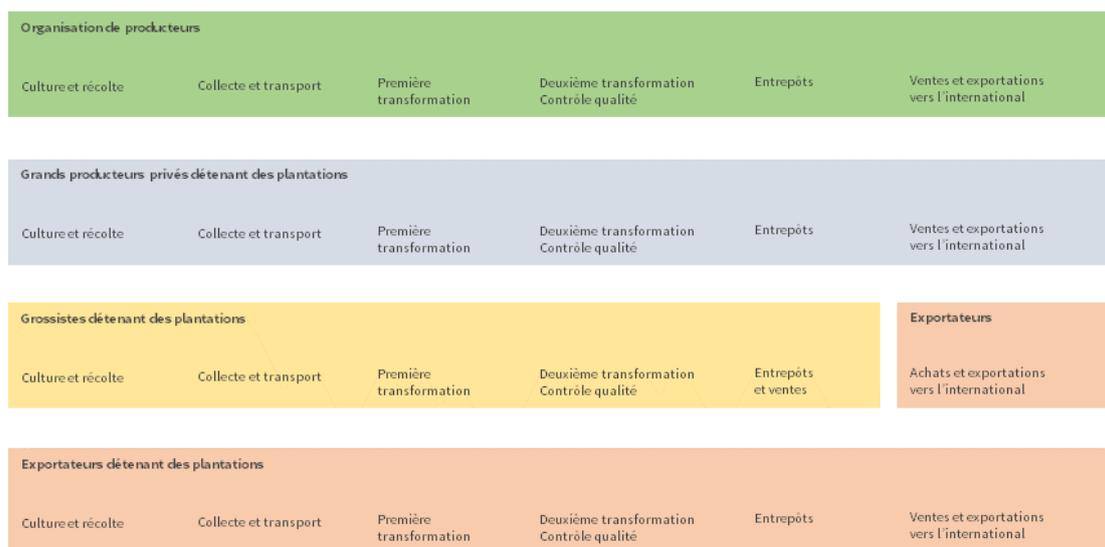


Figure 109. Chaînes de commercialisation du café vert hors de l'ECX. Source : BASIC

Ce circuit de commercialisation parallèle, appelé *Direct Specialty Trade* (DST), reste (très) limité et concerne uniquement les cafés considérés comme étant de spécialité selon l'ECX<sup>497</sup>. Ce besoin de commercialisation et de mise en contact directes avec les producteurs était principalement une demande des importateurs de café de spécialité qui considéraient (et continuent de considérer) que l'ECX ne permet pas d'assurer une traçabilité possible jusqu'à la parcelle des producteurs<sup>498</sup>.

Au sein de ce circuit de commercialisation, il semblerait qu'une nouvelle tendance soit à l'œuvre avec des exportateurs ou grossistes éthiopiens qui investissent dans des plantations et intègrent ainsi la chaîne verticalement<sup>499</sup>.

### Des chaînes de valeur dont les producteurs captent très peu de valeur

Pour analyser la situation économique des producteurs qui découle de cette structuration, nous avons reconstruit l'évolution moyenne du prix d'exportation (FOB), du prix payé aux producteurs et des coûts de production exprimés en monnaie locale et corrigés de l'inflation. Ces estimations rendent compte de la

<sup>493</sup> Ceci dans la continuité de la possibilité qui leur était déjà donnée sous le système précédent d'achat et de vente de l'*auction* à Addis-Abeba et le CTA (Thèse El Ouaamari (à paraître))

<sup>494</sup> Thèse El Ouaamari (à paraître)

<sup>495</sup> Entretien avec un responsable de l'organisation Farm Africa réalisé en juillet 2018

<sup>496</sup> Bain & Company, Ethiopian Agribusiness Industry Incubator, 2015

<sup>497</sup> Grade Q1 ou Q2, soit plus de 80 points (Thèse El Ouaamari (à paraître)).

<sup>498</sup> USDA 2016

<sup>499</sup> El Ouaamari, Accaparement du foncier, Sud-Ouest éthiopien, 2013

situation des producteurs intégrés dans des filières sous égides de l'ECX (les filières de commercialisation directes, elles sont traitées en partie dans la section qui suit les alternatives).

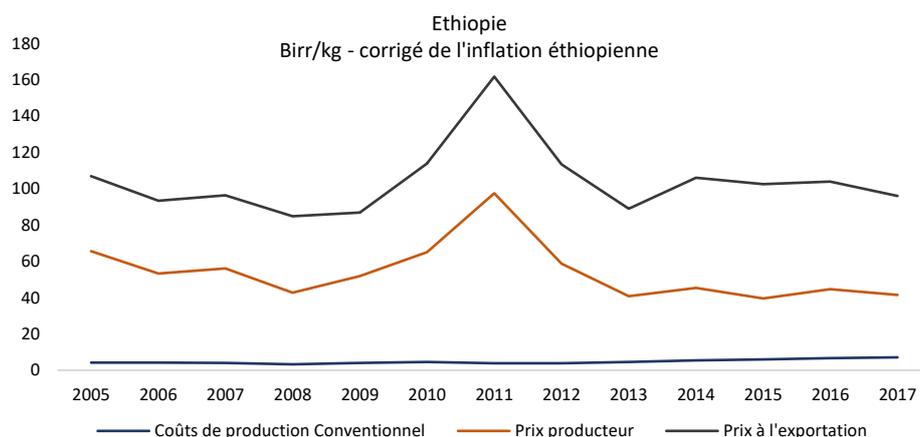


Figure 110. Evolution de la découpe de valeur du café jusqu'au FOB en Ethiopie. Source : Basic.

Il ressort de ces estimations que l'activité caféière apparait de moins en moins créatrice de valeur pour les producteurs éthiopiens, les prix de vente ayant diminué de 36% entre 2005 et 2017, avec une exception en 2010-12 en raison de la hausse des cours mondiaux suite à la crise de la rouille en Colombie.

Il semble que la mise en place de l'ECX n'ait pas eu d'impact significatif sur les prix obtenus par les producteurs pour le café vendu à l'export, ce qui est confirmé par les recherches récentes<sup>500</sup>.

On constate même ces dernières années une augmentation de l'écart entre prix FOB et prix producteurs au détriment de ces derniers : en 2017, les prix producteurs ne représentent plus que 43% des prix d'export du café (soit presque 2 fois moins qu'en Colombie) contre plus de 61% en 2005. La différence est captée par les intermédiaires, exportateurs privés ou coopératives. Cette évolution reflète les coûts élevés du système ECX et la capacité des intermédiaires à créer de la valeur ajoutée via leurs investissements dans la transformation qui ont permis de mieux valoriser leur café (valeur ajoutée ne redescend pas jusqu'au producteur).

En vis-à-vis, les coûts de production agricole demeurent très faibles car la grande majorité du café est issu de systèmes vivriers de petits producteurs qui n'utilisent pratiquement pas d'intrants et recourent essentiellement à de la main d'œuvre familiale, complétée par celle d'autres membres des communautés pour la récolte (sous forme d'échange de temps de travail qui n'est pas pris en compte dans le calcul des coûts de production).<sup>501</sup>

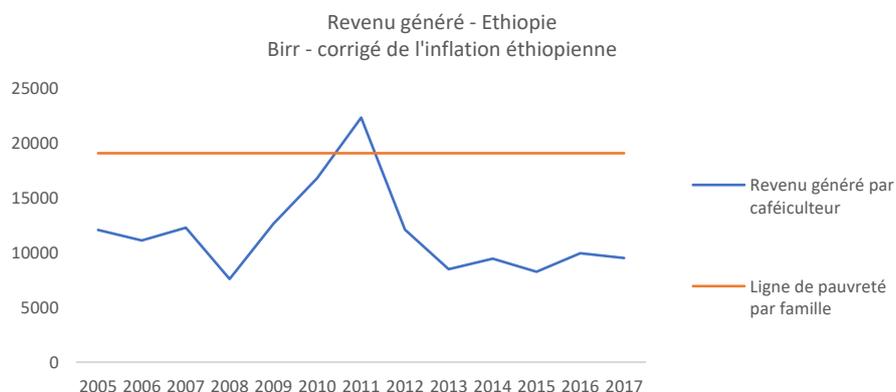


Figure 111. Evolution du revenu des caféiculteurs éthiopiens et comparaison avec le seuil de pauvreté. Source : Basic.

<sup>500</sup> Hernandez et al., Market institutions and price relationships: the case of coffee in the Ethiopian Commodity Exchange, 2017

<sup>501</sup> IFPRI, Changes SPO Coffee Value Chains Ethiopia, 2015 : les plantations spécialisées, de quelques hectares à plusieurs dizaines voire centaines d'hectares, sont également assez peu utilisatrices d'intrants (en raison des normes assez strictes du gouvernement éthiopien qui visent à préserver l'image de marque de « café naturel » du pays) et le coût de la main d'œuvre agricole demeure particulièrement réduit : un peu plus de 3 USD/jour en 2016

Au vu des faibles rendements de café et surtout des très petites surfaces cultivées, les revenus monétaires des familles sont très faibles et suffisent rarement à assurer leurs dépenses incompressibles malgré un système vivrier très développé, le café étant la principale voire la seule source de liquidités disponible (la FAO estimait en 2015 que 48% des producteurs familiaux sont dans une situation de pauvreté en Ethiopie<sup>502</sup>).

D'après nos estimations, le revenu des familles de caféiculteurs est d'environ 2 fois inférieur au seuil de pauvreté (à l'exception d'une hausse ponctuelle en 2011 du fait de la hausse mondiale des cours). Il serait même en baisse de 22% entre 2005 et 2017.

*En France, le café éthiopien est commercialisé en pure origine, mais aussi intégré dans des mélanges, dont la valeur dépend essentiellement des formats et du positionnement des marques*

Le café éthiopien est valorisé de deux façons différentes sur le marché français : une part de son café qualifié « de spécialité » est vendue à des prix élevés sur des marchés de produits haut de gamme et/ou de niche (en particulier les cafés d'appellations d'origine Sidamo, Harar et Yirgacheffe), tandis qu'une autre partie est destinée à être mélangée avec d'autres origines dans des produits de café standardisé consommés au quotidien<sup>503</sup>.

En l'absence de statistiques publiques sur les prix de ces produits vendus en grande distribution, nous avons réalisé des relevés de prix fin juillet 2018 dans 9 supermarchés et hypermarchés de 6 enseignes différentes, à Paris et en province.

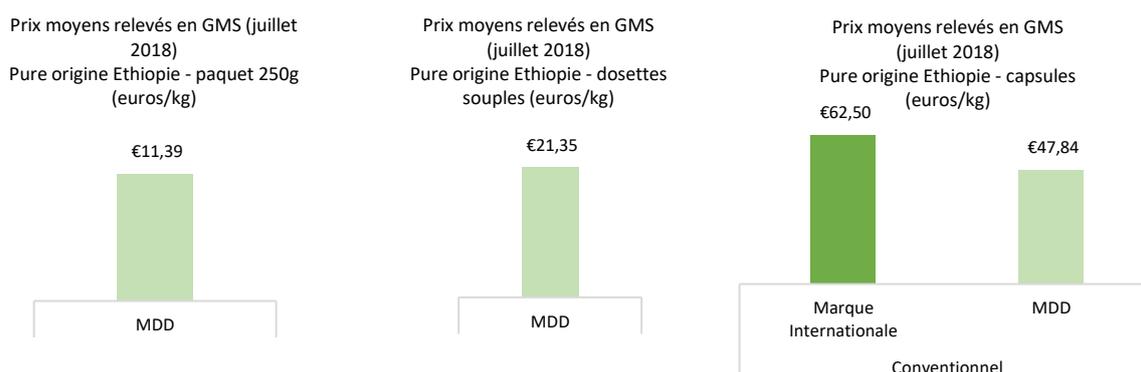


Figure 112. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café vendus en France. Source : Basic.

Les relevés effectués n'ont pas permis d'identifier de cafés « pure origine Ethiopie » commercialisés par des grandes marques, ni en paquet moulu 250g, ni en dosette souple ; seule une référence en capsule a été repérée lors des visites de magasin. Par contraste, les relevés ont montré que les gammes MDD valorisent le café d'Ethiopie en pure origine dans tous les formats (4 enseignes sur 6 en paquet moulu, et 3 sur 6 en capsules), au sein d'une stratégie plus large de différenciation des MDD par la promotion de cafés d'origine.

L'effet de l'appellation « Café pure origine Ethiopie » est plus important sur le prix final au consommateur que dans le cas de la Colombie : + 18% pour les paquets de 250g (11,39 €/kg contre 9,68 €/kg), + 31% pour les dosettes et + 10% pour les capsules.

Nos relevés montrent par ailleurs un effet très important des différences de format sur les cafés de « pure origine Ethiopie » : les prix moyens au kilo des dosettes souples MDD sont 85% plus élevés que les paquets 250g ; quant aux capsules, elles sont plus de 5 fois plus chères au kilo que les paquets 250g (ces différences sont plus marquées que pour les mélanges de café – voir la section sur le Pérou pour plus de détails).

<sup>502</sup> FAO, The economic lives of smallholder farmers, 2015

<sup>503</sup> Entretien avec une spécialiste du café de spécialité et du marché français du café

Ces écarts illustrent la capacité accrue des marques à créer (beaucoup) plus de valeur grâce au développement de nouveaux formats et à leur marketing, alors que la différenciation de l'origine semble générer une différence très faible de création de valeur auprès du consommateur.

Pour aller plus loin, nous avons réalisé des estimations de la répartition de la valeur pour les mélanges contenant du café d'Ethiopie, sur la base d'informations sur les coûts de logistique et de transformation consolidées auprès de différents acteurs français (négociants et torréfacteurs)<sup>504</sup>.

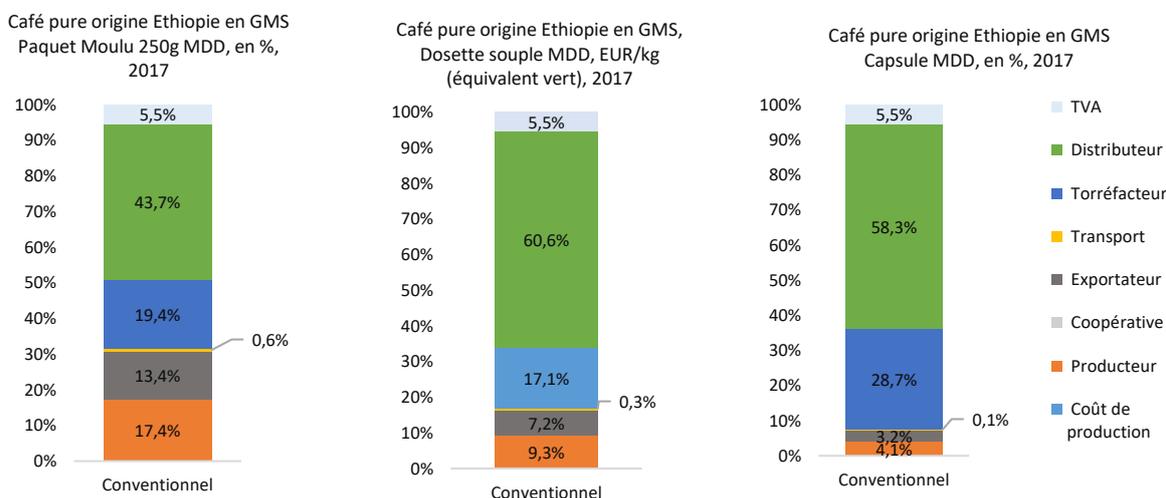


Figure 113. Découpe de valeur du café hors promotion du producteur en Ethiopie au consommateur en France. Source : Basic.

L'Ethiopie parvient à capter une part importante de la valeur, supérieure à la Colombie : sur le prix final d'un paquet de café moulu 250 g, le pays de production captait 30,8% de la valeur en 2017 (contre 29% dans le cas de la Colombie). Sur ce total, 17,4% de la valeur revenait aux producteurs en Ethiopie<sup>505</sup>, une part presque 2 fois supérieure à celle des producteurs colombiens.

Par ailleurs, comme pour les mélanges de café, nos estimations montrent la part décroissante de la valeur revenant au pays producteur en fonction du format : elle est quasiment divisée par 2 dans le cas des dosettes souples (ne représentant plus que 16,5% du prix final), et chute encore plus fortement quand le café d'Ethiopie est commercialisé en capsule, le pays producteur captant que 7,3% de la valeur totale, dont 4,1% seulement reviennent aux producteurs, soit 4 fois moins que dans le cas d'un paquet de café 250g.

### 2.3.3. Des impacts négatifs majeurs au niveau social qui s'accroissent du fait de la déstabilisation du modèle traditionnel de culture du café

*Des producteurs en-dessous du seuil de pauvreté dont le modèle socio-économique est déstabilisé*

Même si les producteurs éthiopiens parviennent à capter une part plus importante de la valeur finale des produits qu'en Colombie et surtout au Pérou, ils dégagent un revenu en-dessous du seuil de pauvreté en raison de leurs rendements moyens très faibles (voir section précédente).

<sup>504</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

<sup>505</sup> Cette estimation est réalisée à partir du prix moyen d'exportation FOB du café d'Ethiopie vers la France qui se révèle notablement plus faible que la moyenne des prix d'export du pays. En l'absence d'informations plus précises, nous avons estimé que les producteurs touchaient le même prix pour leur café quel que soit le pays de destination ; ainsi les producteurs éthiopiens toucheraient 55% de la valeur FOB du café à destination de la France, contre seulement 43% en moyenne dans le pays.

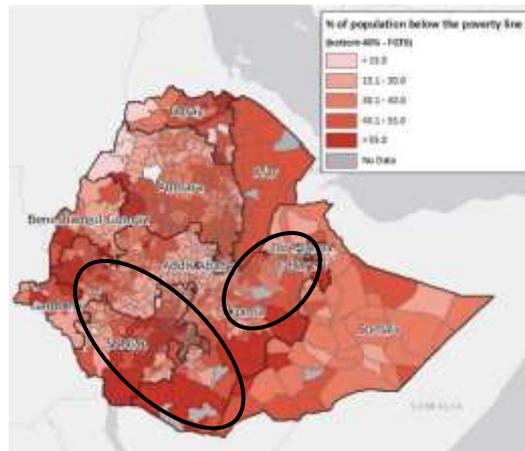


Figure 114. Carte de la pauvreté en Ethiopie. Source : FAO.

Les statistiques nationales de pauvreté confirment la situation précaire des caféiculteurs éthiopiens (cf. carte ci-dessus). Les producteurs de café se retrouvent dans une situation de vulnérabilité face aux chocs et aléas éventuels (chute des cours en bourse, événements climatiques...) en raison de leur très faible épargne. La perte d'attrait pour l'activité agricole, couplé à la croissance des opportunités économiques en ville, entraîne d'importants phénomènes de migration vers les centres urbains.<sup>506</sup>

Par ailleurs, comme dans les autres cas d'étude, les études disponibles témoignent des fortes inégalités que subissent les femmes dans le secteur du café en Ethiopie. Alors qu'elles réalisent une bonne part des activités de récolte et de post-récolte, elles n'ont qu'un rôle très limité dans la prise de décision, ont très difficilement accès à la propriété foncière, aux circuits de commercialisation et à l'accompagnement technique<sup>507</sup>

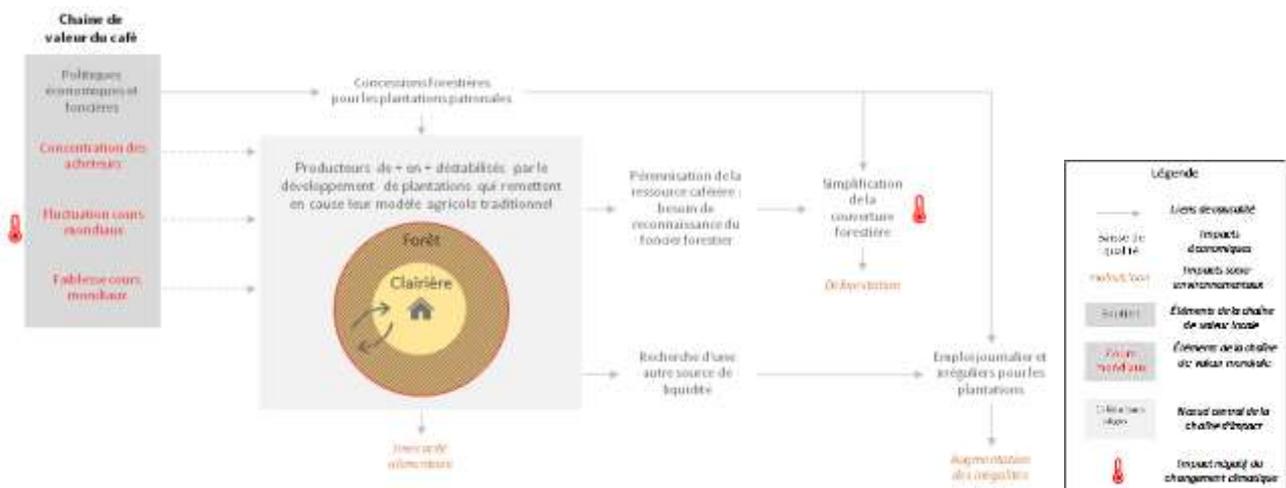


Figure 115. Boucles d'impact négatives liées à la déstabilisation du système agricole traditionnel de production de café en Ethiopie. Source : Basic.

Facteur aggravant, le modèle de sécurité alimentaire des producteurs, qui repose sur l'équilibre complexe entre les espaces de clairières qu'ils cultivent et l'espace forestier, est mis en péril par les politiques du gouvernement qui cherchent à augmenter la production agricole via le développement d'exploitations de grande taille sur des espaces forestiers (notamment dans le café, mais pas uniquement).<sup>508</sup>

L'Etat Ethiopien, propriétaire des forêts, a décidé de mieux les exploiter en attribuant des concessions pour la mise en place d'exploitations agricoles patronales (de quelques hectares à plusieurs centaines voire milliers d'hectares) car il les considère comme sous-utilisés par les populations locales.<sup>509</sup>

<sup>506</sup> Reta Hailu, Population dynamism and agrarian transformation in Ethiopia, African Journal of agricultural research, 2016

<sup>507</sup> IFPRI-EDRI, Gender and cash crops: the case of coffee production in Ethiopia, 2016

<sup>508</sup> El Ouaamari, note de recherche Académie 2014

<sup>509</sup> Anjo, Medium scale Forestland Grabbling in the southwestern Highlands of Ethiopia, 2018

Depuis le milieu des années 90, ce seraient ainsi 3 à 3.5 millions d'hectares de forêts qui auraient été attribués sur des baux de 25 à 50 ans, générant un important phénomène d'accaparement du foncier forestier.<sup>510</sup> Ce phénomène est très conflictuel, parfois très violent jusqu'aux conflits armés.<sup>511</sup>

La privation des espaces forestiers élimine la principale source de liquidité des producteurs, le café, dont environ 40% des volumes provient des systèmes forestiers et semi-forestiers<sup>512</sup>. Il ne reste alors que 2 options :

- Trouver un travail dans les plantations nouvellement créées, souvent irrégulier, précaire, peu rémunéré (3 dollars par jour en 2016) et incompatible avec le calendrier de travail de leur système agroforestier. Ce changement met en péril la sécurité alimentaire des familles, les rend de plus en plus dépendant des plantations et augmente les inégalités socio-économiques.
- Chercher la reconnaissance de l'Etat sur les surfaces forestières non encore attribuées en coupant les arbres et en intensifiant leur culture caféière (pour que ces espaces ne soient plus considérés comme faiblement exploités), avec des effets néfastes sur la biodiversité et l'équilibre de leur système.<sup>513</sup>

Les impacts environnementaux générés par ces évolutions (création de plantations de toutes tailles et intensification de l'exploitation des forêts par les petits producteurs) sont croissants : déforestation partielle et réduction du nombre de variétés d'Arabica cultivé, alors que la richesse de la ressource génétique éthiopienne est précieuse pour la lutte contre les maladies et la résilience face au changement climatique.<sup>514</sup>

S'y ajoutent des impacts liés au changement climatique qui affectent d'ores et déjà la production caféière, comme dans la plupart des autres pays de production :

- Une augmentation notable de l'altitude à laquelle le café est cultivé.<sup>515</sup>
- Une incertitude croissante des périodes de pluie, un allongement de la saison sèche et une multiplication des épisodes extrêmes (fortes pluies, chaleurs intenses)
- Une baisse de qualité du café dans les zones plus vulnérables au changement climatique (Zege, Harar, Wellega, Rift).<sup>516</sup>
- Une augmentation des maladies (moins prononcée qu'en Amérique Latine, l'Ethiopie ayant été pour l'instant épargnée de l'épidémie de rouille) qui entraîne un surcroît de mauvaises récoltes et le changement du cycle de production qui passe de biennuel à un rythme de 2 mauvaises années pour une bonne<sup>517</sup>.

*Des coûts sociétaux presque équivalents à la valeur d'export du café éthiopien*

L'ensemble de ces impacts socio-environnementaux génère des dépenses sur la société qui sont prises en charge par les individus et les pouvoirs publics pour faire face aux conséquences sociales et environnementales du fonctionnement de la filière. On appelle ces dépenses les coûts sociétaux.

En premier lieu, ils concernent le manque à gagner des producteurs pour atteindre un revenu qui leur permette – ainsi qu'à leur famille - de vivre dignement. En l'absence d'études sur les revenus décents en zone rural, on peut estimer ce revenu sur la base du seuil absolu de pauvreté. Il a été estimé à environ 170,5 dollars par personne et par an en 2017<sup>518</sup>.

---

<sup>510</sup> Ibid.

<sup>511</sup> Ibid.

<sup>512</sup> Ibid.

<sup>513</sup> Ibid.

<sup>514</sup> Ango, Medium scale Forestland Grabbling in the southwestern Highlands of Ethiopia, 2018

<sup>515</sup> Coffee Barometer, 2018

<sup>516</sup> Kew, Coffee Farming and Climate Change in Ethiopia: Impacts, Forecasts, Resilience and Opportunities, 2017

<sup>517</sup> IFPRI, Changes SPO Coffee Value Chains Ethiopia, 2015

<sup>518</sup> Mekore G. et Yaekob T., Determinants and its extent of rural poverty in Ethiopia: Evidence from Doyogena District, Southern part of Ethiopia, 2017

Considérant que les deux millions de familles rurales qui dépendent du café comptent en moyenne 5 membres, la production de café pour l'export devrait rapporter à l'échelle du pays environ 785 millions de dollars pour leur permettre de dépasser le seuil de pauvreté (au prorata des volumes exportés par rapport au total produit).

Or, le café exporté n'a rapporté aux producteurs la même année que 308,5 millions de dollars, soit un coût sociétal de 476,5 millions de dollars.

De plus, les travailleurs employés dans la production de café se trouvent dans une situation similaire, des études récentes ayant montré que le salaire minimum de 3 dollars par jour est inférieur de 70% au salaire qui serait nécessaire pour assurer une vie décente<sup>519</sup>. Cependant, les données disponibles n'ont pas permis d'estimer le coût sociétal associé par manque d'informations sur le nombre de travailleurs et leurs conditions d'emploi effectives.

Un autre coût sociétal concerne les dépenses engagées par le gouvernement Ethiopien pour assurer les services publics essentiels (éducation, santé, affaires sociales, eau/électricité, transports, justice, soutien à l'agriculture et protection de l'environnement) dans les provinces où se situe la production de café (Oromia, SNPP, Gambela, Benishagi).

En 2017, elles s'élevaient à 244 millions de dollars (au prorata des familles vivant du café dans la population totale de ces provinces).

En vis-à-vis, l'Etat prélève une taxe de l'ordre de 5 centimes de dollar par kilo exporté, soit un total de 22 millions de dollars en 2017. S'y rajoute un montant des impôts sur les bénéfices et les revenus qui peut être estimé à 19 millions de dollars.

Il apparaît donc un coût sociétal de 203 millions de dollars en 2017, manque à gagner pour que l'Etat puisse faire face à ses obligations de services publics et qui doivent être financées par d'autres sources, nationales ou internationales (alors même que le café représente plus de 35% des rentrées de devises via les produits exportés par l'Ethiopie).

En termes environnementaux, la pollution de l'eau en nitrates et la pollution des sols peuvent être considérées comme négligeables en raison du niveau très faible – voire inexistant – d'utilisation d'intrants chimiques par les producteurs.

La dernière composante de coûts sociétaux concerne donc les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne depuis la production agricole jusqu'au consommateur final en France. Elles s'élèvent à environ :

- En amont : 3kg de CO2 pour chaque kg de café vert produit concernant la culture du café (sur la base d'une production moyenne très faible en intrants en Ethiopie)
- En aval : 25 kg de CO2 pour chaque kg de café torréfié, mis en paquet ou dosette, commercialisé et consommé (les émissions supplémentaires liées à la dosette étant potentiellement compensées par la surdose de café dans les machines à filtre).

Sachant que les dépenses actuelles engagées au niveau mondial pour lutter contre le changement climatique s'élèvent à environ 300 milliards de dollars par an (les émissions de CO2 ayant des conséquences à l'échelle internationale), on peut estimer que chaque kilo de CO2 émis représente un coût direct d'environ 0,8 centimes de dollar. A l'échelle du café exporté d'Ethiopie en 2017, cela représente un coût sociétal total de 56 millions de dollars.

Les coûts sociétaux liés aux autres impacts analysés précédemment (en particulier l'accaparement des terres et ses conséquences sociales et environnementales) n'ont pas pu être chiffrés du fait du manque de données disponibles pour quantifier l'étendue du problème et identifier les dépenses associées pour la société.

---

<sup>519</sup> Global Living Wage Coalition, Living Wage Report: Non metropolitan urban Ethiopia, 2017

Le total des coûts sociétaux estimés pour la filière conventionnelle de café s'élève donc à 740,5 millions de dollars en 2017 (voir récapitulatif ci-après), un montant presque équivalent à la valeur d'export du café éthiopien (860 millions de dollars en 2017).

Coût sociétal	Montant en 2017
Manque à gagner pour assurer un niveau de vie décent aux producteurs de café	476,5 millions de dollars
<b>Manque à gagner pour couvrir les dépenses engagées par l'Etat en infrastructures de services publics essentiels dans les provinces caféières</b>	203 millions de dollars
Dépenses engendrées par les émissions de gaz à effet de serre	56 millions de dollars
<b>TOTAL DES COUTS SOCIETAUX</b>	<b>735,5 millions de dollars</b>
<i>pour comparaison, valeur FOB des exportations de café</i>	<i>860 millions de dollars</i>

### 2.3.4. Les apports des filières « durables », équitables et biologiques

Le développement de certifications sociales et environnementales dans le secteur du café éthiopien est assez récent comparé aux pays producteurs d'Amérique Latine<sup>520</sup>. Il a démarré en 2002, avec les certifications Fairtrade, agriculture biologique, Rainforest et UTZ sur des produits issus des forêts éthiopiennes dans le but de préserver cette ressource précieuse pour la sécurité alimentaire des producteurs.

Ces certifications, en particulier le label de commerce équitable Fairtrade, étaient vues comme des outils de la résilience économique des coopératives dans cette période de forte crise des prix du café<sup>521</sup>.

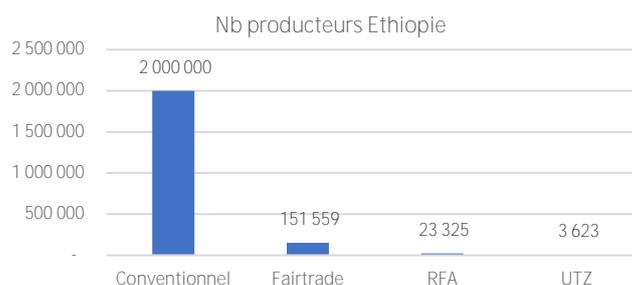


Figure 116. Répartition du nombre de producteurs en Ethiopie en 2015/2016. Source : Basic d'après les données de IISD, Fairtrade et UTZ-Rainforest

En 2015/16, il apparaît que le commerce équitable est plus implanté dans le secteur du café en Ethiopie que les initiatives UTZ et Rainforest : sur le total de 2 millions de producteurs, on en dénombre plus de 151 000 qui sont membres de coopératives certifiées Fairtrade (sans compter les autres labels de commerce équitable), contre respectivement 23 325 et 3 623 pour Rainforest et UTZ qui demeurent marginales. Les raisons les plus souvent avancées pour expliquer le faible développement de ces 2 dernières certifications sont la trop petite taille des parcelles cultivées et l'obligation de passer par l'ECX qui exige l'anonymat du vendeur alors que les coopératives peuvent s'affranchir du système (et plus récemment les plantations et les exportateurs privés).

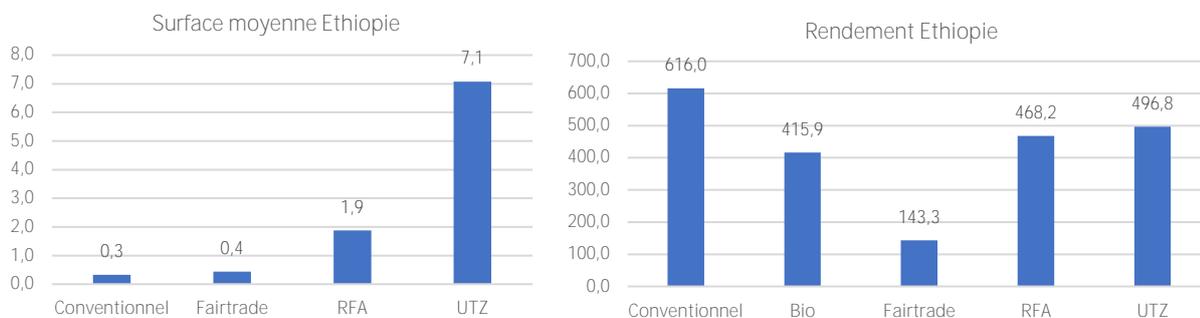


Figure 117. Surfaces et rendements moyens en Ethiopie en 2015/2016. Source : Basic d'après les données de IISD, Fairtrade et UTZ-Rainforest

<sup>520</sup> Solidaridad, impact study report in east Africa, 2014

<sup>521</sup> DEUL, FT Coffee & Dvpt-Field Study Ethiopia, 2009

Les volumes commercialisés aux conditions du Fairtrade (environ 7 000 tonnes) représentent environ 3,5% des exportations de café du pays en 2017 (200 700 tonnes selon l'ICO). Par ailleurs, selon les statistiques de FLO Cert, la grande majorité de la production de café des organisations certifiées Fairtrade serait également certifiée en bio, leur production représentant un peu plus de 13% de la production totale de café bio du pays. En 2017, 29% des coopératives éthiopiennes de café seraient certifiées Fairtrade, 27% seraient certifiées en agriculture biologique et 2% seraient UTZ ou Rainforest<sup>522</sup>. L'analyse des données publiées par ces différentes démarches fait ressortir de grandes différences dans le profil des producteurs qui en bénéficient. Alors que les membres de coopératives certifiées par le commerce équitable ont de très petites surfaces proches de la moyenne du pays et des rendements inférieurs<sup>523</sup>, les producteurs certifiés UTZ ou Rainforest s'apparentent à des « entrepreneurs patronaux » vu les surfaces moyennes qu'ils cultivent (surtout dans le cas de UTZ). En l'absence de données de terrain plus détaillées, on peut faire l'hypothèse que les producteurs dans ces deux dernières démarches ont un système de production spécialisé dans le café qui repose beaucoup plus sur la main d'œuvre salariée que dans le commerce équitable.

*Des chaînes de valeur équitables qui améliorent (très) légèrement les revenus des producteurs et ont des retombées positives sur les communautés, avec des marges apparemment réduites en aval de la chaîne*

En termes de chaînes de valeur, les coopératives certifiées par le commerce équitable réalisent la grande majorité des exportations de café toutes démarches confondues (certains producteurs membres étant également certifiés biologique ainsi que UTZ et/ou Rainforest)<sup>524</sup>.



Figure 118. Chaîne de commercialisation du café vert via les coopératives exportatrices. Source : BASIC

Les coopératives certifiées par le commerce équitable se procurent les cerises auprès de leurs membres et réalisent la 1<sup>ère</sup> transformation par voie humide ainsi que la 2<sup>ème</sup> transformation<sup>525</sup>. Pour l'exportation, elles sont soit en capacité de la réaliser par elles-mêmes, soit commissionnent des exportateurs<sup>526</sup>. Sur la base des différentes informations et études d'impact rassemblées sur le système Fairtrade en Ethiopie, il a été possible d'estimer la découpe de valeur du producteur jusqu'à l'export de café vert sur les 12 dernières années.

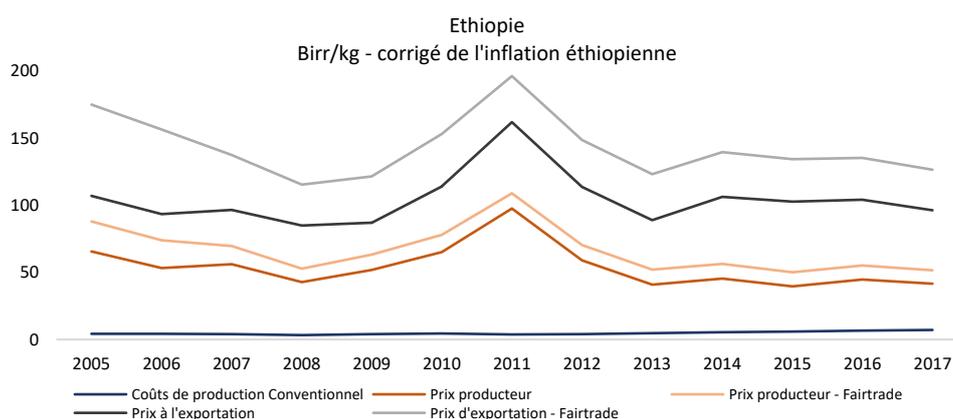


Figure 119. Evolution de la découpe de valeur du café équitable jusqu'au FOB en Ethiopie. Source : Basic.

<sup>522</sup> Mitiku et al., Do Private Sustainability Standards Contribute to Income Growth and Poverty Alleviation? A Comparison of Different Coffee Certification Schemes in Ethiopia, 2017, in Sustainability 2017, 9, 246; doi:10.3390/su9020246

<sup>523</sup> Le niveau du rendement moyen du café semble élevé au vu du modèle majoritaire de production en Ethiopie, ce qui peut s'expliquer par une difficulté de recenser les surfaces exactes de café en raison de la part importante de café forestier/semi-forestier.

<sup>524</sup> Solidaridad, impact study report in east Africa, 2014

<sup>525</sup> IFPRI, Tracking the quality premium of certified coffee, 2017

<sup>526</sup> Thèse El Ouaamari (à paraître)

L'évolution des prix d'exportation et de ceux payés aux producteurs dans le commerce équitable suivent des trajectoires parallèles à celles des prix équivalents dans les filières conventionnelles, sauf en 2005 et 2006 où le prix d'export FOB du café vert éthiopien était inférieur au prix minimum Fairtrade, permettant aux coopératives d'être moins affectées par la crise du cours de l'Arabica. Ainsi, l'impact du commerce équitable apparaît essentiellement le fait de la prime de développement Fairtrade qui s'additionne au prix d'export, et dont une (faible) partie est redistribuée aux producteurs – de l'ordre de 10% environ.<sup>527</sup>

En vis-à-vis, les coûts de production des agriculteurs dans les filières équitables sont a priori les mêmes que dans le conventionnel et leurs revenus (très) légèrement supérieurs par kilo de café, avec une tendance à la stagnation depuis 2013.

Au niveau des marchés de vente, le café éthiopien est en bonne partie valorisé en tant que « pure origine » (principalement avec le label Fairtrade, ainsi qu'avec d'autres labels comme SPP ou parfois même sans label consommateur par des marques 100% équitables comme Lobodis). Il est aussi parfois incorporé dans des mélanges, mais ces derniers n'ont pu être identifiés avec précision.<sup>528</sup>

Les relevés effectués dans les supermarchés visités dans le cadre de l'étude n'ont permis d'identifier du Café équitable pure origine Ethiopie (non bio) qu'en format paquet moulu 250g vendu en MDD avec le label Fairtrade. Aucune dosette souple ni capsule compatible Nespresso n'a été identifiée.

Le prix moyen relevé en magasin pour le café « pure origine Ethiopie » en paquet 250g, et la comparaison avec les prix relevés en conventionnel, sont les suivants :

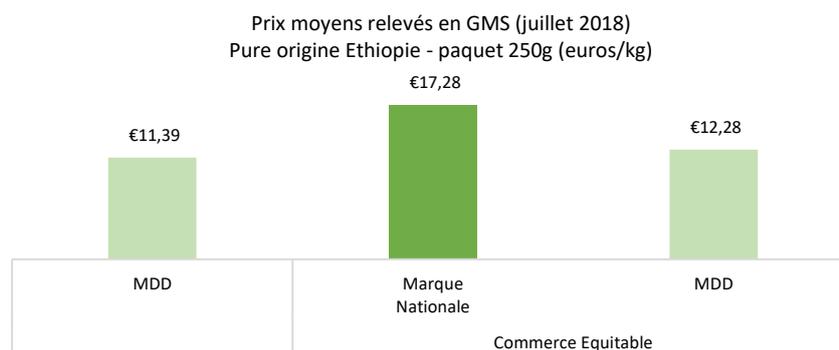


Figure 120. Relevé de prix au consommateur de mélanges de café équitables et conventionnels vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

Premier résultat : le produit MDD labellisé Fairtrade a un prix au kilo supérieur de 8% à son équivalent conventionnel. Cependant, le produit concerné est d'une enseigne différente de celles commercialisant les paquets en conventionnel, l'écart ne peut donc pas être attribué totalement à la labellisation équitable.

De même, le prix élevé du paquet vendu en marque nationale – qui n'a pas d'équivalent en conventionnel – ne semble pas lié à la mention du commerce équitable qu'à la différence de positionnement marketing et aux économies d'échelle : il est commercialisé par une PME française qui a développé une gamme premium, alors que le produit conventionnel est commercialisé par l'une des principales multinationales du secteur et son volume de vente est très important, ce qui induit des logiques et capacités de négociation très différentes vis-à-vis de la GMS.

<sup>527</sup> DEUL, FT Coffee & Dvpt-Field Study Ethiopia, 2009

<sup>528</sup> Entretiens avec des représentants de Max Havelaar France et des marques vendant du café équitable réalisés en mai 2018.

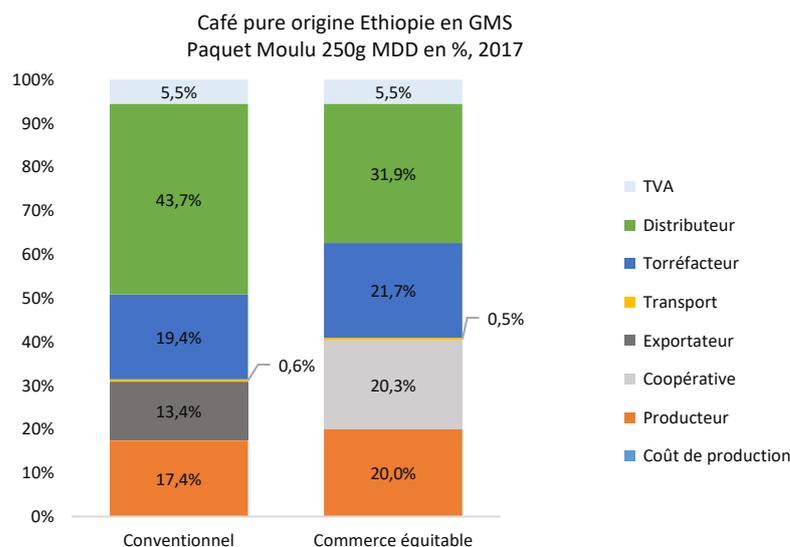


Figure 121. Découpe de valeur du café équitable hors promo pure origine Ethiopie (paquet 250g) du producteur au consommateur en France. Source : Basic.

Sur la base de ces relevés, nous avons estimé la répartition de la valeur pour les cafés « pure origine Ethiopie » conventionnel et équitable vendus par des MDD<sup>529</sup>.

Le pourcentage revenant au pays producteur apparaît plus important dans le produit équitable (40,3% contre 30,8%) malgré le prix final plus important au consommateur et semble lié à une marge plus faible de la distribution sur ce produit MDD.

Sur le prix au consommateur, le producteur éthiopien paraît toucher une part plus importante : 20% contre 17,4% dans le conventionnel (à noter que c'est la part revenant à la coopérative qui augmente le plus, atteignant 20,3% contre 13,4% pour les exportateurs dans le conventionnel).

Cette observation est cohérente avec les études récentes menées sur le café certifié Fairtrade en Ethiopie qui démontrent que seule une faible part du différentiel de prix à l'exportation est retransmise aux producteurs (de l'ordre de 30%) alors que plus de la moitié étant conservée par les coopératives et leurs unions pour couvrir leurs frais de fonctionnement et de certification.<sup>530</sup>

De plus, au vu de la faiblesse des rendements et de la place minoritaire du café dans l'économie familiale (moins de 10% des revenus quand on inclut l'autoconsommation), le commerce équitable n'influence que faiblement la situation économique des familles de producteurs de café.<sup>531</sup>

Corrélié à la faible part de la production vendue aux conditions du commerce équitable (environ 40% en 2016), le revenu supplémentaire créé est de l'ordre d'une centaine de dollars par an et par famille.

S'y rajoutent les contraintes liées à la certification équitable (critères environnementaux, déclaration de la main d'œuvre extérieure, système de documentation pour la traçabilité...) qui sont souvent jugées trop contraignantes par rapport aux bénéfices que les producteurs pensent recevoir.<sup>532</sup>

Pour avoir un impact plus significatif, l'enjeu n'est pas tant le niveau de prix obtenu par les coopératives certifiées Fairtrade – qui est assez élevé dans le contexte éthiopien – que la (faible) redistribution de la valeur aux producteurs<sup>533</sup>. Au vu de l'analyse des filières conventionnelles de café en Ethiopie, cet enjeu dépasse le

<sup>529</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

<sup>530</sup> IFPRI, *Structure and Performance of Ethiopia's Coffee Export Sector*, 2014

<sup>531</sup> DEUL, *FT Coffee & Dvpt-Field Study Ethiopia*, 2009

<sup>532</sup> IFPRI, *Tracking the quality premium of certified coffee*, 2017

<sup>533</sup> Farm Africa, *Ethiopian Forest Coffee: Value Chain Analysis*, 2017

commerce équitable et concerne structurellement l'ensemble du pays (les caféiculteurs recevant en moyenne à peine plus de 40% du prix FOB d'export, l'un des taux les plus faibles parmi les pays exportateurs).

Dans le cas des organisations certifiées Fairtrade, il semblerait que cette situation ait du mal à changer en raison du faible niveau de concurrence dans le secteur. Ainsi, les 3 principales unions de coopératives certifiées représentent à elles seules 92% du volume de café produit par les producteurs organisés en Ethiopie : Oromia Cooperative Union (47% de la production totale des coopératives en 2016), Sidama Cooperative Union (32,5% des volumes) et Yirgacheffe Cooperative Union (12,5% des volumes)<sup>534</sup>.

Dans un contexte de faible participation des producteurs aux coopératives éthiopiennes (10% environ), la dynamique interne de ces organisations est assez faible et elles semblent être essentiellement dirigées par leurs équipes salariées et leurs élus (qui ont un faible taux de renouvellement), malgré les exigences de transparence et de bonnes pratiques de gouvernance associées à la certification Fairtrade<sup>535</sup>.

**La situation d'oligopole de ces 3 grandes unions pourrait être remise en question dans un avenir proche, du fait de la possibilité offerte aux exportateurs privés de commercialiser hors-ECX du café acheté à des producteurs non organisés sous contrat<sup>536</sup>. Si un tel changement pourrait générer des changements positifs pour les producteurs (y compris pour ceux appartenant à des unions), il représente également un risque du fait de la difficulté de ces derniers à gagner en autonomie dans un modèle de production sous contrat avec des exportateurs ayant un pouvoir de négociation bien plus important que le leur.**

Au niveau des travailleurs, même si la grande majorité des producteurs appartenant à des organisations certifiées Fairtrade **ne recourent pas à de la main d'œuvre salariée, il en existe certains qui possèdent plusieurs hectares de café et emploient des travailleurs extérieurs (mais apparemment moins nombreux que dans les systèmes UTZ et Rainforest)**. Dans ces cas, les conditions de travail de ces employés (ainsi que de ceux des installations de transformation) apparaissent tout aussi difficiles que dans les filières conventionnelles : **salaires, taux d'emplois, durées des contrats, protection de sécurité...**<sup>537</sup>

Les impacts les plus importants du commerce équitable documentés par les études de terrain concernent **l'aval de la filière en Ethiopie**.

**Le commerce équitable a tout d'abord été un levier permettant aux coopératives et à leurs unions d'exporter directement leur café sur des marchés plus rémunérateurs, sans passer par l'ECX**. Parvenant à capter plus de la moitié de la plus-value du commerce équitable à l'export, elles parviennent à couvrir leurs frais généraux, les coûts de certification et les dépenses d'investissement dans des infrastructures de transformation.<sup>538</sup>

Par ailleurs, une partie non négligeable de la prime (de 30% à 50%) est utilisée pour des investissements communautaires qui ont permis d'améliorer les taux de scolarisation dans les communautés et d'accompagner les producteurs via des services ou techniques pour qu'ils adoptent de meilleures pratiques agricoles (compost par exemple)<sup>539</sup>. Ces investissements ont souvent la particularité d'être accessibles à tous les membres des communautés. Ces retombées positives ont paradoxalement un effet de démobilisation sur la participation des producteurs à la vie interne des coopératives **quand ils s'aperçoivent que les non-membres bénéficient de la majorité des services proposées, sans avoir à s'astreindre aux exigences des cahiers des charges Fairtrade**.<sup>540</sup>

---

<sup>534</sup> Farm Africa, Ethiopian Forest Coffee: Value Chain Analysis, 2017

<sup>535</sup> Farm Africa, Ethiopian Forest Coffee: Value Chain Analysis, 2017 et entretien avec un responsable de Farm Africa en juillet 2018

<sup>536</sup> Entretien avec un responsable de Farm Africa en juillet 2018

<sup>537</sup> FTEPR, Fairtrade, employment and Poverty reduction in Ethiopia and Uganda, 2014

<sup>538</sup> IFPRI, Tracking the quality premium of certified coffee, 2017

<sup>539</sup> IFPRI, Tracking the quality premium of certified coffee, 2017

<sup>540</sup> Mojo, The determinants and economic impacts of membership in coffee farmer cooperatives, 2017

Sur la base de ces résultats, il est possible d'estimer l'impact du commerce équitable sur les coûts sociétaux précédemment évalués (au prorata du nombre de producteurs concernés) :

- Le coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs est réduit d'environ 12% par rapport aux filières conventionnelles.
- La prime de développement permet de réduire le besoin en financement des services essentiels de 28% en comparaison du conventionnel.
- Il n'y a pas de différentiel de coûts sociétaux documentés en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (en raison de la très faible utilisation d'intrants dans le pays).

*Des chaînes de valeur équitables et biologiques plus rémunératrices pour les producteurs, avec des marges apparemment inférieures en aval de la chaîne*

Il existe un fort potentiel de passage en bio des producteurs éthiopiens de café car :

- Ils n'ont pas besoin de changer de systèmes de production pour respecter les critères de la certification (ils n'utilisent même pas de potasse autorisée dans les cahiers des charges).
- Le pays est pour l'instant épargné par les épidémies de rouille qui ont fortement touché les pays producteurs en Amérique Centrale et en Amérique du Sud.

Malgré cela, une part encore (très) faible de la production de café est certifiée biologique.

D'une part, le repérage de la ressource caféière est plus complexe pour la production de café forestière et semi-forestière qui représente 45% des volumes, d'autre part les exigences de traçabilité sont plus difficiles à mettre en œuvre dans des filières de petits producteurs. De surcroît, le fonctionnement de l'ECX freine le développement de la bio en n'autorisant pas la traçabilité du café jusqu'à la ferme, sauf pour les exportations directes autorisées pour les unions de coopératives, et plus récemment les moyennes et grandes exploitations (un changement qui pourrait permettre d'accélérer le développement de la bio et préserver l'ombrage dans la culture caféière, mais aussi générer des problèmes d'accaparement de terres comme décrit précédemment).

Ce sont en grande partie les organisations de producteurs certifiées Fairtrade qui ont investi le potentiel du café biologique en Ethiopie, obtenant la double certification de leurs membres ce qui leur a permis de diversifier leurs débouchés (d'après les statistiques de FLO Cert, la grande majorité d'entre elles possédaient les 2 certifications en 2015)<sup>541</sup>.

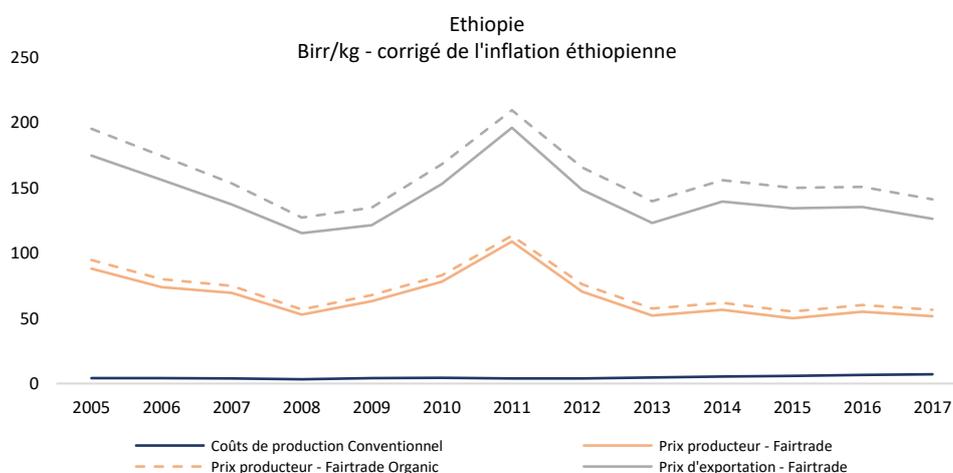


Figure 122. Evolution de la découpe de valeur du café équitable et bio jusqu'au FOB en Ethiopie. Source : Basic.

<sup>541</sup> Entretiens menés avec des acteurs des filières équitables éthiopiennes menés en juillet 2018

Concernant l'évolution des prix d'exportation et ceux payés aux producteurs en Ethiopie, ils suivent des trajectoires similaires à celles du non bio sur les 15 dernières années.

La différence de niveau est essentiellement liée à la prime biologique prévue dans les cahiers des charges du Fairtrade (0,30 dollars par livre de café depuis 2011) qui s'additionne au prix d'export et à la prime de développement<sup>542</sup>.

En vis-à-vis, les coûts de production des agriculteurs dans les filières équitables bio sont très semblables au non-bio en raison de la très faible utilisation d'intrants<sup>543</sup> et les revenus des producteurs sont un peu supérieurs par kilo de café (de l'ordre de 15% à 20%) en raison du reversement d'une part de la prime bio touchée par les coopératives.

Le café commercialisé sous ces 2 certifications suit globalement les mêmes filières et transite par les mêmes acteurs, PME et TPE, que les filières labellisées uniquement en commerce équitable<sup>544</sup>.

Au niveau des marchés de vente, le café éthiopien équitable et biologique est valorisé de la même manière que celui non certifié bio, en tant que « pure origine Ethiopie » (et dans une moindre mesure dans des mélanges qui n'ont pu être identifiés avec précision).

Les données collectées dans les supermarchés visités dans le cadre de l'étude ont permis d'estimer les différences de prix moyen payé par le consommateur pour du café « pure origine Ethiopie » vendu en paquet 250g et en capsule compatible Nespresso.

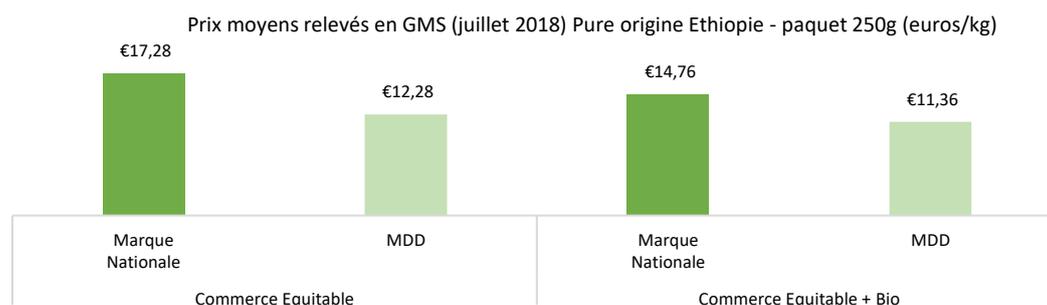


Figure 123. Relevé de prix au consommateur de cafés pure origine Ethiopie équitables bio et non bio vendus en paquet 250g en France. Source : Basic.

En marque Nationale, le prix inférieur du paquet équitable et bio par rapport à celui non bio – de l'ordre de 15% - n'est pas tant lié à la double certification qu'à la différence de positionnement marketing (le produit non bio est commercialisé par une PME qui a développé une gamme de café premium, alors que le produit bio est commercialisé par une autre PME ayant développé une gamme diversifiée de produits au-delà du café), ce qui induit des logiques différentes de marge de la part de la GMS.

En MDD, le prix inférieur de 7% du paquet équitable et bio par rapport à celui non bio ne peut pas être attribué totalement à la labellisation équitable car le produit concerné est d'une enseigne différente de celle commercialisant le café non bio.

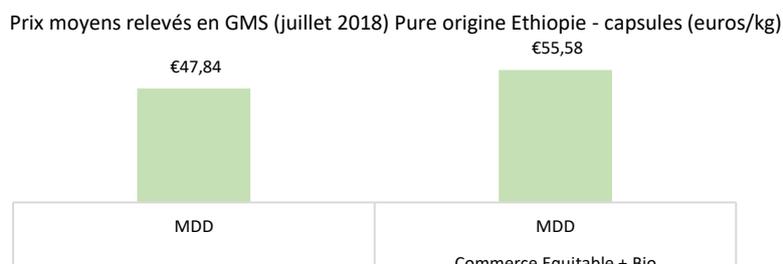


Figure 124. Relevé de prix au consommateur de cafés pure origine Ethiopie équitables bio et non bio vendus en capsules en France. Source : Basic.

<sup>542</sup> DEUL, FT Coffee & Dvpt-Field Study Ethiopia, 2009 et IFPRI, Tracking the quality premium of certified coffee, 2017

<sup>543</sup> Solidaridad, impact study report in east Africa, 2014

<sup>544</sup> Entretien avec des représentants de Max Havelaar France et des marques vendant du café équitable réalisés en mai 2018.

Concernant les capsules, le produit MDD équitable et bio n'a pas été comparé qu'au produit similaire en conventionnel. La capsule doublement certifiée est supérieure de 16% à la capsule MDD conventionnelle, ce résultat ne pouvant pas être attribué totalement à aux 2 labellisations car le produit concerné est d'une enseigne différente de celles commercialisant les capsules conventionnelles.

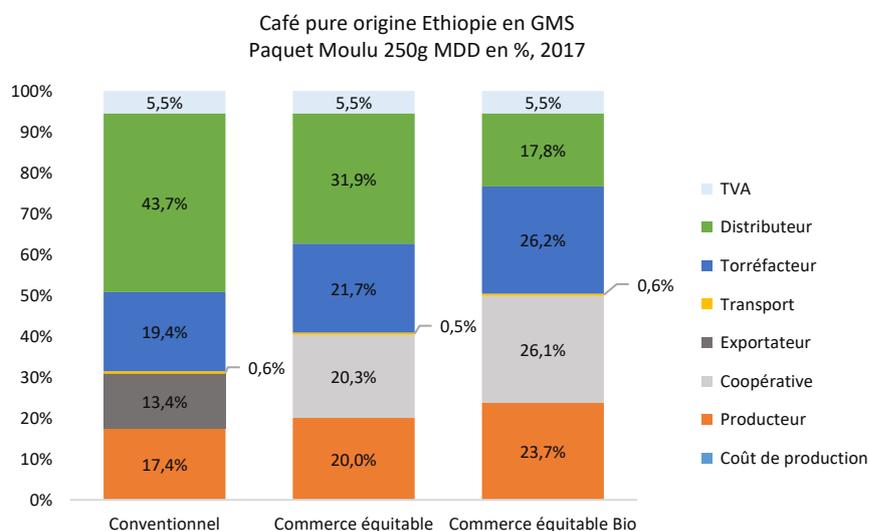


Figure 125. Découpe de valeur du café équitable bio et non bio hors promo pure origine Ethiopie (paquet) du producteur au consommateur en France. Source : Basic.

Sur la base de ces relevés, nous avons estimé la répartition de la valeur pour les cafés « pure origine Ethiopie » vendus en paquet 250g<sup>545</sup>. On observe une part de valeur supérieure pour le pays d'origine avec la double certification : 49,8% du prix final contre 40,3% sans le label bio (et 30,8% en conventionnel).

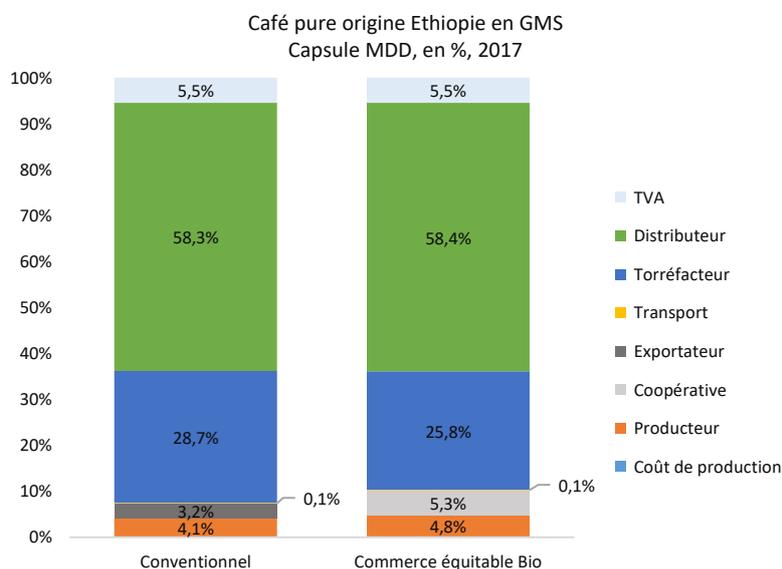


Figure 126. Découpe de valeur du café équitable bio et non bio hors promo pure origine Ethiopie (paquet) du producteur au consommateur en France. Source : Basic.

Dans le cas des capsules MDD, nos relevés indiquent une part légèrement plus importante pour le pays producteur (10,1% contre 7,3% en conventionnel), mais qui reste 4 fois plus faible que pour le café vendu en paquet moulu 250g.

<sup>545</sup> Les parts de valeur qui reviennent aux torréfacteurs et distributeurs n'est qu'indicative en raison du manque de données disponibles sur ces maillons. La part des torréfacteurs est une estimation a minima calculée à partir d'estimations des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenue auprès de professionnels, et de la valeur ajoutée déclarée dans les comptes des établissements français de fabrication du café. La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur.

En termes d'impacts, ce surcroît de valeur génère des revenus accrus pour les producteurs qui appartiennent à des organisations doublement certifiées Fairtrade et bio (même si plus de la moitié du différentiel des prix à l'export reste capté par les coopératives et leurs unions, comme dans le cas des filières équitables non bio). Cela se traduit par une réduction de 10% du coût sociétal lié à la sous-rémunération des producteurs dans le cas de la double certification par rapport à la seule certification Fairtrade (grâce à la prime bio reversée aux caféiculteurs).

Au-delà de ces effets chiffrables de manière monétaire, les impacts positifs liés à l'agriculture biologique sont nombreux : protection des fortes pluies qui endommagent les récoltes et des vents séchants qui ont tendance à augmenter avec le changement climatique, meilleure humidification des sols...

Plus structurellement, cette certification apparaît comme essentielle dans le contexte éthiopien car elle permet de préserver le modèle agroforestier traditionnel, surtout au vu de la dynamique actuelle de déstabilisation causée par la montée en puissance des plantations spécialisées.

*Les effets très peu documentés des certifications UTZ et Rainforest*

Comme décrit en début de section, les producteurs certifiés Rainforest et surtout UTZ ont un profil très différent de la plupart des caféiculteurs en Ethiopie : ils s'apparentent à des entrepreneurs agricoles possédant des plantations spécialisées plus grandes que la moyenne.

Une étude récente publiée en 2017 confirme ce constat : un échantillon de plusieurs dizaines de producteurs certifiés Rainforest montre qu'ils sont très spécialisés dans le café, plus des trois quarts de leur surface agricole y étant dédiée (même en système semi-forestier), contre un maximum de 25% dans le cas des producteurs membres de coopératives certifiées Fairtrade.<sup>546</sup>

Au-delà de ces éléments, nous n'avons pas identifié d'autres études permettant de mieux cerner le profil des producteurs certifiés UTZ et/ou Rainforest, ni de connaître la structure des chaînes de valeur auxquelles ils sont intégrés. De même, en aval, nos relevés en magasins ne nous ont pas permis d'identifier de café issu d'Ethiopie vendu en GMS avec le label Rainforest (ni en pure origine, ni en mélange).

En termes d'impact, nous avons identifié une seule étude ayant investigué les effets de la certification Rainforest en Ethiopie (mais aucune concernant UTZ).<sup>547</sup>

Basée sur une analyse économétrique comparant la situation de producteurs membres de coopératives conventionnelles et certifiées Rainforest, Fairtrade, bio et Fairtrade + bio, elle ne permet pas de conclure sur les impacts attribuables à la seule certification Rainforest.

En effet, si les producteurs qui bénéficient de cette dernière ont des revenus améliorés grâce à leur production de café, ce résultat dérive tout autant – voire plus – de la qualité de leur café (qui préexistait à la certification), et des marchés de café de spécialité qui le leur achète que de la démarche Rainforest en elle-même.

En l'absence d'information plus précise, il ne nous est pas possible de porter des conclusions sur l'impact des démarches UTZ et Rainforest en Ethiopie. De plus, dans le contexte actuel de déstabilisation du modèle agroforestier traditionnel corrélé à la montée en puissance d'exploitations spécialisées dans le café, il serait nécessaire d'avoir des études de terrain investiguant la contribution éventuelle de la démarche UTZ (et dans une moindre mesure Rainforest) à cette dynamique et à l'accaparement des terres qui en résulte.

---

<sup>546</sup> Mitiku et al., Do Private Sustainability Standards Contribute to Income Growth and Poverty Alleviation? A Comparison of Different Coffee Certification Schemes in Ethiopia, 2017, in Sustainability 2017, 9, 246; doi:10.3390/su9020246

A noter que la certification Rainforest n'est accessible que pour des producteurs ayant un modèle de production de café semi-forestier, les exploitations en jardin et les plantations spécialisées étant exclues de la certification.

<sup>547</sup> Mitiku et al., Do Private Sustainability Standards Contribute to Income Growth and Poverty Alleviation? A Comparison of Different Coffee Certification Schemes in Ethiopia, 2017, in Sustainability 2017, 9, 246; doi:10.3390/su9020246

### 2.3.5. Analyse transverse des chaînes de valeur Ethiopie-France

L'Ethiopie est un pays de forte culture caféière, avec une importante consommation interne traditionnelle, mais produite par une agriculture familiale de subsistance, très diversifiée, où le café est minoritaire et transformé à 70% par voie sèche.

La régulation initiée par le gouvernement Ethiopien est d'inspiration libérale : son objectif a été de structurer une place de marché boursier, passage obligé pour l'export, qui se rapproche le plus possible de la concurrence parfaite où se rencontrent des acteurs de toute taille.

En moyenne, le prix aux producteurs a suivi l'évolution du prix FOB avec des coûts de production très faibles, une main d'œuvre essentiellement familiale et des rendements très limités. Le producteur ne capte que 9% du prix de vente final au consommateur qui est assez élevé du fait de la qualité du café éthiopien et de sa valorisation dans des produits de « pure origine ».

A l'autre bout de la chaîne, le café éthiopien est en partie intégré dans des mélanges, et en partie commercialisé en tant que « pure origine » en France. Nos relevés en supermarchés n'ont identifié que des produits « pure origine Ethiopie » en nombre restreint, commercialisés par des MDD et vendus sous tous les formats : paquet 250g, dosette souple et capsule (contrairement à la Colombie). Leur prix au consommateur est de 10% à 30% supérieur aux mélanges de café équivalents, reflétant une meilleure valorisation de cette origine que la Colombie. Sur le prix final, la part de la valeur revenant au pays d'origine atteint près de 30% pour du café moulu vendu en paquet 250g (un résultat similaire au cas de la Colombie), mais descend à 16% dans le cas des dosettes et chute à 7% environ pour du café d'Ethiopie vendu en capsules.

La majorité des producteurs touchent un revenu très faible de leur production de café, qui est l'une des seules rentrées de liquidités pour les familles. Une faible proportion d'entre eux (20%) sont organisés en coopérative. Récemment, la politique d'Etat a encouragé la spécialisation agricole et distribué des concessions forestières, ce qui a suscité l'émergence « d'entrepreneurs patronaux » ayant des surfaces allant d'une dizaine à plusieurs centaines d'hectares, entraînant une dynamique d'accaparement des terres, de déforestation et de paupérisation des agriculteurs traditionnels qui perdent l'accès au marché pour vendre leur café et deviennent simples travailleurs saisonniers des plantations (ou fournisseurs d'appoint).

Le changement climatique a commencé à toucher le pays, mais de manière moins virulente qu'en Amérique Centrale et en Amérique du Sud. Il met en risque non seulement le potentiel de production du pays, mais aussi la survie de variétés naturelles présentes dans les forêts du pays, ressource génétique précieuse pour les années à venir et les besoins d'adaptation à des nouvelles conditions climatiques.

Dans ce contexte, le tableau ci-après résume les principaux impacts des filières équitables - en particulier Fairtrade - associées ou non à l'agriculture biologique, et des filière UTZ/Rainforest en vis-à-vis de ceux de la filière conventionnelle.

	Conventionnel	Commerce Equitable (Fairtrade)	Commerce Equitable (Fairtrade) + Bio	UTZ / Rainforest
<b>Producteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Situation de pauvreté (revenus monétaires très faibles)</li> <li>Perte de la source de liquidité</li> <li>Déstabilisation du modèle agricole et de la sécurité alimentaire des familles</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Accaparement du foncier forestier</li> <li>Mode de production peu valorisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration des revenus et des niveaux de vie</li> <li>Faible impact au vu de la place du café dans les revenus</li> <li>Accès à des services de soin, de santé</li> <li>Capital collectif des coopératives</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de la prime pour des projets sociaux</li> <li>Relations commerciales directes et + équilibrées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prix supérieurs aux producteurs</li> <li>Couverture des coûts de production plus élevés et revenus améliorés</li> <li>Promotion de l'agriculture biologique</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation de la prime bio</li> <li>Relations directes et stables avec des acheteurs sur des marchés rémunérateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenu plus important (préexistant à la certification)</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Priorité à la productivité</li> <li>Accessibilité réservée aux producteurs ayant les moyens et l'accompagnement suffisants</li> </ul>
<b>Travailleurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inégalités croissantes entre producteurs patronaux &amp; travailleurs</li> <li>Travail précaire et irrégulier</li> <li>Modèle de sécurité alimentaire déstabilisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>
<b>Emissions de polluants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(Très) faible niveau d'utilisation d'intrants dans le modèle traditionnel de culture du café</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préservation de la biodiversité et amélioration services écosystémiques</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Préservation et développement d'un modèle agroforestier bio</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>
<b>Déforestation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tendances récentes de déforestation de grandes parcelles</li> </ul> <p><i>Facteurs explicatifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Politique économique de concessions forestières pour l'installation de plantations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Moindre probabilité de déforestation</li> </ul>
<b>Impacts du changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Colonisation de zones en altitude</li> <li>Perte de la capacité de production de parcelles en basse altitude</li> <li>Périodes de sécheresse</li> <li>Scolyte du café</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité d'investissement supérieur</li> <li>Organisation des producteurs permet une diffusion des connaissances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diminution des impacts du dérèglement climatique : gestion des sols, préservation humidité, protection sécheresse et fortes pluies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'impacts documentés</li> </ul>

Figure 127. Tableau récapitulatif des impacts dans les filières Ethiopie-France. Source : Basic.

Les effets du commerce équitable labellisé Fairtrade sur le niveau de vie des producteurs est néanmoins faible en raison de la part minoritaire du café dans leurs revenus et de l'utilisation de la majorité de la prime par les coopératives pour couvrir leurs frais internes. Cette situation reflète plus largement la participation limitée des producteurs aux coopératives et à leurs unions, la faible dynamique interne de ces organisations et la faible concurrence entre elles (des enjeux préexistants et qui dépassent la seule démarche de commerce équitable, mais que cette dernière ne semble pas avoir réussi à juguler jusqu'à présent)

Par ailleurs, l'apparition d'entrepreneurs patronaux y compris dans les coopératives certifiées équitables soulève des questions quant aux conditions des travailleurs qu'ils emploient.

L'effet positif le plus manifeste concerne les coopératives qui ont réussi à utiliser le commerce équitable comme un levier pour se développer, créer un capital collectif et investir dans les infrastructures communautaire (éducation, santé).

La grande majorité de la production de café Ethiopien est naturellement biologique, une grande partie ayant la double certification Fairtrade et biologique. Lorsqu'elle est associée au commerce équitable, cette certification permet d'accroître de 10% l'impact sur le revenu des producteurs et surtout de préserver le modèle agroforestier traditionnel éthiopien pour la production de café permettant de lutter contre les effets du changement climatique dans le pays (vents chauffants, fortes pluies, saisons sèches plus longues).

Au niveau du marché, le café équitable, associé ou non avec la bio, est essentiellement valorisé en tant que « pure origine », comme pour le conventionnel. Il est essentiellement en paquet 250g, mais aussi depuis peu en capsule (MDD). Sur ces produits, nos relevés en magasins montrent que les marges des torréfacteurs et distributeurs sont légèrement inférieures pour le commerce équitable, bio comme non bio, la part de valeur revenant in fine au pays producteur (caféiculteurs et coopératives) passant de 30% en paquet 250g conventionnel à 40% pour un paquet MDD équitable non bio et quasiment 50% pour un paquet MDD doublement certifié (le plus fort taux de nos 3 cas d'études). Cependant, cette part chute à 10% dans le cas des capsules, le commerce équitable ne changeant pas les inégalités de répartition de valeur sous ce format.

En comparaison, les démarches Rainforest et surtout UTZ apparaissent très peu répandues en Ethiopie et avant tout mises en œuvre par des exploitations qui étaient déjà spécialisées et de taille plus importante avant même leur certification, contrastant avec la moyenne du pays et les producteurs dans les filières équitables. En aval, aucun café d'Ethiopie avec UTZ ou Rainforest n'ont été identifiés lors de nos relevés. La seule étude d'impact disponible sur Rainforest ne permet pas d'objectiver ses impacts spécifiques, ces derniers découlant essentiellement des caractéristiques des producteurs avant certification. Par ailleurs, dans un contexte de déstabilisation du modèle agroforestier traditionnel éthiopien par la spécialisation de la production caféière, des études plus poussées seraient nécessaires pour évaluer l'éventuelle contribution d'UTZ et Rainforest à cette dynamique.

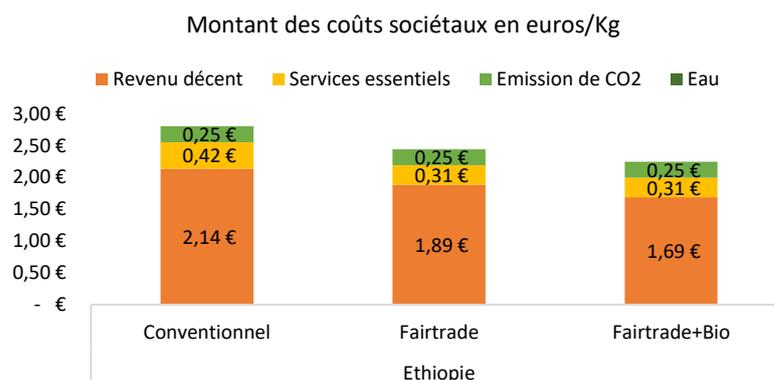


Figure 128. Comparaison des coûts sociétaux dans les filières Ethiopie-France. Source : Basic.

Ces différences d'impacts se retranscrivent en termes de coûts sociétaux : dans les filières conventionnelles de café, ces coûts s'élevaient en 2017 à 2,81 euros par kilo, le niveau le plus élevé des 3 cas d'études (équivalent à 735,5 millions de dollars à l'échelle du pays). Les études d'impact disponibles montrent que ces coûts sont réduits de 13% dans le cas des filières certifiées Fairtrade (2,45 euros/kg) en grande partie grâce à l'usage de la prime de développement, et de 20% avec la double certification Fairtrade et bio (atteignant ainsi 2,25 euros/kg, le niveau le plus élevé de nos 3 cas d'études). Quant aux certifications UTZ et Rainforest, les études identifiées n'ont pas permis d'estimer leurs coûts sociétaux.

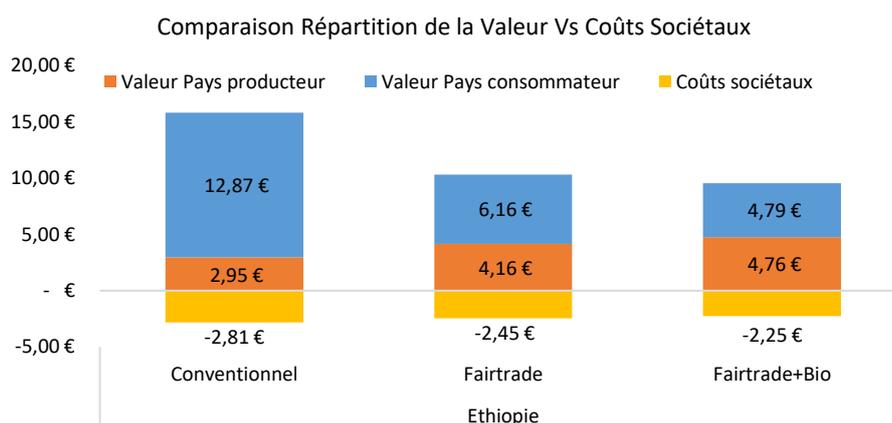


Figure 129. Comparaison de la répartition de la valeur et des coûts sociétaux dans les filières Ethiopie-France. Source : Basic.

Au global, nos estimations indiquent que ces différences de coûts sociétaux sont corrélées à une répartition de la valeur plus favorable aux pays producteurs, surtout dans le cas des filières équitables et biologiques. Cependant, ces résultats sont en grande partie dus à la forte proportion de dosettes et capsules dans le conventionnel (en comparaison de l'équitable et du bio). Quand on étudie chaque format séparément, on s'aperçoit que les producteurs touchent une part plus importante de valeur dans cas du café moulu équitable vendu en paquet 250g, les différences étant beaucoup moins notables pour le café portionné, en particulier pour les capsules où les torréfacteurs et distributeurs captent plus de 85% de la valeur.

### 3. Analyse transverse globale

Le marché du café s'est profondément transformé sur les deux dernières décennies, se polarisant de plus en plus, que ce soit en termes de consommation comme de production.

D'un côté, les ventes de produits « hauts de gamme » et à forte valeur ajoutée sont en plein essor, en particulier les dosettes et capsules consommées à domicile (qui représentent 11% du marché mondial) et les cafés consommés dans les réseaux de coffee shops (environ 25% du chiffre d'affaires du secteur hors foyer). Cette croissance est nourrie par l'attrait des consommateurs pour les caractéristiques « immatérielles » du café (formats et machines spécifiques, image de marque, lieux de consommation dédiés, etc.), et dans une moindre mesure par l'association de ces nouveaux modes de consommation avec une offre de cafés différenciés (de spécialité, d'origine ou labellisés).

Cette tendance est particulièrement forte dans les marchés matures d'Europe et des Etats-Unis, mais aussi de plus en plus dans les pays émergents et les pays de production.

En termes d'approvisionnement, elle génère une demande croissante pour des Arabicas respectant des cahiers des charges de qualité et de traçabilité exigeants qui sont produit par une petite minorité de producteurs en capacité de s'y conformer.

De l'autre côté, la grande majorité du volume de café consommé chaque année au niveau mondial reste liée à des produits standardisés vendus en masse et à bas prix dans des circuits de vente traditionnels (grande distribution et cafés/restaurants).

Si ce segment est en repli dans les marchés européens et nord-américains, il est en forte augmentation (en particulier le café soluble) dans les pays émergents et les pays producteurs de café qui sont des marchés très dynamiques ayant pris une place croissante au niveau mondial.

Cette forte hausse de la consommation de produits standardisés entraîne en amont une demande croissante sur le marché international pour du café « commoditisé » peu coûteux, en particulier de Robusta qui représente désormais 40% de la production mondiale.

Dans un cas comme dans l'autre, l'essentiel de la valeur est capté par les grands acteurs implantés dans les pays de consommation - distributeurs et surtout torréfacteurs - car ils ont réussi à conjuguer les facteurs clés de contrôle de la chaîne :

- La constitution de parts de marché oligopolistiques grâce à des fusions-acquisitions
- Le développement des caractéristiques « immatérielles » de leur offre – formats spécifiques de consommation, image de marque, réseaux de distribution spécialisés – qui sont autant de leviers de création de valeur en aval
- Le contrôle de ces caractéristiques via le dépôt de brevets et de marques (machines propriétaires, dénominations de produits...)

Ces tendances sont particulièrement à l'œuvre en France qui est le marché où le segment des capsules et dosettes est le plus développé au monde. Ce dernier représentait en 2017 plus de 1,5 milliards d'euros de ventes (tous circuits de distribution confondus), soit plus de la moitié du chiffre d'affaires de la consommation à domicile de café.

Sa montée en puissance a eu un impact majeur sur le prix moyen au kilo du café acheté par les consommateurs sur les 20 dernières années : il est passé de 9,1 €/kg en 1994<sup>548</sup> - année où la consommation du café en dosettes et capsules n'en était qu'à ses débuts - à 15,8 €/kg en 2017.

---

<sup>548</sup> hors soluble et non corrigé de l'inflation

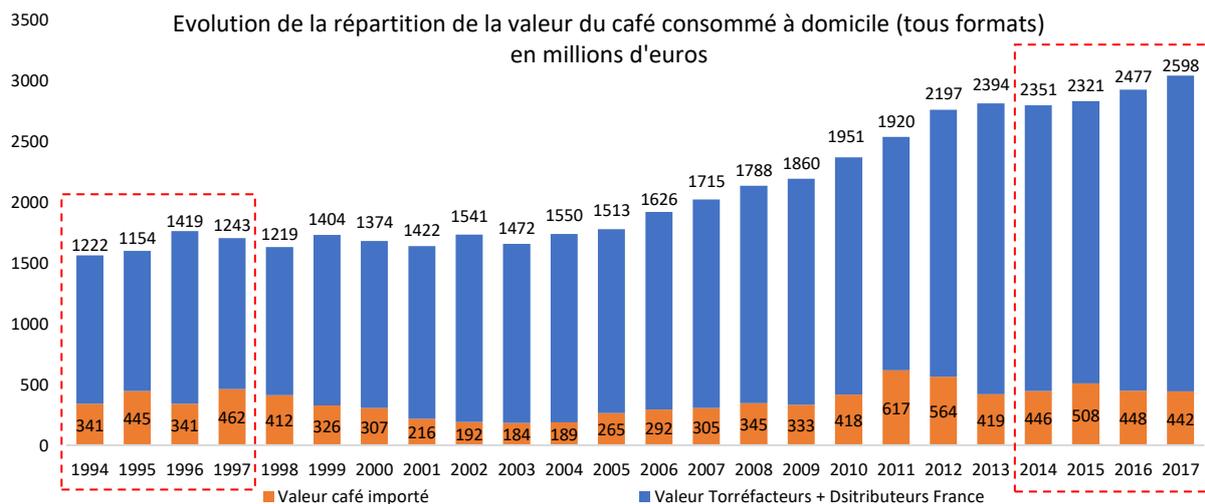


Figure 130. Evolution de la répartition de la valeur du café consommé à domicile en France. Source : Basic.

Cette création de valeur est principalement captée par un petit nombre de torréfacteurs et de distributeurs qui dominent le marché et réalisent des marges de plus en plus importantes : la valeur ajoutée qu'ils créent en France a ainsi triplé entre 1994 et 2017, passant de 1,2 milliards d'euros à 2,6 milliards d'euros selon nos estimations. Cette forte croissance ne peut s'expliquer par l'augmentation des coûts liés au développement des dosettes et capsules : toujours d'après nos estimations, l'ensemble des coûts directs de transformation, packaging et du transport du café consommé en France n'auraient augmenté que d'environ 310 millions d'euros entre 1994 et 2017, un résultat bien inférieur aux gains supplémentaires de 1,4 milliards d'euros engrangés par les torréfacteurs et distributeurs.

En amont, la valeur du café importé en France est très fluctuante en fonction de l'évolution des cours de l'Arabica et du Robusta qui dépendent des récoltes et de la spéculation sur le marché boursier (de 184 milliards d'euros au plus bas en 2003 à 617 milliards d'euros en 2011). Finalement, elle apparaît à la fois faible et volatile en comparaison de l'évolution en aval de la chaîne.

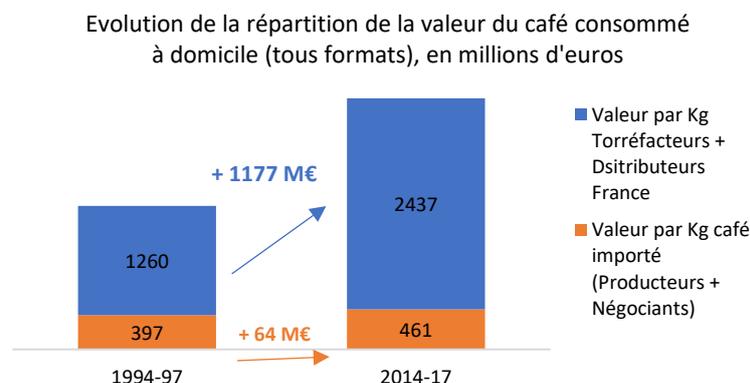


Figure 131. Evolution de la répartition de la valeur du café consommé à domicile en France en 1994-1997 et 2014-2017. Source : Basic.

Une comparaison à 20 ans d'intervalle (1994-1997 Vs 2014-2017) de la valeur générée par les acteurs de l'aval de la chaîne (torréfacteurs et distributeurs) par rapport à ceux de l'amont (producteurs mais aussi négociants) montre la profonde inégalité de l'évolution du secteur en France :

- alors que les torréfacteurs ont créé 1,177 milliards d'euros de valeur supplémentaire en 20 ans via les ventes de café aux consommateurs...
- ... les producteurs et négociants n'ont créé que 64 millions d'euros de valeur supplémentaire (soit 4% du gain réalisé par les acteurs de l'aval) – cette augmentation n'étant qu'apparente puisqu'elle ne tient pas compte de l'inflation dans les pays de production (qui a été la plupart du temps largement supérieure).

Exprimé en pourcentage, les acteurs en amont (producteurs et négociants) n'ont touché que 16% de la valeur totale générée sur le marché français au cours des 4 dernières années (2014-2017), contre 24% vingt ans plus tôt (1994-97). Alors que la valeur créée en aval ne cesse de croître, la part qui revient aux producteurs est de plus en plus faible, aggravée par l'asymétrie de pouvoir de négociation dont ils pâtissent face aux grands négociants.

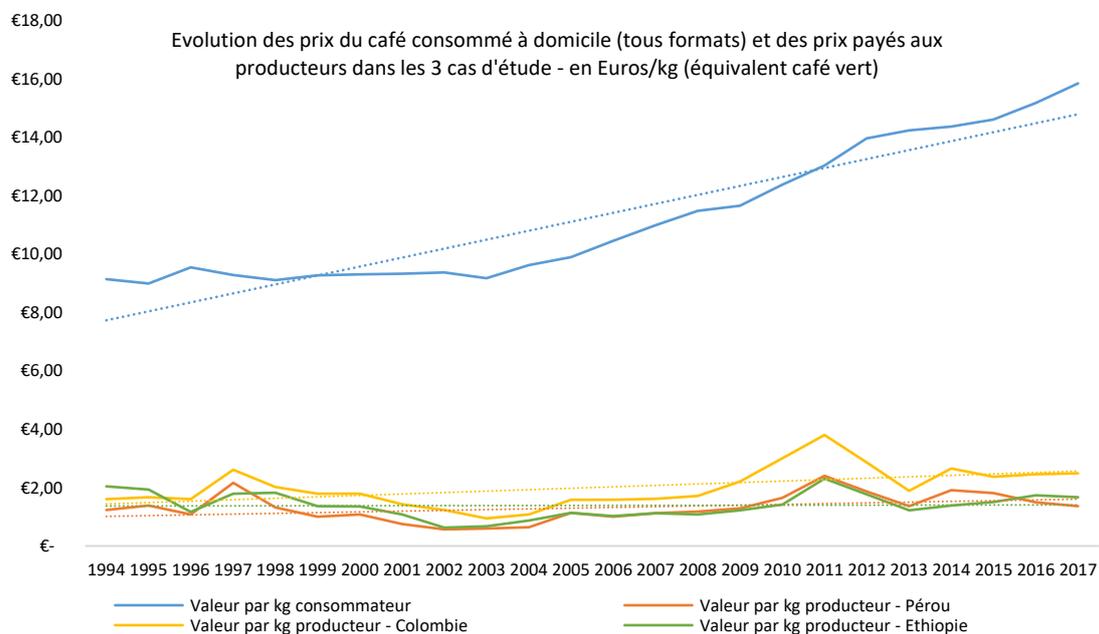


Figure 132. Evolution des prix du café consommé à domicile (tous formats) et des prix payés aux producteurs dans les 3 cas d'étude. Source : Basic.

C'est ce que montre l'analyse plus détaillée des chaînes de valeur dans 3 pays de production sélectionnés pour la présente étude :

- Au Pérou et en Ethiopie, la tendance de long terme des prix payés aux producteurs depuis 1994 est à la stagnation (et en baisse si l'on tient compte de l'inflation) ; les producteurs ne captent plus que 10% environ du prix final consommateur en 2017 (tous formats confondus). En vis-à-vis, les coûts de production ont fortement augmenté, en particulier au Pérou où ils sont passés de 0,44€/kg en 2005 à 0,71€/kg en 2017, réduisant d'autant le revenu disponible pour les producteurs.
- En Colombie, si la tendance est à une légère augmentation (sans prise en compte de l'inflation), c'est grâce à l'intervention publique spécifique à ce pays ; cependant, même dans ce cas elle n'a permis aux producteurs que de capter 16% en moyenne du prix final consommateur en 2017 (tous formats confondus). En parallèle, les coûts ont également fortement augmenté, passant de 0,98€/kg en 2005 à 1,51 €/kg en 2017, gommant ainsi la progression du prix obtenue par les caféiculteurs.

Plus en détail, les relevés de prix et les estimations de découpe de valeur que nous avons réalisés montrent qu'au-delà des disparités entre pays de production, la part de valeur revenant aux producteurs est bien plus faible dans les nouveaux formats de café :

- Une fois déduits les coûts de production, les producteurs parviennent à toucher de l'ordre de 5,5% (au Pérou) à 17% (en Ethiopie) du prix final d'un paquet moulu 250 g de café.
- En comparaison, ils ne captent que 1,3% (au Pérou) à 4% (en Ethiopie) du prix final de capsules de café compatibles Nespresso

Par ailleurs, nos enquêtes menées en supermarchés ont révélé que l'offre de cafés « pures origines » est très réduite, surtout pour les capsules (essentiellement liée aux marques de distributeurs), et vendue à des prix à peine supérieurs aux mélanges de cafés.

Bien que non statistiquement représentatifs, ces résultats semblent indiquer une faible valorisation des origines de café auprès des consommateurs en comparaison des dénominations de mélanges qui sont de plus en plus développées par les grandes marques (par ex. « splendente », « satinato » ...). Ce constat questionne l'efficacité de l'utilisation des terroirs comme levier de création de valeur pour les producteurs face aux stratégies marketing des grands groupes qui ont tendance à créer leurs propres noms de mélanges plutôt que valoriser les indications géographiques.

Cantonnés à ne gagner qu'une portion congrue de la valeur finale des cafés commercialisés, la grande majorité des producteurs demeure dans une situation de grande précarité comme le documente notre analyse détaillée dans les 3 pays d'étude (même si une faible minorité des caféiculteurs arrive à mieux s'en sortir en approvisionnant les marchés de niche demandeurs de café de haute qualité).

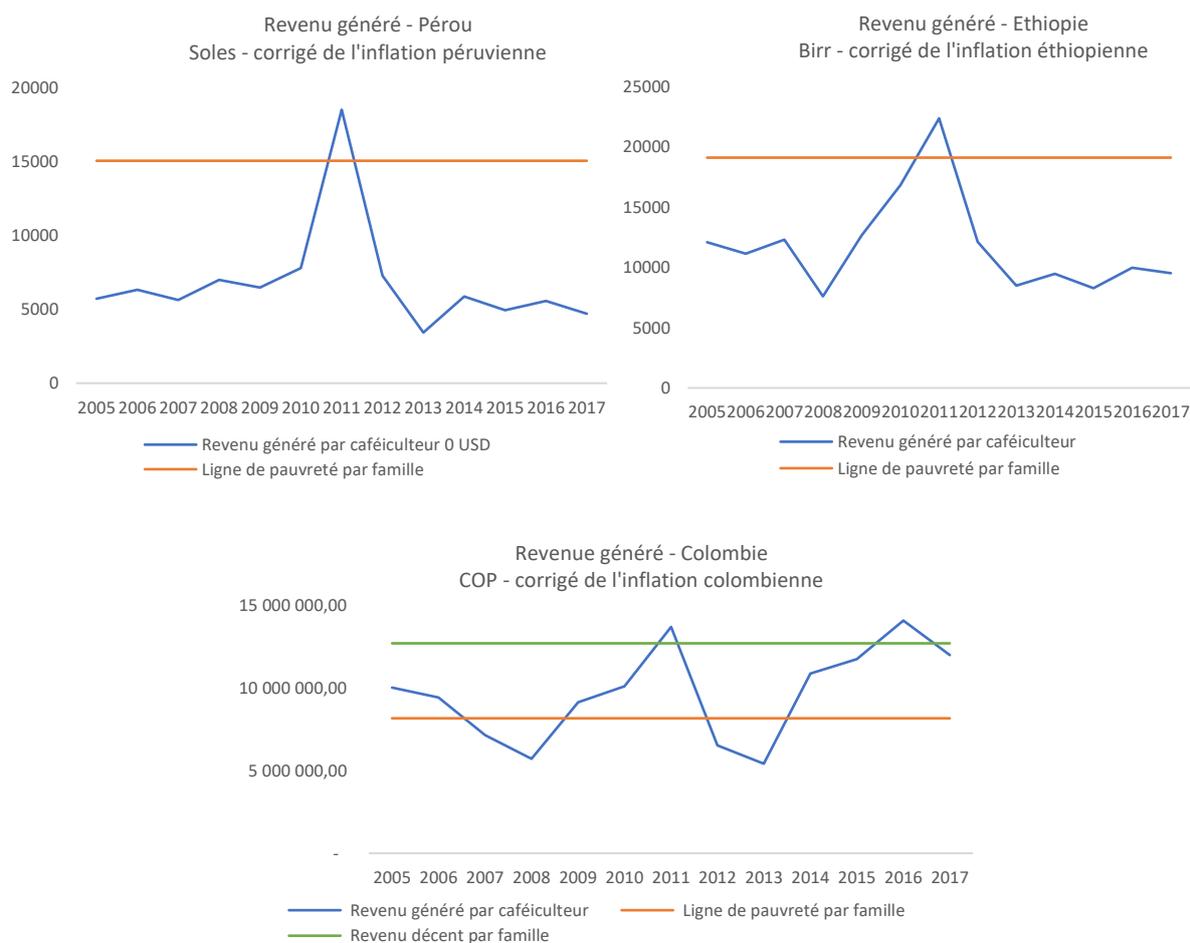


Figure 133. Evolution du revenu des caféiculteurs péruviens, éthiopiens et colombiens et comparaison avec le seuil de pauvreté. Source : Basic.

Nos estimations montrent ainsi qu'au Pérou en Ethiopie, les caféiculteurs ont généré des revenus (à partir de leur activité café) largement inférieurs au seuil de pauvreté (sauf pendant la flambée ponctuelle des cours mondiaux en 2011) et touchent en 2017 un revenu plus faible qu'en 2005 : de l'ordre de 18% inférieur au Pérou et de 21% inférieur en Ethiopie (une fois corrigé de l'inflation)

En Colombie, bien que les caféiculteurs parviennent en moyenne à se hisser au-dessus du seuil de pauvreté, ils ne sont parvenus que très rarement à atteindre un niveau de vie décent, en 2011 et en 2016.

A noter que dans l'ensemble de ces pays, la situation des travailleurs saisonniers employés pendant la période de récolte est encore plus précaire que celle des producteurs.

Dans beaucoup de régions, le métier de caféiculteur continue à perdre de son attractivité et les jeunes générations s'en détournent. Phénomène aggravant, les aléas liés au dérèglement climatique (épidémies de rouille, changement de saisons, événements extrêmes...) viennent amplifier ces impacts négatifs.

Afin d'analyser plus finement les impacts générés dans les filières conventionnelles, nous avons investigué les facteurs positifs et négatifs qui les influencent dans chacun des cas d'étude (voir tableau ci-après).

	CHAÎNE PÉROU-FRANCE		CHAÎNE COLOMBIE-FRANCE		CHAÎNE ÉTHIOPIE-FRANCE	
	NIVEAU DE DURABILITE	FACTEURS POSITIFS (+) ET NEGATIFS (-)	NIVEAU DE DURABILITE	FACTEURS POSITIFS (+) ET NEGATIFS (-)	NIVEAU DE DURABILITE	FACTEURS POSITIFS (+) ET NEGATIFS (-)
SPHERE SOCIALE	Producteurs et travailleurs en-dessous du niveau de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Enclavement et faible organisation des producteurs</li> <li>(-) Manque de trésorerie et d'accès au financement</li> <li>(-) Dépendance aux exportateurs ayant un fort pouvoir de négociation et qui fragilisent les OPs</li> <li>(-) Absence de soutien de l'Etat et libéralisation du secteur</li> <li>(+) Mouvement coopératif / OPs structurées qui améliorent la capacité de négociation des producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenus des producteurs proches du niveau décent, mais variables &amp; incertains</li> <li><i>(travailleurs en-dessous du salaire décent)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>(+) Régulation du secteur par la FNC et fort soutien de l'Etat : prix de référence national, contrôle des exportateurs, valorisation du café via l'IG pays, financement, soutien à la productivité/à la qualité...</li> <li>(+) Structuration des producteurs en OPs qui améliore leur capacité de négociation et la confiance des acheteurs</li> <li>(-) Revenus dépendants des volumes produits en raison du système de production intensif en capital &amp; soumis aux fluctuations des cours</li> <li>(-) Hausse des coûts de production et dépendance aux fournisseurs d'intrants</li> <li>(-) Faible autonomie des producteurs qui sont dépendants du café et ne contrôlent plus leur modèle économique</li> </ul>	Producteurs et travailleurs en-dessous du niveau de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Faible proportion du prix d'export qui revient aux producteurs</li> <li>(-) Manque de trésorerie et d'accès au financement</li> <li>(-) Déstabilisation du modèle agroforestier traditionnel par le développement de plantations spécialisées et modernisées</li> <li>(-) Dépendance aux exportateurs ayant un fort pouvoir de négociation</li> <li>(-) Faible organisation des producteurs, manque de dynamique interne au sein des OPs, faible concurrence entre unions d'OPs</li> <li>(+) Valorisation du café éthiopien et de ses terroirs sur le marché international</li> <li>(+) Apports de l'ECX : amélioration de la qualité, encadrement des exportateurs et mécanismes favorables aux unions d'OPs</li> </ul>
	Manque de services essentiels dans les communautés caféières	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Enclavement</li> <li>(-) Absence de soutien de l'Etat</li> </ul>	Services essentiels assurés dans une partie des communautés caféières	<ul style="list-style-type: none"> <li>(+) Prélèvement d'une taxe à l'export par la FNC qui est en partie réinvesties dans des projets sociaux bénéficiant aux communautés caféières</li> </ul>	Manque de services essentiels dans les communautés caféières	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Absence de soutien de l'Etat</li> </ul>
SPHERE ENVIRONNEMENTALE	Faibles émissions de polluants liées à la production de café dans l'eau et les sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>(+) Modèle agroforestier traditionnel avec peu d'intrants et maintien de l'ombrage</li> <li>(-) Crise de la rouille &amp; absence de soutien étatique pousse les producteurs à utiliser de + en + d'intrants</li> <li>(-) La voie humide génère des rejets dans les rivières</li> </ul>	Emissions importantes de polluants liées à la production de café dans l'eau et les sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Stratégie de la FNC de modernisation des systèmes de production de café qui sont de + en + utilisateurs d'engrais et pesticides</li> <li>(-) La voie humide génère des rejets dans les rivières</li> </ul>	Faibles émissions de polluants liées à la production de café dans l'eau et les sols	<ul style="list-style-type: none"> <li>(+) Modèle agroforestier traditionnel avec peu d'intrants et maintien de l'ombrage</li> <li>(-) Stratégie de l'Etat de remplacement des systèmes (semi-) forestiers traditionnels par des plantations modernisées</li> <li>(-) La voie humide génère des rejets dans les rivières</li> </ul>
	Déforestation liée à l'installation de nouvelles parcelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Installation de nouveaux producteurs en culture de café</li> <li>(+) Modèle agroforestier traditionnel avec maintien de l'ombrage</li> </ul>	Disparition des arbres d'ombrage dans les parcelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Stratégie de rationalisation et de modernisation des plantations de café par la FNC</li> <li>(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec maintien de l'ombrage</li> </ul>	Disparition des arbres d'ombrage dans les parcelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Stratégie de l'Etat de remplacement des systèmes (semi-) forestiers traditionnels par des plantations modernisées</li> <li>(+) Modèle agroforestier traditionnel avec maintien de l'ombrage</li> </ul>
	Importantes émissions de gaz à effet de serre en aval	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Fabrication des capsules aluminium ou plastique</li> <li>(+) Modèle agroforestier traditionnel avec maintien de l'ombrage</li> </ul>	Importantes émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Stratégie de la FNC de modernisation des systèmes de production de café qui sont de + en + utilisateurs d'intrants</li> <li>(-) Fabrication des capsules aluminium ou plastique</li> <li>(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec maintien de l'ombrage</li> </ul>	Importantes émissions de gaz à effet de serre en aval	<ul style="list-style-type: none"> <li>(-) Fabrication des capsules aluminium ou plastique</li> <li>(+) Modèle agroforestier traditionnel avec maintien de l'ombrage</li> </ul>

Figure 134. Tableau récapitulatif des facteurs influençant les impacts socio-environnementaux dans les chaînes de valeur conventionnelles Pérou-France, Colombie-France et Ethiopie-France. Source : Basic.

Au-delà des éléments caractéristiques des chaînes de valeur du café déjà détaillés précédemment (faible proportion de la valeur revenant aux caféiculteurs et forte volatilité des cours), notre analyse montre l'**existence de 3 autres facteurs communs** qui sont à la source de la précarité sociale et de la dégradation environnementale dans les pays étudiés :

- ***L'isolement des producteurs et leur asymétrie de pouvoir vis-à-vis des exportateurs et négociants***  
La plupart des caféiculteurs se caractérisent par leur relatif enclavement (surtout au Pérou et en Ethiopie) et la faiblesse de leur pouvoir de négociation face aux négociants et intermédiaires dont ils sont dépendants. Ces derniers ayant en plus réussi à accroître leur part de valeur au détriment des producteurs sur la décennie écoulée (là aussi au Pérou et en Ethiopie).  
**Ces enjeux d'isolement et de faible organisation collective** sont également à la source de la précarité des travailleurs saisonniers employés pendant la récolte.
- ***Le manque de trésorerie des producteurs***  
Le **manque d'accès au financement** ressort comme l'un des **facteurs critiques** expliquant la précarité persistante d'une majorité de producteurs. Faute des moyens suffisants pour entretenir leurs parcelles, et parfois même de récolter tout leur café, et obligés de s'endetter pour assurer leurs besoins essentiels (souvent auprès de leurs acheteurs), nombre d'entre eux se trouvent ainsi piégés dans une « trappe de pauvreté ».
- ***L'incitation à utiliser plus d'intrants chimiques pour faire face aux maladies croissantes des caféiers***  
Un 3<sup>ème</sup> facteur clé à l'origine de pollutions environnementales significatives est l'utilisation d'intrants chimiques pour lutter contre la recrudescence des maladies des caféiers liées au dérèglement climatique. Si ces usages restent (très) limités au Pérou et en Ethiopie où les intrants demeurent trop chers pour les producteurs, ils sont croissants en Colombie du fait des politiques incitatives menées par les institutions publiques.

Cette situation se trouve aggravée par les impacts du réchauffement climatique, à date et d'ici 2050.

Le changement climatique affecte déjà la production caféière : parmi les exemples qui ont eu de fortes répercussions sur le secteur du café, l'**apparition de la rouille du café en Colombie en 2011/12**, puis l'année suivante en Amérique Centrale (qui a affecté près de 600 000 hectares, soit près de 55% de la surface caféière totale) et la sécheresse extrême au Brésil en 2014<sup>549</sup>.

Les producteurs qui dépendent de parcelles de petites tailles de café pour vivre, et qui n'ont pas ou peu sources de revenus complémentaires, sont les plus vulnérables.

Les études prospectives disponibles montrent que cette situation risque de **se détériorer d'ici 2050**, en particulier dans le secteur du café en raison :

- De baisses des surfaces et des rendements,
- **De l'augmentation des ravageurs, maladies et événements climatiques extrêmes**
- De la dégradation de la qualité du café
- De prix de plus en plus volatils avec des pics de plus en plus élevés

En contrepoint, certains facteurs clés semblent permettre de juguler en partie les impacts négatifs documentés au niveau de la production de café :

---

<sup>549</sup> Hivos, Coffee Barometer, 2014

- L'existence d'un modèle agroforestier à faible utilisation d'intrants*

L'Éthiopie et le Pérou, pays dans lesquels la caféiculture repose sur un système majoritairement agroforestier présentent des impacts environnementaux significativement réduits – pollution de l'eau, émissions de gaz à effet de serre, disparition de la biodiversité. Par contraste, la Colombie qui a fait le choix d'une production intensive en capital et orientée vers les hauts rendements génère des pollutions supérieures.
- Le mode de régulation du secteur et la capacité de valorisation du café sur le marché*

La Colombie, qui a le système de régulation le plus complet – combinant intervention sur les prix, valorisation par des signes de qualité, réinvestissement de taxes prélevées sur l'export et contrôle des exportateurs – est aussi celui où les producteurs ont les revenus qui se rapprochent le plus d'un niveau décent. En comparaison, le Pérou qui a totalement libéralisé son secteur est le pays où le niveau de pauvreté des caféiculteurs est le plus fort, et l'Éthiopie se situe entre les deux, sa régulation d'inspiration libérale ne parvenant pas aux mêmes avancées qu'en Colombie.
- Le degré d'organisation et d'autonomisation des producteurs*

L'amélioration des revenus est la plus forte en Colombie, où elle découle en grande partie de la forte structuration des producteurs depuis plusieurs décennies ; elle semble cependant contrebalancée par leur faible autonomie individuelle (dépendants d'un système contrôlé par la FNC au niveau national). De même en Éthiopie, la faiblesse de la dynamique interne des unions de coopératives (du fait de la participation limitée de leurs membres et de la faible implication des équipes dirigeantes pour améliorer la situation) est un obstacle majeur à l'amélioration des revenus.

Cependant, aucun des pays étudiés, quelles que soient sa taille et sa stratégie, ne semble avoir trouvé à lui seul les moyens d'assurer la résilience de son secteur caféier, étant pris dans les dynamiques du marché mondial libéralisé dont ils ne peuvent s'extraire.

Les impacts négatifs qui en découlent sont de grande ampleur comme l'illustrent nos estimations des coûts qu'ils engendrent sur la société (les « coûts sociétaux ») en terme social comme environnemental.

Causes	Conséquences	Estimation des coûts sociétaux associés		
		Ethiopie	Colombie	Pérou
Sous-rémunération des producteurs ne permettant pas de couvrir le coût minimum d'une alimentation saine et suffisante, d'un logement, de l'éducation des enfants, des soins, de l'habillement et des transport	Besoin d'autres sources financières pour atteindre un revenu vital	477 millions \$	471 millions \$	414 millions \$
Ressources fiscales prélevées sur les acteurs de la filière insuffisantes par rapport aux besoins de services publics (éducation, santé, affaires sociales, eau/électricité, transports, protection de l'environnement...)	Déficit du budget de l'Etat dédié aux services publics essentiels dans les zones caféières	203 millions \$	236 millions \$	189 millions \$
Emissions de GES tout au long du cycle de vie du café	Changement climatique, dont les coûts sont supportés par la société	56 millions \$	259 millions \$	73 millions \$
Pollutions dues aux intrants chimiques (engrais, pesticides)	Dépenses de dépollution de l'eau supportés par la société		162 millions \$	
<b>TOTAL DES COÛTS SOCIÉTAUX</b>		<b>736 millions \$</b>	<b>1 128 millions \$</b>	<b>676 millions \$</b>
A titre de comparaison, le pourcentage que représentent les coûts sociétaux par rapport au montant total des impôts (hors TVA) prélevés dans chaque pays		70%	8,5%	6%

Figure 135. Comparaison des coûts sociétaux et de la valeur d'export du café en 2017 dans les filières Pérou-France, Colombie-France et Éthiopie-France.  
Source : Basic.

La grande majorité des coûts sociétaux sont liés aux questions sociales : manque à gagner des producteurs de café pour qu'ils puissent faire face aux besoins essentiels de leurs familles et manque de ressources de l'Etat pour financer les services publics de base dans les provinces caféières. Ces deux composantes représentent 63% des coûts sociétaux en Colombie, 89% au Pérou et 92% en Ethiopie. Leur montant total – qui oscille entre 600 et 700 millions de dollars par an dans chacun des pays étudiés – rend compte de l'ampleur de la précarité qui touche les communautés caféières et de la charge induite pour les pouvoirs publics. Le fait que les ordres de grandeur soient similaires entre les cas d'études témoigne, au-delà des différences de contexte, du caractère systémique des problématiques sociales qui sont profondément liées au fonctionnement de la chaîne de valeur du café.

Sur le plan environnemental, les différences sont plus marquées entre les cas d'études. Ainsi, la Colombie est le pays où la production de café génère les émissions de gaz à effet de serre les plus élevées (par kg de café produit) ainsi que d'importantes pollutions de l'eau aux nitrates. En résultent des coûts sociétaux conséquents qui s'expliquent par le modèle de production choisi par ce pays, basé sur une forte utilisation d'engrais et de pesticides de synthèse. En comparaison, les coûts environnementaux sont bien plus faibles au Pérou et en Ethiopie qui se caractérisent (encore) par des systèmes majoritairement agroforestiers avec un très faible usage d'intrants chimiques dont le prix est trop élevé pour la plupart des producteurs.

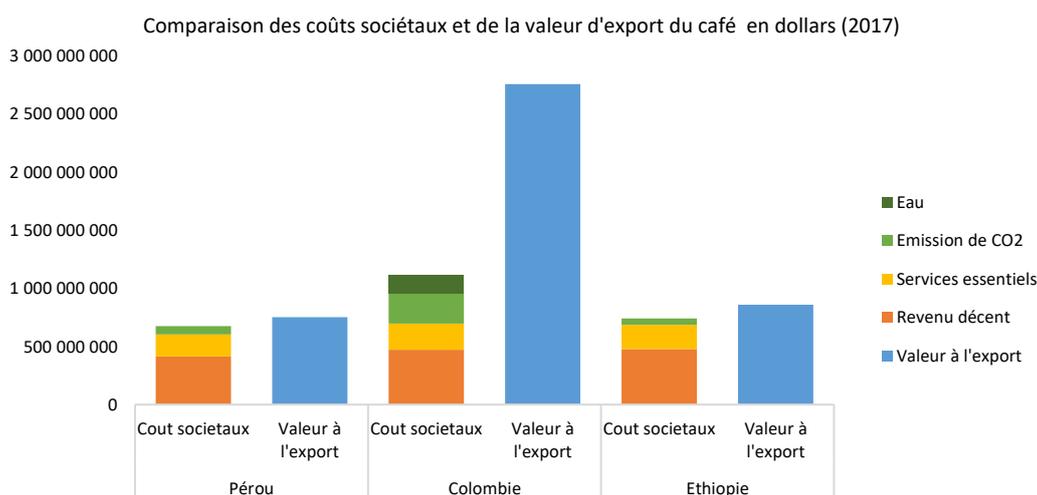


Figure 136. Comparaison des coûts sociétaux et de la valeur d'export du café en 2017 dans les filières Pérou-France, Colombie-France et Ethiopie-France. Source : Basic.

La comparaison de ces estimations à la valeur d'exportation du café dans chacun de ces pays révèle que les coûts sociétaux représentent 90% de la valeur créée par le secteur du café au Pérou et 86% en Ethiopie en 2017, ce qui questionne fortement sa durabilité et sa pérennité (dans le cas de la Colombie, si le montant total des coûts sociétaux est supérieur aux 2 autres pays, il ne représente qu'environ 41% de la valeur d'export du café en raison de la réussite de la stratégie de valorisation de ce pays).

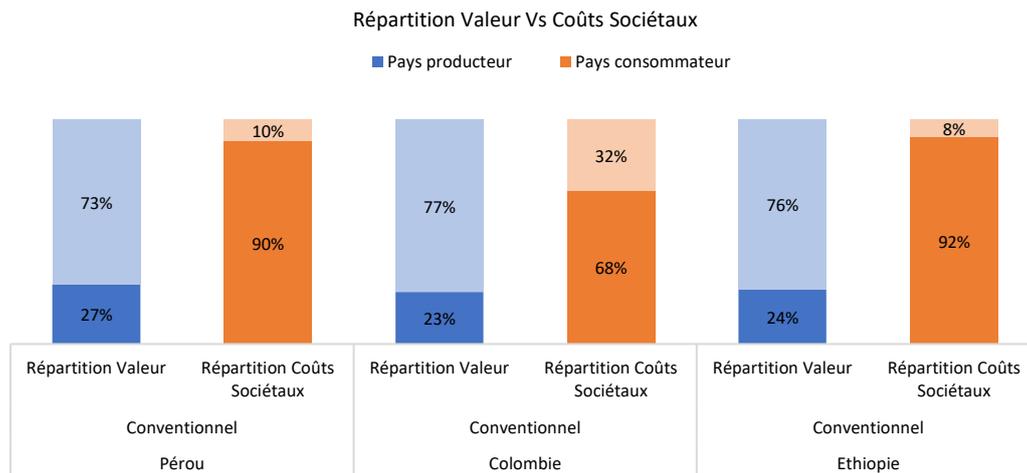


Figure 137. Comparaison de la répartition des coûts sociétaux et de la valeur entre pays producteur et pays consommateur dans les filières Pérou-France, Colombie-France et Ethiopie-France. Source : Basic.

La comparaison de la répartition de ces coûts sociétaux entre pays producteur et pays consommateur à la répartition de la valeur sur ces mêmes pays révèle par ailleurs que si les pays producteurs ne gagnent que 23% à 27% de la valeur finale des produits, ils concentrent de 68% à 92% des coûts sociétaux. Nos estimations montrent ainsi que les pays producteurs sont ceux qui ne récupèrent qu'une portion minoritaire de la valeur et subissent les principaux impacts sociaux et environnementaux de la filière, les deux étant liés (les variations entre les pays étant liés aux facteurs précédemment détaillés).

Face à ce constat, nous avons investigué dans quelle mesure les filières alternatives liées au commerce équitable – associé ou non à l'agriculture biologique – et aux certifications UTZ et Rainforest étaient en mesure d'apporter des réponses à ces enjeux et de générer une plus grande résilience du secteur du café.

Les certifications « durables » comme Rainforest et UTZ – désormais fusionnées – se caractérisent par le peu d'études indépendantes qui rend difficile l'objectivation de leurs impacts. Leur vision de la durabilité économique pour les producteurs est centrée sur la hausse de leurs rendements afin d'améliorer leur rentabilité et leurs revenus, l'idée étant qu'il n'y a pas besoin de réguler le marché pour résoudre les problématiques sociales et environnementales de la filière dès lors que les entreprises en aval se dotent de critères en la matière, ce qui est loin d'être corroboré par l'étude.

Dans les 3 pays producteurs étudiés, les démarches Rainforest et UTZ semblent essentiellement accessibles à des producteurs disposant des moyens et d'accompagnement suffisants pour pouvoir bénéficier de leur système, et se caractérisent par leur vision axée sur l'augmentation des rendements afin que les producteurs puissent améliorer leurs revenus et couvrir les coûts de mise en conformité.

En vis-à-vis, il existe plus d'études et publications sur le commerce équitable qui permettent d'en évaluer les effets. Elles convergent sur le fait que ce système a permis d'améliorer la situation des producteurs de café dans les 3 cas étudiés :

- En posant comme préalable aux filières équitables l'organisation collective des producteurs qui permet de rompre leur isolement et de renforcer leur pouvoir de négociation. Le succès de ces organisations est lié au développement de stratégies autonomes et décidées collectivement ayant permis la valorisation du café de leurs membres jusqu'aux consommateurs (notamment au Pérou et en Colombie).
- En proposant un filet de sécurité (le prix minimum) dans un contexte de volatilité des prix et de baisses régulières au-dessous des coûts de production, ainsi qu'une prime collective et des facilités de préfinancement qui répondent au besoin de trésorerie des producteurs et de leurs organisations.

- En association avec l'agriculture biologique, afin de préserver les modèles de production agroforestiers sans engrais et pesticides de synthèse (via notamment la prime biologique qui permet de compenser les pertes de rendements et d'atteindre un seuil de rentabilité suffisant).

Afin d'évaluer la capacité de ces différentes alternatives à réduire les impacts socio-environnementaux, nous avons estimés les coûts sociétaux qu'elles engendrent en comparaison des filières conventionnelles (par dollar de café exporté afin de prendre en compte les tailles différentes de chacune d'entre elles et les différences de valeur qu'elles génèrent dans le pays d'exportation).

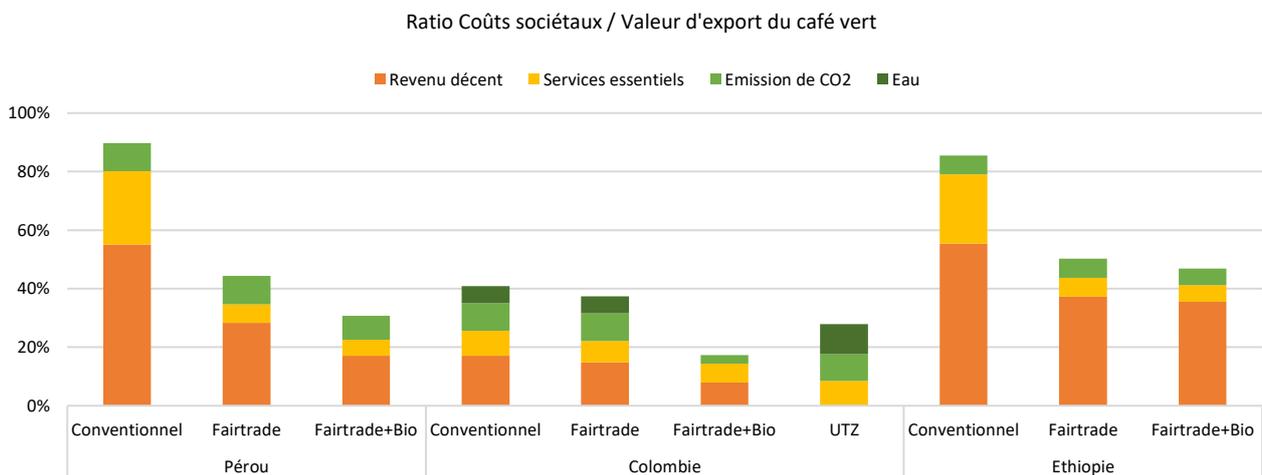


Figure 138. Comparaison des coûts sociétaux dans les filières Pérou-France par dollar de valeur du café exporté. Source : Basic.

Dans les 3 cas d'études, la double certification Fairtrade et biologique génère la plus forte diminution de coûts sociétaux.

Le niveau le plus faible est atteint en Colombie où ces 2 démarches se combinent avec le système de régulation colombien et le développement d'un modèle agroforestier dans les zones Nord et Sud du pays.

Une baisse importante de coûts sociétaux est également visible au Pérou où ce sont les coopératives qui se sont réapproprié les démarches du commerce équitable et de l'agriculture biologiques afin de développer des stratégies au bénéfice des producteurs et du modèle agroforestier traditionnel, dans un contexte de libéralisation et d'absence de soutien de la part de l'Etat qui explique que les coûts sociétaux demeurent plus élevés qu'en Colombie même avec la double certification Fairtrade et bio.

Enfin, en Ethiopie, les effets de ces 2 certifications apparaissent plus faibles que dans les cas précédents, en grande partie du fait du manque de participation des producteurs dans les coopératives et leurs unions, un enjeu qui dépasse le cadre du commerce équitable, mais auquel ce dernier ne semble pas avoir encore apporté de solution.

Concernant les démarches Rainforest et UTZ (aujourd'hui fusionnées), les études d'impact disponibles nous ont seulement permis de faire des estimations en Colombie où les effets de la certification UTZ paraissent plus faibles que la double labellisation Fairtrade et bio, en raison de la consommation accrue d'engrais chimiques.

	CHAINE PEROU-FRANCE FAIRTRADE & BIO		CHAINE COLOMBIE-FRANCE FAIRTRADE & BIO		CHAINE ÉTHIOPIE-FRANCE FAIRTRADE & BIO	
	NIVEAU DE DURABILITE	FACTEURS POSITIFS (+) ET NEGATIFS (-)	NIVEAU DE DURABILITE	FACTEURS POSITIFS (+) ET NEGATIFS (-)	NIVEAU DE DURABILITE	FACTEURS POSITIFS (+) ET NEGATIFS (-)
SPHERE SOCIALE	Revenus des producteurs proches du niveau décent <i>(pas d'information sur les travailleurs)</i>	(+) Potentiel de qualité du café et demande croissante pour du café certifié, bio, de qualité, traçable (+) Prix minimum garanti qui permet de sauvegarder la rentabilité des OPs en période de baisse des cours (+) Investissement de la prime de commerce équitable dans la qualité pour valoriser le café et augmenter les revenus (+) Prime bio permettant d'augmenter les revenus des producteurs (+) Relations directes avec des acheteurs engagés qui permet aux OPs de sécuriser les débouchés et gagner en autonomie (-) Concurrence déloyale avec de grands exportateurs dont les pratiques fragilisent les organisations de producteurs (-) pas d'impact documenté sur les travailleurs saisonniers	Revenus des producteurs atteignant presque le niveau décent <i>(pas d'information sur les travailleurs)</i>	(+) Demande croissante pour du café certifié, bio, de qualité, traçable (+) Prime bio permettant d'augmenter les revenus des producteurs (+) Relations directes avec des acheteurs engagés /de café de spécialité qui permet aux OPs (associations) de gagner en autonomie (+) Prix minimum garanti qui permet de sauvegarder la rentabilité et la trésorerie des OPs en période de baisse des cours (-) Faible prise d'autonomie des producteurs intégrés dans les programmes de modernisation de la FNC (-) pas d'impact documenté sur les travailleurs saisonniers	Légère amélioration des revenus des producteurs <i>(pas d'information sur les travailleurs)</i>	(+) Demande croissante pour du café certifié, bio, de qualité, traçable (+) Redistribution d'une partie de la prime de commerce équitable et de la prime bio aux producteurs (-) Pas d'amélioration de la gouvernance interne des OPs ni de participation des producteurs membres à la base (-) pas d'impact documenté sur les travailleurs saisonniers
	Amélioration des services essentiels dans les communautés caféières	(+) Investissement de la prime de commerce équitable dans des projets sociaux bénéficiant aux communautés caféières	Moyens financiers suffisants pour assurer les services essentiels dans les communautés caféières	(+) Investissement de la prime de commerce équitable dans des projets sociaux bénéficiant aux communautés caféières	Amélioration des services essentiels dans les communautés caféières	(+) Investissement de la prime de commerce équitable dans des projets sociaux bénéficiant aux communautés caféières (-) part substantielle de la prime utilisée pour couvrir les coûts internes des coopératives et de leurs unions
SPHERE ENVIRONNEMENTALE	Faibles émissions de polluants liées à la production de café dans l'eau et les sols	(+) Certification biologique et prime bio incitative	Faibles émissions de polluants liées à la production de café biologique dans l'eau et les sols	(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec peu d'intrants et maintien de l'ombrage, associés à la certification bio	Faibles émissions de polluants liées à la production de café dans l'eau et les sols	(+) Certification biologique et prime bio incitative
	Maintien des arbres d'ombrage dans les parcelles	(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec maintien de l'ombrage, associés à la certification bio	Maintien des arbres d'ombrage dans les parcelles	(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec maintien de l'ombrage, associés à la certification bio	Pas d'information sur la disparition des arbres d'ombrage dans les parcelles	<i>Pas d'impact documenté</i>
	Emissions de gaz à effet de serre surtout en aval	(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec maintien de l'ombrage, associés à la certification bio <i>Pas d'impact documenté sur les émissions en aval</i>	Emissions de gaz à effet de serre surtout en aval (filiales bio)	(+) Consolidation de modèles agroforestiers avec maintien de l'ombrage, associés à la certification bio <i>Pas d'impact documenté sur les émissions en aval</i>	Emissions de gaz à effet de serre surtout en aval	<i>Pas d'impact documenté</i>

Figure 139. Tableau récapitulatif des facteurs influençant les impacts socio-environnementaux dans les chaînes de valeur équitables et biologiques Pérou-France, Colombie-France et Éthiopie-France. Source : Basic.

L'analyse plus approfondie des facteurs influençant la réduction des impacts négatifs - notamment dans le cas du commerce équitable (Fairtrade) couplé à l'agriculture biologique qui est corrélé aux coûts sociétaux les plus faibles - montre que les améliorations sont liées à la capacité des organisations de producteurs de :

- gagner en autonomie,
- renforcer la participation de leurs membres dans leur gouvernance interne,
- fournir à leurs membres un accès suffisant à du financement (pour leurs récoltes...)
- investir la prime de commerce équitable dans les services publics essentiels, l'amélioration de la qualité du café produit par leurs membres et le renforcement de leur modèle agroforestier
- permettre à leurs membres d'obtenir la certification biologique et de bénéficier de la prime bio afin d'améliorer leurs revenus
- accéder à des marchés plus rémunérateurs et structurer des filières fondées sur des relations plus directes avec des acheteurs engagés qui valorisent la qualité et l'origine du café de leurs membres.

De plus, les stratégies de consolidation et de promotion d'un modèle agroforestier biologique mises en œuvre par les organisations de producteurs doublement certifiées – en particulier au Pérou et en Colombie – apparaît comme l'une des principales pistes de solution non seulement face à l'épidémie persistante de rouille, mais plus globalement comme modèle de résilience et de durabilité dans le secteur du café face aux incertitudes croissantes engendrées par le dérèglement climatique.

Au-delà de ces facteurs transverses, les disparités de résultats observées entre les 3 cas d'étude s'expliquent tant par les différences de contexte que par le fait qu'une partie seulement des facteurs ci-dessus sont à l'œuvre dans les pays concernés.

Par ailleurs, un certain nombre de limites ont été relevées dans les différents cas d'études (liées aux pratiques de concurrence déloyale de certains grands exportateurs au Pérou, à la faiblesse de la participation des producteurs dans les coopératives en Ethiopie...) et font l'objet de recommandations spécifiques (voir section suivante).

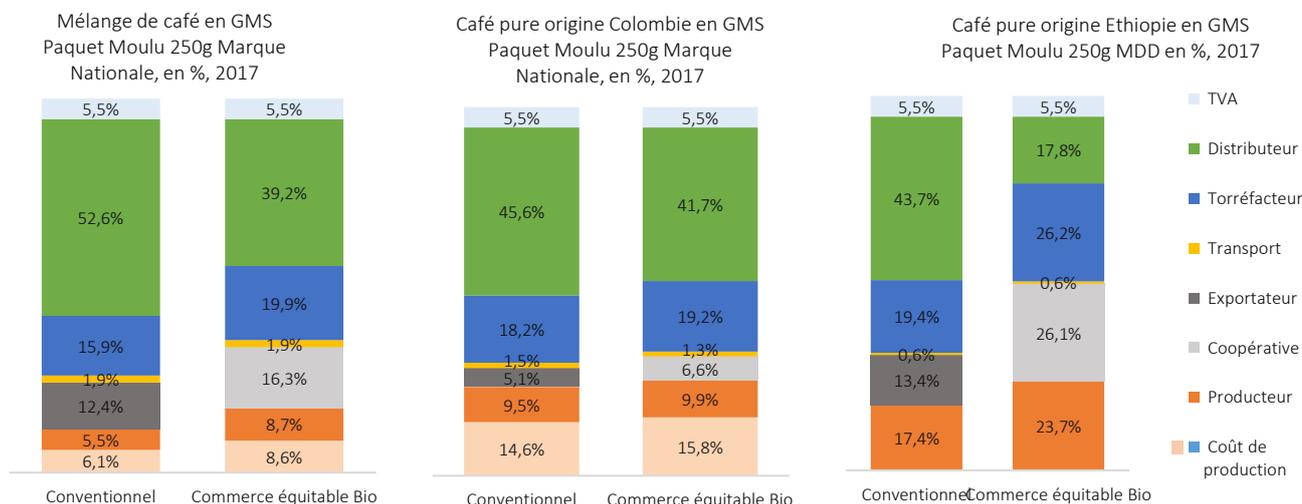


Figure 140. Comparaison de la décomposition de valeur de paquets moulu 250g hors promotion entre les filières conventionnelles et les filières équitables pour chacun des 3 cas d'étude. Source : Basic.

L'étude des chaînes de valeur jusqu'à la consommation finale des produits montre que c'est dans les filières conventionnelles que la valeur créée par les torréfacteurs et distributeurs est la plus forte alors que les pays producteurs captent le moins de valeur et que les coûts sociétaux sont les plus importants.

Inversement, c'est dans les filières équitables et biologiques que les coûts sociétaux sont les plus faibles, et la part de valeur des pays producteurs la plus élevée en comparaison de celle des acteurs en aval (voir les estimations ci-dessus pour des paquets de café moulu 250g).

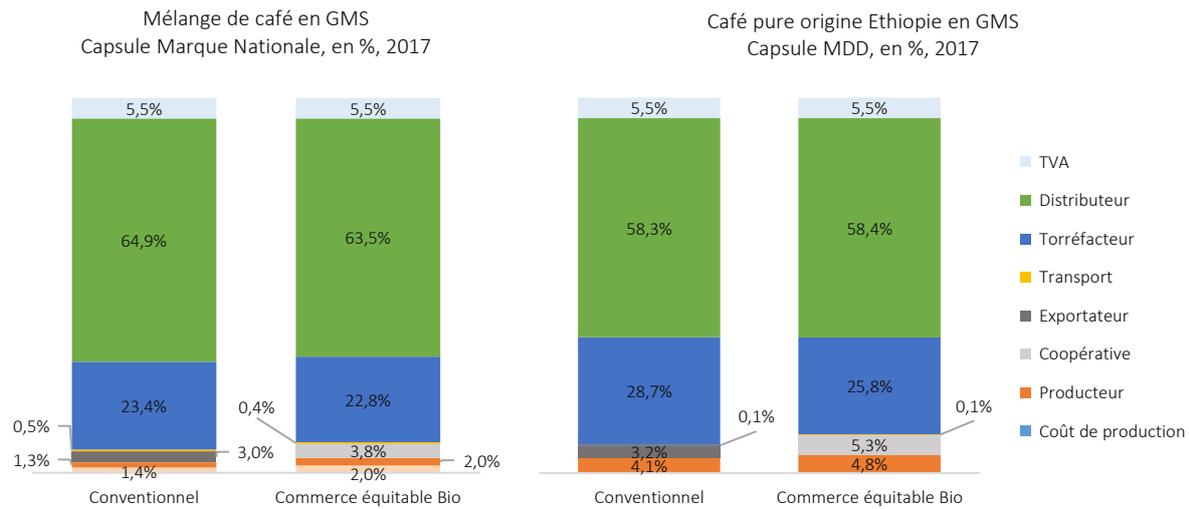


Figure 141. Comparaison de la découpe de valeur de capsules entre les filières conventionnelles et les filières équitables pour 2 cas d'étude. Source : Basic.

Cependant, quand on étudie plus en détail chaque format séparément, nos estimations montrent que cet effet est largement atténué par l'effet format : si les producteurs touchent une part plus importante de valeur dans le cas du café moulu vendu en paquet 250g, ces différences sont beaucoup moins notables pour le café portionné, en particulier pour les capsules où les acteurs de l'aval (torréfacteurs et distributeurs) captent entre 85% et 90% de la valeur, même dans le commerce équitable.

Ces résultats confirment l'enjeu clé de la redistribution des gains générés en aval de la chaîne de valeur du café, en particulier en France où ils n'ont jamais été aussi élevés à un moment où les producteurs n'en ont jamais eu autant besoin (tant pour leur permettre de vivre dignement de leur travail que pour s'adapter aux impacts croissants du dérèglement climatique).

Pour répondre à cet enjeu et assurer la résilience de la filière du café, il semble nécessaire de réussir l'articulation entre les démarches existantes de certification équitables et biologiques (approches filières) et les régulations publiques au sein des pays de production comme de consommation (approches territoriales).

## 4. Recommandations et leviers de changement

Comme détaillé précédemment, l'enjeu principal est de celui d'assurer la durabilité de la chaîne de valeur du café depuis les producteurs jusqu'aux consommateurs, à l'échelle internationale comme au niveau des différents pays et de leurs contextes spécifiques.

Pour ce faire, nous proposons d'actionner de manière simultanée un certain nombre de leviers qui sont détaillés ci-dessous (par catégorie d'acteurs auxquels ils s'adressent).

*Dans les pays consommateurs : créer un cadre propice et incitatif pour les alternatives qui démontrent leur impact*

1. Susciter la prise de conscience des inégalités de répartition de la valeur dans la filière du café  
→ *Constat : L'inégalité de la répartition de la valeur dans la filière du café est croissante depuis plus de vingt ans, particulièrement en France. La valeur sans cesse croissante captée par les torréfacteurs et distributeurs grâce aux nouveaux formats (dosettes et capsules) et aux outils marketing n'est pas redistribuée aux producteurs alors que ces derniers n'en ont jamais autant eu besoin pour sortir de la pauvreté endémique qu'ils subissent et pour faire face aux impacts du changement climatique*  
→ *Proposition : Alors que l'Organisation Internationale du Café lance en octobre 2018 une campagne de sensibilisation des consommateurs sur la crise qui touche de plein fouet les producteurs, il apparaît indispensable d'informer le grand public sur la valeur générée en aval de la filière et ainsi nourrir le débat public sur la question de la nécessaire redistribution de la valeur dans le secteur du café.*
2. Créer une obligation de transparence vis-à-vis des consommateurs (origines...)  
→ *Constat : Les filières conventionnelles de café (hors café différencié) se caractérisent par leur opacité, tant en termes de pays d'origine du café contenu dans les produits vendus aux consommateurs que de prix payés aux producteurs - et salaires touchés par les travailleurs - en vis-à-vis des niveaux de revenus et salaires décents.*  
→ *Proposition : Pour soutenir les entreprises qui apportent déjà une plus grande transparence aux consommateurs (à l'image de certaines marques équitables), il s'agirait d'initier un plaidoyer, potentiellement en collaboration avec des associations de consommateurs comme la CLCV ou l'UFC Que Choisir, afin d'interpeler les autorités françaises sur la nécessité d'une réglementation imposant aux marques la transparence sur l'origine du café incorporé dans leurs produits.*
3. **Mettre en œuvre du devoir de vigilance par les acteurs du** secteur (en particulier sur le paiement des revenus et salaires décents)  
→ *Constat : Les initiatives volontaires des entreprises débouchent rarement sur de nouvelles règles du jeu à l'échelle d'un secteur tout entier du fait de la concurrence sur les prix entre acteurs (en particulier de la part des moins-disants). La loi récente adoptée en France sur le devoir de vigilance permet d'aller plus loin et d'opposer aux entreprises l'obligation juridique de cartographier les risques socio-environnementaux sur l'ensemble de leur sphère d'influence et de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour s'en prémunir.*  
→ *Proposition : Dans ce contexte, il s'agirait pour les acteurs de la société civile impliqués dans le suivi de la loi sur le devoir de vigilance, de mettre en lumière l'enjeu de la sous-rémunération des producteurs et travailleurs dans les filières d'approvisionnement de café, et de développer des mécanismes permettant de jauger les engagements des négociants, torréfacteurs et distributeurs basés en France pour s'assurer qu'ils sont à la hauteur des enjeux (notamment pour permettre le paiement de revenus décents en amont).*

4. Créer une taxe pollueur-payeur sur les emballages de dosettes, en fonction de leur composition et de leurs impacts
  - Constat : Sur le marché français, les dosettes et capsules représentent plus de la moitié des ventes de café consommées à domicile. Les volumes de déchets associés représentent chaque année environ 1900 tonnes d'aluminium et 3400 tonnes de plastiques dont une minorité seulement est recyclée.
  - Proposition : Dans ce contexte, il s'agirait d'initier un plaidoyer auprès des autorités publiques, potentiellement en collaboration avec des associations de consommateurs comme la CLCV ou l'UFC Que Choisir, pour demander la création d'une taxe pollueur-payeur spécifique sur les packagings de dosettes et capsules non biodégradables (à l'image de l'écotaxe en vigueur sur les déchets électroniques) afin de générer les investissements nécessaires dans les filières de collecte et traitement des déchets, et de rendre plus compétitifs les alternatives à ces types d'emballages.
  
5. Moduler le taux de TVA des produits de café en fonction des impacts socio-environnementaux
  - Constat : Une initiative pilotée par l'Ademe, en collaboration avec la fondation 2019, est en train d'étudier la faisabilité de mécanismes de modulation du taux de TVA sur la base d'une évaluation des externalités positives et négatives qu'elles génèrent.
  - Proposition : Au vu de la forte concurrence sur les prix en GMS, une modulation de la TVA serait vraisemblablement répercutée entièrement aux consommateurs par les enseignes. Dans ce contexte, il s'agirait de se rapprocher des coordinateurs de l'initiative portée par l'Ademe pour étudier la possibilité d'initier un travail spécifique sur la filière café, sur la base des résultats de la présente étude.

*Pour les acteurs du secteur : s'engager et garantir une transparence sur l'ensemble de leurs filières*

1. **S'engager à payer des prix permettant de garantir les revenus et salaires décents (accords/contrats multipartites sur l'approvisionnement de café)**
  - Constat : La situation actuelle de pauvreté des producteurs et travailleurs (point précédent) découle directement du niveau de prix trop faible auquel les producteurs vendent leur café. A l'autre bout de la chaîne, les prix moyens au kilo payés par les consommateurs ne cessent d'augmenter avec la montée en puissance des nouveaux formats de café. Pour résoudre cette contradiction, des accords sont nécessaires pour permettre d'assurer que la création de valeur supplémentaire en aval puisse garantir des revenus décents aux producteurs en amont.
  - Proposition : A l'image des accords tripartites mis en œuvre depuis 2 ans par la GMS sur les filières de laits équitables et responsables en France (et dans une moindre mesure de ceux en cours de développement au sein du World Banana Forum), il s'agirait de convaincre des acteurs majeurs du secteur (torréfacteurs et distributeurs pour leur MDD) de mettre au point des contrats similaires dans la filière café afin de garantir des prix rémunérateurs aux producteurs.
  
2. Développer des outils de préfinancement adaptés aux besoins des producteurs et de leurs **organisations en fonction de leur degré d'autonomie et d'intégration verticale**
  - Constat : Le manque de trésorerie est au cœur des boucles d'impacts négatifs qui touchent les producteurs et les enferment dans une situation de pauvreté. Les seuls prêts qu'ils parviennent à obtenir viennent souvent des acheteurs de leur café, lesquels s'en servent pour accroître leur pression de négociation sur eux.
  - Proposition : Dans ce contexte, il s'agirait de convaincre certains acteurs majeurs du secteur (torréfacteurs et distributeurs pour leur MDD) afin de développer leurs engagements de préfinancement au bénéfice des caféiculteurs en amont de leurs chaînes d'approvisionnement, en s'inspirant potentiellement des travaux menés par Agrofine à la fin des années 2000.

3. Assurer la **transparence sur l'origine pour les cafés de masse/standardisés**

→ *Constat* : hormis pour les cafés différenciés (certifiés équitables et biologiques, de spécialité...), l'origine du café présent dans la plupart des produits vendus au consommateur est impossible à connaître pour ces derniers. Il est donc impossible pour les consommateurs soucieux de l'impact de leurs achats de connaître les enjeux liés à leur consommation de café. Pour les pays caféiers, cette opacité diminue leur capacité de valoriser les qualités spécifiques de leur production.

→ *Proposition* : Dans ce contexte, il s'agirait de convaincre des acteurs majeurs du secteur (torréfacteurs et distributeurs pour leur MDD) de systématiser la mention de l'origine du café sur les packagings de leurs produits, à l'image de ce qui existe déjà dans les fruits et légumes.

4. Assurer la transparence sur le pourcentage de la valeur qui revient aux producteurs.

→ *Constat* : La plupart des producteurs et travailleurs du café demeurent dans une situation d'importante pauvreté, leur culture ne leur permettant pas de vivre de leur travail. Au-delà de la transparence sur l'origine du café (point précédent), les consommateurs n'ont actuellement aucun moyen de savoir si le prix auquel ils paient leur café permet de rémunérer suffisamment les producteurs et travailleurs à l'autre bout de la chaîne.

→ *Proposition* : Dans ce contexte, il s'agirait de convaincre certains acteurs majeurs du secteur (torréfacteurs et distributeurs pour leur MDD) d'apposer sur les packagings de leurs produits la mention de la découpe du prix entre producteurs, intermédiaires et le torréfacteur/la marque, à l'image de ce que certaines marques de commerce équitable ont déjà initié.

*Dans les pays producteurs : soutenir la structuration collective des producteurs à la base et le développement de modèles agroforestiers diversifiés*

1. **Développer l'accès au financement pour les producteurs et leurs organisations**

→ *Constat* : Le manque de trésorerie est au cœur des boucles d'impacts négatifs qui touchent les producteurs et les enferment dans une situation de pauvreté. Les seuls prêts qu'ils parviennent à obtenir viennent souvent des acheteurs de leur café qui s'en servent pour accroître leur pression de négociation sur eux.

→ *Proposition* : Dans ce contexte, il s'agirait de collaborer avec des institutions de la finance de l'agriculture et les banques de développement comme l'AFD afin d'investiguer la possibilité de nouveaux mécanismes de (pré)financement des producteurs et de leurs organisations, en s'inspirant potentiellement des travaux menés par Agrofina à la fin des années 2000.

2. Soutenir les organisations de producteurs, leur développement et leur démocratie interne

→ *Constat* : la structuration des producteurs dans les communautés caféières, la dynamique de participation au sein de leurs organisations et le niveau d'autonomie de ces dernières sont des facteurs clés pour améliorer les revenus des familles de caféiculteurs et juguler les impacts sociaux engendrés dans le secteur du café.

→ *Proposition* : Pour répondre à cet enjeu, il s'agirait de développer dans certains pays clés des programmes de renforcement des organisations collectives de caféiculteurs, en partenariat avec les autorités publiques et les bailleurs de fonds internationaux. En se basant sur les résultats de la présente étude, il s'agirait de concevoir ces programmes dans une perspective de changement/régulation des chaînes de valeur auxquels les producteurs sont intégrés, en s'inspirant potentiellement des stratégies développées par des ONGs comme Oxfam pour l'accompagnement des acteurs des filières agricoles dans les pays du Sud.

3. Documenter et diffuser la connaissance sur les modèles alternatifs café bio/agroforestiers
  - *Constat : la plupart des fonds de recherche et développement (R&D) consacrés à la lutte contre la rouille sont aujourd'hui orientés vers la mise de stratégies basées sur l'utilisation d'intrants (chimiques) et le développement de nouvelles variétés. Les stratégies basées sur les modèles agroforestiers diversifiés faiblement intensifs en capital sont (très) peu documentés et leur mise en œuvre/développement pâtit de la faiblesse des investissements en R&D alors que les acteurs de terrain les voient comme de véritables outils de résilience.*
  - *Proposition : Il est proposé d'initier un plaidoyer sur les gouvernements des pays producteurs et leurs bailleurs de fonds afin qu'ils rééquilibrent les budgets de recherche et développement (R&D) alloués au développement de modèles agroforestiers et biologiques comme réponse aux enjeux du dérèglement climatique, en particulier vis-à-vis des épidémies de rouille en Amérique Latine.*
  
4. **Développer des programmes spécifiques d'information et de formation sur les inégalités que** subissent les femmes dans la filière café, et porter les réformes nécessaires à leur résolution (sur le foncier par exemple)
  - *Constat : les femmes sont les plus touchées par les inégalités dans le secteur : alors qu'elles réalisent près de 70% des travaux d'entretien des parcelles et de récolte du café, elles sont la plupart du temps les moins bien payées et très rarement propriétaires des parcelles sur lesquelles elles travaillent.*
  - *Proposition : Au vu des enjeux liés au genre dans le secteur du café, il semble indispensable de diffuser une information à grande échelle au sein des communautés caféières (auprès des femmes, mais aussi des hommes) sur les inégalités que subissent les femmes dans le secteur, sur leurs droits et sur les moyens de résoudre ces problématiques. Par ailleurs, des programmes ambitieux sont plus que jamais nécessaire pour améliorer l'accès des femmes à la formation et à la propriété foncière, ainsi qu'aux espaces de décision du secteur caféier.*

*Pour les acteurs institutionnels : mieux réguler et (faire) connaître les enjeux actuels*

1. Créer un observatoire permanent sur la durabilité des filières de café qui commence par publier des estimations annuelles sur les prix et marges dans le secteur
  - *Constat : l'inégalité croissante de la répartition de valeur dans les chaînes de café est très peu documentée et chiffrée. Face aux enjeux de pauvreté subie par de nombreux caféiculteurs et des impacts à date et à venir du dérèglement climatique, il est urgent d'initier un dialogue entre les différents acteurs des filières de café (producteurs, exportateurs, importateurs, torréfacteurs, distributeurs, gouvernements) sur les enjeux liés à la répartition de la valeur afin d'assurer la durabilité du secteur.*
  - *Proposition : Inspiré de l'expérience de l'Observatoire français sur la formation des prix et des marges dans les filières alimentaires, il est proposé d'initier de créer un observatoire équivalent portant sur les filières internationales du café, avec la participation de différents acteurs de la chaîne prêt à s'engager (potentiellement avec l'accord/le soutien de l'ICO). Son objectif serait de publier chaque année des chiffres faisant référence sur l'évolution dans le temps de la répartition de la valeur entre les acteurs de différents pays producteurs et consommateurs afin de construire un dialogue partagé sur le sujet au sein du secteur.*
  
2. Financer de nouvelles études de terrain sur les revenus/salaires décents dans les zones caféières **et intégration des résultats dans l'observatoire**
  - *Constat : au-delà de la question de la répartition de la valeur, la définition de niveaux de rémunération qui permettraient aux producteurs et aux travailleurs du secteur du café de vivre dignement de leur travail font défaut pour nourrir un dialogue informé sur le sujet entre acteurs de la chaîne. De telles évaluations sont d'ores et déjà menées sur d'autres filières par plusieurs organisations*

membres de la Global Living Wage Coalition (GLWC) - dont Fairtrade International - sur la base de la méthodologie de R. & M. Anker qui fait aujourd'hui référence.

→ Proposition : S'inscrivant dans la suite des travaux déjà menés par la GLWC, en particulier par Fairtrade International, il est proposé aux acteurs institutionnels de financer de nouvelles études permettant d'estimer les revenus et salaires décents dans les principaux pays de production, en particulier en Amérique Latine. Il s'agit également de rendre les résultats largement disponibles (potentiellement avec le soutien de l'ICO) afin que tous les acteurs du secteur puissent évaluer si les prix aux producteurs leur permettent (ainsi qu'aux travailleurs) de vivre dignement de leur travail).

3. Financer des études sur la déforestation dans les zones caféières et intégration des résultats **dans l'observatoire**

→ Constat : la question de la déforestation importée est un enjeu montant pour les gouvernements européens, la France ayant pris un rôle moteur sur le sujet au sein de l'UE. Le café fait partie des produits concernés (avec le cacao, l'huile de palme, le soja...). Dans ce contexte, les enjeux liés à la déforestation dans le cadre de la présente étude montrent la pertinence du sujet mais aussi le manque d'informations de terrain.

→ Proposition : Inspiré de l'expérience menée sur le cacao en Afrique de l'Ouest (notamment par l'ONG Mighty Earth) il est proposé de financer la réalisation d'études de terrain permettant de mesurer l'étendue de la déforestation dans les principales zones caféières concernées (notamment au Pérou), et d'évaluer la part de responsabilité de la culture du café dans ce phénomène, ainsi que ses déterminants.

4. **Créer de nouveaux outils d'encadrement de la volatilité des prix au niveau international**

→ Constat : la volatilité des cours mondiaux du café ne cesse de croître depuis le milieu des années 2000 avec des impacts négatifs majeurs sur les producteurs, et les mécanismes de marché à terme semblent amplifier cette situation. Phénomène aggravant, le dérèglement climatique risque d'amplifier largement cette volatilité dans les 3 prochaines décennies.

→ Proposition : Dans ce contexte, il s'agirait d'initier un travail de réflexion avec des acteurs intéressés/engagés du secteur du café pour imaginer les contours d'un nouveau mécanisme de régulation des prix au niveau international, si possible sous égide de l'ICO. Si un tel mécanisme ne peut plus se baser sur la gestion de quotas et de stocks par les gouvernements comme au temps de l'AIC, l'enjeu est de mettre au point de nouveaux outils qui s'appuient plus fortement sur les acteurs privés du secteur, en particulier les torréfacteurs et distributeurs en complément des négociants.

5. Créer des fonds mutualisés à la gouvernance partagée pour investir dans la durabilité de la production de café

→ Constat : Face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux liés à la culture du café dans les pays producteurs, qui risquent fort d'être encore amplifiés par le dérèglement climatique sur les 3 prochaines décennies, le soutien des gouvernements paraît crucial pour les producteurs et travailleurs du secteur.

→ Proposition : Dans ce contexte, il s'agirait de mener un travail au sein de l'ICO pour créer des fonds mutualisés entre gouvernements des pays producteurs et consommateurs, mais aussi avec les principaux acteurs du secteur (négociants, torréfacteurs et distributeurs) pour accompagner les producteurs, en particulier les plus vulnérables, pour qu'ils s'organisent, accèdent à une trésorerie suffisante, améliorent leurs rendements et développent des modèles de production agroforestiers.

1. Instaurer des prix minimums pour les producteurs leur permettant de couvrir leurs coûts de production et **d'atteindre un revenu décent (pour eux comme pour les travailleurs)**

→ Constat : Le fonctionnement du marché de cotation du café vert en bourse entraîne une volatilité croissante des prix aux producteurs et des niveaux de prix ne permettant pas aux producteurs (dans une majorité de cas) de vivre de leur travail ni d'assurer des conditions de vie décente pour leur famille. Dans ce contexte, la régulation systématique des prix apparaît comme un outil indispensable comme le montre l'expérience de la Colombie.

→ Proposition : Les acteurs des systèmes de certification « durables » ainsi que les torréfacteurs ayant développé leur propre démarche interne d'audit devraient mettre en place un prix minimum à l'image de ce qu'a mis en place le commerce équitable afin de permettre aux producteurs et aux travailleurs de la filière du café de vivre décemment de leur travail.

Pour les acteurs de commerce équitable : améliorer les outils permettant d'amplifier l'impact positif au niveau des producteurs et d'instaurer une plus grande équité dans les filières

2. Réguler **l'entrée de nouveaux producteurs en fonction des débouchés**

→ Constat : Les volumes vendus en commerce équitable par les organisations de producteurs certifiées Fairtrade sont aujourd'hui limités à 28% de leur production annuelle. Dans un contexte d'insuffisance de la demande, l'entrée de nouvelles organisations à tendance à accroître encore la pression sur l'offre.

→ Proposition : A l'image de ce qui existait dans les années 2000, il s'agirait pour les acteurs du système Fairtrade de voir la faisabilité de poser des conditions à la première certification de nouveaux groupements de producteurs en fonction des débouchés existants.

3. Encadrer plus strictement les négociants

→ Constat : Dans le contexte péruvien, la montée en puissance d'exportateurs privés ayant obtenu la certification Fairtrade et fragilisant des organisations de producteurs également certifiées fait peser des risques importants sur les impacts du système Fairtrade.

→ Proposition : il s'agirait pour les acteurs du système Fairtrade de poser des conditions plus strictes à la certification des exportateurs privés – surtout quand ce sont des filiales de multinationales - et de voir dans quelle mesure des critères plus précis sur le niveau d'organisation collective des producteurs au préalable à leur 1ère certification permettrait de juguler le développement des groupes fantômes au Pérou.

4. Développer de systèmes de redistribution de la valeur pour les produits à forte valeur ajoutée

→ Constat : D'après les résultats de la présente étude, une plus juste répartition de la valeur le long des filières de café est corrélée à la diminution des impacts sociaux et environnementaux dans les pays producteurs. Plus fondamentalement, le principe d'équité prôné par le commerce équitable crée d'importantes attentes chez les consommateurs en termes de plus juste répartition de la valeur entre producteurs et autres acteurs de la chaîne sur les cafés équitables qu'ils consomment.

→ Proposition : Pour répondre aux attentes des consommateurs, et accroître la cohérence entre principes prônés et impacts générés, il s'agirait pour les acteurs du commerce équitable (système Fairtrade, autres labels, marques et distributeurs engagés) de développer des mécanismes (droits de licence différenciés par exemple) permettant de redistribuer aux organisations de producteurs une partie des gains générés sur les cafés à haute valeur ajoutée (vendus en dosettes et capsules). De tels mécanismes permettraient de répondre à la promesse du commerce équitable de relations commerciales plus juste et de partager les fruits de la création de valeur au sein du secteur.

5. Revoir le prix minimum en tenant compte des revenus et salaires décents
  - *Constat : Au Pérou, où le prix minimum garanti Fairtrade est mis en œuvre depuis 2017, la marge dégagée par kg de café par les producteurs membres d'organisations certifiées n'est pas suffisante pour leur permettre d'atteindre voire dépasser le seuil de pauvreté. Par ailleurs, l'enjeu des revenus décents est en train de monter fortement parmi les membres d'ISEAL dont fait partie FTI, lequel participe à de nombreux travaux en cours sur la question (notamment concernant la filière banane et la filière cacao).*
  - *Proposition : Dans ce contexte, et à l'image des travaux déjà enclenchés dans d'autres filières (banane, cacao), il s'agirait pour les acteurs du système Fairtrade (et au-delà les autres labels de commerce équitable) de lancer un travail d'estimation des revenus décents pour les producteurs de café dans les principaux pays d'export (ou de participer à un tel travail en collaboration avec d'autres organisations) et d'initier un processus de révision du prix minimum afin d'y intégrer ces résultats.*
  
6. Développer des critères et de primes incitatives spécifiques à l'agroforesterie
  - *Constat : D'après les résultats de la présente étude, les modèles agroforestiers et biologiques de culture du café font partie des 3 leviers majeurs permettant de diminuer les impacts socio-environnementaux de la filière café, et d'assurer la résilience de la production à long terme.*
  - *Proposition : Pour amplifier l'impact du commerce équitable, il s'agirait pour les acteurs du secteur (système Fairtrade, et avec eux les autres labels équitables) de développer des mécanismes incitatifs pour aider les producteurs de café à conserver leurs modèles agroforestiers, en développer de nouveaux et rentabiliser leurs investissements, à l'image de la prime bio déjà en vigueur dans le commerce équitable.*

## Annexe méthodologique

Le présent rapport est une méta-étude. Il s'agit d'un travail de consolidation et d'analyse des connaissances existantes selon les objectifs détaillés dans l'introduction. Il ne prétend ni à l'exhaustivité ni à la précision des calculs, mais vise à fournir une vision d'ensemble de la filière café et des estimations a minima de l'ampleur de ses impacts. Nous sommes conscients des limites associées à la consolidation d'études socio-économiques, environnementales, sanitaires et sociologiques basées sur des approches parfois très différentes. Nous nous efforçons de croiser et de rendre le plus transparent possible leurs méthodes et leurs résultats afin de permettre au lecteur de se faire sa propre opinion.

L'objectif premier de l'étude est d'analyser les liens entre :

- les principaux impacts environnementaux et sociaux liés à la filière actuelle du café, avec un focus sur la contribution au changement climatique,
- la chaîne de valeur et son évolution (création et répartition de la valeur économique, coûts sociétaux, rapports de force...), notamment sous l'angle de sa gouvernance,
- les impacts actuels et à venir du changement climatique sur la production de café, la situation des producteurs et plus globalement le marché mondial et les chaînes de valeur

Sur cette base, la présente recherche examine quelles sont les configurations alternatives de chaînes de valeur les plus à même de répondre positivement aux enjeux qui pèsent sur la filière, à commencer par le changement climatique.

Enfin, elle se conclut par l'identification de prérequis et de recommandations ciblées pour une chaîne de valeur durable du café, notamment face au défi du changement climatique.

### *Principales questions de recherche spécifiques à l'étude*

Les objectifs précédemment exposés peuvent être retranscrits en différentes questions de recherche auxquelles l'étude tentera d'apporter des éléments de réponse :

- *Quels sont les principaux impacts économiques, sociaux, environnementaux de la filière ?*
- *Quels sont les principaux modèles de production/consommation, de création et de répartition de la valeur économique sur la filière du café ? Comment ces modèles ont-ils évolué dans le temps ?*
- *Quels sont les principaux modes de gouvernance publics et privés de la filière ?*
- *De quelle manière le changement climatique impacte-t-il la production du café ? Quelle est l'évolution probable d'ici 2050 ? Quelles conséquences sur le marché, la structure des filières ?*
- *Quelle estimation peut-on faire des coûts sociétaux liés aux modes de production/consommation ?*
- *Dans quelle mesure les différentes initiatives de durabilité, en particulier le commerce équitable en association ou non avec l'agriculture biologique, permettent de répondre aux enjeux de la filière café ? Dans quelle mesure ces initiatives génèrent-elles des différences de coûts sociétaux ?*
- *Quelles sont les modèles de chaînes de valeur les plus à même d'assurer la résilience du café face au changement climatique ?*

### *Approche générale*

Afin d'identifier les principaux enjeux qui pèsent sur la filière du café, le rapport convoque les études relatives aux impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels de la production et de la consommation de café via une recherche bibliographique extensive et la collecte et le traitement des données quantifiées disponibles.

Pour être en capacité de recomposer le fonctionnement et l'évolution de la filière café, l'étude s'appuie sur une analyse socioéconomique de type *analyse globale des chaînes de valeur*. Cette analyse qualitative et quantitative permet de faire un vis-à-vis entre l'évolution des caractéristiques structurelles de la filière et l'évolution des impacts analysés précédemment.

Elle est combinée à une recherche bibliographique des études relatives à l'impact du changement climatique - à date et prospectif - sur les conditions de production du café et plus généralement la filière dans son ensemble afin d'investiguer les transformations en cours et à venir de la production et de la consommation de café.

Enfin, elle s'appuie sur la R&D du Basic en matière d'évaluation des coûts sociétaux afin d'objectiver les différences d'impacts entre différentes configurations possibles de filière : conventionnelle, biologique, équitable et « durable<sup>550</sup> ».



Figure 142. Démarche d'analyse des chaînes de valeur et de leurs impacts. Source : BASIC

### Périmètre

L'étude se déroule à l'échelle des chaînes de valeur, c'est dire sur l'ensemble des flux et des interactions successifs qui relient la production de matière première à la mise en marché et la consommation de produits finis.

Concernant la matière première, l'étude se focalise sur les espèces Arabica et Robusta.

Pour les produits finis, elle a pris en compte tous les produits majoritairement composés de café : café torréfié moulu ou en grains, café soluble. L'analyse quantitative porte sur les données agrégées moyennes sur ce périmètre, avec un focus sur les principaux formats de consommation (en fonction de la disponibilité des informations) : café moulu en paquet – mélange et pures origines - et dosettes.

Pour la partie en aval de la chaîne de valeur, l'étude s'est concentrée sur le marché français.

<sup>550</sup> En référence aux labels qui se positionnent comme éthiques et durables, à l'image de Rainforest et UTZ aujourd'hui fusionnés

Pour la partie en amont, elle a tout d'abord analysé les principaux pays de production au niveau mondial (Brésil, Vietnam, Colombie, Ethiopie), avant d'investiguer plus en détail trois pays - le Pérou, la Colombie et l'Ethiopie - pour comparer les différences d'impacts entre filières conventionnelles, « durables » et de commerce équitable (en association ou non avec l'agriculture biologique).

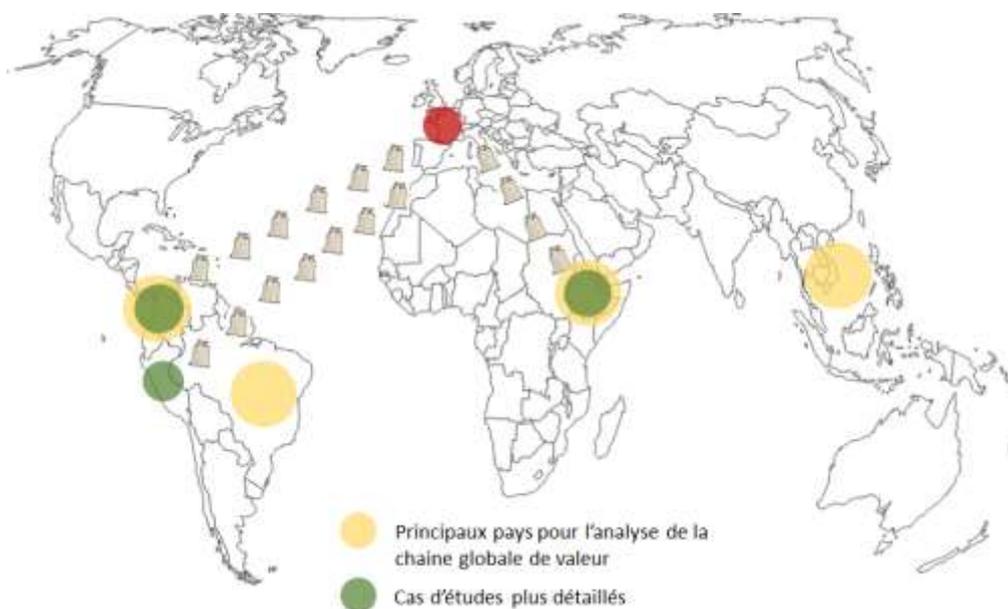


Figure 143. Périmètre de l'étude. Source : BASIC

#### Démarche méthodologique

Pour analyser la chaîne de valeur du café, ses impacts et ses coûts sociétaux, nous avons collecté et analysé plus de 600 documents publiés par la recherche académique, les institutions nationales et internationales, des acteurs de la société civile, des entreprises et des journalistes (voir les principales sources dans le tableau récapitulatif ci-après).

Type de document	Chaîne de valeur du café	Impacts (Colombie, Pérou, Ethiopie)	Coûts sociétaux (Colombie, Pérou, Ethiopie)
<b>Publications Académiques</b>	Université de Duke (USA), Copenhagen Business School, Université de Lund (Suède), Université de Vienne, Université de Colby (USA), Université de Florence, Université La Molina (Pérou), Université de la Sorbonne	Université d'Utrecht, Université de Humboldt (Allemagne), Université du Michigan, Université de Tulane (USA), Université de Stanford (USA), Université de Manizales (Colombie), AgroParisTech, CIAT, INCAE, CEVAL	Université du Wisconsin (USA), Université du Michigan (USA), Université de Wechimo (Ethiopie)
<b>Rapports d'institutions</b>	FAO, CNUCED, Banque mondiale, ICO, IDS, SCAA, OMPI, Sintercafe, EJBM, FNC, Ministères colombiens, péruviens et éthiopiens	ICO, USDA, OIT, SECO, IFPRI, SCAA, CRECE, IDH, CIRAD, Kew, Earth Institute, Climate Institute	FMI, Banque Mondiale, FAO, ICO, CIMS, INEI, DANE, FNC, EDRI, IFPRI, Ministères colombiens, péruviens et éthiopiens, OIT
<b>Rapports d'ONGs</b>	Oxfam, Hivos, Fairtrade International, Rainforest, UTZ	Oxfam, Hivos, PAN, SOS Faim, Fairtrade International, Solidaridad, Rainforest, UTZ	Hivos, Hivos, Fairtrade International, Rainforest, UTZ
<b>Rapports d'entreprises et bureaux d'études</b>	Euromonitor, Xerfi, Syndicat du café, IISD, Bain & Company, Crédit Suisse, Nespresso, Nestlé, JDE, Starbucks	Nespresso, Nestlé, JDE, Oréade Brèche, Technoserve, NRI, CEVAL, KPMG, Quantis	Oréade Brèche, Technoserve, NRI, CEVAL, Quantis
<b>Articles de presse</b>	LSA, LMDC, Les Echos, La Croix	The Guardian, Libération	EI Tiempo, La Republica
<b>Livres</b>	Le paradoxe du café		

Figure 144. Principales sources consolidées dans la présente étude de la filière café, de ses impacts et coûts sociétaux. Source : BASIC

La première phase de la recherche s'est consacrée à la consommation en s'appuyant sur :

- Les rapports publiés par les institutions de recherche, les cabinets d'étude (Euromonitor...), la presse professionnelle (LSA...),
- Les données statistiques publiques (ICO, Eurostat, INSEE...) et les données compilées par les organisations professionnelles (Syndicat français du café...),
- 3 entretiens avec des experts de la consommation du café.

La seconde phase a exploré les données socio-économiques depuis les producteurs jusqu'à la distribution des produits (chiffres d'affaires, répartition de la valeur, emplois générés...) et la structure des filières (types d'acteurs, modes d'organisation, rapports de pouvoir, régulation par les Etats...).

Elle a également exploré les impacts sociaux et environnementaux générés aux maillons intermédiaires (émissions de gaz à effet de serre, consommation d'eau, conditions de travail...).

Pour ce faire, la recherche s'est appuyée sur :

- Les rapports publiés par les instituts de recherche (Duke University...), les institutions françaises et internationales (Banque Mondiale, ICO, CNUCED, OIT...), les ministères des pays de production, **transformation et consommation, les cabinets d'étude (Euromonitor, Xerfi...),**
- Les données statistiques publiques (ICO, GCP, Comtrade, Instituts statistiques et ministères des pays de production et de consommation...) et les données compilées par les organisations professionnelles (Syndicat du café...) et/ou des acteurs privés,
- 5 entretiens avec des experts de la transformation du café.

La troisième phase a été consacrée à une analyse plus détaillée de la production agricole de café, ses enjeux, en particulier sa vulnérabilité au changement climatique, et ses évolutions (tendances de l'offre, systèmes de production, typologies de producteurs, modes d'organisation...).

Elle a également exploré les impacts sociaux et environnementaux générés dans les pays producteurs (sous-rémunération, conditions de vie, émissions de gaz à effet de serre, pollution, déforestation...).

Pour ce faire, la recherche s'est appuyée sur :

- Les rapports publiés par les institutions de recherche (Université du Michigan, INCAE, IFPRI, Wageningen...), les institutions françaises et internationales (AFD, Banque Mondiale, ICO, FAO, SECO...), les ministères **de l'agriculture** des pays de production...,
- Les données statistiques publiques (ICO, GCP, FAO, Instituts statistiques des pays de production...) et les données compilées par les organisations professionnelles et/ou des acteurs privés.
- 3 à 4 entretiens avec des experts de la production du café dans chaque pays d'étude (10 au total)

La phase suivante de la recherche a permis de consolider l'ensemble des données et quantifications concernant les impacts économiques, sociaux et environnementaux documentés précédemment et d'analyser les corrélations avec les modes d'organisation des chaînes de valeur.

Cette analyse s'est conclue par une évaluation des coûts sociétaux basés sur :

- Les rapports qui investiguent et consolident les dépenses engagées par les institutions publiques et les individus pour réduire, mitiger ou compenser les impacts.
- Les données statistiques publiques (Instituts statistiques des pays de production, transformation et consommation...) et les données compilées par les organisations professionnelles et/ou des acteurs privés.

La cinquième phase s'est consacrée à l'analyse des impacts du changement climatique sur la production de café dans les différentes régions du monde, à date et d'ici 2050, en s'appuyant sur :

- Les études disponibles sur l'impact actuel du changement climatique sur la production de café
- Les projections et analyses prospectives sur l'impact d'ici 2050 et les conséquences potentielles sur l'équilibre du marché et la structure des chaînes de valeur.

Sur la base des résultats précédents, la phase suivante a examiné dans quelle mesure le système du commerce équitable, en association ou non avec l'agriculture biologique, et les systèmes dit « durables » (Rainforest & UTZ aujourd'hui fusionnés) ont des impacts différenciés par rapport aux chaînes de valeurs conventionnelles du café, au niveau social comme environnemental.

Les différences d'impact ont été quantifiées sur la base des données et études disponibles, et les systèmes comparés en utilisant comme indicateur les coûts sociétaux qu'ils génèrent, sur la base :

- des études d'impact disponibles sur les systèmes équitables, biologiques et « durables »,
- des données accessibles compilées par les acteurs du commerce équitable, de l'agriculture biologique et les acteurs des systèmes de labellisation « durable ».

La recherche s'est conclue sur une analyse transverse qui a investigué les leviers concrets de changement avec des experts des questions de gouvernance de la filière café et plus largement des questions régulation du commerce international et des pratiques entreprises ont été examinés plus en détail, en particulier au niveau français et européen (droit de la concurrence, devoir de vigilance, conventions sur le climat...). En découlent des recommandations qui pourraient être actionnés pour une production et des chaînes de valeurs plus durables face au défi du changement climatique, au-delà du champ classique de plaidoyer des acteurs du commerce équitable.

*Détails et limites méthodologiques sur l'évaluation de la répartition de valeur*

La part de la valeur ne doit pas être confondue avec les bénéfices ou profits : chaque acteur de la chaîne utilise la part de valeur qu'il parvient à capter pour couvrir ses coûts internes et éventuellement réaliser un bénéfice net une fois que les dépenses ont été couvertes.

ACTEUR	CONTENU DE LA PART DE VALEUR
Distributeur (supermarché, boutique...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Profit</li> <li>- Salaire des employés et cotisations sociales</li> <li>- Coût des magasins (loyers...)</li> <li>- Coût d'entreposage et de logistique depuis les plateformes d'achat jusqu'aux magasins</li> <li>- Coûts financiers (emprunts...)</li> <li>- Paiement des impôts</li> </ul>
Acteur intermédiaire (torréfacteur, négociant...)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Profit</li> <li>- Coûts de logistique et de transformation</li> <li>- Salaire des employés et cotisations sociales</li> <li>- Coûts financiers (emprunts, risques de change...)</li> <li>- Paiement des impôts</li> </ul>
Producteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Profit (revenue des producteurs)</li> <li>- Contributions sociales</li> </ul>
Travailleur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Salaires</li> <li>- Contributions sociales</li> </ul>
Coût des intrants agricoles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Semences et intrants (engrais, pesticides)</li> <li>- Eau &amp; énergie</li> <li>- ...</li> </ul>

Figure 145. Schéma global de calcul de la répartition de valeur. Source : BASIC

Comme illustré dans le diagramme précédent :

- La part de valeur des distributeurs **est l'argent qui leur reste lorsqu'ils ont payé leurs fournisseurs**. Ils utilisent cet argent pour payer leurs employés, gérer leurs magasins, organiser la logistique via leurs centres de distribution, investir dans le marketing et la communication, payer leurs impôts et leurs frais financiers... et éventuellement réaliser un bénéfice net.
- La part de valeur des transformateurs et négociants **est le montant qu'ils reçoivent après déduction du paiement de leurs propres fournisseurs**. Ils utilisent cet argent pour couvrir leurs coûts de production (**énergie, emballages, machines...**), payer leurs employés, mener des campagnes de marketing, payer des impôts et des frais financiers, et réaliser potentiellement un bénéfice net.
- La part de valeur des producteurs dans nos estimations est ce qui leur reste (pour eux-mêmes et leur famille) après le paiement de leurs travailleurs et les coûts de leurs intrants agricoles (engrais, pesticides, eau, énergie...)

Le principal défi de l'étude a été de collecter des données détaillées et crédibles sur la répartition de la valeur, des producteurs aux distributeurs. En effet, les prix, les coûts et les marges font partie des informations les plus confidentielles dans les entreprises, très difficiles d'accès de l'extérieur et difficiles à contre-vérifier.

Pour relever ce défi, nous avons choisi de :

- Commencer par collecter, croiser et analyser les statistiques disponibles à partir des bases de données publiques et privées (INSEE, Eurostat, Comtrade, Banque mondiale, Euromonitor, instituts de recherche, ministères...).
- Combiner ces données quantitatives avec les analyses qualitatives issues d'un large éventail de publications (économique, sociologique, historique...) afin de contre-vérifier leur pertinence,
- Recouper et enrichir ces analyses via un réseau d'experts des filières et des pays étudiés

De plus, l'estimation de la distribution de la valeur des produits finis a nécessité de développer une modélisation de cafés spécifiques et de chaînes de valeur associées :

- Pour identifier ces produits, nous avons effectué des relevés de prix fin juillet 2018 dans 9 supermarchés et hypermarchés de 6 enseignes différentes, à Paris et région parisienne pour une moitié, et en province dans l'Ouest de la France pour l'autre moitié (Morbihan, Loire Atlantique, Vendée). Ces relevés nous ont permis de relever les prix au consommateur de 35 produits commercialisés par 22 marques différentes sous 3 formats différents : paquets de café moulu 250g, dosettes souples et capsules (compatibles Nespresso, Dolce Gusto, Tassimo...).
- Pour calculer la répartition de valeur en kilo de café vert, le facteur de conversion de 1,19 entre café torréfié et café vert a été utilisé
- La part des torréfacteurs a été estimée *a minima* à partir des coûts directs de transformation et de logistique du café obtenus auprès de professionnels français, et du taux de valeur ajoutée déclaré dans les comptes des établissements français de fabrication du café (de l'ordre de 20% en moyenne). La part de valeur des distributeurs est ce qui reste pour atteindre le prix constaté au consommateur, elle est donc potentiellement surévaluée du fait des hypothèses précédentes et parce qu'elle est estimée « hors promotion » (sachant que les promotions représentent jusqu'à 30% des ventes de certaines marques).

Les chaînes de valeur modélisées ne fournissent que des estimations / ordres de grandeur quantitatifs pour l'ensemble le plus commun d'acteurs et d'opérations allant de la production agricole jusqu'aux achats des consommateurs dans les magasins. Une grande variété d'autres structures organisationnelles peuvent être trouvés dans la réalité, conduisant à des variations potentielles dans les estimations de la répartition de la valeur. Toutefois, les estimations et tendances calculées dans cette étude fournissent une première évaluation objectivée afin de permettre la discussion entre les parties prenantes des chaînes de valeur.

En ce qui concerne l'estimation des revenus des producteurs et les salaires des travailleurs dans les différents pays, notre approche ne donne qu'une première estimation. Une méthodologie affinée serait nécessaire pour collecter des données de terrain actualisées sur les coûts de la vie dans les secteurs et les régions concernés. **Compte tenu des objectifs de l'étude et des contraintes de temps et de ressources, nous avons utilisé les études les plus récentes menées sur ce sujet dans les pays et produits étudiés.** Elles ne nous ont permis que de calculer des prix et revenus moyens autour desquels il existe une grande variété de situations différentes (pour aller plus loin, des calculs de chiffres médians seraient à minima nécessaires).

*Détails et limites méthodologiques sur l'estimation des coûts sociétaux*

**Afin de rendre compte de l'ampleur des impacts socio-environnementaux et d'évaluer la soutenabilité de la filière du café depuis la production agricole jusqu'à la consommation finale,** nous avons cherché à évaluer les coûts sociétaux associés.

Les coûts sociétaux sont les coûts reportés sur la société liés aux impacts de la filière. On peut aussi les appeler « coûts cachés ». Ils peuvent être définis comme « **l'ensemble des pertes et dépenses, directes et indirectes, présentes et futures, qui sont supportées par des tiers ou la collectivité dans son ensemble du fait des impacts sociaux, sanitaires et environnementaux des modes de production et de consommation et qui auraient pu être évités** »<sup>551</sup>.

Prenons un exemple :

*Des producteurs de café utilisent des engrais de synthèse pour fertiliser leurs parcelles qui génèrent l'apparition de nitrates dans les sols. Une partie de ces derniers sont lessivés par les pluies et rejetés dans les cours d'eau voisins puis jusque dans les rivières et fleuves qui approvisionnent les villes en aval.*

*L'eau des villes devient impropre à la consommation. La collectivité doit alors prendre en charge sur le budget public les dépenses de traitement de l'eau afin qu'elle redevienne potable. Elle augmente les impôts locaux afin de financer ces nouvelles dépenses.*

*Ainsi, le citoyen se retrouve à devoir assumer le coût de la dépollution de l'eau tandis que le producteur à l'origine de la pollution continue à produire son café sans intégrer dans ses charges le traitement des eaux pour la potabiliser.*

Pour évaluer les coûts sociétaux dans le cadre de cette étude, nous avons posé comme point de référence un modèle de filière soutenable qui correspondrait à une situation de « zéro coûts sociétaux » dans la mesure où les activités économiques respecteraient les normes sociales et environnementales définies collectivement, en particulier :

- La Déclaration universelle des Droits humains (en particulier les articles 1, 23 et 25),
- Les Conventions de l'Organisation internationale du Travail (en particulier les n°29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182),
- Les Normes de l'Organisation Mondiale de la Santé,
- La Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain (en particulier les principes 1, 3 et 5),
- Les Conventions internationales (UNPCC, CITES, CTOC...).

---

<sup>551</sup> K. W. Kapp, *Les coûts sociaux de l'entreprise privée*, Les Petits Matins, 2015

Cette approche présente plusieurs avantages :

- elle repose sur une comptabilisation des pertes et dépenses réelles – constatées, planifiées ou prévisibles – et non sur une évaluation théorique de valeurs sociales ou environnementales.
- elle est par nature cumulative, les différentes dépenses prises en charges par des tiers et la collectivité étant additionnées sans compensation possible entre les dimensions sociales et environnementales ;
- elle utilise la monnaie comme unité de compte commune, ce qui permet de questionner les modèles économiques existants, en mettant en vis-à-vis de la création de valeur les dépenses mutualisées et reportées sur la société.

Pour évaluer concrètement les coûts sociétaux, nous avons comptabilisé les dépenses réelles de prévention, de dommage, de réparation et d'adaptation supportées par les tiers et la collectivité (en particulier les pouvoirs publics) dans les différents territoires clés de la filière en Colombie, au Pérou, en Ethiopie et en France.

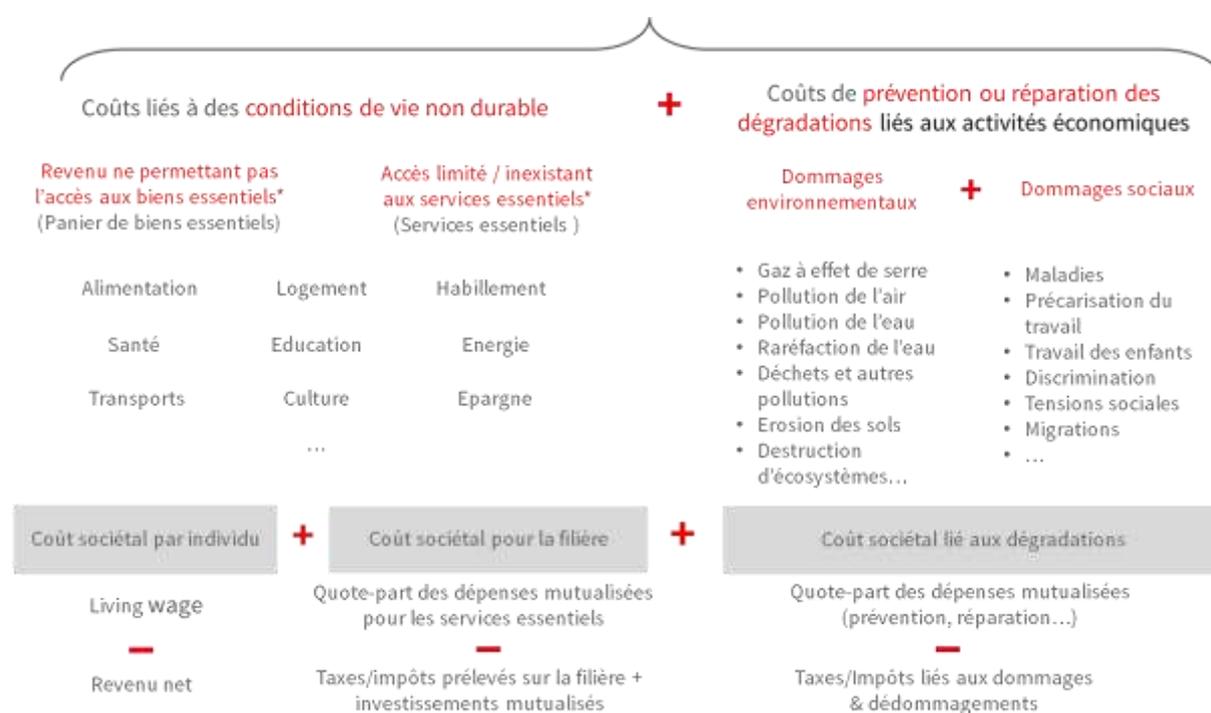


Figure 146. Schéma global de calcul des coûts sociétaux. Source : BASIC

Les coûts sociétaux ainsi comptabilisés correspondent aux dépenses mises en œuvre chaque année pour (cf. schéma ci-dessus) :

- Permettre aux producteurs et travailleurs de répondre aux besoins essentiels de leurs familles (alimentation, éducation, santé, logement, épargne) et de bénéficier de conditions de vie durables ;
- Réduire au maximum les impacts sociaux et environnementaux générés le long de la filière (pollutions, changement climatique, accidents du travail...).

Ci-dessous les principales méthodologies de calcul et sources utilisées pour l'estimation des coûts sociétaux :

Impact	Méthode d'évaluation	Sources bibliographiques
<i>Sous-rémunération des producteurs</i>	Estimation du revenu moyen annuel dégagé par les familles productrices de café et comparaison avec le niveau de revenus nécessaires pour répondre à leurs besoins essentiels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Revenu moyen annuel et nombre de personnes par famille : ICO, FNC &amp; Technoserve (Colombie), Hivos &amp; Ministère Agriculture (Pérou), EDRI &amp; IFPRI (Ethiopie)</li> <li>Seuil de pauvreté absolue par individu calculé par les études des instituts nationaux de statistiques au Pérou (INEI 2015) et en Colombie (DANE 2015) et par des chercheurs en Ethiopie (Mekore 2017). Revenu décent en Colombie calculé par le CIMS pour le World Banana Forum.</li> </ul>
<i>Services essentiels</i>	Estimation de la contribution de la filière café aux dépenses publiques nécessaires aux services essentiels dans les communautés caféières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépenses publiques nécessaires aux services essentiels estimées à <b>partir du budget détaillé de l'Etat publié par la Banque Mondiale</b> pour le Pérou (BOOST Peru), <b>du budget de l'Etat publié par le Ministère</b> du Plan pour la Colombie, et des dépenses pro-pauvres consolidées par le FMI <b>pour l'Ethiopie</b>.</li> <li>Nombre de producteurs de café : ICO, FNC &amp; Technoserve (Colombie), Hivos &amp; Ministère Agriculture (Pérou), EDRI &amp; IFPRI (Ethiopie)</li> </ul>
<i>Changement climatique</i>	Estimation des dépenses engagées au niveau international pour lutter contre le dérèglement climatique, au pr	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emissions moyennes de gaz à effet de serre le long du cycle de vie du livre (Centre for Sustainable Systems – University of Michigan 2017)</li> <li>Consolidation des dépenses de lutte contre le changement climatique dans le monde : (CPI 2015 ; IPS 2016 ; EC 2016)</li> </ul>
<i>Pollutions liées aux intrants</i>	Estimation des dépenses engagées en Colombie pour lutter contre la <b>pollution de l'eau liée aux engrais</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépenses de lutte <b>contre la pollution de l'eau</b> : USAID, Analisis Sectoral Agua en Colombia, 2016</li> <li>Estimation <b>de la part de pollution de l'eau en Colombie générée par la</b> production de café : Mekonnen et al., Sustainability, Efficiency and Equitability of Water Consumption and Pollution in Latin America and the Caribbean, 2015</li> </ul>

Figure 147. Méthodes et sources d'information utilisées pour le calcul des coûts sociétaux. Source : BASIC

Cette approche présente un certain nombre de limites à prendre en compte : de nombreux facteurs ne sont pas quantifiables du fait de l'inaction des pouvoirs publics, du manque de données disponibles, ou tout simplement du fait de leur nature. L'importance relative des questions sociales et environnementales qui résulte de leur transcription monétaire reste donc forcément subjective.

Les coûts sociétaux, s'ils peuvent être quantifiés a minima en recensant les dépenses prises en charge par les individus et la collectivité, sont aussi dans de nombreux cas des pertes essentiellement qualitatives.

Les dépenses induites que l'on peut mesurer n'ont pas vocation à donner une évaluation précise et complète des coûts sociétaux, mais à fournir un ordre de grandeur minimal des sommes mutualisées du fait des impacts sociaux et environnementaux engendrés par les activités économiques.